

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**AVRIL 2013**

**N°128**

# SOMMAIRE

*Conseil du 11 avril 2013*

	<i>Pages</i>
<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b>	<b>3</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b>	<b>237</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRETES</b>	<b>353</b>

## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	7
FINANCES	10
PERSONNEL	16
CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES	26
COPROPRIETES	35
SPORTS	36
CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES	52
ECOLOTHEQUE	84
COMMUNICATION	85
MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI	86
ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTERET NATIONAL	98
TOURISME	99
INNOVATION	100
ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE	101
INSERTION PAR L'ECONOMIQUE	102
SERVICES FUNERAIRES	103
PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE	104
EAU ET ASSAINISSEMENT	105
LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	188
ENVIRONNEMENT	189
DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS	195
POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT	196
URBANISME, POLITIQUE FONCIERE	219
SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE	226
VOIRIE, JALONNEMENT	227
TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS	230
RELATIONS INTERNATIONALES	236

**HORS COMMISSION**

Conseil d'administration de l'OPH-ACM - Désignation d'un représentant	8
---	---

**FINANCES**

Taux et produits 2013 - Fiscalité directe - Adoption	11
Accord local de dématérialisation des pièces justificatives comptables et des documents budgétaires - Formulaire d'adhésion au protocole d'échange standard - Autorisation de signature	14

**PERSONNEL**

Modification du tableau des effectifs	17
---------------------------------------	----

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES**

Marché n°3269MG13 de fourniture de gaz naturel sur l'ensemble des sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Autorisation de lancer la consultation et de signer le marché	27
Développement du Réseau Commercial - Quartier Odysseum - Convention d'occupation temporaire de Domaine Public - Autorisation de signature	30
Schéma directeur informatique - Marché n°3303RI13 d'acquisition et d'intégration d'une infrastructure technique évolutive permettant la mise en oeuvre d'un plan de reprise d'activité - Autorisation de signature	32

**COPROPRIETES**

Néant	35
-------	----

**SPORTS**

Palais des sports René Bournol - Avenant n°1 à la convention de mise à disposition au Montpellier Agglomération Handball - Autorisation de signature	37
Complexe de rugby Yves du Manoir - Brasserie - Avenant n°1 à la convention temporaire d'occupation du domaine public - Autorisation de signature	39
Stade de la Mosson Mondial 98 - Aménagements - Marché de maîtrise d'oeuvre n°S.13.05 - Autorisation de signature	41
Stade de la Mosson Mondial 98 - Aménagements - Marchés de prestations intellectuelles - contrôle technique n°S13.02 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé n°S13.03 - Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux n° S13.01 - Autorisation de signature	45
Fonds spécial sport - Attribution de subventions	47
Piscine les Néréides à Lattes - Avenant n°1 au marché de travaux n°2253DS10 lot n°12 - Autorisation de signature	49

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES**

Affectation d'une subvention à l'association Claquettes en Vogue - Approbation	53
Adhésion à l'association Les Rencontres - Désignation - Approbation	55
Convention de partenariat avec le Département de l'Hérault et l'association 'Printemps des Comédiens' - Autorisation de signature	58
Musée Fabre - Convention d'attribution du label d'intérêt national pour l'exposition 'Le goût de Diderot' - Autorisation de signature	61
Musée Fabre - Tarifs complémentaires et modifications tarifaires - Adoption	64
Musée Fabre - Autorisation de vente du catalogue des acquisitions 1992-2012 du musée Fabre en librairies et points de vente spécialisés - Approbation	73
Conservatoire à Rayonnement Régional - Année scolaire 2013 - Financement du déplacement des intervenants extérieurs et des membres des jurys d'examens de fin d'année et concours d'entrée - Approbation	75
Café de l'Opéra Comédie - Avenant n°3 à la convention d'occupation temporaire du domaine public - Autorisation de signature	77
Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades - Convention de mécénat avec la société SARIVIERE - Autorisation de signature	79
Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades - Conventions de dépôt-vente d'ouvrages - Autorisations de signature	82



	Page
<b>ECOLOTHEQUE</b>	
Néant	84
<b>COMMUNICATION</b>	
Néant	85
<b>MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI</b>	
ZAC Descartes - Commune de Lavérune - Dossier de Réalisation - Approbation	87
ZAC Descartes - Commune de Lavérune - Programme des Equipements Publics - Approbation	91
Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	95
<b>ARTISANAT, COMMERCE, MARCHE D'INTERET NATIONAL</b>	
Néant	98
<b>TOURISME</b>	
Néant	99
<b>INNOVATION</b>	
Néant	100
<b>ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE</b>	
Néant	101
<b>INSERTION PAR L'ECONOMIQUE</b>	
Néant	102
<b>SERVICES FUNERAIRES</b>	
Néant	103
<b>PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE</b>	
Néant	104
<b>EAU ET ASSAINISSEMENT</b>	
Modification du Règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Montpellier et Juvignac - Intégration de la nouvelle réglementation relative à l'écèlement de la facture d'eau en cas de fuite après compteur - Adoption	106
Modification du Règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Lattes et Pérols - Intégration de la nouvelle réglementation relative à l'écèlement de la facture d'eau en cas de fuite après compteur - Adoption	115
Modification du Règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Prades le Lez - Intégration de la nouvelle réglementation relative à l'écèlement de la facture d'eau en cas de fuite après compteur - Adoption	131
Modification du Règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Intégration de la nouvelle réglementation relative à l'écèlement de la facture d'eau en cas de fuite après compteur - Adoption	140
Modification du Règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues - Intégration de la nouvelle réglementation relative à l'écèlement de la facture d'eau en cas de fuite après compteur - Adoption	149
Modification du Règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Grabels - Intégration de la nouvelle réglementation relative à l'écèlement de la facture d'eau en cas de fuite après compteur - Adoption	160
Travaux de réfection de tranchées - Montpellier - Convention constitutive d'un groupement de commandes - Autorisation de signature	182
Schéma Directeur d'Assainissement - Création d'un système d'assainissement intercommunal de collecte et de traitement des effluents des Communes de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues - Avant-projet - Demande d'aides financières - Approbation	185

## LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Néant 188

## ENVIRONNEMENT

Demeter - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Marché n°3296GD13 pour l'exploitation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché 190

Prévention et Gestion des déchets ménagers et assimilés - Organismes extérieurs - Associations Amorce et Méthéor - Adhésion 2013 - Approbation 193

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS

Néant 195

## POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT

Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants aux conventions signées avec l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat pour l'année 2013 - Autorisation de signature 197

Mise en oeuvre de la délégation de compétence de l'Etat d'attribution des aides à la pierre - Approbation de la programmation du logement social public pour l'année 2013 201

Construction de 51 logements sociaux - ZAC des Constellations, lot C2 à Juvignac - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature 207

Construction de 28 logements en location-accession - Résidence Eden Lodge ZAC Roque Fraïsse, lot 4.2 à Saint-Jean-de-Védas - Garantie d'emprunt à la société FDI Promotion - Convention - Autorisation de signature 210

Construction de 22 logements sociaux - Résidence Les Folies du Parc - Boulevard Paul Valéry à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature 213

Construction de 9 logements sociaux - Résidence Le Mas de Baccara - Lotissement Les Serres lot 1, quartier de Maurin à Lattes - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature 216

## URBANISME, POLITIQUE FONCIERE ET EVOLUTION DE L'EPCI

Projet de gare nouvelle de Montpellier - Modalités de la concertation préalable proposées par RFF - Approbation 220

Projet d'aménagement OZ Montpellier Nature Urbaine - Marché de service Réalisation d'une maquette virtuelle 3D interactive et évolutive - Autorisation de signature 223

## SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE

Néant 226

## VOIRIE, JALONNEMENT

Voirie d'agglomération - Marché de travaux n°3317TV13 d'éclairage public, d'intervention sur les mâts de jalonnement lumineux et dynamiques et sur les mobiliers associés aux lignes de transport collectif - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché 228

## TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS

Tramway troisième ligne, extension ouest de la première ligne et ligne 4 la Circulade - Marché n°3.171 de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson - Autorisation de signature 231

Voirie Transport - Marché de travaux n°3288TV13 pour la mise en accessibilité des quais de voyageurs - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché 234

## RELATIONS INTERNATIONALES

Néant 236

## **HORS COMMISSION**



**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme A. BENOUGHAR JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.**

**Absent(es):**

**Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES**

**HORS COMMISSION – CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OPH-ACM –  
DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

L'office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Aménagement et construction de Montpellier (OPH-ACM) a pour mission de développer, gérer et entretenir un parc immobilier de logement social de qualité sur le territoire de l'agglomération.

Par délibération n°8395 du 23 juillet 2008, le nombre d'administrateurs a été fixé à 23 dont 1 membre désigné par l'Union Départementale des Associations Familiales du département en application de l'article R 421-5 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Par courrier reçu le 29 mars 2013 le président de l'OPH-ACM a informé le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la désignation par l'UDAF 34 de Monsieur Claude RICO, en tant qu'administrateur de l'OPH-ACM, en remplacement de Monsieur Jean-Michel PENAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la désignation de M. Claude RICO, représentant de l'UDAF au Conseil d'Administration de l'OPH ACM en remplacement de M. Jean-Michel Penas ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 158 303-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président.

M. Jean-Pierre MOURE.



## **FINANCES**



SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

## **FINANCES – TAUX ET PRODUITS 2013 - FISCALITÉ DIRECTE - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

### **1. Taux 2013 des quatre taxes directes locales**

Depuis la réforme de taxe professionnelle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit se prononcer sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : Taxe d'Habitation, Taxe sur le Foncier Bâti, Taxe sur le Foncier non Bâti et Cotisation Foncière des Entreprises (CFE).

Les autres taxes transférées, Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) et Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) se voient appliquer un taux national.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a volontairement voté un budget primitif 2013 qui soutient l'économie locale en maintenant un niveau élevé d'investissement.

Compte tenu des efforts de gestion réalisés et de la santé financière de la collectivité, afin de préserver les ressources de nos ménages et de nos entreprises, les priorités en termes de développement du territoire, de solidarité et d'emploi pourront être réalisées sans augmentation de la fiscalité.

C'est pourquoi, afin de poursuivre nos engagements tout en maintenant les équilibres budgétaires, il est proposé de contenir l'ensemble des taux de fiscalité directe, sans augmentation soit :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 36,58%,
- Taxe d'Habitation : 12,08%,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 0,167%,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 5,69%.

Les bases nettes d'imposition prévisionnelles notifiées par la DRFIP s'élèvent aux montants suivants :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 149 437 000€,
- Taxe d'Habitation : 631 029 000€,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 541 364 000€,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 2 004 000€.

En appliquant les taux proposés, ces bases déterminent un produit global de 131 910 464€.

A titre d'information, la DRFIP a également notifié les montants suivants :

- Allocations compensatrices : 5 465 659€,
- Taxe additionnelle au Foncier Non Bâti : 559 397€,
- IFER : 1 289 639€,
- CVAE : 29 217 401€,
- Tascom : 5 520 618€.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est contributrice au Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources, transcrit par un montant identique en recettes et en dépenses

- Prélèvement FNGIR : 18 517 780€

### **2. Taux 2013 de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)**

Les bases nettes de TEOM notifiées par les services fiscaux s'élèvent à 553 683 404€.

La Communauté d'Agglomération souhaite maintenir le taux au niveau de 11,25%, sans augmentation depuis 2009.

Le produit attendu s'élèvera à 62 289 383€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Cotisation Foncière des Entreprises à 36,58%,
- maintenir le taux de Taxe d'Habitation à 12,08%,



Délibération n° 11492

- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Bâti à 0,167%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti à 5,69%,
- maintenir le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 11,25%,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Tmc 154598 - DÉ

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**FINANCES – ACCORD LOCAL DE DÉMATÉRIALISATION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES COMPTABLES ET DES DOCUMENTS BUDGÉTAIRES - FORMULAIRE D'ADHÉSION AU PROTOCOLE D'ÉCHANGE STANDARD - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans un processus ambitieux de dématérialisation et d'e-administration, qui concerne l'ensemble des services de la collectivité. L'un des axes de ce projet concerne la dématérialisation des procédures budgétaires et comptables : transmission dématérialisée des documents budgétaires au contrôle de légalité et dématérialisation des documents relatifs à l'exécution comptable, bordereaux, mandats, titres et pièces justificatives.

La dématérialisation des pièces comptables s'inscrit dans un double objectif de développement durable et de rationalisation des procédures. Elle conduira à économiser plus de 50 000 feuilles de papier dès la 1<sup>ère</sup> année de mise en place et permettra de réduire les délais de paiement aux entreprises.

Ce projet est conduit en partenariat étroit avec la Direction Régionale des Finances Publiques, comptable de la collectivité et la Chambre Régionale des Comptes, juge de l'exécution comptable. Il se concrétise par un accord local de dématérialisation des pièces justificatives dématérialisées et des documents budgétaires et par l'adhésion au Protocole d'Echange Standard Version 2 (PESV2). Ce protocole définit le format du flux informatique échangé entre la Collectivité et le Comptable public et porte sur l'ensemble des pièces comptables, mandats, titres et pièces justificatives.

La dématérialisation sera déployée progressivement : la mise en place du flux PESV2 et la dématérialisation des titres et des mandats s'effectuera dans un premier temps, suivront la dématérialisation des bordereaux puis celle des pièces justificatives. L'accord local sera modifié à chaque nouvelle étape en fonction de l'élargissement du périmètre d'application.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'accord local de dématérialisation,
- approuver le formulaire d'adhésion au PESV2,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ladite convention et les futurs avenants ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :                12 AVR. 2013  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : Jmc 154 / 65 - DÉ

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



## **PERSONNEL**



**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.**

**Absent(es):**

**Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES**

## **PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

M. A. Barrandon, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant au Personnel, rapporte :

### **I Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 1 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 26 mars 2013.

### **II Transformations de postes au tableau des effectifs**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 2 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 26 mars 2013.

### **III Confirmations de poste :**

a) Par délibération n°9497 du 1<sup>er</sup> avril 2010 le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions d'attaché de presse (n° du poste : 2003-185) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès de la Direction de la Communication.

- nature des fonctions : organiser et suivre l'ensemble des contacts avec les médias, rédiger des communiqués et dossiers de presse et organiser des conférences de presse.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication externe auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b) Par délibération n°9497 du 1<sup>er</sup> avril 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de chargé de mission « sciences du vivant » au sein du service marketing et intelligence économique (n° du poste : 2002-446) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : bâtir un réseau d'entreprises cohérent représentatif du tissu régional dans le domaine de l'agroalimentaire, de la nutrition, des ressources en eau et des biotechnologies, conduire des projets d'animation susceptibles de fédérer les filières pour intensifier le développement complémentaire entre entreprises, apporter une expertise sur l'évolution des marchés et des technologies concernés et aider à la prospection, à l'implantation au développement et à l'internationalisation des entreprises du secteur.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure liée au management des entreprises et au marketing, d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans un domaine similaire, d'une solide expérience dans le domaine du développement économique local, d'une maîtrise des langues étrangères et au moins l'anglais.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité de promouvoir le développement économique du tissu régional et de maintenir une capacité d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des secteurs de l'agroalimentaire, de la nutrition, des ressources en eau et des biotechnologies, ce poste ne peut rester vacant.
- fond juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c) Par délibération n°9497 du 1<sup>er</sup> avril 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de communication (n° du poste : 2008-028) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au sein de la Direction de la Communication.

- nature des fonctions : concevoir des supports de communication pour valoriser les actions et l'image de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

d) Par délibération n°9497 du 1<sup>er</sup> avril 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de mission accompagnement création et développement des entreprises innovantes (n° du poste : 2004-032) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : assure l'accompagnement efficace et contribue à la création d'entreprises ambitieuses et pérennes, participe aux actions de sensibilisation à la création d'entreprises, élabore et améliore des outils de formation et assure une veille économique dans les domaines innovants.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité dans une structure de conseil ou d'une pépinière d'entreprise et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation de leur plan d'affaire sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

e) Par délibérations n°9794 du 28 septembre 2010 et n°10471 du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2004-660) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : accompagner les porteurs de projet dans la réalisation de leur plan d'affaire, assurer le suivi des entreprises pendant les premières années de leur développement,

organiser la formation des porteurs de projet et participer aux actions de prospection et de sensibilisation à la création d'entreprises.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire correspondant au deuxième cycle d'études et d'une expérience similaire dans le domaine de la création d'entreprise.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des entreprises en développement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

f) Par délibération n°9528 du 27 mai 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de médiateur scientifique en charge d'organiser des manifestations à caractère scientifique (n° du poste : 2002-447) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Planétarium.

- nature des fonctions : valoriser les équipements du Planétarium et assurer la médiation scientifique auprès du public afin de faire découvrir, faire comprendre, faire apprécier par le public les séances et les spectacles d'animation.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant à un premier cycle d'études supérieures (Bac +3) dans le domaine technique ou scientifique.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations d'animation au sein du planétarium, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

g) Par délibération n°9902 du 15 décembre 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de responsable des expositions du Musée Fabre (n° du poste : 2002-443) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Musée Fabre.

- nature des fonctions : charger de l'organisation générale et du suivi des expositions temporaires, planifier et organiser la saison des expositions temporaires, organiser la négociation et la coordination des échanges avec les partenaires, prêteurs, comités scientifiques pour les étapes administratives, l'élaboration des éditions, la conception de la muséographie, encadrer des agents de service et préparer des montages et propositions budgétaires.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures (Bac +3) et d'une expérience similaire dans le domaine des collectivités territoriales.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer une continuité dans la gestion des expositions temporaires du Musée Fabre, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de



l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

h) Par délibération n°10471 du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de chef de projet Mission d'appui grands projets stratégiques à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi (n° du poste : 2011-063) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : Piloter les études et projets portés par la Mission d'appui grands projets stratégiques, contribuer à un accompagnement transversal en matière d'ingénierie de projets auprès de la DDEE, coordonner et piloter la mise en place d'une stratégie touristique, coordonner une équipe de trois personnes (Mission d'appui grands projets stratégiques).
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieur d'un niveau Bac + 4 ou Bac + 5 et d'une expérience similaire dans le secteur public.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer une mission d'appui des grands projets stratégiques, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

i) Par délibération n°11317 du 20 décembre 2012, le poste relevant du cadre d'emplois des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique pour exercer des fonctions de Directeur du Conservatoire Art Dramatique (n° de poste : 2004-456) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Conservatoire art dramatique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

- nature des fonctions : assurer la coordination pédagogique de l'enseignement de l'art dramatique au sein du Conservatoire d'Art Dramatique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience similaire.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°91-856 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité et la coordination de l'enseignement de l'art dramatique au sein du conservatoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, et confirmation de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11497

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013  
Publié le : 12 AVR. 2013  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 153631-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



# **ANNEXE 1 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi**

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2008-052	Culture, sport, solidarité	Médiathèque Aimé Césaire	Temps complet	Adjoint du patrimoine Ou Adjoint d'animation	2008-052	Culture, sport, solidarité	Médiathèque Aimé Césaire	Temps complet	Adjoint du patrimoine Ou Adjoint d'animation ou Adjoint administratif 1 <sup>ère</sup> classe	Agent de médiathèque Image-son- multimédia
2008-054	Culture, sport, solidarité	Médiathèque Aimé Césaire	Temps complet	Educateur Territorial Activités physiques et sportives	2008-054	Culture, sport, solidarité	Médiathèque Aimé Césaire	Temps complet	Attaché territorial Ou Assistant de conservation	Responsable de l'espace Images-son
2004-043	Direction Générale	Direction Générale	Temps complet	Attaché Territorial Ou Rédacteur Territorial	2004-043	Direction Générale	Direction Générale	Temps complet	Rédacteur Territorial	Chargé de mission à la DGS
2004-058	Direction Générale	Direction Générale	Temps complet	Rédacteur Territorial	2004-058	Direction Générale	Direction Générale	Temps complet	Adjoint administratif Territorial	Assistante à la DGS

ANNEXE 1 version 2 Réajustements de postes pour mise en conformité grade  
Conseil du 11 avril 2013 – Modification du tableau des effectifs

# ANNEXE 1 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2009-015	Ressources et Moyens	Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics	Temps complet	Attaché territorial	2009-015	Ressources et Moyens	Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics	Temps complet	Rédacteur territorial Ou Assistant territorial de conservation	Chargé de la documentation Et du suivi budgétaire
2007-093	Culture, sport, solidarité	Médiathèque Aimé Césaire	Temps complet	Assistant territorial de conservation	2007-093	Culture, sport, solidarité	Médiathèque Aimé Césaire	Temps Complet	Assistant territorial de conservation Ou Attaché territorial	Responsable de l'Espace Adultes

## ANNEXE 2 : Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emploi à créer	Fonctions
002011- 044	Développement Territorial	Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	Temps Complet	Technicien territorial Ou Rédacteur territorial	Coordinateur de Projet Aménagement	002013- 038	Développement Territorial	Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	Temps Complet	Attaché territorial	Chargé d'opération
002002- 025	Service public de l'Environnement et des Transports	Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Assistante du Pôle administratif	002013- 039	Service public de l'Environnement et des Transports	Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets	Temps Complet	Rédacteur territorial Ou Adjoint administratif territorial	Responsable de l'unité Redevance Spéciale
002012- 010	Direction Générales des Services	Direction Générales des Services	Temps Complet	Attaché Territorial	Chargé de Mission	002013- 040	Direction Générale des Services	Contrôle de Gestion	Temps Complet	Attaché territorial	Contrôleur de gestion externe

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES,  
ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES**



**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

**Pouvoir(s):**

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

**Absent(es):**

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉ N°3269MG13 DE FOURNITURE DE GAZ NATUREL SUR L'ENSEMBLE DES SITES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Le bon fonctionnement du patrimoine bâti de la Communauté d'Agglomération de Montpellier nécessite la fourniture de gaz naturel.

L'activité de vente de gaz aux consommateurs finaux, qui se situe à l'interface entre les distributeurs et les consommateurs finaux est ouverte à la concurrence. Elle consiste à vendre au détail du gaz acheté en gros, soit dans le cadre de contrats d'approvisionnement de long terme, d'une durée de 15 à 20 ans, soit dans le cadre de transactions de court terme.

Avec la directive 98/30 du 22 juin 1998 puis la directive 2003/55 du 26 juin 2003 relatives au marché intérieur du gaz naturel, l'Union européenne a souhaité mettre en place un grand marché du gaz naturel. En France, ces deux directives ont été transposées par la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, modifiées par la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006.

Depuis juillet 2007, l'ensemble des consommateurs est éligible, c'est-à-dire qu'ils peuvent librement changer de fournisseur et contractualiser des offres à un prix libre.

D'un point de vue financier, les prix sur le marché de gros de gaz se sont développés et sont inférieurs au tarif régulé qui sont des contrats à long terme indexés entre autres sur les produits pétroliers.

Ainsi la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait le choix de souscrire des contrats de gaz suivant des offres de prix libre. Suite à la délibération n°8831 du 26 mai 2009, un premier accord cadre a été réalisé avec des marchés subséquents couvrant la fourniture de gaz pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2013. Ces marchés arrivant à échéance, il convient à présent de réaliser un nouvel accord-cadre.

Celui-ci sera attribué à l'issue d'un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 et 76 du Code des Marchés Publics.

Cet accord cadre est constitué de deux lots sans minimum et maximum. :

	Montant estimatif annuel de fourniture en € H.T.
Lot n°1 Sites existants	1 000 000 € H.T.
Lot n°2 Sites ouverts en cours d'accord-cadre	150 000 € H.T.

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, un nombre minimum de trois prestataires et un nombre maximum de cinq prestataires sera retenu pour chaque lot.

L'accord cadre aura une durée de quatre ans.

Pour le lot n°1, les prestataires seront mis en concurrence selon une périodicité définie dans l'accord-cadre. Dans le cadre de l'accord cadre actuel, il y a eu 2 marchés subséquents de 2 ans chacun.

Pour le lot n°2, les prestataires seront mis en concurrence à la survenance des besoins.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la consultation des entreprises sur la base d'un accord cadre de fourniture de gaz naturel ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire, aux chapitres concernés ;



- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à souscrire l'accord-cadre et les marchés subséquents à intervenir avant l'engagement de la consultation conformément à l'article L 2122-21.1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à signer l'accord-cadre et les marchés subséquents à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 12 AVR. 2013  
Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : *Trnc 153681-DÉ*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU COMMERCIAL - QUARTIER ODYSSEUM - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Dans le cadre du développement du réseau de l'offre commerciale du quartier Odysseum, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de mettre à disposition un local commercial relevant de son domaine public.

Le local, d'une surface globale de 37 m<sup>2</sup> se situe Place des Grands hommes. Il sera mis à disposition dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public.

Au terme d'une procédure de mise en concurrence ayant fait l'objet d'un avis de publicité, (mise en ligne sur la plateforme des marchés le 25 février 2013, et publication sur Midi Libre avec une date de remise des offres fixée au 21 mars à 12h) la SARL Glacier d'Odysseum, domiciliée 6, passage Lonjon à Montpellier, a été retenue. Elle présente une offre conforme aux exigences financières et techniques de la Communauté d'Agglomération, telles que définies dans les documents de consultation établis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La SARL Glacier d'Odysseum exercera dans ces locaux une activité de glacier.

A l'issue de la négociation intervenue, la redevance que devra acquitter la société sera composée, d'une part fixe arrêtée à 8 510 € H.T. par an et d'une part variable correspondant à la différence constatée entre 6% du chiffre d'affaires H.T. générée par l'exploitation des locaux objets de la convention et le montant de la part fixe indexée.

Cette redevance annuelle sera acquittée trimestriellement.

La société bénéficiera d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public d'une durée de 12 ans à compter de la notification de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la SARL Glacier d'Odysseum, pour un montant d'une part fixe de 8 510 € H.T. annuel, plus la part variable correspondant à la différence de 6% du chiffre d'affaires H.T. et de la part fixe indexée ;
- dire que la recette est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 155186-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – SCHÉMA DIRECTEUR INFORMATIQUE - MARCHÉ N°3303RI13 D'ACQUISITION ET D'INTÉGRATION D'UNE INFRASTRUCTURE TECHNIQUE ÉVOLUTIVE PERMETTANT LA MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Le schéma directeur informatique a identifié la nécessité de mettre en œuvre un plan de reprise d'activité des infrastructures informatiques. Ce plan de reprise d'activité permettra d'assurer le fonctionnement des infrastructures informatiques nécessaires à la continuité de fonctionnement des services au public en cas de sinistre sur les équipements constitutifs du système d'information situés au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour mener à bien ce projet, un premier appel d'offres ouvert (articles 57 à 59 du code des marchés publics) a été lancé en application de la délibération n°11120 en date du 8 octobre 2012, afin de conclure un marché concernant l'acquisition et l'intégration dans l'environnement existant d'équipements techniques permettant la mise en œuvre d'un plan de reprise d'activité des infrastructures informatiques.

Ce premier appel d'offres ayant été déclaré sans suite pour motif d'intérêt général, il est nécessaire de le relancer.

L'objet de la consultation consiste à choisir un titulaire pour réaliser les prestations suivantes :

- Fournir et livrer l'ensemble des éléments matériels et logiciels permettant la constitution d'une infrastructure nécessaire à la mise en œuvre du plan de reprise d'activité,
- Réaliser les prestations d'intégration à l'environnement technique existant et de migration des données,
- Assurer le paramétrage, le transfert de compétences, la maintenance et le suivi du bon fonctionnement des infrastructures mises en œuvre.

Ce marché unique est composé d'une partie forfaitaire concernant les prestations décrites ci-dessus, permettant le remplacement l'infrastructure de stockage de données informatiques actuelle par une infrastructure neuve et évolutive. Avec l'émergence des projets de dématérialisation et de modernisation de l'administration, les besoins en infrastructure de stockage pour les 3 années à venir ne peuvent pas être appréhendés avec une précision suffisante pour les inclure dans la partie forfaitaire. Ainsi, ce marché est également composé d'une partie rémunérée par application de prix unitaires dans le cadre de bons de commande émis à survenance du besoin, sans minimum et sans maximum, dans les limites des budgets attribués.

Il prendra effet dès sa notification pour une durée de trois ans. Sur sa durée totale ce marché est estimé à 350 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion du marché n°3303RI13 pour la réalisation des prestations relatives à la mise en œuvre d'un Plan de Reprise d'Activité des infrastructures informatiques,
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits au budget communautaire 2013, chapitre 900,
- autoriser Monsieur le Président de Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n°3303RI13 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11496

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 153112-DE*

*12 AVR. 2013*

*12 AVR. 2013*

*12 AVR. 2013*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



## **COPROPRIETES**

## SPORTS





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**SPORTS – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Agglomération Handball, qui évolue en 1<sup>ère</sup> division, dispute ses rencontres de championnat de France au Palais des Sports René Bougnol, transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002.

Au regard des excellents résultats de ce club, de sa notoriété et des exigences du sport de haut niveau pour des joueurs évoluant dans l'élite nationale et européenne, il était devenu nécessaire de modifier les lieux dont il disposait tant pour les réceptions que pour les entraînements.

Par une délibération n°9043 en date du 3 juillet 2009 le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'aménagement d'une salle de réception au Palais des Sports René Bougnol qui est aujourd'hui construite et mise à la disposition du club à l'occasion des rencontres de 1<sup>ère</sup> division. Cet équipement est intégré dans le calcul de la redevance relative à la convention d'occupation 2012-2013, approuvée par délibération n°10961 du 28 juin 2012.

Par une délibération n°9950 en date du 26 janvier 2011 le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'une seconde phase de travaux qui a permis de créer un complexe de remise en forme et d'entretien physique comprenant une salle de gym-danse de 150 m<sup>2</sup>, une salle de musculation de 100 m<sup>2</sup>, une zone cardio-training de 140 m<sup>2</sup>, une zone aqua-forme de 110 m<sup>2</sup> ainsi que les locaux annexes (accueil 15 m<sup>2</sup>, rangement 18 m<sup>2</sup>, vestiaires 25 m<sup>2</sup>) soit un total de 563 m<sup>2</sup>. Cet espace inauguré au mois de février de cette année est désormais utilisé par le club.

Aujourd'hui il convient donc de modifier par voie d'avenant cette convention afin de prendre en compte ces nouveaux locaux notamment au niveau des assurances et de la redevance qui sera de 54 901,5 € pour le 2<sup>ème</sup> semestre de la saison 2012 / 2013. Le montant de la redevance de la convention d'occupation du domaine public conclue avec le Montpellier Agglomération Hand Ball au titre de la saison 2012-2013 est porté à 99 921,50 € net de taxe soit une augmentation de 9 881,50€ net de taxe par rapport à la convention initiale.

Un avenant n°1 à la convention initiale doit formaliser cette modification par une nouvelle rédaction de son article 2 et de l'article 14.1, les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol pour la saison 2012-2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 151276-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**SPORTS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - BRASSERIE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Par délibération n°10285 en date du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la SARL Brasserie Yves du Manoir.

Cette convention précise notamment que seront à la charge de l'occupant, l'équipement des locaux, la fourniture des matériels, la maintenance et l'entretien des locaux.

La redevance annuelle proposée est composée d'une part fixe de 27 200 € H.T. et d'une part variable en fonction du chiffre d'affaires.

Les charges feront l'objet d'une facturation forfaitaire de 6000 € révisé chaque année en fonction des charges réellement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le gérant de la SARL Brasserie Yves du Manoir a informé la Communauté d'Agglomération de Montpellier de son souhait de céder son droit d'occupation à la SASP Montpellier Rugby Club qui exploitera les lieux conformément à leurs destinations soit en direct soit par la création d'une filiale.

Le principe de cette cession a été agréé par courrier en date du 29 janvier 2013.

Il est donc nécessaire de prendre acte de cette cession et de modifier l'exposé préambule de la convention d'occupation du domaine public en mentionnant le nom du nouveau titulaire du droit d'occupation.

Un avenant n°1 à la convention initiale doit formaliser ces changements, les autres dispositions concernant notamment le montant de la redevance et la durée de la convention demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de ce changement de titulaire du droit d'occupation ;
- approuver la conclusion de l'avenant n°1 à la convention d'occupation mentionné précédemment ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 151 284 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme A. BÉNOUARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.**

**Absent(es):**

**Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES**

**SPORTS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - AMÉNAGEMENTS - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE N°S.13.05 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Depuis 1974, l'histoire du stade de la Mosson, aujourd'hui stade de la Mosson Mondial 98, est intimement liée au quartier dans lequel il est implanté et à l'équipe qui y réside, le Montpellier Hérault Sport Club.

Construit et rénové au fil du temps, il a accueilli de grandes manifestations telles que la Coupe du Monde de football en 1998 et la Coupe du Monde de Rugby en 2007.

Le Stade de la Mosson-Mondial 98 a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier par sa délibération n°10689 du 29 février 2012 a approuvé le programme de réhabilitation du Stade, ainsi que son enveloppe prévisionnelle et a décidé de confier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) un mandat d'études et de réalisation. Dans le cadre de son mandat, la SAAM a organisé un concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément à l'article 74 du Code des Marchés Publics.

Par délibération n°10861 du 24 mai 2012, il a été procédé à l'élection du jury du concours de maîtrise d'œuvre.

Au cours de la première réunion du jury de concours qui s'est déroulée le 5 septembre 2012, trois candidats ont été sélectionnés pour concourir. Le dossier de consultation des maîtres d'œuvre a été envoyé le 19 octobre 2012 aux trois candidats qui ont remis le 9 janvier 2013 leur rendu de niveau Esquisse +. A l'issue de la seconde réunion du jury de concours, Monsieur Jacques Martin, Vice-Président, délégué dans le domaine Sports, sur proposition motivée et après classement des candidats admis à concourir par le jury réuni le 6 Février 2013, et suite à la levée de l'anonymat par le mandataire en présence du Vice-Président, a désigné lauréate de ce concours l'équipe suivante :

- **A+ ARCHITECTURE / BET VERDIER / ARTEBA / L'ECHO / CELSIUS ENVIRONNEMENT / GAMBA ACOUSTIQUE / QUASSI / SARL EPSILON / GINGER ENVIRONNEMENT et INFRA / C&G / LIGHTECH / IMHOTEP INGENIERIE / NOVAREA**

Le jury, à l'unanimité, a en effet considéré que la proposition de l'équipe représentée par son mandataire A+ Architecture, apportait la réponse la plus pertinente en considérant les critères définis au règlement de concours :

- Compatibilité du projet avec la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux ;
- Qualité architecturale du projet en réponse au programme ;
- Faisabilité technique du projet dans le cadre des contraintes calendaires et de continuité d'exploitation ;
- Qualité technique et fonctionnelle du projet en réponse au programme.

Les trois projets examinés étaient de qualité, le projet d'A+ Architecture se distinguant par l'unité redonnée au stade en matière de qualité architecturale.

Le lauréat s'est engagé sur une part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux de 30 945 000,00 € H.T., pour un montant prévu par la maîtrise d'ouvrage de 32 400 000,00 € H.T.

Le groupement a répondu avec un montant global provisoire de rémunération de 4 595 572,00 € HT, tranches conditionnelles, options et primes comprises. Ce montant intègre les éléments suivants :

- La prime de concours d'un montant de 120 000 € H.T.
- En tranche ferme, la mission de base de maîtrise d'œuvre avec réalisation des études d'exécution pour les lots cloisons-doublage, faux plafonds, sols durs-faïences, sols souples et peinture au taux de rémunération de 12,15%, pour un montant de 3 759 817,50 € H.T ;

- En tranche ferme, les missions complémentaires suivantes :
  1. Coordination en matière de système de sécurité incendie
  2. Établissement, pour chaque lot de travaux, d'un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire indiquant les quantités estimées sur la base d'un avant-métré
  3. Établissement de dossiers complémentaires, autres que ceux qui l'ont été au stade des études d'avant-projet, exigés pour autoriser la réalisation et l'exploitation de l'ouvrage, et l'assistance apportée au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction
  4. Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la définition et le choix d'équipements mobiliers
  5. Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour le traitement de la signalétique ;
- En tranche ferme, les autres missions complémentaires suivantes :
  1. **Option n°1** : Vérification que les notes de calcul et les documents d'exécution établis les entrepreneurs ne comportent pas d'erreur décelable par un homme de l'art ;
  2. **Option n°2** : Animation des travaux de la cellule de synthèse ;
  3. **Option n°3** : Suivi particulier de la mise en œuvre de certains éléments d'ouvrages, nécessitant une présence permanente sur le chantier.
- En tranche conditionnelle N°1, la mission complémentaire suivante :
  1. Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la mise en œuvre de la consultation et de l'information des usagers ou du public
- En tranche conditionnelle N°2, la mission complémentaire suivante :
  1. Assistance apportée au maître de l'ouvrage par des missions d'expertise en cas de litige avec des tiers

Après la validation par le Vice-Président, la SAAM a entamé la négociation avec l'équipe lauréate, au terme de laquelle le montant global et forfaitaire provisoire de la rémunération de la maîtrise d'œuvre, d'un montant de 4 664 219,50 € H.T., tranches conditionnelles, options et primes comprises, intègre, en complément des éléments visés ci-dessus :

- Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux de 31 510 000,00 € H.T. comprenant :
  1. L'élargissement de l'escalier reliant le parvis Heidelberg au parking Jourdan ;
  2. La reprise de l'escalier et des accès existants à la tribune média ;
  3. La reprise des escaliers de la tribune Aigoual ;
  4. La mise en place d'un deuxième ascenseur pour desservir les dégagements supérieurs de la tribune Aigoual, à la demande du SDIS 34 ;
  5. La remise en peinture des structures des couvertures des tribunes existantes.
- En tranche ferme, la mission de base de maîtrise d'œuvre avec réalisation des études d'exécution pour les lots cloisons-doublage, faux plafonds, sols durs-faïences, sols souples et peinture au taux de rémunération inchangé de 12,15%, pour un montant de 3 828 465,00 € H.T. ;
- Compris en tranche ferme, pour l'application des dispositions des articles L.554-1 et s. et R.554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, la délégation au maître d'œuvre, pendant toutes les phases de l'opération, de toutes les obligations du **responsable du projet** à l'exception, s'il n'a commis aucune faute dans l'exécution de cette mission, de la prise en charge financière des conséquences de la découverte d'ouvrages, de modifications ou d'extensions d'ouvrages ;

Le montant global et forfaitaire définitif des honoraires de la maîtrise d'œuvre sera arrêté au plus tard à l'approbation des études d'avant-projet définitif (APD).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer le marché n°S.13.05 relatif à la maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation du stade de la Mosson Mondial 98 au groupement dont le mandataire est A + architecture pour un montant d'honoraires de 4 664 219 € H.T. correspondant au forfait provisoire de rémunération prenant en compte la rémunération de base, les missions complémentaires ainsi que les options ;
- autoriser la SAAM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le marché avec le groupement dont le mandataire est A + architecture ;
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de la SAAM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :                12 AVR. 2013  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 149108-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE







**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

**Pouvoir(s):**

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

**Absent(es):**

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**SPORTS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - AMÉNAGEMENTS - MARCHÉS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES - CONTRÔLE TECHNIQUE N°S13.02 - COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ N°S13.03 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DES TRAVAUX N° S13.01 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Depuis 1974, l'histoire du stade de la Mosson, aujourd'hui stade de la Mosson Mondial 98, est intimement lié au quartier dans lequel il est implanté et à l'équipe qui y réside, le Montpellier Hérault Sport Club.

Construit et rénové au fil du temps, il a accueilli de grandes manifestations telles que la Coupe du Monde de football en 1998 et la Coupe du Monde de Rugby en 2007.

Le Stade de la Mosson-Mondial 98 a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier par sa délibération n°10689 du 29 février 2012 a approuvé le programme de réhabilitation du Stade, ainsi que son enveloppe prévisionnelle et a décidé de confier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) un mandat d'études et de réalisation.

Dans le cadre de son mandat, la SAAM a lancé une consultation le 14 décembre 2012, en Appel d'Offre Ouvert, en application des articles 33 et 57 à 59 du Code des marchés publics, pour des marchés de prestations intellectuelles concernant le contrôle technique ; la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ; l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux répartis en trois lots :

- Lot 1 : l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux
- Lot 2 : le Contrôle Technique
- Lot 3 : la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 26 Février 2013 a décidé d'attribuer ces marchés aux sociétés suivantes qui ont établi les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères de jugement des offres définis dans le règlement de consultation:

- Lot 1 – OPC : Société S.C.O. pour un montant de 195 060 € H.T.
- Lot 2 – Contrôle Technique : Sociétés SOCOTEC – Véritas pour un montant de 409 880 € H.T.
- Lot 3 – CSPS : Société Bureau Véritas pour un montant de 75 285 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les marchés S13.01 d'OPC, S13.02 de Contrôle Technique, S13.03 de CSPS ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :                      12 AVR. 2013  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 149713-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

## SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORT - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Un fonds spécial d'un montant de 20 000 €, a été créé au budget primitif 2013 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 1 000 € à la société Bouliste Montpelliéraine pour l'organisation du Challenge Bernard Gasset,
- 1 500 € à l'association Socio Culturelle Jeunes Sportifs pour l'organisation d'un rassemblement national de boxe et de futsal,
- 1 000 € à l'association sportive des Arceaux pour l'organisation d'un tournoi de football,
- 2 000 € au Club de Tambourin Pignonais pour l'organisation du Championnat d'Europe de tambourin.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 151976 -DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.**

**Absent(es):**

**Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES**

**SPORTS – PISCINE LES NÉRÉIDES À LATTES - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2253DS10 LOT N°12 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Par délibération n°7727 en date du 23 juillet 2007, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation d'une piscine sur la Commune de Lattes.

Il a également approuvé le pré-programme de cet équipement, son budget prévisionnel arrêté au stade de la programmation, ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre, et a désigné les membres du jury du concours.

Suite aux élections municipales et au renouvellement des Conseillers d'Agglomération, le Conseil de communauté a procédé à la désignation de nouveaux membres du jury de concours par délibération n°8149 en date du 30 avril 2008.

A l'issue du concours de maîtrise d'œuvre et par délibération du Conseil de Communauté n°8340 en date du 23 juillet 2008, l'équipe représentée par Monsieur Jean CHABANNE, Président de la SAS CHABANNE § PARTENAIRES, était désignée lauréate.

Pour la réalisation des travaux, la Communauté d'Agglomération a lancé un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 28 octobre 2010.

Par délibération du Conseil d'Agglomération du 10 mars 2011, dans le cadre des marchés de travaux pour la construction de la piscine Les Néréides à Lattes le lot n°12 (traitement de l'eau) a été attribué à HERVE THERMIQUE (Saint Jean Bonnefonds) pour un montant de 330 582,31 € H.T.

Ce marché a été notifié le 4 mai 2011 pour une durée initiale globale de 20 mois.

Il a été prolongé par ordre de service jusqu'au 13/05/2013, suite au dépôt de bilan du premier titulaire du lot charpente métallique ayant conduit à une prolongation du délai global d'exécution.

Par délibération en date du 28 novembre 2012 le conseil Communautaire a autorisé la signature d'un avenant n°1 au lot n°1.

Il est proposé aujourd'hui un avenant n°1 au lot n°12.

Lot n°12 Traitement d'eau – Avenant n°1 :

Le présent avenant de travaux supplémentaires a pour objet la fourniture, pose et mise en service de déchloramineurs à lampes ultraviolet sur les circuits de traitement de l'eau des bassins sportifs et ludiques.

Récemment installés sur plusieurs piscines existantes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le retour d'expérience s'avère très positif quant à l'efficacité et la fiabilité de ces équipements.

Ils participent à la fois, à l'amélioration de la qualité de l'eau en réduisant les sous-produits chlorés, et de fait à une nette amélioration la qualité de l'air en réduisant les trichloramines, pour le bien-être et la santé des baigneurs et du personnel.

Ils permettent également une réduction sensible de la consommation d'eau traitée et chauffée.

Le délai pour la réalisation de ces prestations sera prolongé d'un mois à compter de la notification du présent avenant.

Le montant de l'avenant en plus-value correspondant s'élève à 33 000.00 € H.T.

Montant initial du marché : 330 582,31 € H.T.

Montant de l'avenant en plus-value : 33 000,00 € H.T.

Montant du marché : 363 582,31€ H.T., soit une augmentation de 9,9%.

Délibération n° 11513

Lors de la séance du 26 mars 2013, la Commission d'Appel d'Offres a donné un avis favorable à la signature de l'avenant de travaux supplémentaires pour un montant de 33 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°2253DS10 lot n°12, tel que présenté ;
- autoriser la prolongation du marché d'un mois à compter de la notification de cet avenant ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 au lot n°12, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire                      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture                12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 154 861-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES**





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CLAQUETTES EN VOGUE - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'association 'Claquettes en Vogue', dont l'activité repose largement sur le bénévolat, a pour but d'éveiller le désir de pratiquer et de perfectionner l'activité récréative et de loisirs des claquettes. Présente depuis ses débuts à Montpellier et ses alentours, cette association regroupe aujourd'hui plus de 200 adhérents. Elle propose un large éventail de cours techniques, chorégraphiques, d'improvisation, à destination des enfants et des adultes, de tous niveaux. Elle intervient également dans les écoles maternelles, primaires, les collèges et lycées en proposant des ateliers claquettes.

Pour fêter ses 10 ans d'existence, le festival des claquettes a vu le jour en mai 2003. La réussite de cette 1ère édition a poussé l'association à renouveler l'expérience. Depuis il a lieu tous les deux ans, avec comme programme l'organisation de stages avec des professeurs de renommée internationale, des défilés avec Batucada et orchestre New Orleans, des spectacles gratuits ou payants, de l'initiation claquettes enfants et adultes...

Le 6<sup>ème</sup> festival des claquettes aura ainsi lieu à Montpellier du 26 avril au 1<sup>er</sup> mai 2013. Celui-ci donnera lieu à l'organisation de stages, spectacles, animations, parades, ainsi qu'une soirée de clôture au Corum, le 31 mai 2013.

Considérant l'intérêt de cette manifestation en particulier, et compte tenu des orientations de la politique culturelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est proposé, à titre exceptionnel et au regard de la logistique de la manifestation, d'affecter à l'association 'Claquettes en vogue' une subvention de 6 400 € pour l'année 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention de 6 400 € à l'association 'Claquettes en vogue',
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat correspondante, ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 153724-DL

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

**Pouvoir(s):**

Mme A. BENOUGHJA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

**Absent(es):**

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – ADHÉSION À L'ASSOCIATION LES RENCONTRES - DÉSIGNATION - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Les Rencontres est une association créée pour et par des élus en charge de la culture et de l'éducation dans les différentes collectivités territoriales de l'Union européenne et au-delà. Elle constitue une plate-forme de coopération, de débats et d'actions dans le domaine de la politique culturelle des villes, départements, régions, provinces...

Son action vise à encourager la mise en place de réelles démarches culturelles par un travail en collaboration étroite avec des experts, des universitaires, des réseaux culturels, des associations d'élus et des artistes avec lesquels se réalise un véritable travail de recherche. Cette action se traduit notamment par diverses réunions : l'assemblée générale, les rencontres nationales dans le pays qui assume la Présidence de l'Union européenne, des réunions thématiques à partir de sujets, préoccupations des élus comme le livre, la photographie, l'art contemporain, la danse, l'audiovisuel, les opéras, ... Environ 5 à 600 professionnels participent aux 7 à 8 réunions organisées chaque année.

Cette association, soutenue notamment par la Commission Européenne et le Ministère de la Culture et de la Communication français, rassemble plus de 160 collectivités territoriales (villes petites, moyennes, capitales, départements, régions, countries etc.) de la Grande Europe, parmi lesquelles les Régions Île de France, Languedoc-Roussillon, Midi Pyrénées, et les Villes de Lyon, Lille, Toulouse, Marseille.

Sollicité par cette association dont le viseur national et international est important, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier adhère à l'association 'Les Rencontres', et intègre à cet effet un réseau d'acteurs culturels important en Europe.

L'adhésion, dont le coût annuel est de 1 000 €, permet à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de devenir membre associé de l'association. Dans ce cadre, il est proposé de désigner un membre du Conseil de Communauté comme représentant de la Communauté d'Agglomération au sein de l'association Les Rencontres.

A cet effet, il est proposé au Conseil de ne pas voter au scrutin secret dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales pour procéder à cette désignation. A l'unanimité le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Nicole Bigas.  
Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver à l'unanimité de ne pas voter au scrutin secret dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales pour procéder à cette désignation ;
- autoriser l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association 'Les Rencontres' ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- désigner Madame Nicole Bigas, représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans les instances de cette association ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11499

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 154/183-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

**Pouvoir(s):**

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

**Absent(es):**

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT ET L'ASSOCIATION 'PRINTEMPS DES COMÉDIENS' - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'association 'Le Printemps des Comédiens' organise le festival du même nom qui a lieu chaque année au mois de juin dans le domaine départemental du château d'Ô, à Montpellier, et qui est devenu l'un des principaux festivals du théâtre au plan national. L'association agit dans un souci de démocratisation culturelle et d'élargissement des publics avec la recherche de l'excellence artistique.

Compte tenu des orientations de sa politique culturelle, et notamment de la mise en place d'une politique théâtrale structurée et ambitieuse autour de la formation, l'insertion, la création et la diffusion, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°11388 du 12 février 2013, d'attribuer au Printemps des Comédiens une subvention de 200 000 € pour l'année 2013. La Communauté d'Agglomération souhaite ainsi se positionner en soutien du projet artistique et culturel de l'association, en devenant partenaire du festival 2013.

Principal partenaire de cette association, le Département de l'Hérault a choisi de construire sa politique culturelle autour de l'objectif suivant : faire de la Culture un outil de cohésion sociale. Dans ce but, il a décidé de soutenir le Printemps des Comédiens pour la réalisation du festival 2013 au domaine d'Ô, domaine départemental d'art et de culture.

Considérant les volontés conjointes de la Communauté d'Agglomération et du Département de l'Hérault, il est proposé de formaliser les soutiens de ces deux partenaires à l'édition 2013 du festival Printemps des Comédiens par la conclusion d'une convention de partenariat tripartite, qui fixe en particulier les engagements de chacun des signataires.

La Communauté d'Agglomération et le Département de l'Hérault s'engagent ainsi à verser à l'association une subvention, respectivement de 200 000 € et 1 447 700 € pour l'année 2013.

En contrepartie, le Printemps des Comédiens s'engage notamment à mentionner l'aide et à faire figurer les logotypes des deux partenaires sur l'ensemble des supports de communications dédiés au festival. Les deux partenaires seront en outre invités à toutes les manifestations organisées dans le cadre du festival 2013, ainsi qu'à son inauguration et aux conférences de presse. Enfin, l'association s'engage à mettre à la disposition de l'Agglomération deux cents places gratuites à répartir sur une à cinq représentations du spectacle « Tabac Rouge » de James Thiérree, joué par la Compagnie du Hanne-ton entre le 15 et le 20 juin 2013 dans le « Chapiteau Rouge » installé sur le Domaine d'O, ainsi qu'un quota de place à définir pour chacun des autres spectacles du festival Printemps des Comédiens 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Département de l'Hérault et l'association 'Le Printemps des Comédiens',
- dire que les crédits sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11500

Certifié Exécutoire - 12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 153732 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.







**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.**

**Absent(es):**

**Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION D'ATTRIBUTION DU LABEL D'INTÉRÊT NATIONAL POUR L'EXPOSITION 'LE GOÛT DE DIDEROT' - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

A l'occasion du tricentenaire de la naissance du philosophe Denis Diderot, la Communauté d'Agglomération de Montpellier rend hommage à l'un des plus grands philosophes français à travers une programmation spécifique au sein de ses équipements culturels.

Ainsi, après le spectacle Diderot Bagarre, programmé par le Centre Dramatique National des Treize Vents au mois de novembre 2012, le musée Fabre et la médiathèque centrale Emile Zola organisent chacun, fin 2013, une exposition consacrée à Diderot : « Diderot, l'encyclopédie et le siècle des lumières » sera l'occasion de présenter des ouvrages de Diderot et des grands écrivains du siècle des lumières issus de la collection du réseau des médiathèques, et « Le goût de Diderot » exposera une sélection de peintures et de sculptures au musée Fabre.

Co organisée avec la Fondation de l'Hermitage de Lausanne, « Le goût de Diderot » sera présentée successivement du 5 octobre 2013 au 12 janvier 2014 au musée Fabre, puis du 7 février au 1<sup>er</sup> juin 2014 à Lausanne.

Réunissant plus de 100 œuvres remarquables dont une sélection de peintures (Boucher, Chardin, Vien, Greuze, Vernet, ...) et de sculptures (Pigalle, Houdon, ...) issues des grandes collections françaises et internationales (Canada, Etats-Unis, Allemagne, Italie, Royaume Uni et Pays-Bas), cette exposition souhaite faire comprendre ce qu'étaient le goût et l'œil de Diderot, en suivant ce que lui-même nous en dit dans ses célèbres critiques du Salon, écrites à partir de 1759.

Etant donné l'intérêt scientifique de cette manifestation, le ministère de la Culture et de la Communication, la Direction générale des patrimoines et le Service des musées de France lui ont apporté leur soutien par l'attribution du label d'exposition d'intérêt national, confortant ainsi l'une des composantes fortes de la politique culturelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : la programmation d'expositions de haute qualité.

Après les expositions Mucha en 2009, Cabanel en 2010, Redon en 2011 et Caravage en 2012, c'est la cinquième exposition au musée Fabre, en cinq ans, qui bénéficie de cette labellisation. C'est également la seconde exposition de l'année à être labellisée, après « L'Odyssée gauloise » présentée au musée Henri Prades du 27 avril 2013 au 12 janvier 2014.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 550 000 euros pour lequel l'Etat souhaite apporter une aide de 10 000 euros.

Il convient à cet effet d'établir une convention précisant les modalités de partenariat entre le Ministère de la Culture et de la Communication et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Outre le montant de l'aide financière, celle-ci fixe sa durée à celle du présent exercice budgétaire et précise les engagements respectifs de chacun des partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'attribution du label "Exposition d'Intérêt National" pour l'exposition "Le goût de Diderot",
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution du label "Exposition d'Intérêt National" pour l'exposition "Le goût de Diderot" ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11501

Certifié Exécutoire

12 AVR. 2013

Publié le :

12 AVR. 2013

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 153684-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

## **CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - TARIFS COMPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS TARIFAIRES - ADOPTION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibérations n°7108 du 21 juillet 2006, n°7416 du 22 décembre 2006, n°8276 du 26 juin 2008, n°8559 du 27 novembre 2008, n°9293 du 23 décembre 2009 et n°10676 du 29 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé les tarifs relatifs aux droits d'entrée du musée Fabre et de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran. Ces délibérations précisent les conditions tarifaires d'accès aux collections, expositions, activités du musée Fabre, les conditions d'éligibilité aux différents tarifs, ainsi que les tarifs de location des espaces privatisables du musée.

Depuis sa réouverture en 2007, l'activité du musée Fabre a évolué et des ajustements sont nécessaires afin de :

### **1°- favoriser les abonnements**

L'abonné du musée Fabre pourra inviter à titre gratuit une personne de son choix pour la visite des collections permanentes (musée Fabre + Hôtel Sabatier d'Espeyran) le dimanche entre 14 h et 18 h en lieu et place du mercredi pendant la nocturne qui n'existe plus. Son invité bénéficiera du tarif réduit en exposition temporaire pendant les mêmes créneaux horaires.

### **2° - prendre en compte la spécificité des personnes en situation de handicap**

Afin de préciser l'application du tarif minimas sociaux, il est spécifié que les bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), disposent de la gratuité en visite libre et du tarif réduit pour les visites guidées. En outre, pour les visites adaptées (LSF, tactiles, ...), le tarif réduit est accordé aux personnes en situation de handicap. Enfin, l'accompagnant de la personne en situation de handicap bénéficie de la gratuité (si mention obligatoire portée sur la carte d'invalidité) limitée à un accompagnant par personne.

### **3° - intensifier la politique en direction des familles et de la petite enfance**

Afin de favoriser l'accès du public familial aux visites guidées individuelles, d'en simplifier la gestion et de permettre la vente en ligne, le tarif est simplifié et porté à 5 € par personne pour les collections permanentes et 6 € pour les expositions temporaires. Il est également précisé que les visites guidées familiales sont conçues pour les enfants de 6 à 12 ans, accompagnés d'un ou deux parents.

En outre, il est proposé que les structures de petite enfance et assistantes maternelles agréées bénéficient des mêmes tarifs et conditions d'abonnement que les écoles et accueils de loisirs.

### **4°- ajuster les tarifs proposés pour la location des espaces du musée Fabre**

La tarification des soirées privées est revue pour prendre en compte la réalité des besoins des réservataires. Les soirées privées seront notamment tarifées en fonction du nombre de participants. Cette proposition procède à la fois d'une analyse des capacités économiques des réservataires, d'une étude comparative des dispositions prises par d'autres musées qui pratiquent une tarification au réel pour les événements privés et d'une prise en compte des coûts induits pour une soirée, variables en fonction du nombre de participants (gardiennage, nettoyage, fluides, ...). Ainsi, il est proposé de mettre en place la tarification suivante :

Formules de location	Tarif location 1/2j ou soirée	Tarif location journée
<b>Conférence (auditorium)</b>	1 600€	2 000€
<b>Réception Cour Vien ou hall Buren</b>		
0 à 100 personnes	3 000 €	
101 à 200 personnes	4 000 €	
201 à 300 personnes et plus	5 000 €	
<b>Reception Cour Vien + Hall Buren</b>	7 000 €	
<b>Conférence et réception</b>		
0 à 100 personnes	4 500 €	
+ de 100 personnes	5 300 €	
<b>Visite privée (libre ou guidée)</b>		
0 à 100 personnes	1 300 €	
101 à 200 pers.	2 000 €	
<b>Musée privé (jours de fermeture)</b>	10 000 €	20 000 €

En outre, le contrat-type d'occupation des espaces du musée est modifié afin de préciser le niveau de responsabilité du réservataire, et notamment les clauses d'assurance, de porter l'horaire de fin de soirée à minuit en lieu et place de 23 heures, et enfin d'intégrer une annexe technique relative à l'utilisation de l'auditorium du musée.

Enfin, il est par ailleurs nécessaire d'apporter diverses précisions :

- Les audiophones sont obligatoires pour tout groupe guidé de plus de 6 personnes dans les expositions temporaires,
- La durée de validité du billet exposition temporaire court à partir de sa délivrance et pendant toute la durée de l'exposition,
- Dans un souci de simplification des dénominations susceptibles de changements, les mentions « guide conférencier » et « guide interprète » remplacent les anciennes formulations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires susmentionnées,
- approuver le contrat-type de mise à disposition des espaces du musée Fabre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire **12 AVR. 2013**  
 Publié le : **12 AVR. 2013**  
 Déposé En Préfecture  
 Le :  
 Numéro de l'acte : *Imc 153667-Dé*

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
 Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



## ***CONTRAT D'UTILISATION DES ESPACES***

---

Le présent contrat a pour objectif de préciser les dispositions de location des espaces du Musée Fabre de Montpellier Agglomération aux fins d'assurer le bon déroulement des manifestations.

Le Musée Fabre est amené à accueillir des manifestations privées dans les salles d'exposition, l'auditorium Alfieri, la cour Vien, et le hall d'accueil Buren.

A cet effet il est convenu entre les parties au contrat,

- d'une part, la Communauté d'Agglomération de Montpellier représentée par la Vice-Présidente déléguée à la Commission Culture, Enseignements artistiques, dûment habilitée en vertu de la délibération n°XXXX du Conseil de Communauté du 11 avril 2013,

- et d'autre part le bénéficiaire de la réservation :  
Nom de l'organisme :

Forme juridique :

Nom du responsable et adresse de l'organisme :

Capital social :

Immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés :

Siret :

Adresse du siège social (si différente) :

Signataire du contrat : nom et fonction :

**DATE DE LA MANIFESTATION :**

**CHOIX DE LA FORMULE ET TARIF** (merci de cocher la case correspondant à la formule choisie)

CHOIX	TYPE DE PRESTATION	ESPACE LOUÉ	TARIF ½-JOURNÉE ou soirée	TARIF JOURNÉE
	CONFÉRENCE à l'auditorium de 1 à 120 personnes *	Auditorium	1 600 €	2 000 €
	RÉCEPTION de 1 à 100 personnes <i>Visite guidée privée comprise dans la formule</i>	Cour Vien ou hall Buren	3 000 €	
	RÉCEPTION de 101 à 200 personnes <i>Visite guidée privée comprise dans la formule</i>	Cour Vien ou hall Buren	4 000 €	
	RÉCEPTION de 201 à 350 personnes * <i>Visite guidée privée comprise dans la formule</i>	Cour Vien ou hall Buren	5 000 €	
	RÉCEPTION de 1 à 700 personnes * <i>Visite guidée privée comprise dans la formule</i>	Cour Vien et hall Buren	7 000 €	
	CONFÉRENCE ET RÉCEPTION de 1 à 100 personnes <i>Visite guidée privée comprise dans la formule</i>	Auditorium + cour Vien ou Auditorium + hall Buren	4 500 €	
	CONFÉRENCE ET RÉCEPTION au-delà de 100 personnes * <i>Visite guidée privée comprise dans la formule</i>	Auditorium + cour Vien ou Auditorium + hall Buren	5 300 €	
	VISITE PRIVEE (LIBRE OU GUIDEE) seule de 1 à 100 personnes		1 300 €	
	VISITE PRIVEE (LIBRE OU GUIDEE) seule de 101 à 200 personnes		2 000 €	
	MUSÉE PRIVÉ (mise à disposition des espaces de réception pendant un jour de fermeture) <i>Visite guidée privée comprise dans la formule</i>	Auditorium, cour Vien, hall Buren	10 000 €	20 000 €

\* en fonction des jauges maximum de chaque espace :

**Capacité de la cour Vien :** 350 pers. en cocktail dinatoire, 230 pers. pour un repas assis.

**Capacité du hall Buren :** 350 pers. en cocktail dinatoire, 200 pers. pour un repas assis.

**Capacité de l'auditorium Alfieri :** 120 pers. assises.



Le traiteur doit avoir tout débarrasser dès la fin de la manifestation. **Aucun matériel ne sera stocké pour être repris ultérieurement.**

L'espace doit être restitué propre. L'évacuation des déchets incombe au traiteur qui ne devra rien laisser sur place ni dans la rue aux abords du musée.

Le cocktail ne pourra être ouvert que lorsque tous les convives auront quitté les salles d'exposition et après la fermeture du musée au public. En aucun cas les invités ne pourront circuler dans le musée avec des consommations une fois le cocktail ouvert.

L'accueil et le stationnement en cas de livraison du traiteur (le temps nécessaire au déchargement et au chargement uniquement) seront précisés à l'organisateur en annexe 1, conformément aux horaires convenus également à la même annexe.

A son départ, le traiteur devra laisser les lieux propres (office, ....).

### **3. ANNULATION**

Toute décision d'annulation doit être notifiée au musée, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins huit jours avant la date de la manifestation (la date d'expédition faisant foi).

Lorsque l'annulation intervient plus de trente jours avant la date prévisionnelle de la manifestation, aucune indemnisation n'est demandée au réservataire.

Lorsque l'annulation intervient entre neuf et trente jours avant la date de la manifestation, un dédit de 50% du montant de la prestation réservée sera demandé au réservataire.

Après cette date, le versement de l'intégralité de la location sera demandé.

### **4. MODALITES DE PAIEMENT**

La facture sera remise à la fin de la manifestation. Le paiement intégral se fait après la manifestation. Aucun versement d'arrhes n'est requis.

### **5. RESPONSABILITE DU RESERVATAIRE**

Le réservataire devra souscrire un contrat d'assurance, et en présenter une attestation, pour faire face à son éventuelle responsabilité en cas d'atteinte aux biens ou aux personnes. Il est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses mandataires, par des personnes ayant assisté à la manifestation, ou par le traiteur qu'il a retenu.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier décline toute responsabilité quant à d'éventuels vols ou autres atteintes aux effets personnels des participants. Les vestiaires mis à disposition ne sont pas surveillés par un personnel du musée ou de la société de gardiennage employée pour la sécurité des lieux. Le cas échéant, le réservataire devra prévoir un hôte d'accueil pour surveiller les effets personnels des participants. Des casiers fermés avec monnayeurs sont également mis à disposition mais ne font pas l'objet d'une surveillance particulière.

Avant chaque manifestation et à son issue, après le départ du traiteur, un personnel du Musée Fabre chargé de la logistique et l'organisateur feront une inspection contradictoire des lieux pour constater d'éventuelles dégradations. L'organisateur s'engage à signer les constats ci-joints et reconnaît, le cas échéant, être l'auteur du dommage (cf. Annexe 3).

*En complément au présent contrat signé en trois exemplaires, merci de bien vouloir remplir ce formulaire le plus clairement possible et de le retourner dans les meilleurs délais et au plus tard un mois avant la date de la manifestation*

## ANNEXE N°1

### ENGAGEMENTS DE L'ORGANISATEUR

Date limite de réception au musée :

CORRESPONDANT DU MUSEE :

#### MANIFESTATION

- **Description de la manifestation :**

Date :

Horaires :

Titre :

Public visé :

- **Personne chargée du dossier :**

Nom , Prénom :

Téléphone :

Mail :

- **Choix de l'espace :**

☐ Cour Vien

☐ Auditorium Alfieri

☐ Hall Buren

- **Objet de la manifestation :**

Programme détaillé :

- **Encadrement :**

heure d'arrivée \* : .....

heure de départ\* : .....

Noms des personnes qui devront être badgées :

.....

.....

.....

## ANNEXE N°2 FICHE TECHNIQUE AUDITORIUM A RENSEIGNER SI BESOIN

Date(s) de la prestation :

Horaire(s) prévu(s) :

Nom de l'organisme : .....

Nom du contact : .....

Tél. : .....

Mail : .....

Nom de l'intervenant : .....

Tél. : .....

Mail : .....

➤ Avez-vous besoin d'un ordinateur sur l'estrade ?

➤ OUI

NON

➤ Si oui, voulez vous diffuser du son à partir de l'ordinateur ?

➤ OUI

NON

➤ Que souhaitez-vous diffuser à partir de cet ordinateur (PowerPoint, vidéo) ?

➤ Quel est le support du document (disque dur, clé USB, CD, DVD, autre) ?

➤ Combien de micros filaires seront nécessaires (max. :4)? .....

➤ Combien de micros sans fil seront nécessaires (max. :2) ? .....

➤ Souhaitez-vous diffuser de la vidéo ?

➤ OUI

NON

➤ Avez-vous besoin d'une connexion à internet dans l'auditorium?

➤ OUI

NON

➤ Si oui, sur quel(s) support(s) sera (ont) présentée(s) la(les) vidéo(s) (supports disponibles : DVD, VHS, Divx) ?

➤ Configuration de la scène :

Table            OUI            NON

Pupitre        OUI            NON

Nombre de chaises :

➤ Autres remarques :

ANNEXE N°3 suite

INSPECTION DES LIEUX A LA SORTIE

A l'issue de la manifestation du ..... de ..... heures à ..... heures  
concernant :

☐ Cour Vien

☐ Auditorium Alfieri

☐ Hall Buren

-le personnel chargé de la logistique au sein du Musée Fabre a constaté le parfait état des  
lieux ;

OU

-a constaté les dégradations suivantes

.....  
.....  
.....

L'organisateur, suivant les clauses prévues en vertu du contrat signé le ....., approuve la  
véracité et l'exactitude de ses déclarations, et reconnaît être responsable des dommages  
occasionnés lors de son occupation des lieux ; dommages causés par lui-même, ses  
préposés, ses mandataires, par toute personne assistant à la manifestation, ou par le  
traiteur. Il s'engage par là même à réparer l'intégralité des dégradations.

Fait à :

Le :

Heure du constat :

Pour le Musée Fabre :

Le réservataire :



**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.**

**Absent(es):**

**Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - AUTORISATION DE VENTE DU CATALOGUE DES ACQUISITIONS 1992-2012 DU MUSÉE FABRE EN LIBRAIRIES ET POINTS DE VENTE SPÉCIALISÉS - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°7934 du 16 novembre 2007, n°10680 du 29 février 2012 et n°10868 du 24 mai 2012, le Conseil d'Agglomération a autorisé la vente de catalogues et publications.

Il convient, aujourd'hui, de compléter la liste de ces ouvrages.

Le musée Fabre réalise actuellement un catalogue des acquisitions 1992-2012.

Aucun éditeur susceptible d'assurer la commercialisation et la diffusion n'ayant répondu au marché relatif à la conception, l'édition et la diffusion de ce catalogue, il est proposé de le vendre, au fur et à mesure des demandes, aux points de vente spécialisés, notamment les librairies des musées. Compte tenu d'un prix public établi à 25 €, le tarif de ventes consenti aux points de ventes spécialisés est fixé à 17 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la vente du catalogue des acquisitions 1992-2012 du musée Fabre en librairies et points de vente spécialisés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 146 873-DE

Pour extrait, certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - ANNÉE SCOLAIRE 2013 - FINANCEMENT DU DÉPLACEMENT DES INTERVENANTS EXTERIEURS ET DES MEMBRES DES JURYS D'EXAMENS DE FIN D'ANNÉE ET CONCOURS D'ENTRÉE - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, en sa qualité d'établissement public d'enseignement artistique, est tenu lors des examens de fin d'année et des concours d'entrée, d'organiser des jurys dont les membres sont des personnalités qualifiées.

Conformément aux dispositions établies par le Ministère de la Culture et de la Communication, les jurys, composés chacun de 3 à 5 membres, se réunissent par discipline, trente-quatre au total, parmi lesquelles la pratique des instruments, de la danse, de la direction d'orchestre, de la formation musicale, ...

Le Conservatoire à Rayonnement Régional programme également, dans le cadre de ses missions, près de 200 manifestations par an (classes de maîtres, conférences, concerts, spectacles de danse, échanges pédagogiques...), pour lesquelles des intervenants extérieurs sont sollicités.

Par délibération n°7544 du 30 mars 2007, le Conseil de Communauté a approuvé les conditions de rémunérations et de remboursement des frais de déplacement des membres de jurys et examens, et des intervenants extérieurs susmentionnés. Il est nécessaire de compléter ce dispositif en proposant que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prenne à sa charge leurs frais d'hébergement et de restauration, dont le coût global prévisionnel maximum s'établit à 11 000 € pour l'année 2013. Pour information les coûts de remboursement des frais de déplacement sont évalués à 15 000 € maximum sur l'exercice 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le remboursement des frais de transport des personnalités qualifiées membres des jurys d'examens et de concours, et des intervenants invités aux manifestations organisées par le Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à concurrence d'une dépense annuelle maximum de 15 000 € T.T.C.,
- autoriser la prise en charge ou le remboursement des frais d'hébergement et restauration des personnalités qualifiées membres des jurys d'examens et de concours, et des intervenants invités aux manifestations organisées par le Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à concurrence d'une dépense annuelle maximum de 11 000 € T.T.C.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

30 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

30 AVR. 2013

Numéro de l'acte : *Imc 154 567-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURET







SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CAFÉ DE L'OPÉRA COMÉDIE -  
AVENANT N°3 À LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE  
PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°6176 du 16 novembre 2004, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative au café de l'Opéra Comédie, avec les co-gérants de la SARL WELCOMEDIA. Consentie pour une durée de 12 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016, cette convention a fait l'objet d'un avenant n°1 dont l'objet était de réviser le montant de la redevance annuelle, désormais établi à 17 500 € H.T.

Par délibération n°7978 du 16 novembre 2007, le Conseil de Communauté a pris acte de la cession des parts sociales de la SARL WELCOMEDIA à la société BALEX et son gérant, Monsieur Bernard SABAU, et autorisé la signature de l'avenant n°2 à la convention formalisant ce changement. Toutes les autres dispositions concernant notamment le montant de la redevance et la durée de la convention sont restées inchangées.

Monsieur Bernard SABAU a informé la Communauté d'Agglomération de son souhait de céder la totalité des parts sociales composant le capital social de la SARL WELCOMEDIA à Monsieur Franck VIEUJOT, domicilié à Lavérune.

Conformément à l'article 4.11 de la convention en vigueur, cette cession, qui doit faire l'objet d'un acte sous seing privé, est soumise à l'accord exprès de la Communauté d'Agglomération.

Compte tenu d'une part de la qualité de la candidature de l'acquéreur, et d'autre part du projet de développement présenté qui s'inscrit autour de la poursuite et l'amélioration de l'activité du midi existante, le développement de l'activité du soir, l'amélioration et le développement des services aux spectateurs de l'Opéra Comédie et autour des réceptions qui y sont données, il est proposé d'agréer la candidature de Monsieur Franck VIEUJOT et de prendre acte de la cession de parts sociales à intervenir, et modifier en conséquence la désignation des cocontractants de la convention d'occupation temporaire du domaine public, en mentionnant le nom du nouveau gérant de la SARL WELCOMEDIA.

Ce changement doit être formalisé par la conclusion d'un avenant n°3 à la convention en vigueur. Toutes les autres dispositions de la convention d'occupation conclue avec la SARL WELCOMEDIA demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- agréer la candidature de Monsieur Franck Vieujot proposée par le gérant actuel de la SARL WELCOMEDIA pour l'acquisition des parts sociales de la SARL WELCOMEDIA;
- prendre acte de la cession de la totalité des parts sociales de la SARL WELCOMEDIA à Monsieur Franck Vieujot,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°3 susvisé ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 1.2 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 1.2 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Jmc 153 776-DÉ

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

**Pouvoir(s):**

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

**Absent(es):**

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA SOCIÉTÉ SARIVIERE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

30 ans après la création des Fonds Régionaux d'Art Contemporain (FRAC) par les lois de décentralisation, un anniversaire national est programmé en 2013 pour valoriser l'ensemble des collections régionales. A cette occasion, les FRAC Languedoc-Roussillon, Provence Alpes Côte d'Azur et Bretagne, organisent en coproduction au printemps 2013 une manifestation transrégionale faisant référence à Homère. C'est dans ce contexte que le musée Henri Prades a été une nouvelle fois sollicité par le FRAC Languedoc-Roussillon, pour participer à une programmation artistique autour de la figure emblématique d'Ulysse.

Pour l'occasion, Hubert Duprat, dont les œuvres sont présentes dans les collections de 9 FRAC différents, a été invité par le musée Henri Prades en vue d'une exposition monographique.

Cet artiste de renommée internationale montre depuis une trentaine d'année un désir constant d'initier des rapprochements inédits, d'associer connaissances scientifiques, citations mythologiques, allusions symboliques, références littéraires et savoir-faire très divers. Il explore, généralement à contre-emploi, toutes sortes de matériaux et propose une véritable fusion des arts dits majeurs et mineurs. Ses mises en œuvre procèdent de contaminations réciproques, de détournements incongrus, de jeux de correspondances imprévisibles.

Pour cette exposition à Lattes, présentée du 31 mai au 29 septembre 2013, Hubert Duprat propose une installation magistrale spécialement produite pour l'occasion. Le dispositif comprend un mur en plâtre de 20 mètres de long, qui viendra scinder de part en part l'espace dédié à l'exposition permanente. Réceptacle d'un ensemble d'éléments encastrés dans cette paroi verticale, cette sculpture monumentale agira en contrepoint « perturbateur » des collections archéologiques. Au fil de cette trajectoire imposée, le spectateur sera confronté à la découverte d'un itinéraire jalonné de formes réflexives, hypnotiques, acoustiques et poétiques, une épopée odysseenne en quelque sorte...

Cette exposition a fait l'objet d'une recherche de mécénat, et l'entreprise SARIVIERE de Lattes a proposé de fournir gratuitement les 1 000 pots en terre cuite nécessaires à la réalisation de l'œuvre originale d'Hubert Duprat.

Afin de formaliser cet acte de mécénat de compétence, il est proposé de conclure avec l'entreprise SARIVIERE une convention qui fixe et règle l'ensemble des modalités techniques et administratives du mécénat.

Ainsi, en contrepartie de l'apport en nature susvisé, évalué à 2 803,13 € T.T.C., le musée Henri Prades s'engage à faire bénéficier l'entreprise SARIVIERE d'une visite privée de l'exposition ainsi que de 50 entrées gratuites au musée. L'entreprise SARIVIERE bénéficiera également d'invitations aux manifestations du musée, et son logo sera intégré sur les documents de communication de l'exposition.

La convention prend effet à compter de la date de sa signature et jusqu'au terme de l'exposition, soit le 29 septembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'une convention de mécénat avec l'entreprise SARIVIERE, sise à Lattes,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention de mécénat ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11506

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 153737-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

**Pouvoir(s):**

Mme A. BENOUEGHJA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

**Absent(es):**

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA,  
MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTIONS DE DÉPÔT-VENTE D'OUVRAGES -  
AUTORISATIONS DE SIGNATURE**

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Afin d'étoffer l'offre d'ouvrages archéologiques proposée à la boutique du musée Henri Prades, avaient été conclues en 2008 des conventions de dépôt-vente d'ouvrages avec des associations spécialisées en archéologie. Ces conventions arrivent aujourd'hui à échéance.

Aussi est-il nécessaire, afin de maintenir la qualité de l'offre d'ouvrages en vente au musée, de les renouveler. La palette de livres, revues et documents déjà en vente publique au musée serait ainsi enrichie et complétée de manière pertinente et ambitieuse.

Il est donc proposé de prévoir une nouvelle convention de dépôt-vente entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et chaque déposant : l'Association pour le Développement de l'Archéologie en Languedoc, l'Association pour la Diffusion de l'Archéologie Méridionale, l'Association pour la Revue Archéologique de Narbonnaise et Hérault Associations Archéologiques et Archéologues (anciennement Fédération Archéologique de l'Hérault).

Chaque convention précise l'ensemble des modalités et des conditions de ces dépôt-ventes. Ainsi, chacun des partenaires s'engage à mettre gracieusement en dépôt-ventes une certaine quantité d'ouvrages proposés à la boutique du musée Henri Prades. Tous les 3 mois, un bilan des ventes est établi par le musée Henri Prades, à partir duquel le partenaire formalise une facture correspondant à la quantité vendue, et selon un prix correspondant au prix public abaissé de 30%.

Chacune des conventions sera conclue, comme les précédentes, pour une durée d'un an, renouvelable quatre fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des 4 conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association pour le Développement de l'Archéologie en Languedoc, l'Association pour la Diffusion de l'Archéologie Méridionale, l'Association pour la Revue Archéologique de Narbonnaise et Hérault Associations Archéologiques et Archéologues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 151707 - DÉ

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



## ECOLOTHEQUE



## COMMUNICATION

**MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE :  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**



**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

**Pouvoir(s):**

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

**Absent(es):**

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC DESCARTES - COMMUNE DE LAVÉRUNE -  
DOSSIER DE RÉALISATION - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire et notamment d'assurer le rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il favorise d'une manière générale les extensions urbaines dans le prolongement des tissus existants.

Le SCOT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord-est de la Commune de Lavérune sur le secteur «Las Serres» qui est desservi par la RD5E.

Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil de Communauté du 23 mars 2009 et la ZAC Descartes a été créée sur environ 6 hectares.

Par délibération n°9461 du 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la ZAC Descartes. Les études d'urbanisme liées à la réalisation de la ZAC Descartes ont été confiées à l'équipe ayant pour mandataire le cabinet COSTE ARCHITECTES.

Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC Descartes. L'arrêté préfectoral n°2012-I-752 du 28 mars 2012, fixe les conditions d'ouverture des enquêtes publiques conjointes. L'utilité publique a été déclarée par arrêté préfectoral n°2012-I-2198 du 28 septembre 2012.

Conformément à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC, qui comprend :

- le projet de programme d'équipements publics à réaliser dans la zone :

Celui-ci prévoit notamment une trame viaire (voirie, poche de stationnement, trottoirs, plantations d'accompagnement et réseaux) avec une connexion sur la RD5E au Sud de la ZAC et avec la possibilité d'une seconde connexion sur la RD5E au Nord. Par ailleurs, le schéma d'aménagement donnera la possibilité de créer, la cas échéant, des extensions ultérieures à l'Ouest et au Nord.

La gestion des eaux pluviales se fera par la mise en place d'un système de collecte et de stockage des eaux pluviales (fossés enherbés, noues paysagères et bassin de rétention) avant rejet dans le fossé situé le long de la RD5E. Par ailleurs, un réseau d'eaux usées sera réalisé sur la RD5E, à l'extérieur de la ZAC (fond de concours).

- le projet de programme global de constructions à réaliser, avec :

Un front bâti de qualité architecturale et paysagère qui affirmera l'entrée de ville. La surface cessible prévisionnelle représente près 4.6 ha avec une surface de plancher indicative de 26 400 m<sup>2</sup>. Ce programme est destiné à accueillir des activités artisanales, de petite industrie, de négoce et de logistique urbaine ainsi que des activités tertiaires et de service aux entreprises.

- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps qui font l'objet d'une concession d'aménagement sont les suivantes :

Avec des dépenses et des recettes, échelonnées dans le temps, le bilan s'équilibre à 5 259 000 euros comprenant une participation d'équilibre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 1 959 000 euros. Les dépenses prévisionnelles incluent 1 774 000 € H.T. d'acquisition du foncier, 2 232 000 € H.T. de travaux et 200 000 € H.T. de fond de concours lié à des réseaux extérieurs (eaux usées).

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation de la ZAC Descartes à Lavérune,
- approuver les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps,
- dire que le dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Lavérune et à l'Hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

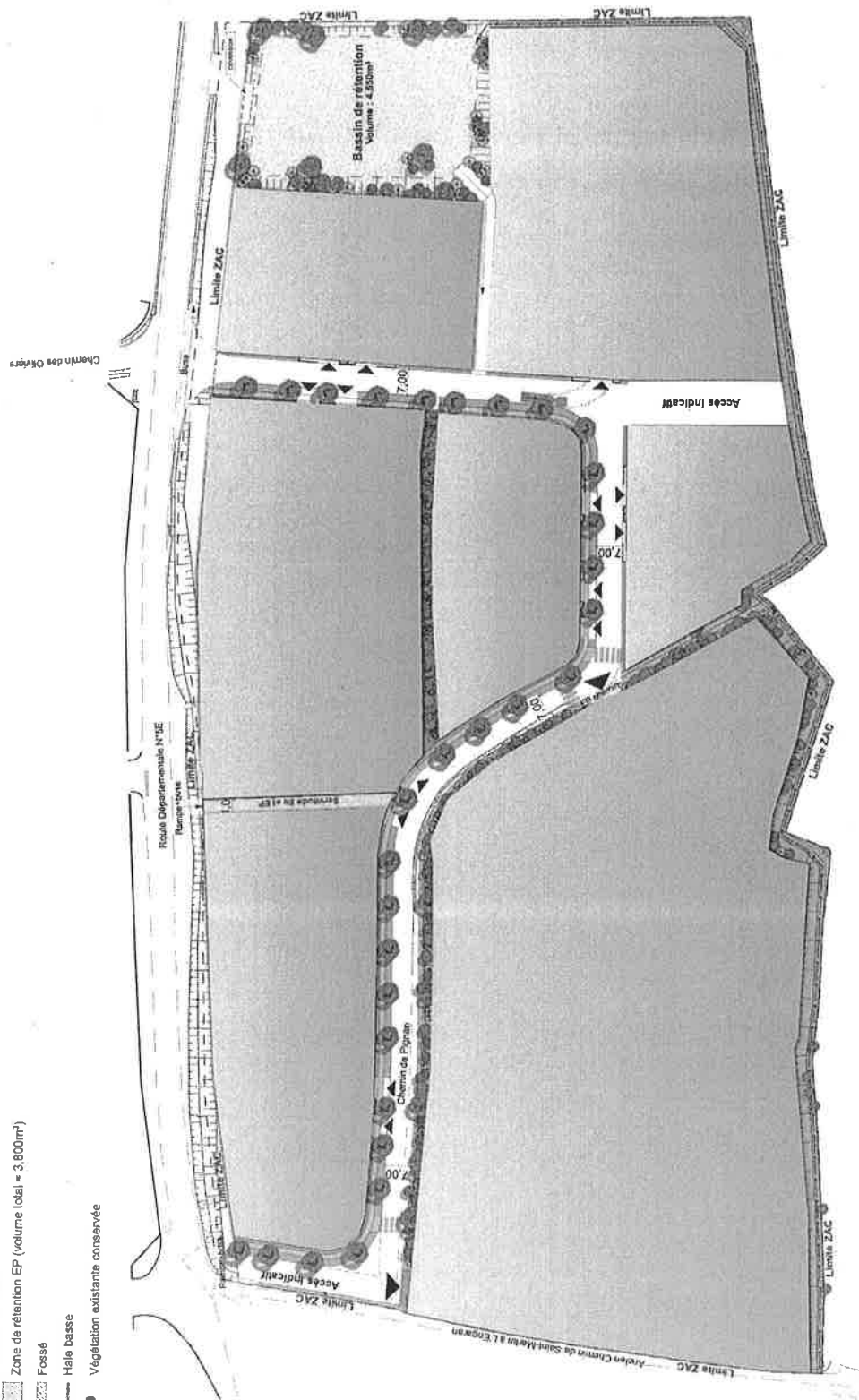
Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Tmc 151 978 DÉ

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



- Légende :**
- Limite fondère
  - Limite ZAC
  - Surface cassible
  - Zone constructible
  - Zone de rétention EP (volume total = 3.800m³)
  - Fossé
  - Halle basse
  - Végétation existante conservée





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC DESCARTES - COMMUNE DE LAVÉRUNE -  
PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire et notamment d'assurer le rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il favorise d'une manière générale les extensions urbaines dans le prolongement des tissus existants.

Le SCOT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord-est de la Commune de Lavérune sur le secteur «Las Serres» qui est desservi par la RD5E.

Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil de Communauté du 23 mars 2009 et la Z.A.C. Descartes a été créée sur environ 6 hectares.

Par délibération n°9461 du 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la Z.A.C. Descartes. Les études liées à la réalisation de la ZAC Descartes ont été confiées à l'équipe ayant pour mandataire le cabinet COSTE ARCHITECTES.

Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC Descartes. L'arrêté préfectoral n°2012-I-752 du 28 mars 2012, fixe les conditions d'ouverture des enquêtes publiques conjointes. L'utilité publique a été déclarée par arrêté préfectoral n°2012-I-2198 du 28 septembre 2012.

Il est proposé au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'approuver le Programme des Equipements Publics de la ZAC Descartes à Lavérune.

Celui-ci prévoit notamment une trame viaire (voirie, poche de stationnement, trottoirs, plantations d'accompagnement et réseaux) avec une connexion sur la RD5E au Sud de la ZAC et avec la possibilité d'une seconde connexion sur la RD5E au Nord. Par ailleurs, le schéma d'aménagement donnera la possibilité d'extensions ultérieures à l'Ouest et au Nord.

La gestion des eaux pluviales se fera par la mise en place d'un système de collecte et de stockage des eaux pluviales (fossés enherbés, noues paysagères et bassin de rétention) avant rejet dans le fossé situé le long de la RD5E. Par ailleurs, un réseau d'eaux usées sera réalisé sur la RD5E, à l'extérieur de la ZAC (fond de concours).

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Programme des Equipements Publics de la ZAC Descartes à Lavérune établi en application de l'article R.311-8 du Code de l'Urbanisme,
- dire que le Programme des Equipements Publics sera tenu à la disposition du public à la mairie de Lavérune et à l'hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.



Délibération n° 11488

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Jmc 151979-DE

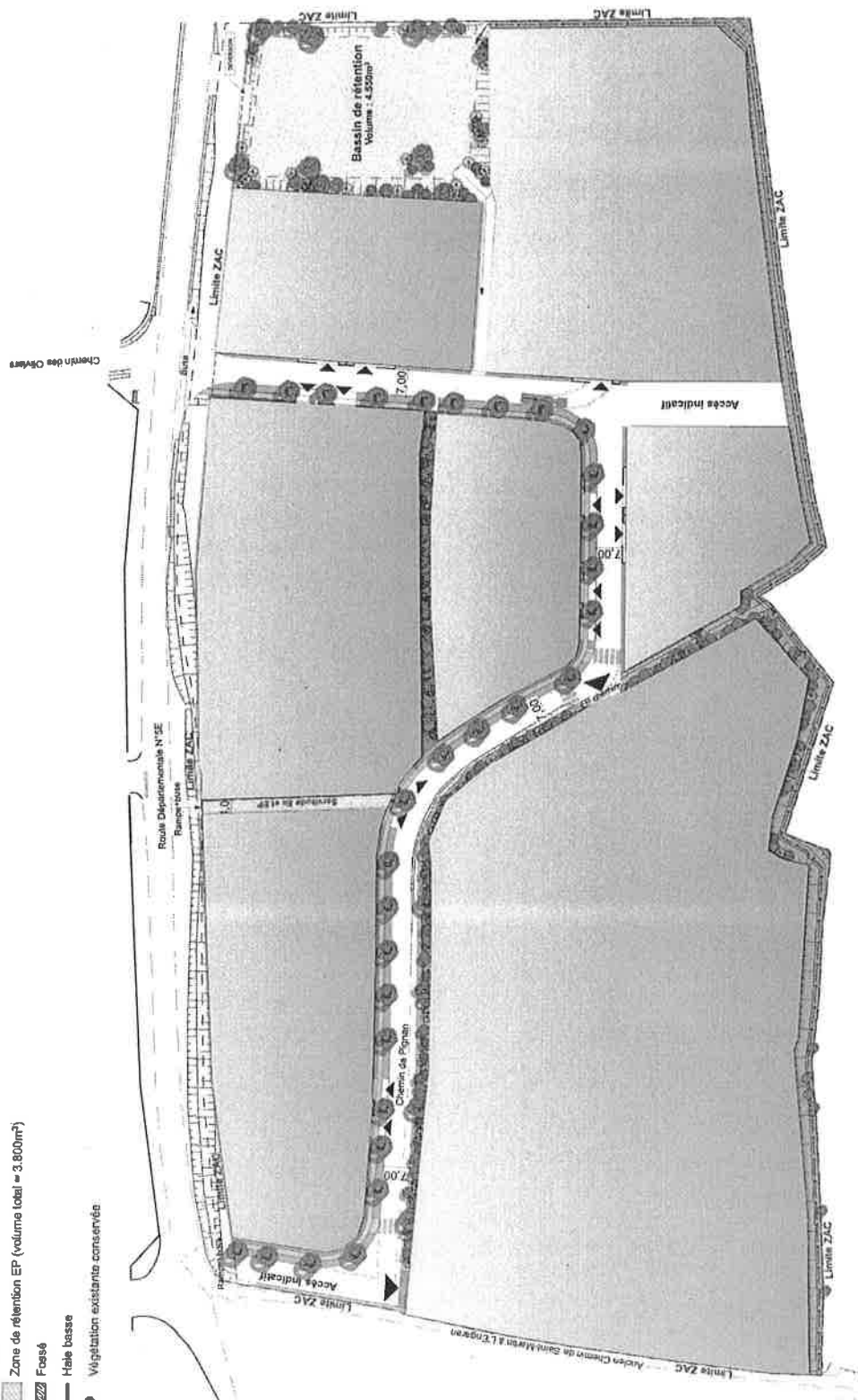
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



Légende :

- Limite foncière
- - - Limite ZAC
- Surface cessible
- ▨ Zone constructible
- ▤ Zone de rétention EP (volume total = 3.800m³)
- ▦ Fossé
- Hsie basse
- Végétation existante conservée





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Étaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 275 € par jour (estimation de 2011).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2013, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

**Congrès PALM PROTECT**

Le CIRAD, sous l'autorité du Directeur de l'Unité Bioagresseurs, Département BIOS, Monsieur Christian CILAS, organisera du 28 au 31 mai 2013, au Cirad de Montpellier, une manifestation intitulée « PALM PROTECT ».

Ce séminaire international doit aborder le thème des moyens et stratégies pour éradiquer et contenir les ravageurs invasifs des palmiers *Rhynchophorus ferrugineus* et *Paysandisia archon*. De nombreux chercheurs européens sont attendus pour débattre de ce projet européen PALMPROTECT.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

**1<sup>ère</sup> Rencontre Nationale des Jeunes Chercheurs en Ecologie Chimique**

L'Association Française des Jeunes Chercheurs en Ecologie Chimique, sous l'autorité de son Président, Monsieur Maxime HERVE, organisera du 5 au 7 juin 2013, sur le campus de la Gaillarde à SupAgro Montpellier, une manifestation intitulée « 1<sup>ère</sup> Rencontre Nationale des Jeunes Chercheurs en Ecologie Chimique ».

Cette manifestation, organisée sous la forme d'un colloque scientifique abordera le thème de l'écologie chimique qui représente un vaste champ d'études en plein essor. Ce colloque marquera également la fusion de deux groupements de recherche, l'un réunissant les chercheurs travaillant en milieux terrestres, l'autre, les chercheurs en milieux marins. A cette occasion de nombreuses rencontres seront organisées avec des présentations de chercheurs reconnus et de jeunes chercheurs. Soucieux de développer les liens entre la science et les citoyens, cette manifestation sera clôturée par une conférence grand public.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

**Congrès International d'Orientation de Montpellier – CIOM 2013**

L'Association des Conseillers d'Orientation Psychologues de France (ACOP), sous l'autorité de son Président, Monsieur Dominique HOCQUARD, organisera du 24 au 27 septembre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès International d'Orientation de Montpellier – CIOM 2013 ».

Ce congrès international réunit conférenciers français et étrangers de renommée internationale, spécialistes de l'orientation et des sciences humaines, économiques et sociales. De 800 à 900 personnes sont attendues, professionnels de l'orientation, décideurs, enseignants et chercheurs. De nombreux échanges scientifiques et pratiques sont programmés entre décideurs et professionnels de l'orientation visant à faire évoluer et à améliorer la prise en charge des jeunes, collégiens, lycéens et étudiants de l'académie de Montpellier ainsi qu'à tous les jeunes adultes concernés par les questions de la formation et de l'insertion.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 1537M-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



**ARTISANAT, COMMERCE,  
MARCHÉ D'INTERET NATIONAL**

## **TOURISME**

## INNOVATION



**ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE,  
TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE,  
RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE**

**INSERTION PAR L'ECONOMIQUE**

## **SERVICES FUNERAIRES**

**PROTECTION DES ANIMAUX,  
FOURRIERE ANIMALE**

**EAU ET ASSAINISSEMENT**



**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

**Pouvoir(s):**

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

**Absent(es):**

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE MONTPELLIER ET JUVIGNAC - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCRÊTEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche, ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'utilisateur, au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Montpellier et Juvignac est celui établi préalablement au transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Il convient de l'amender pour se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 3.3 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- *les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;*
- *sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;*
- *le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relèves effectuées au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 ;*
- *les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attaché au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;*
- *les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;*
- *en cas d'écrêtement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :*

- . pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,
- . pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;
- pour le calcul de l'écrêtement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;
- le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers des Communes de Montpellier et Juvignac lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Montpellier et Juvignac, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 151785-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





# Le Règlement du Service de l'eau

## LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

### **Vous**

désigne le client  
c'est-à-dire toute personne,  
physique ou morale, titulaire  
du contrat d'abonnement au  
Service de l'Eau.  
Ce peut être :  
le propriétaire ou le locataire  
ou l'occupant de bonne foi  
ou le syndicat des copropriétaires  
représenté par son syndic.

### **La Collectivité**

désigne La Ville de Montpellier (34)  
en charge du Service de l'Eau.

### **Le Distributeur d'eau**

désigne l'entreprise Veolia Eau  
Compagnie Générale des Eaux  
à qui la Collectivité a confié  
l'approvisionnement en eau potable  
des clients desservis  
par le réseau  
dans les conditions du  
règlement du service.

### **Le règlement du service**

désigne le document établi  
par la Collectivité et adopté  
par délibération du 26/07/2007 ;  
il définit les obligations mutuelles du  
Distributeur d'eau  
et du client.



## Le Service de l'Eau

Le Service de l'Eau désigne  
l'ensemble  
des activités et installations nécessaires  
à l'approvisionnement en eau potable  
(production, traitement, distribution et contrôle  
de l'eau, service client).

### **1-1 La qualité de l'eau fournie**

L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier  
dont les résultats officiels sont affichés en  
mairie et vous sont communiqués au moins une  
fois par an avec votre facture.

Vous pouvez contacter à tout moment le  
Distributeur d'eau pour connaître les caractéristiques  
de l'eau.

Le Distributeur d'eau est tenu d'informer la  
Collectivité de toute modification de la qualité  
de l'eau susceptible d'avoir des répercussions  
sur la santé des consommateurs.

### **1-2 Les engagements du Distributeur**

En livrant l'eau chez vous, le Distributeur  
d'eau s'engage à mettre en œuvre un  
service de qualité. Les prestations qui vous  
sont garanties, sont les suivantes :

- un contrôle régulier de l'eau  
avec de nombreuses analyses de la qualité  
sur le réseau public qui s'ajoutent au  
contrôle réglementaire déjà effectué par le  
service communal d'Hygiène et de Santé.

- une assistance technique  
au 0 811 900 500\*, 24 heures sur 24 et  
7 jours sur 7 pour répondre aux urgences  
techniques concernant l'alimentation en eau  
de votre immeuble avec un délai garanti  
d'intervention d'un technicien dans les 2  
heures en cas d'urgence.

- un accueil téléphonique  
au 0 811 900 500\* du lundi au vendredi de  
8 h à 19 h et le samedi de 9 h à 12 h pour  
effectuer toutes vos démarches et répondre  
à toutes vos questions concernant le  
Service de l'Eau.

- une réponse écrite à vos courriers dans les  
8 jours suivant leur réception.  
qu'il s'agisse de questions sur la qualité de  
l'eau, ou sur votre facture.

- le respect des horaires de rendez-vous  
pour toute demande nécessitant une inter-  
vention à votre domicile avec une plage  
horaire de 2 heures maximum garantie.

- une étude et une réalisation rapide  
pour l'installation d'un nouveau branchement  
d'eau avec :

- envoi du devis sous 8 jours après réception  
de votre demande (ou après rendez-vous  
d'étude des lieux, si nécessaire),
- réalisation des travaux au plus tard dans les

15 jours ou ultérieurement à la date qui vous  
convient après acceptation du devis et  
obtention des autorisations administratives,  
• une mise en service rapide de votre  
alimentation en eau

Lorsque vous emménagez dans un nouveau  
logement, l'eau est rétablie au plus tard le  
jour ouvré qui suit votre appel.

L'ensemble des prestations ainsi garanties  
fait l'objet de la Charte Service Client qui  
vous est remise à la souscription de votre  
contrat. En cas de non-respect des délais  
garantis, le Distributeur d'eau vous offre  
l'équivalent de 10 000 litres d'eau avec un  
minimum de 23 euros. Ces garanties sont  
susceptibles d'évoluer pour mieux répondre  
aux attentes des clients.

### **1-3 Les règles d'usage de l'eau et des installations**

En bénéficiant du Service de l'Eau, vous vous  
engagez à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles vous interdisent :

- d'utiliser l'eau autrement que pour votre  
usage personnel. Vous ne devez pas en  
céder ou en mettre à la disposition d'un tiers,  
sauf en cas d'incendie ou momentanément  
en cas d'incident de fourniture,
- d'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux  
déclarés lors de la souscription de votre contrat ;
- de prélever l'eau directement sur le réseau à  
partir des appareils publics ou par tout autre  
moyen que le branchement.

De même, vous vous engagez à respecter les  
conditions d'utilisation des installations mises à  
votre disposition. Ainsi, vous ne pouvez pas :

- modifier vous-même l'emplacement de votre  
compteur, en gêner le fonctionnement ou  
l'accès, en briser les plombs ou cachets ;
- porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau  
du réseau public, en particulier par les  
phénomènes de retour d'eau, l'introduction  
de substances nocives ou non désirables,  
l'aspiration directe sur le réseau public ;
- manœuvrer les appareils du réseau public ;
- relier entre elles des installations hydrau-  
liques qui sont alimentées par des branche-  
ments distincts, et en particulier relier un  
puits ou forage privé aux installations du  
réseau public ;
- utiliser les canalisations d'eau du réseau public  
(ou d'un réseau intérieur relié au réseau public)  
pour la mise à la terre d'appareils électriques.

Le non-respect de ces conditions entraîne la  
fermeture de l'alimentation en eau après l'envoi  
d'une mise en demeure restée sans effet. Le  
Distributeur d'eau se réserve le droit d'engager  
toutes poursuites.

Dans le cas de dommages aux installations ou  
de risques sanitaires, l'alimentation en eau est  
immédiatement interrompue afin de protéger  
les intérêts des autres clients.

Si, après la fermeture de l'alimentation en eau,  
vous n'avez pas suivi les prescriptions du  
Distributeur d'eau ou présenté des garanties  
suffisantes dans le délai fixé qui ne peut être  
inférieur à 8 jours, votre contrat est résilié et  
votre compteur enlevé.

## 1-4 Les interruptions du service

Le Distributeur d'eau est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau.

Dans toute la mesure du possible, le Distributeur d'eau vous informe des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien).

Pendant tout arrêt d'eau, vous devez garder vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis.

Le Distributeur d'eau ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un cas de force majeure. Le gel, la sécheresse, les inondations ou autres catastrophes naturelles, peuvent être assimilés à la force majeure.

En cas d'interruption de la fourniture d'eau excédant 48 heures, la part fixe de la facture (abonnement) est réduite au prorata de la durée de l'interruption.

## 1-5 Les modifications et restrictions du service

La pression minimale de l'eau en service normal, sauf pendant l'ouverture des bouches de lavage ou d'incendie, sera d'au moins 15 mètres au dessus du sol, à l'exception des zones desservies par un réservoir dont la cote du radier ne serait supérieure que de moins de 20 m à celle des zones à desservir.

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut autoriser le Distributeur d'eau à modifier le réseau public ainsi que la pression de l'eau. Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, le Distributeur d'eau doit vous informer, sauf cas de force majeure, des motifs et des conséquences correspondantes.

En cas de force majeure ou de pollution de l'eau, le Distributeur d'eau a le droit d'imposer, à tout moment, en liaison avec la Collectivité et les autorités sanitaires, une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

## 1-6 La défense contre l'incendie

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que vous puissiez faire valoir un droit à dédommagement. La manœuvre des robinets sous bouches à clé, des bouches et poteaux d'incendie est réservée au Distributeur d'eau et au service de lutte contre l'incendie ainsi qu'aux agents autorisés par la Collectivité. Lorsqu'il existe des appareils privés de lutte contre l'incendie nécessitant un débit de pointe supérieur à 30m<sup>3</sup> par heure, ils doivent être raccordés à un réseau intérieur de distribution d'eau spécifique équipé d'un compteur et réservé à cet usage.

## 1-7 L'individualisation des contrats en immeuble collectif d'habitation et ensemble immobilier de logements

Dans un immeuble collectif d'habitation ou un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, des prescriptions techniques et administratives particulières indiquées en annexe s'appliquent au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires.



**Pour bénéficier du Service de l'Eau, c'est-à-dire être alimenté en eau potable, vous devez souscrire un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.**

## 2-1 La souscription du contrat

Pour souscrire un contrat, il vous suffit d'en faire la demande par téléphone au 0 811 900 500 ou par écrit auprès du Distributeur d'eau.

Vous recevez le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat et un dossier d'information sur le Service de l'Eau.

Les frais d'accès au Service de l'Eau s'élèvent à 45,00 euros H.T. au 01/09/2006. Ce montant est actualisable selon l'indice FSD2 (Frais Services Divers de catégorie 2) publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment. Ces frais ne sont pas exigibles lors de la procédure d'individualisation des contrats.

Le règlement de la première facture dite "facture-contrat" confirme l'acceptation des conditions particulières du contrat et du règlement du Service de l'Eau. A défaut de paiement dans le délai indiqué, le service peut être suspendu.

Votre contrat prend effet à la date :  
- soit d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective),  
- soit d'ouverture de l'alimentation en eau.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatique et peuvent être communiquées aux entités contribuant au Service de l'Eau et éventuellement au Service de l'Assainissement. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

## 2-2 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment par téléphone au 0 811 900 500 ou par lettre simple, avec un préavis de 5 jours. Une facture d'arrêt de compte vous est alors adressée.

En cas de déménagement, l'alimentation en eau est généralement maintenue si votre successeur s'est fait connaître et s'il emménage dans un délai court.

**Attention :** en partant, vous devez fermer le robinet d'arrêt du compteur ou demander, en cas de difficulté, l'intervention du Distributeur d'eau. Celui-ci ne pourra pas être tenu pour responsable des dégâts causés par des robinets laissés ouverts à l'intérieur de vos installations privées.

Le Distributeur d'eau peut, pour sa part, résilier votre contrat :

- si vous n'avez pas réglé votre facture dans les 6 mois qui suivent la fermeture de votre alimentation en eau,
- si vous ne respectez pas les règles d'usage de l'eau et des installations précisées à l'article 1.3.



**Vous recevez, en règle générale, deux factures par an. Quand la facture n'est pas établie à partir de votre consommation réelle, mesurée par le relevé de votre compteur, elle est alors estimée.**

## 3-1 La présentation de la facture

Votre facture comporte, pour l'eau potable, 2 rubriques.

• **La distribution de l'eau, avec :**

- une part revenant au Distributeur d'eau pour couvrir les frais de fonctionnement du Service de l'Eau ;
- et éventuellement une part revenant à la Collectivité pour couvrir ses charges (notamment, d'investissements nécessaires aux installations de production et de distribution d'eau).

Chacune de ces rubriques peut se décomposer en une part fixe (abonnement) et une part variable en fonction de la consommation.

• **Les taxes et redevances aux organismes publics**

Elles reviennent à l'Agence de l'Eau (prélèvement sur la ressource en eau, pollution,...), et éventuellement aux VNF (Voies Navigables de France).

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

Votre facture peut aussi inclure une troisième rubrique pour le Service de l'Assainissement Collectif ou Non Collectif.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

## 3-2 Les tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- selon les termes du contrat entre la Collectivité et le Distributeur d'eau, pour la part destinée à ce dernier,
- par décision de la Collectivité, pour la part qui lui est destinée,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au

Service de l'Eau, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

La date d'actualisation des tarifs pour la part revenant au Distributeur d'eau est au plus tard celle du début de la période facturée.

Les tarifs sont portés à votre connaissance par voie d'affichage ou sur le site internet du Distributeur.

### 3-3 Le relevé de votre consommation d'eau

Le relevé de votre consommation d'eau est effectué deux fois par an.

Lorsque votre compteur est placé en propriété privée, vous devez faciliter l'accès des agents du Distributeur d'eau chargés du relevé de votre compteur.

Si votre compteur est équipé du dispositif technique adapté, le relevé s'effectue à distance. Vous devez néanmoins faciliter l'accès des agents du Distributeur d'eau chargés de l'entretien et du contrôle périodique de votre compteur et des équipements associés de transfert d'informations.

Si, au moment du relevé, l'agent du Distributeur d'eau ne peut accéder à votre compteur, il laisse sur place :

- soit un avis de second passage,
- soit une "carte-relevé" à compléter et renvoyer dans le délai maximal indiqué.

Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si vous n'avez pas renvoyé la "carte-relevé" dans le délai indiqué, votre consommation est provisoirement estimée sur la base de celle de la période antérieure équivalente. Votre compte sera alors régularisé à l'occasion du relevé suivant.

Si le relevé de votre compteur ne peut être effectué durant deux périodes consécutives, vous êtes invité par lettre à permettre le relevé dans un délai d'un mois. Si passé ce délai, le compteur n'a toujours pas pu être relevé, l'alimentation en eau peut être interrompue et cela, à vos frais.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation de la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente, sauf preuve du contraire apportée par vos soins ou par le Distributeur d'eau.

Il appartient à l'abonné de surveiller périodiquement les installations privées de son habitation principale et notamment de s'assurer par de fréquentes lectures du compteur, qu'il n'existe pas de variations anormales de consommations susceptibles d'être attribuées à des fuites. Toutefois, en cas de fuite dans vos installations privées, un dégrèvement peut être obtenu selon les dispositions du décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites après compteur, pris pour application de l'article 2 de la loi de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 dite « loi Warsmann » (articles L.2224-12-4 (alinéa III bis), R.2224-19-2 et R.2224-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié). Les modalités d'application sont les suivantes.

A – Les usagers occupant d'un local d'habitation au sens de l'article R111-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, ainsi que les abonnés assimilés domestiques, (y compris les bâtiments publics ou privés occupés en majeure partie au moins par des activités tertiaires, médicales, sportives ou d'hôtellerie), peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques.

Les personnes qui peuvent bénéficier de ce droit sont les titulaires d'un abonnement pour la consommation d'eau d'un logement situé dans un immeuble individuel ou collectif.

Sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros.

Les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont :

- les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, y compris lorsque ces canalisations alimentent également une activité professionnelle qui s'exerce au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale ;
- les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement (telles que caves, buanderies, séchoirs, garages, débarras, etc...) selon deux conditions : a) elles sont exclusivement réservées à l'usage personnel de l'abonné et de sa famille ; b) elles sont alimentées en eau par le même compteur que le logement ;
- les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement.

B – En revanche, le service de l'eau potable refusera d'accorder l'écrêtement mentionné au A dans les cas suivants :

- si la fuite sur la canalisation d'eau potable après compteur est due à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage ;
- si la fuite provient de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation ;
- si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite.

C – Au moment du relevé des compteurs d'eau, soit deux fois par an par le service de l'eau, dès constat d'une surconsommation, l'abonné en est informé par ce service et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A l'occasion de cette information, le service de l'eau indiquera à l'abonné les démarches à effectuer pour bénéficier de l'écrêtement de la facture mentionné au A sous réserve des conditions du B. Il rappellera également les conditions fixées par la réglementation en vigueur. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au

paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.

D – En cas de demande d'écrêtement de facture correspondant aux conditions requises aux A et B ci-dessus, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :

- pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné définie au G,
- pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné définie au G.

E – Le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement.

F – L'abonné qui a connaissance d'une augmentation de sa consommation d'eau, soit par l'information que lui adresse le service de l'eau conformément au C, soit par tout autre moyen, peut demander au service de l'eau, dans le délai d'un mois à compter de la réception de l'information ou de la facture, une vérification du bon fonctionnement de son compteur. Dans le délai d'un mois à compter de la demande, le service de l'eau procède à la vérification ou fait connaître à l'abonné qu'elle n'est pas nécessaire, en justifiant sa décision. Les résultats de la vérification sont notifiés à l'usager par le service de l'eau. L'abonné n'est alors tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne qu'à compter de la notification par le service de l'eau, et après enquête, que cette augmentation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur. Dans ce cas, l'abonné peut demander à bénéficier de l'écrêtement de sa facture aux conditions indiquées aux A et B.

G – Pour le calcul de l'écrêtement de la facture mentionné au A, la consommation moyenne d'un usager occupant un local d'habitation (ou abonné assimilé domestique) est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

Pour les immeubles collectifs ou ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation, la consommation facturée au compteur général d'immeuble correspond à la différence positive entre le volume relevé à ce compteur et la somme des volumes relevés aux compteurs individuels. Un détail des consommations des compteurs individuels sera joint à la facture du compteur général.

### 3-4 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué sous quinze jours à date de facturation( la date limite est indiquée sur la facture.)

Votre abonnement est facturé par semestre et à terme échu. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé prorata temporis. Votre consommation est facturée à terme échu par périodes semestrielles. Pour chaque période sans relevé, le volume facturé est estimé à partir de la consommation annuelle précédente.

Vous pouvez régler votre facture :

- par prélèvement automatique ,
- par TIP,
- par Internet,
- par chèque bancaire ou postal,
- en espèces dans les bureaux de Poste.

Si le montant de votre facture est supérieur à 15,50 euros par mois, vous pouvez demander le paiement fractionné par prélèvements mensuels. Dans ce cas, vous recevez une seule facture par an, établie après le relevé de votre compteur.

La tarification appliquée est la même qu'en cas de facturation semestrielle.

En cas de difficultés financières, vous êtes invité à avertir sans délai le Distributeur d'eau qui examinera la situation et vous proposera dans le cadre d'une négociation amiable toutes facilités de paiement (règlements échelonnés dans le temps etc...) dans des limites acceptables, permettant d'assurer le règlement de la facture.

Dans la mesure où cet examen ferait apparaître une situation sociale sensible lors de l'instruction du dossier effectuée par le distributeur, ce dernier avisera les services sociaux compétents, soit les organismes sociaux habilités de la ville ou du département qui se rapprocheront alors du distributeur pour un examen de votre dossier.

Dans ce cas vous serez exonéré de la pénalité mentionnée au paragraphe 3-5 suivant.

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

- d'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée,
- d'un remboursement ou d'un avoir à votre choix, si votre facture a été surestimée.

### 3-5 En cas de non paiement

Pour les abonnés domestiques : Si, à la date limite indiquée, vous n'avez pas réglé tout ou partie de votre facture, celle-ci est majorée d'une pénalité de retard de 10 euros TTC

Pour les abonnés industriels ou agricoles : cette pénalité est calculée, à compter de la date limite de paiement, sur la totalité du montant impayé à raison de 1,5 fois le taux d'intérêt légal par quinzaine indivisible, avec une perception minimum de 10 euros TTC).

Ce montant minimum pourra être actualisé et figure sur votre facture.

Indépendamment de cette pénalité, peuvent s'ajouter à la facture des frais de commissions de rejet de chèques ou de prélèvements impayés qui seraient facturés par les établissements bancaires au Distributeur d'eau.

En outre, après l'envoi d'une lettre de rappel suivie d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai de huit jours, l'alimentation en eau peut être interrompue jusqu'au paiement des factures dues. L'abonnement continue à être facturé durant cette interruption et les frais d'arrêt et de mise en service de l'alimentation en eau (fixés à l'article 4.5) sont à votre charge.

En cas de non-paiement, le Distributeur d'eau poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.



**On appelle "branchement" le dispositif qui va de la prise d'eau sur la conduite de distribution publique jusqu'au compteur.**

#### 4-1 La description

Le branchement comprend les éléments suivants :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique, le robinet d'arrêt avant compteur,
- la canalisation située tant en domaine public qu'en propriété privée,
- le compteur (qui peut être équipé d'un dispositif de relevé à distance).

Le branchement peut également comporter un clapet anti-retour, un réducteur de pression.

Pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur du branchement est le compteur général d'immeuble

Les installations privées commencent à partir du joint (inclus) situé à la sortie du compteur

Suivant la nature et l'importance des risques de retour d'eau vers le réseau public, le Distributeur d'eau peut demander au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires d'installer sur ses installations privées un dispositif adéquat de protection contre les retours d'eau.

#### 4-2 L'installation et la mise en service

Le branchement ne peut être accordé pour un immeuble seulement si ce dernier est en conformité avec les règlements d'urbanisme en vigueur.

Le branchement est établi après acceptation de la demande par le Distributeur

d'eau et après accord sur l'implantation et la mise en place de l'abri du compteur.

Les travaux d'installation du branchement sont réalisés par le Distributeur d'eau et sous sa responsabilité.

Sauf mention contraire sur le devis, les travaux ne comprennent pas le percement et le rebouchage du mur de façade, ni toutes les autres démolitions, transformations et réfections à effectuer pour permettre la mise en place du branchement. Le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires doit faire procéder à l'exécution de ces travaux et cela, à ses frais, risques et périls.

Le branchement est établi de manière à permettre son fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation. Si sa longueur est supérieure à 15 mètres, le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires peut recourir à l'entreprise de son choix pour réaliser les travaux de fouille sous sa responsabilité.

Le Distributeur d'eau peut refuser ou différer l'acceptation d'une demande de branchement voire limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau existant. Ces travaux sont de la compétence de la Collectivité qui décide ou non de leur réalisation.

La mise en service du branchement est effectuée par le Distributeur d'eau, seul habilité à manœuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique.

#### 4-3 Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'établissement du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à la charge du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

Avant l'exécution des travaux, le Distributeur d'eau établit un devis en appliquant les tarifs fixés sur le bordereau de prix annexé au contrat passé entre lui et la Collectivité. Un acompte sur les travaux doit être réglé à la signature du devis.

#### 4-4 L'entretien

Le Distributeur d'eau prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement

En revanche, les frais de déplacement ou de modification du branchement effectués à la demande du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires sont à sa charge. Il en est de même pour les frais résultant d'une faute de sa part.

Vous n'êtes chargé de la garde et de la surveillance que pour la partie du branchement située en propriété privée (compteur compris). De ce fait, sauf si votre faute est établie, vous n'êtes pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en domaine public.

## 4-5 La fermeture et l'ouverture

En dehors de la souscription et de la résiliation du contrat, les frais de fermeture et d'ouverture de l'alimentation en eau sont à votre charge. Ils sont fixés forfaitairement pour chaque déplacement à 45 euros H.T au 01/09/2006 et sont actualisables selon l'indice FSD2 (Frais Services Divers de catégorie 2) publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

La fermeture de l'alimentation en eau ne suspend pas le paiement de l'abonnement, tant que le contrat n'a pas été résilié.



On appelle "compteur" l'appareil qui permet de mesurer votre consommation d'eau. Il est d'un modèle agréé par la réglementation en vigueur. Votre compteur peut être équipé d'un dispositif de relevé à distance.

### 5-1 Les caractéristiques

Les compteurs d'eau sont gérés par le Distributeur d'Eau.

Même si vous n'en êtes pas propriétaire, lorsqu'il est placé en propriété privée, c'est vous qui en avez la garde au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Le calibre du compteur est déterminé par le Distributeur d'eau en fonction des besoins que vous déclarez. S'il s'avère que votre consommation ne correspond pas à ces besoins, le Distributeur d'eau remplace, à vos frais, le compteur par un compteur d'un calibre approprié.

Le Distributeur d'eau peut, à tout moment, remplacer à ses frais votre compteur par un compteur équivalent.

### 5-2 L'installation

En règle générale, le compteur est placé en domaine privé; à titre dérogatoire, le Distributeur d'eau peut décider de le placer en domaine public. Le compteur (pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur général d'immeuble) lorsqu'il est placé en propriété privée, est posé aussi près que possible du domaine public (sauf autorisation expresse du Distributeur d'eau). Il est situé dans la mesure du possible à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local accessible pour toute intervention).

Lorsqu'il est placé en domaine public, le compteur est posé le plus près possible de la propriété privée.

Lorsque votre compteur est équipé d'un dispositif de relevé à distance, l'installation en propriété privée d'appareils de transfert d'informations (répéteurs, concentrateurs) peut être nécessaire et vous êtes tenus d'en faciliter l'installation.

Dans le cas où le branchement doit traverser une voie privée entre le domaine public et votre immeuble, le compteur sera installé en limite du domaine public avec l'accord des riverains empruntant cette voie.

Le compteur est installé si nécessaire dans un abri spécial conforme aux règles de l'art (assurant notamment la protection contre le gel et les chocs). Cet abri est réalisé à vos frais soit par vos soins, soit par le Distributeur d'eau.

Nul ne peut déplacer cet abri ni modifier l'installation ou les conditions d'accès au compteur et, le cas échéant, aux équipements associés de transfert d'informations, sans autorisation du Distributeur d'eau.

Dans un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, votre compteur individuel, installé conformément aux prescriptions techniques jointes en annexe, doit être lui aussi accessible pour toute intervention.

### 5-3 La vérification

Le Distributeur d'eau peut procéder, à ses frais, à la vérification du compteur aussi souvent qu'il le juge utile.

Vous pouvez, vous-même, demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de votre compteur. Le contrôle est effectué sur place, en votre présence, par le Distributeur d'eau sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation et après avoir pris connaissance des frais susceptibles d'être portés à votre charge, vous pouvez demander la dépose du compteur, en vue de sa vérification par un organisme agréé.

Si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à votre charge. Vous pouvez bénéficier toutefois d'un échelonnement de paiement si votre consommation a été exceptionnellement élevée.

Si le compteur se révèle non conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à la charge du Distributeur d'eau. La consommation de la période en cours est alors rectifiée.

### 5-4 L'entretien et le renouvellement

L'entretien et le renouvellement du compteur ainsi que des équipements éventuels de transfert d'informations sont assurés par le Distributeur d'eau, à ses frais. Vous devez néanmoins lui signaler toute anomalie, dégradation ou défaut de fonctionnement que vous pourriez constater.

Lors de la pose de votre compteur en propriété privée, le Distributeur d'eau vous informe des précautions particulières à prendre pour assurer sa protection (notamment contre le gel). Vous êtes tenu pour responsable de la détérioration du compteur, s'il est prouvé que vous n'avez pas respecté ces consignes de sécurité.

En revanche, si votre compteur a subi une usure normale ou une détérioration dont vous n'êtes pas responsable, il est réparé ou remplacé aux frais du Distributeur d'eau.

Lorsque vous en avez la garde, votre compteur est réparé ou remplacé à vos frais (en tenant compte de sa valeur amortie) dans les cas où :

- son plomb de scellement a été enlevé,
- il a été ouvert ou démonté,
- il a subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étrangers, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau chaude, chocs extérieurs, etc ...).



On appelle "installations privées", les installations situées au-delà du compteur (ou compteur général d'immeuble), y compris le joint de sortie du compteur.

### 6-1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinées à la consommation humaine.

Des prescriptions techniques particulières sont applicables aux installations privées d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats.

Lorsque vos installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, le Distributeur d'eau, la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales ou tout autre organisme mandaté par la Collectivité peuvent avec votre accord procéder au contrôle des installations.

Le Distributeur d'eau se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public. Si, malgré une mise en demeure de modifier vos installations, le risque persiste, le Distributeur d'eau peut limiter le débit du branchement ou le fermer totalement, jusqu'à la mise en conformité de vos installations.

De même, le Distributeur d'eau peut refuser l'installation d'un branchement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

Si vous disposez dans votre immeuble de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique (puits, irrigation), vous devez en avvertir le Distributeur d'eau. Toute communication entre ces canalisations et celles de la distribution publique est formellement interdite.

## 6.2 L'entretien et le renouvellement

Vous êtes tenus d'entretenir vos installations privées et en particulier, de réparer les fuites. L'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations privées n'incombent pas au Distributeur d'eau. Il ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de maintien en conformité.

Toutefois, lorsqu'une partie de vos installations privées est placée par décision du Distributeur d'eau en domaine public, les obligations et responsabilités relatives à l'entretien, au renouvellement et au maintien en conformité ne vous incombent que pour les installations situées dans votre propriété privée.

## ANNEXE 1

### Précautions à prendre contre le gel

Le compteur qui sert à mesurer votre consommation d'eau est, que vous soyez propriétaire ou locataire, sous votre garde. Afin de le protéger des rigueurs de l'hiver pensez à prendre les précautions qui s'imposent.

- En cas d'absence prolongée, n'omettez pas de vidanger vos installations. Pour vidanger correctement, il faut :
  1. Fermer le robinet d'arrêt avant compteur (c'est à dire situé entre votre compteur et la canalisation publique),
  2. Ouvrir simultanément les robinets de vos installations sanitaires afin que l'eau présente dans les conduites s'écoule,
  3. Ouvrir le robinet de purge situé à l'aval du compteur (c'est à dire entre votre compteur et vos installations intérieures) jusqu'à ce que l'eau ne coule plus, puis le refermer.

N'oubliez pas, une fois la vidange terminée, de refermer les robinets de vos installations sanitaires, ce qui vous évitera de laisser couler l'eau à la réouverture du robinet avant compteur, lors de votre retour.

- Si votre compteur est situé dans une niche (regard de façade) entourez le de laine de verre.
- Si votre compteur est situé en regard enterré, mettez en place au-dessus du compteur une plaque antigel : laine de verre enfermée dans un sac plastique étanche, polystyrène ou bois sont d'excellents protecteurs contre le froid.
- Il faut éviter d'ouvrir le regard ou la niche du compteur protégé en période de gel

- Pour éviter le gel du compteur et des canalisations situés à l'intérieur des habitations :

- ne coupez jamais complètement le chauffage en période de froid,
- en cas de gel intense et prolongé, laissez couler en permanence, dans votre évier, un filet d'eau assez important de façon en assurer une circulation constante dans votre installation : la dépense est dérisoire en comparaison des dégâts qui peuvent être causés par le gel de vos conduites !
- Calorifugez les conduites exposées aux courants d'air (attention aux ventilations !) ainsi que le compteur : chiffons, papiers journal, cartons, paille, bandelettes de mousse, laine de verre peuvent faire l'affaire.

- Si votre compteur est installé dans un local non chauffé (garage, cave...) s'il est proche d'une ventilation, ou s'il est à l'extérieur de votre installation mais non enterré, vous pouvez :
  - soit demander au Service des Eaux de vous présenter un devis en vue de modifier votre installation ( cela peut être la meilleure solution en certains cas ).
  - soit calorifuger le compteur et les conduites, calfeutrer portes et fenêtres, placer le compteur dans un caisson .... Vous pouvez trouver dans le commerce des gaines isolantes vendues pour différents diamètres de tuyaux.

Il est évidemment intéressant de compléter la protection du compteur par celle de vos installations également exposées :

- dans tous les cas de figure, interposez un morceau de tuyau non conducteur (plastique par exemple) à l'aval du compteur, entre celui-ci et les installations intérieures.
- mettez hors d'eau, pendant les périodes de gel, les robinets situés à l'extérieur.
- En cas de début de gel ( que vous pouvez constater par un manque d'eau ), vous devez :
  - d'une part, dégeler votre installation ( un sèche-cheveux ou des serpilières chaudes peuvent suffire pour dégeler une conduite bloquée; mais n'utilisez jamais une flamme ).
  - d'autre part, vidanger votre installation comme il est dit plus haut.



SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES



**EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE LATTES ET PÉROLS - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCRÈTEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'utilisateur, au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Lattes et Pérols est celui en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Il convient de l'amender pour se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 3.3 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- *les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;*
- *sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;*
- *le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relèves effectuées au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 ;*
- *les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attachant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;*
- *les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;*
- *en cas d'écrêtement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :  
. pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,*



- . pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;
- pour le calcul de l'écrêtement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;
- le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers des Communes de Lattes et Pérols lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Lattes et Pérols, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire                      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture                      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 151786-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



# Le Règlement du service de l'Eau Potable



## Le Service de l'Eau

Le Service de distribution de l'Eau potable désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable (production, traitement, distribution et contrôle de l'eau, service usager).

### 1-1 La qualité de l'eau fournie

L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats officiels sont affichés en mairie et vous sont communiqués au moins une fois par an avec votre facture.

Vous pouvez contacter à tout moment le Service de l'Eau pour connaître les caractéristiques de l'eau.

Le Service de l'Eau est tenu d'informer la Collectivité de toute modification de la qualité de l'eau susceptible d'avoir des répercussions sur la santé des consommateurs.

### 1-2 Les engagements du Service de l'Eau

En livrant l'eau chez vous, le Service de l'Eau s'engage à mettre en œuvre un service de qualité. Les prestations qui vous sont garanties, sont les suivantes :

- un contrôle régulier de l'eau avec de nombreuses analyses de la qualité sur le réseau public qui s'ajoutent au contrôle réglementaire déjà effectué par l'Agence Régionale de la Santé.

- une assistance technique

Au 0811 900 500\*, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences techniques concernant l'alimentation en eau de votre immeuble avec un délai garanti d'intervention d'un technicien dans les 2 heures en cas d'urgence,

- un accueil téléphonique

Au 0 811 900 500\* du lundi au vendredi de 8h00 à 19h00 et le samedi matin de 9h00 à 12h00 pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions concernant le Service de l'Eau,

- une réponse écrite à vos courriers,

qu'il s'agisse de questions sur la qualité de l'eau, ou sur votre facture,

- une réponse écrite à vos courriers dans les 8 jours suivant leur réception,

qu'il s'agisse de questions sur la qualité de l'eau, ou sur votre facture,

- le respect des horaires de rendez-vous

pour toute demande nécessitant une intervention à votre domicile avec une plage horaire de 2 heures maximum garantie,

- une étude et une réalisation rapide

pour l'installation d'un nouveau branchement d'eau avec :

- envoi du devis sous 8 jours après réception de votre demande (ou après rendez-vous d'étude des lieux, si nécessaire),
- réalisation des travaux au plus tard dans les 15 jours ou ultérieurement à la date qui vous convient après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives,
- une mise en service rapide de votre alimentation en eau lorsque vous emménagez dans un nouveau logement

### 1-3 Les règles d'usage de l'eau et des installations

En bénéficiant du Service de distribution de l'eau potable, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles vous interdisent :

- d'utiliser l'eau autrement que pour votre usage personnel. Vous ne devez pas en céder ou en mettre à la disposition d'un tiers, sauf en cas d'incendie ou momentanément en cas d'incident de fourniture,
- d'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux déclarés lors de la souscription de votre contrat ;
- de prélever l'eau directement sur le réseau à partir des appareils publics ou par tout autre moyen que le branchement.

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne pouvez pas :

- modifier vous-même l'emplacement de votre compteur, en gêner le fonctionnement ou l'accès, en briser les plombs ou cachets ;
- porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, l'introduction de substances nocives ou non désirables, l'aspiration directe sur le réseau public ;
- manœuvrer les appareils du réseau public ;
- relier entre elles des installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts, et en particulier relier un puits ou forage privé aux installations du réseau public ;
- utiliser les canalisations d'eau du réseau public (ou d'un réseau intérieur relié au réseau public) pour la mise à la terre d'appareils électriques.

Le non-respect de ces conditions entraîne la fermeture de l'alimentation en eau après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours francs à compter de sa notification par courrier avec accusé de réception. Le Service de l'Eau se réserve le droit d'engager toutes poursuites.

Dans le cas de dommages aux installations ou de risques sanitaires, l'alimentation en eau est immédiatement interrompue afin de protéger les intérêts des autres clients.

Si, après la fermeture de l'alimentation en eau, vous n'avez pas suivi les prescriptions du Service de l'Eau ou présenté des garanties suffisantes dans le délai fixé qui ne peut être inférieur à 8 jours francs à compter de cette fermeture, votre contrat est résilié et votre compteur enlevé.

#### LES MOTS

#### POUR

#### SE COMPRENDRE

#### Vous

désigne l'usager

c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement au Service de distribution de l'Eau potable.

Ce peut être :

le propriétaire ou le locataire ou l'occupant de bonne foi ou le syndicat des copropriétaires représenté par son syndic.

#### La Collectivité

désigne La Communauté

d'Agglomération de Montpellier qui est l'autorité organisatrice du service chargée de définir et contrôler l'atteinte des objectifs et des priorités (par exemple niveau de qualité attendu), d'anticiper et programmer les moyens et investissements nécessaires au fonctionnement du service et de choisir le mode de gestion et de financement (régie ou délégation...).

#### Le Service de l'Eau

désigne les services opérationnels à qui la Collectivité a confié l'approvisionnement en eau potable des clients desservis par le réseau dans les conditions du règlement du service.

#### Le règlement du service

désigne le document établi par la Collectivité et adopté par délibération du 29 novembre 2011 ; il définit les obligations mutuelles du Service de l'Eau et du client sur les Communes Lattes et Pérols.

#### 1-4 Les interruptions du service

Le Service de l'Eau est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau.

Dans toute la mesure du possible, le Service de l'Eau vous informe des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien).

Pendant tout arrêt d'eau, vous devez garder vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis.

Le Service de l'Eau ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un cas de force majeure. Le gel, la sécheresse, les inondations ou autres catastrophes naturelles, peuvent être assimilés à la force majeure.

En cas d'interruption de la fourniture d'eau excédant 48 heures, la part fixe de la facture (abonnement) est réduite au prorata de la durée de l'interruption.

#### 1-5 Les modifications et restrictions du service

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut autoriser le Service de l'Eau à modifier le réseau public ainsi que la pression de l'eau. Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, le Service de l'Eau doit vous informer, sauf cas de force majeure, des motifs et des conséquences correspondantes.

En cas de force majeure ou de pollution de l'eau, le Service de l'Eau a le droit d'imposer, à tout moment, en liaison avec la Collectivité et les autorités sanitaires, une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

#### 1-6 La défense contre l'incendie

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que vous puissiez faire valoir un droit à dédommagement. La manœuvre des robinets sous bouches à clé, des bouches et poteaux d'incendie est réservée au Service de l'Eau et au service de lutte contre l'incendie ainsi qu'aux agents autorisés par la Collectivité.

#### 1-7 L'individualisation des contrats en immeuble collectif d'habitation et ensemble immobilier de logements

Dans un immeuble collectif d'habitation ou un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, des prescriptions techniques et administratives particulières indiquées en annexe n° 2 s'appliquent au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires.



Pour bénéficier du Service de l'Eau, c'est-à-dire être alimenté en eau potable, vous devez souscrire un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

#### 2-1 La souscription du contrat

Pour souscrire un contrat, il vous suffit d'en faire la demande par écrit auprès du Service de l'Eau.

Vous recevez le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat et un dossier d'information sur le Service de l'Eau.

Les frais d'accès au Service de l'Eau s'élèvent à 42,65 euros H.T. Ces frais ne sont pas exigibles lors de la procédure d'individualisation des contrats.

Le règlement de la première facture dite "facture-contrat" confirme l'acceptation des conditions du règlement du Service de l'Eau. A défaut de paiement dans le délai indiqué, le service peut être suspendu.

Votre contrat prend effet à la date :

- soit d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective),
- soit d'ouverture de l'alimentation en eau.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatique et peuvent être communiquées aux entités contribuant au Service de distribution de l'Eau potable et éventuellement au Service public de l'Assainissement. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

#### 2-2 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment par lettre accusé de réception. Une facture d'arrêt de compte vous est alors adressée.

En cas de déménagement, l'alimentation en eau est généralement maintenue si votre successeur s'est fait connaître et s'il emménage dans un délai court.

**Attention :** en partant, vous devez fermer le robinet d'arrêt du compteur ou demander, en cas de difficulté, l'intervention du Service de l'Eau. Celui-ci ne pourra pas être tenu pour responsable des dégâts causés par des robinets laissés ouverts à l'intérieur de vos installations privées.

Le Service de l'Eau peut, pour sa part, résilier votre contrat :

- si vous n'avez pas réglé votre facture dans les 6 mois qui suivent la fermeture de votre alimentation en eau,
- si vous ne respectez pas les règles d'usage de l'eau et des installations précisées à l'article 1.3.



Vous recevez, en règle générale, deux factures par an. Quand la facture n'est pas établie à partir de votre consommation réelle, mesurée par le relevé de votre compteur, elle est alors estimée.

#### 3-1 La présentation de la facture

Votre facture comporte, pour l'eau potable, 2 rubriques.

• La distribution de l'eau, avec :

- une part revenant au Service de l'Eau d'eau pour couvrir les frais de fonctionnement du Service de l'Eau ;
- une part revenant à la Collectivité pour couvrir ses charges (notamment, frais d'investissements nécessaires aux installations de production et de distribution d'eau).

Chacune de ces rubriques peut se décomposer en une part fixe (abonnement) et une part variable en fonction de la consommation.

• Les taxes et redevances aux organismes publics

Elles reviennent à l'Agence de l'Eau (prélèvement sur la ressource en eau, pollution,...), et éventuellement aux VNF (Voies Navigables de France).

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

#### 3-2 Les tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- selon les termes du contrat entre la Collectivité et le Service de l'Eau, pour la part destinée à ce dernier,
- par décision de la Collectivité, pour la part qui lui est destinée,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de distribution de l'Eau potable, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

La date d'actualisation de ces tarifs est au plus tard celle du début de la période facturée.

Les tarifs sont portés à votre connaissance par voie d'affichage.

#### 3-3 Le relevé de votre consommation d'eau

Le relevé de votre consommation d'eau est effectué deux fois par an.

Lorsque votre compteur est placé en propriété privée, vous devez faciliter l'accès des agents du Service de l'Eau chargés du relevé de votre compteur.

Si votre compteur est équipé du dispositif technique adapté, le relevé s'effectue à distance. Vous devez néanmoins faciliter l'accès des agents du Service de l'Eau chargés de l'entretien et du contrôle périodique de votre compteur et des équipements associés de transfert d'informations.

Si, au moment du relevé, l'agent du Service de l'Eau ne peut accéder à votre compteur, il laisse sur place un avis de second passage.

Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu dans le délai indiqué, votre consommation est provisoirement estimée sur la base de celle de la période antérieure équivalente. Votre compte sera alors régularisé à l'occasion du relevé suivant.

Si le relevé de votre compteur ne peut être effectué durant deux périodes consécutives, vous êtes invité par lettre à permettre le relevé dans un délai d'un mois. Si passé ce délai, le compteur n'a toujours pas pu être relevé, l'alimentation en eau peut être interrompue et cela, à vos frais, dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours francs à compter de la réception de la mise en demeure.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation de la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente, sauf preuve du contraire apportée par vos soins ou par le Service de l'Eau.

Il appartient à l'abonné de surveiller périodiquement les installations privées de son habitation principale et notamment de s'assurer par de fréquentes lectures du compteur, qu'il n'existe pas de variations anormales de consommations susceptibles d'être attribuées à des fuites. Toutefois, en cas de fuite dans vos installations privées, un dégrèvement peut être obtenu selon les dispositions du décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites après compteur, pris pour application de l'article 2 de la loi de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 dite « loi Warsmann » (articles L.2224-12-4 (alinéa III bis), R.2224-19-2 et R.2224-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié). Les modalités d'application sont les suivantes.

A – Les usagers occupant d'un local d'habitation au sens de l'article R111-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, ainsi que les abonnés assimilés domestiques, (y compris les bâtiments publics ou privés occupés en majeure partie au moins par des activités tertiaires, médicales, sportives ou d'hôtellerie), peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques. Les personnes qui peuvent bénéficier de ce droit sont les titulaires d'un abonnement pour la consommation d'eau d'un logement situé dans un immeuble individuel ou collectif. Sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros. Les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écèlement d'une facture sont :

- les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, y compris lorsque ces canalisations alimentent également une activité professionnelle qui s'exerce au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale ;
- les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement (telles que caves, buanderies, séchoirs, garages, débarras, etc...) selon deux conditions : a) elles sont exclusivement réservées à l'usage personnel de l'abonné et de sa famille ; b) elles sont alimentées en eau par le même compteur que le logement ;
- les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, appartenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement.

B – En revanche, le service de l'eau potable refusera d'accorder l'écèlement mentionné au A dans les cas suivants :

- si la fuite sur la canalisation d'eau potable après compteur est due à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage ;
- si la fuite provient de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation ;
- si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite.

C – Au moment du relevé des compteurs d'eau, soit deux fois par an par le service de l'eau, dès constat d'une surconsommation, l'abonné en est informé par ce service et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A l'occasion de cette information, le service de l'eau indiquera à l'abonné les démarches à effectuer pour bénéficier de l'écèlement de la facture mentionné au A sous réserve des conditions du B. Il rappellera également les conditions fixées par la réglementation en vigueur. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.

D – En cas de demande d'écèlement de facture correspondant aux conditions requises aux A et B ci-dessus, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :

- pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné définie au G,
- pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné définie au G.

E – Le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il

y a lieu, les procédures de recouvrement.

F – L'abonné qui a connaissance d'une augmentation de sa consommation d'eau, soit par l'information que lui adresse le service de l'eau conformément au C, soit par tout autre moyen, peut demander au service de l'eau, dans le délai d'un mois à compter de la réception de l'information ou de la facture, une vérification du bon fonctionnement de son compteur. Dans le délai d'un mois à compter de la demande, le service de l'eau procède à la vérification ou fait connaître à l'abonné qu'elle n'est pas nécessaire, en justifiant sa décision. Les résultats de la vérification sont notifiés à l'usager par le service de l'eau. L'abonné n'est alors tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne qu'à compter de la notification par le service de l'eau, et après enquête, que cette augmentation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur. Dans ce cas, l'abonné peut demander à bénéficier de l'écèlement de sa facture aux conditions indiquées aux A et B.

G – Pour le calcul de l'écèlement de la facture mentionné au A, la consommation moyenne d'un usager occupant un local d'habitation (ou abonné assimilé domestique) est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

Pour les immeubles collectifs ou ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation, la consommation facturée au compteur général d'immeuble correspond à la différence positive entre le volume relevé à ce compteur et la somme des volumes relevés aux compteurs individuels. Un détail des consommations des compteurs individuels sera joint à la facture du compteur général.

### 3-4 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué sous quinze jours à date de réception.

Votre abonnement est facturé par semestre et à terme échu. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé prorata temporis.

Votre consommation est facturée à terme échu par périodes semestrielles. Pour chaque période sans relevé, le volume facturé est estimé à partir de la consommation annuelle précédente.

Vous pouvez régler votre facture :

- par prélèvement automatique,
- par TIP,
- par Internet,
- par chèque bancaire ou postal,
- en espèces dans les bureaux de Poste.

Si le montant de votre facture est supérieur à 15,50 euros par mois, vous pouvez demander le paiement fractionné par prélèvements mensuels. Dans ce cas, vous recevez une seule

facture par an, établie après le relevé de votre compteur.

La tarification appliquée est la même qu'en cas de facturation semestrielle.

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances d'une régularisation si votre facture a été surestimée.

### 3.5 En cas de non paiement

Pour les abonnés domestiques : Si, à la date limite indiquée, vous n'avez pas réglé tout ou partie de votre facture, celle-ci est majorée d'une pénalité de retard de 12,00 euros HT.

Pour les abonnés non domestiques : cette pénalité est calculée, à compter de la date limite de paiement, sur la totalité du montant impayé à raison de 1,5 fois le taux d'intérêt légal par quinzaine indivisible, avec une perception minimum de 12,00 euros HT.

Ce montant minimum pourra être actualisé et figure sur votre facture.

Indépendamment de cette pénalité, peuvent s'ajouter à la facture des frais de commissions de rejet de chèques ou de prélèvements impayés qui seraient facturés par les établissements bancaires au Service de l'Eau.

En outre, après l'envoi d'une lettre de rappel suivie d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai de huit jours, l'alimentation en eau peut être interrompue jusqu'au paiement des factures dues. L'abonnement continue à être facturé durant cette interruption et les frais d'arrêt et de mise en service de l'alimentation en eau sont à votre charge.

En cas de non-paiement, le Service de l'Eau poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.



On appelle "branchement" le dispositif qui va de la prise d'eau sur la conduite de distribution publique jusqu'au compteur.

#### 4.1 La description

Le branchement comprend les éléments suivants :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique, le robinet d'arrêt avant compteur,
- la canalisation située tant en domaine public qu'en propriété privée,
- le compteur (qui peut être équipé d'un dispositif de relevé à distance).

Le branchement doit comporter un clapet anti-retour sur la partie privative et peut comporter un réducteur de pression.

Pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur du branchement est le compteur général d'immeuble.

Les installations privées commencent à partir du joint (inclus) situé à la sortie du compteur

#### 4.2 L'installation et la mise en service

Le branchement ne peut être accordé pour un immeuble seulement que si ce dernier est en conformité avec les règlements d'urbanisme en vigueur.

Le branchement est établi après acceptation de la demande par le Service de l'Eau et après accord sur l'implantation et la mise en place de l'abri du compteur.

Les travaux d'installation du branchement sont réalisés par le Service de l'Eau et sous sa responsabilité.

Sauf mention contraire sur le devis, les travaux ne comprennent pas le percement et le rebouchage du mur de façade, ni toutes les autres démolitions, transformations et réfections à effectuer pour permettre la mise en place du branchement. Le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires doit faire procéder à l'exécution de ces travaux et cela, à ses frais, risques et périls.

Le branchement est établi de manière à permettre son fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Le Service de l'Eau peut refuser ou différer l'acceptation d'une demande de branchement si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau existant. Ces travaux sont de la compétence de la Collectivité qui décide ou non de leur réalisation.

La mise en service du branchement est effectuée par le Service de l'Eau, seul habilité à manœuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique.

#### 4.3 Les modalités financières

Tous les frais nécessaires à l'établissement du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à la charge du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

Avant l'exécution des travaux, le Service de l'Eau adresse au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires un devis établi sur la base du bordereau des prix unitaires annexé au contrat le liant à la Collectivité. Le coût réel du branchement, calculé par application des prix unitaires de ce même bordereau aux quantités réellement exécutées, sera facturé par l'utilisateur après achèvement des travaux, mais plafonné à l'estimation des travaux préalablement établie.

#### 4.4 L'entretien

Le Service de l'Eau prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement

En revanche, les frais de déplacement ou de modification du branchement effectués à la demande du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires sont à

sa charge. Il en est de même pour les frais résultant d'une faute de sa part.

Vous n'êtes chargé de la garde et de la surveillance que pour la partie du branchement située en propriété privée (compteur compris). De ce fait, sauf si votre faute est établie, vous n'êtes pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en domaine public.

### 4.5 La fermeture et l'ouverture

En dehors de la souscription du contrat, les frais de fermeture et d'ouverture de l'alimentation en eau sont à votre charge. Ils sont fixés forfaitairement pour chaque déplacement à 42,65 euros H.T.

La fermeture de l'alimentation en eau ne suspend pas le paiement de l'abonnement, tant que le contrat n'a pas été résilié.



Le compteur

On appelle "compteur" l'appareil qui permet de mesurer votre consommation d'eau. Il est d'un modèle agréé par la réglementation en vigueur. Votre compteur peut être équipé d'un dispositif de relevé à distance.

#### 5.1 Les caractéristiques

Les compteurs d'eau sont gérés par le Service de l'Eau.

Même si vous n'en êtes pas propriétaire, lorsqu'il est placé en propriété privée, c'est vous qui en avez la garde au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Le calibre du compteur est déterminé par le Service de l'Eau en fonction des besoins que vous déclarez. S'il s'avère que votre consommation ne correspond pas à ces besoins, le Service de l'Eau remplace, à vos frais, le compteur par un compteur d'un calibre approprié.

Le Service de l'Eau peut, à tout moment, remplacer à ses frais votre compteur par un compteur équivalent.

#### 5.2 L'installation

En règle générale, le compteur est placé en domaine privé; à titre dérogatoire, le Service de l'Eau peut décider de le placer en domaine public. Le compteur (pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur général d'immeuble) lorsqu'il est placé en propriété privée, est posé aussi près que possible du domaine public (sauf autorisation expresse du Service de l'Eau). Il est situé dans la mesure du possible à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local accessible pour toute intervention).

Lorsqu'il est placé en domaine public, le compteur est posé le plus près possible de la propriété privée.

Lorsque votre compteur est équipé d'un dispositif de relevé à distance, l'installation en propriété privée d'appareils de transfert d'informations (répéteurs, concentrateurs) peut être nécessaire et vous êtes tenus d'en faciliter l'installation.

Dans le cas où le branchement doit traverser une voie privée entre le domaine public et votre immeuble, le compteur sera installé en limite du domaine public avec l'accord des riverains empruntant cette voie.

Le compteur est installé si nécessaire dans un abri spécial conforme aux règles de l'art (assurant notamment la protection contre le gel et les chocs). Cet abri est réalisé à vos frais soit par vos soins, soit par le Service de l'Eau.

Nul ne peut déplacer cet abri ni modifier l'installation ou les conditions d'accès au compteur et, le cas échéant, aux équipements associés de transfert d'informations, sans autorisation du Service de l'Eau.

Dans un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, votre compteur individuel, installé conformément aux prescriptions techniques jointes en annexe, doit être lui aussi accessible pour toute intervention.

### 5.3 La vérification

Le Service de l'Eau peut procéder, à ses frais, à la vérification du compteur aussi souvent qu'il le juge utile.

Vous pouvez, vous-même, demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de votre compteur. Le contrôle est effectué sur place, en votre présence, par le Service de l'Eau sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation et après avoir pris connaissance des frais susceptibles d'être portés à votre charge, vous pouvez demander la dépose du compteur, en vue de sa vérification par un organisme agréé.

Si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à votre charge. Vous pouvez bénéficier toutefois d'un échelonnement de paiement si votre consommation a été exceptionnellement élevée.

Si le compteur se révèle non conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à la charge du Service de l'Eau. La consommation de la période en cours est alors rectifiée.

### 5.4 L'entretien et le renouvellement

L'entretien et le renouvellement du compteur ainsi que des équipements éventuels de transfert d'informations sont assurés par le Service de l'Eau, à ses frais. Vous devez néanmoins lui signaler toute anomalie, dégradation ou défaut de fonctionnement que vous pourriez constater.

Lors de la pose de votre compteur en propriété privée, le Service de l'Eau vous informe des précautions particulières à prendre pour assurer sa protection (notamment contre le gel). Vous êtes tenu pour responsable de la détérioration du compteur, s'il est prouvé que vous n'avez pas respecté ces consignes de sécurité.

En revanche, si votre compteur a subi une usure normale ou une détérioration dont vous n'êtes pas responsable, il est réparé ou remplacé aux frais du Service de l'Eau.

Lorsque vous en avez la garde, votre compteur est réparé ou remplacé à vos frais (en tenant compte de sa valeur amortie) dans les cas où :

- son plomb de scellement a été enlevé,
- il a été ouvert ou démonté,
- il a subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étrangers, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau chaude, chocs extérieurs, etc ...).



## Les installations privées

On appelle "installations privées", les installations situées au-delà du compteur (ou compteur général d'immeuble), y compris le joint de sortie du compteur.

### 6.1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Des prescriptions techniques particulières sont applicables aux installations privées d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats.

Lorsque vos installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, le Service de l'Eau, l'Agence Régionale de la Santé ou tout autre organisme mandaté par la Collectivité peuvent avec votre accord procéder au contrôle des installations.

Le Service de l'Eau se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public. Si, malgré une mise en demeure de modifier vos installations, restée sans effet pendant un délai d'au moins 15 jours francs à compter de sa notification, le risque persiste, le Service de l'Eau peut limiter le débit du branchement ou le fermer totalement, jusqu'à la mise en conformité de vos installations.

De même, le Service de l'Eau peut refuser l'installation d'un branchement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

Si vous disposez dans votre immeuble de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique (puits, irrigation), vous devez en avvertir le Service de l'Eau. Toute communication entre ces canalisations et celles de la distribution publique est formellement interdite.

### 6.2 L'entretien et le renouvellement

Vous êtes tenu d'entretenir vos installations privées et en particulier, de réparer les fuites. L'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations privées n'incombent pas au Service de l'Eau. Il ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de maintien en conformité.

Toutefois, lorsqu'une partie de vos installations privées est placée par décision du Service de l'Eau en domaine public, les obligations et responsabilités relatives à l'entretien, au renouvellement et au maintien en conformité ne vous incombent que pour les installations situées dans votre propriété privée.

A Montpellier,

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Jean-Pierre MOURE

Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux  
Le Directeur Régional

Jean-Pierre BUCHOUD

## ANNEXE 1

### Précautions à prendre contre le gel

Le compteur qui sert à mesurer votre consommation d'eau est, que vous soyez propriétaire ou locataire, sous votre garde. Afin de le protéger des rigueurs de l'hiver pensez à prendre les précautions qui s'imposent.

- En cas d'absence prolongée, n'oubliez pas de vidanger vos installations. Pour vidanger correctement, il faut :

1. Fermer le robinet d'arrêt avant compteur (c'est à dire situé entre votre compteur et la canalisation publique),
2. Ouvrir simultanément les robinets de vos installations sanitaires afin que l'eau présente dans les conduites s'écoule,
3. Ouvrir le robinet de purge situé à l'aval du compteur (c'est à dire entre votre compteur et vos installations intérieures) jusqu'à ce que l'eau ne coule plus, puis le refermer.

N'oubliez pas, une fois la vidange terminée, de refermer les robinets de vos installations sanitaires, ce qui vous évitera de laisser couler l'eau à la réouverture du robinet avant compteur, lors de votre retour.

- Si votre compteur est situé dans une niche (regard de façade) entourez le de laine de verre.
- Si votre compteur est situé en regard enterré, mettez en place au-dessus du compteur une plaque antigel : laine de verre enfermée dans un sac plastique étanche, polystyrène ou bois sont d'excellents protecteurs contre le froid.
- Il faut éviter d'ouvrir le regard ou la niche du compteur protégé en période de gel
- Pour éviter le gel du compteur et des canalisations situés à l'intérieur des habitations :
  - ne coupez jamais complètement le chauffage en période de froid,
  - en cas de gel intense et prolongé, laissez couler en permanence, dans votre évier, un filet d'eau assez important de façon à assurer une circulation constante dans votre installation : la dépense est dérisoire en comparaison des dégâts qui peuvent être causés par le gel de vos conduites !
  - Calorifiez les conduites exposées aux courants d'air (attention aux ventilations !) ainsi que le compteur : chiffons, papiers journal, cartons, paille, bandelettes de mousse, laine de verre peuvent faire l'affaire.
- Si votre compteur est installé dans un local non chauffé (garage, cave...) s'il est proche d'une ventilation, ou s'il est à l'extérieur de votre installation mais non enterré, vous pouvez :
  - soit demander au Service des Eaux de vous présenter un devis en vue de modifier votre installation (cela peut être la meilleure solution en certains cas).

- soit calorifuger le compteur et les conduites, calfeutrer portes et fenêtres, placer le compteur dans un caisson ..... Vous pouvez trouver dans le commerce des gaines isolantes vendues pour différents diamètres de tuyaux.

Il est évidemment intéressant de compléter la protection du compteur par celle de vos installations également exposées :

- dans tous les cas de figure, interposez un morceau de tuyau non conducteur (plastique par exemple) à l'aval du compteur, entre celui-ci et les installations intérieures.
  - mettez hors d'eau, pendant les périodes de gel, les robinets situés à l'extérieur.
- En cas de début de gel ( que vous pouvez constater par un manque d'eau ), vous devez :
    - d'une part, dégeler votre installation ( un sèche-cheveux ou des serpillères chaudes peuvent suffire pour dégeler une conduite bloquée; mais n'utilisez jamais une flamme ).
    - d'autre part, vidanger votre installation comme il est dit plus haut.



## Annexe 2 : Individualisation des contrats de prescriptions techniques et administratives fourniture d'eau

### LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

#### **Vous**

désigne l'utilisateur

c'est-à-dire toute personne,

physique ou morale, titulaire

du contrat d'abonnement au

Service de distribution de l'Eau potable.

Ce peut être :

le propriétaire ou le locataire

ou l'occupant de bonne foi

ou le syndicat des copropriétaires représenté  
par son syndic.

#### **La Collectivité**

désigne La Communauté d'Agglomération de  
Montpellier (34)

qui est l'autorité organisatrice du service  
chargée de définir et contrôler l'atteinte des  
objectifs et des priorités (p.ex niveau de qualité  
attendue), d'anticiper et programmer les  
moyens et investissements nécessaires au  
fonctionnement du service et de choisir le mode  
de gestion et de financement (règle ou  
délégation...).

#### **Le Service de l'Eau**

désigne les services opérationnels

à qui la Collectivité a confié

l'approvisionnement en eau potable des clients  
desservis

par le réseau

dans les conditions du

règlement du service.

#### **Les prescriptions techniques et administratives**

désignent l'ensemble des conditions fixées par  
la Collectivité et adoptées

par délibération du 29 novembre 2011

nécessaires à l'individualisation des contrats  
de fourniture d'eau

dans les immeubles collectifs d'habitation

et les ensembles immobiliers de logements

Elles s'appliquent aux installations intérieures  
collectives ainsi qu'aux dispositifs de comptage.

Elles définissent le processus de mise en  
œuvre de l'individualisation



1

### **Les installations intérieures collectives**

**Elles vous appartiennent et demeurent  
sous votre entière responsabilité.**

**A ce titre vous en assurez**

**l'établissement, la surveillance, l'entretien,  
le renouvellement et le maintien en conformité**

Elles doivent respecter la réglementation  
applicable aux installations de distribution d'eau  
destinée à la consommation humaine.

#### **1.1 La définition et la délimitation**

Les installations intérieures collectives désignent  
l'ensemble des équipements de production,  
stockage, traitement et distribution de l'eau froide  
des immeubles collectifs d'habitation ou  
ensembles immobiliers de logements.

Sauf spécification contraire prévue dans votre  
contrat d'abonnement, les installations intérieures  
collectives commencent, conformément au  
règlement du service de l'eau, immédiatement à  
l'aval du compteur général d'immeuble joint de  
sortie compteur compris.

Elles s'arrêtent aux dispositifs de comptage  
individuels équipant les lots particuliers et parties  
communes de l'immeuble ainsi qu'à ceux équipant  
les réseaux spécifiques, tels que : arrosage,  
défense contre l'incendie, climatisation,  
réchauffement et retraitement de l'eau...

Les installations intérieures collectives ainsi  
définies doivent être strictement séparées, au sein  
de l'immeuble, de celles distribuant tout autre  
fluide.

Le Service de l'Eau n'est pas tenu d'intervenir sur  
les installations intérieures collectives.

#### **1.2 Les caractéristiques**

Les installations intérieures collectives ne doivent  
pas être susceptibles de dégrader la qualité de  
l'eau délivrée au compteur général d'immeuble par  
le Service de l'Eau.

Elles doivent de même permettre d'assurer une  
distribution de l'eau satisfaisante en quantité et en  
pression ; à cet effet, elles ne doivent ni provoquer  
de pertes de charges excessives, ni présenter de  
fuites d'eau.

Vous êtes tenu d'équiper chaque colonne  
montante de vannes d'isolement. Ces vannes  
d'isolement accessibles et manœuvrables à tout  
moment par le Service de l'Eau, sont maintenues  
en parfait état de fonctionnement par vos soins et  
à vos frais

Un plan indiquant l'emplacement des colonnes  
montantes et de leurs vannes d'isolement est  
fourni par vos soins au Service de l'Eau.

Les équipements particuliers, tels que les  
surpresseurs, dispositifs de traitement, réservoirs,  
doivent être conformes à la réglementation en  
vigueur.

En particulier, les surpresseurs ne doivent pas  
provoquer, même temporairement, une  
augmentation de la pression de l'eau aux  
dispositifs de comptage individuels supérieure à  
10 bars. Pour s'assurer du respect de cette  
limite, le Service de l'Eau peut demander ou  
procéder à l'enregistrement de la pression au  
niveau du surpresseur et, notamment, lors des  
démarrages et arrêts des pompes.



2

### **Le comptage**

**Tous les points de livraison d'eau  
des lots particuliers de l'immeuble collectif  
d'habitation ou de l'ensemble immobilier de  
logements sont équipés  
de dispositifs de comptage individuels.  
Les points de livraison d'eau des parties  
communes peuvent également être équipés  
de dispositifs de comptage individuels.**

#### **2.1 Le dispositif de comptage individuel**

Chaque dispositif de comptage individuel doit  
permettre de poser, dans des conditions de bon  
fonctionnement métrologique, un compteur  
mesurant au moins 110mm de longueur.

Il comprend obligatoirement :

- un dispositif d'isolement individuel, accessible  
et verrouillable à tout moment par le Service de  
l'Eau, si nécessaire, au moyen d'un système de  
commande à distance

- un clapet anti-retour d'eau contrôlable et  
conforme à la réglementation

- un compteur d'un modèle agréé par le service  
de l'eau, à savoir, de classe C et, sauf  
exception techniquement justifiée, de  
technologie volumétrique et de diamètre 15mm.

Chaque dispositif de comptage individuel est  
identifié par une plaque gravée fixée à la  
tuyauterie ou au mur, indépendante du  
compteur et indiquant la référence du service  
de l'eau ainsi que du lot desservi.

Si les installations le nécessitent, un même lot  
peut être équipé de plusieurs dispositifs de  
comptage individuels.

Vous devez fournir au Service de l'Eau lors de  
la souscription du contrat d'individualisation la  
liste des dispositifs de comptage individuels  
ainsi que la référence du lot équipé.

Lorsque les dispositifs de comptage individuels  
sont installés à l'intérieur des logements, ils  
sont obligatoirement équipés de systèmes de  
relevé à distance de la consommation d'eau.

Dans les immeubles déjà dotés de dispositifs  
de comptage individuels, équipés ou non de  
systèmes de relevé à distance, le Service de  
l'Eau examine la possibilité de conserver, de  
modifier ou de remplacer les compteurs et les  
équipements existants, il se détermine en  
fonction de leur conformité aux présentes  
prescriptions, de leurs caractéristiques  
techniques et des conditions de reprise des  
informations à partir de ces systèmes. Dans le



cas de modification ou remplacement de compteurs ou équipements existants, les frais correspondants sont à votre charge.

Les dispositifs de comptage individuels sont installés ou conservés puis entretenus et renouvelés dans les conditions prévues au règlement du service de l'eau et au contrat d'individualisation.

## 2.2 Le compteur général d'immeuble

Le compteur général d'immeuble détermine la limite entre les ouvrages du service de l'eau et les installations intérieures collectives.

Dans le cas d'un immeuble existant, le compteur général d'immeuble déjà en place est conservé. Si l'immeuble n'est équipé que de dispositifs de comptage individuels ou s'il s'agit d'un immeuble neuf, un compteur général d'immeuble peut-être installé à vos frais par le Service de l'Eau, dans les conditions du règlement du service.

Le compteur général d'immeuble est obligatoirement équipé d'un point de prélèvement d'eau permettant de contrôler la conformité de la qualité de l'eau à la réglementation applicable.



3

## Le processus

**Le processus désigne les différentes étapes tant techniques qu'administratives de la mise en œuvre de l'individualisation des contrats de fourniture d'eau**

### 3.1 La demande d'individualisation

Pour mettre en œuvre l'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans un immeuble collectif d'habitation ou un ensemble immobilier de logements, vous devez en faire la demande auprès du Service de l'Eau.

Le Service de l'Eau vous remet un questionnaire vous permettant d'établir la description détaillée des installations intérieures collectives et des dispositifs de comptage de l'immeuble ainsi que, le cas échéant, le projet de programme de travaux pour leur mise en conformité avec les prescriptions techniques décrites au tableau ci-annexé.

Une fois complété, votre dossier de demande est alors adressé par courrier recommandé avec avis de réception au Service de l'Eau.

### 3.2 L'examen du dossier de demande

Dans les 4 mois qui suivent la réception de votre dossier de demande d'individualisation, le Service de l'Eau vérifie la conformité de vos installations intérieures collectives et dispositifs de comptage aux prescriptions techniques et vous indique les modifications à apporter à votre projet de programme de travaux.

Parallèlement, vous devez faire effectuer une visite des installations, comportant des analyses de la qualité de l'eau à partir de prélèvements au compteur général d'immeuble et sur différents points de livraison dans l'immeuble par un prestataire et selon un protocole agréés par le Service de l'Eau.

Lorsqu'une dégradation ou un risque évident de dégradation de la qualité, de la quantité ou de la pression de l'eau dans les installations intérieures collectives est mis en évidence à l'occasion de la visite ou des analyses, vous êtes tenu d'en rechercher et supprimer la cause.

Le Service de l'Eau peut vous demander des éléments d'information complémentaires nécessaires à l'examen de votre dossier ; dans ce cas, votre réponse fait courir un nouveau délai de 4 mois.

Dans le même temps, il vous remet le modèle de contrat d'individualisation, de contrat d'abonnement du compteur général d'immeuble et de contrat d'abonnement individuel ainsi que les conditions tarifaires applicables.

### 3.3 La confirmation de la demande

Il vous appartient d'informer les propriétaires, locataires et occupants de bonne foi, et de recueillir les accords prévus par la réglementation pour la mise en œuvre de l'individualisation des contrats de fourniture d'eau.

Pour confirmer votre demande d'individualisation, vous devez adresser au Service de l'Eau un dossier technique complet et tenant compte des modifications qui vous ont été indiquées. Vous devez de même préciser les conditions dans lesquelles les occupants ont été informés du projet et indiquer l'échéancier prévisionnel des travaux.

La confirmation de votre demande est adressée par courrier recommandé avec avis de réception au Service de l'Eau.

Les travaux de mise en conformité avec les prescriptions techniques sont exécutés sous votre responsabilité, à vos frais, par l'entreprise de votre choix. La réception des travaux est notifiée par vos soins au Service de l'Eau, elle donne lieu à une visite des installations et, si nécessaire, à des analyses de contrôle de la qualité de l'eau, effectués à vos frais et dont les résultats conditionnent l'acceptation de votre demande.

Le Service de l'Eau vous indique l'ensemble des recommandations techniques, décrites au tableau ci-annexé, à appliquer pour prévenir au mieux les risques ultérieurs de dégradation de la qualité, de la quantité et de la pression de l'eau dans les installations intérieures collectives de l'immeuble.

Le Service de l'Eau procède, à vos frais, à l'installation des dispositifs individuels de comptage et de relevé et, le cas échéant, du compteur général d'immeuble. Il vous appartient d'assurer l'accès du Service de l'Eau aux locaux à équiper de dispositifs de comptage.

### 3.4 L'individualisation des contrats

La signature du contrat d'individualisation ainsi que la souscription du contrat d'abonnement du compteur général d'immeuble et des contrats d'abonnements individuels auprès du Service de l'Eau ont lieu préalablement au basculement à l'individualisation. Ils ne donnent pas lieu aux Frais d'accès au service spécifiés à l'article 2-1 du règlement de service

Les contrats d'abonnements individuels prennent effet à la date de basculement à l'individualisation.

A la date de basculement à l'individualisation seuls les dispositifs de comptage individuels ayant fait l'objet de souscriptions de contrats d'abonnement individuels sont alimentés en eau.

La date de basculement à l'individualisation est fixée d'un commun accord entre le Service de l'Eau et vous, elle correspond à celle d'un relevé contradictoire des index du compteur général d'immeuble et de l'ensemble des dispositifs de comptage individuels.

Communauté d'Agglomération de Montpellier

Contrat modèle d'individualisation

Entre

La Communauté d'agglomération de Montpellier, représentée par son Président, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil de Communauté par sa délibération n° \_\_\_\_\_ du, ci-après désignée par le terme « le Service de l'Eau »

d'une part,

Et

( *Le propriétaire / Le syndicat des copropriétaires* ) représenté par ( *son Président / son Syndic* ) M..... dûment habilité à la signature du présent contrat ( *en vertu de pouvoirs donnés au terme d'une délibération de son Conseil d'Administration / de l'assemblée générale des copropriétaires en date du .....* ), désigné ci-après par « *le propriétaire / la copropriété* » ,

d'autre part.

Etant exposé :

A la date de signature des présentes, ( *l'immeuble collectif d'habitation / l'ensemble immobilier de logements* ) situé.....désigné ci-après par « l'immeuble », est alimenté en eau potable par un ( *ou n* ) branchement(s) et est titulaire d'un contrat d'abonnement collectif auprès du Service de l'eau. Un compteur général permet de mesurer les volumes fournis globalement à l'immeuble. Ceux-ci donnent lieu à une facturation ( *au propriétaire / à la copropriété* ), à charge pour ( *lui / elle* ) de répartir le montant global entre les différents occupants de l'immeuble.

( *Le propriétaire / La copropriété* ) a souhaité qu'il soit procédé à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau de l'immeuble en application de l'article 93 de la loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 et du décret n° 2003-408 du 28 avril 2003.

A cette fin, ( *il / elle* ) a transmis au Service de l'Eau, pour instruction, sa demande d'individualisation. ( *Il / Elle* ) a déclaré avoir mis en conformité ses installations par rapport aux prescriptions du Service de l'eau dont ( *il / elle* ) a pris connaissance et avoir assuré l'information nécessaire aux occupants des logements.

Il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 – Objet du présent contrat**

Le présent contrat fixe les conditions de mise en place de contrats d'abonnements individuels de fourniture d'eau au bénéfice (des occupants / des locataires / des copropriétaires ) de l'immeuble .

Le règlement du service de l'eau et ses annexes précisent les obligations respectives du Service de l'Eau avec, d'une part, (le propriétaire / la copropriété) de l'immeuble et, d'autre part, les occupants de l'immeuble.

**ARTICLE 2 – Conditions d'individualisation des contrats de fourniture d'eau**

Le Service de l'Eau est tenu d'accorder, dans le cadre du règlement du service de l'eau et sous réserve du respect par ( *le propriétaire / la copropriété* ), durant la durée du contrat, des prescriptions nécessaires à la mise en place de l'individualisation, un contrat d'abonnement individuel à chaque ( *occupant / locataire / copropriétaire* ) de l'immeuble, sous les conditions préalables suivantes:

1. la mise en conformité des installations privées a été réalisée par (*le propriétaire / la copropriété*) conformément aux prescriptions techniques du Service de l'eau, annexées ci-après,
2. Les dispositifs de comptage individuels doivent être accessibles à tout moment aux agents du Service de l'eau pour toutes les interventions nécessaires au service. En cas d'inaccessibilité, un système de relevé à distance sera posé.
3. Le contrat d'abonnement de l'immeuble en vigueur à la date de signature du présent contrat et souscrit par (*le propriétaire / la copropriété*) est modifié en un « contrat d'abonnement du compteur général d'immeuble », dont une copie est annexée ci-après. Ce contrat ne peut être résilié qu'après résiliation de la totalité des contrats d'abonnements individuels.

La part proportionnelle de la facture du compteur général d'immeuble est assise sur la différence entre le volume relevé à ce compteur et la somme des volumes relevés aux compteurs faisant l'objet d'un abonnement individualisé.

Dans le cas où la consommation de compteurs individuels serait estimée, la consommation facturée au compteur général d'immeuble intègrera cette estimation ainsi que la régularisation ultérieure.

4. (*Le propriétaire / La copropriété*) déclare avoir rempli les obligations mises à sa charge par la loi et les règlements en vue du présent contrat.

(*Le propriétaire / La copropriété*) fournit au Service de l'Eau la liste complète des bénéficiaires auxquels ce dernier adressera le contrat d'abonnement individuel.

Le basculement sera réalisé à la même date pour la totalité des (occupants / locataires / copropriétaires) de l'immeuble ayant souscrit un contrat d'abonnement individuel, à savoir le jour, fixé d'un commun accord, pour le relevé initial des index des compteurs.

### **ARTICLE 3 – Mise en conformité des installations intérieures collectives et compteurs individuels**

#### **3.1 Mise en conformité**

Les installations intérieures collectives de l'immeuble doivent constamment être en conformité avec les prescriptions techniques en vigueur, annexées au règlement du service de l'eau. Cette mise en conformité est effectuée par (*le propriétaire / la copropriété*) à ses frais.

Dans le cas où les prescriptions édictées par le Service de l'Eau viendraient à être modifiées compte-tenu de la réglementation applicable, ce dernier en informerait (*le propriétaire / la copropriété*) aux fins de la mise en conformité de l'immeuble.

#### **3.2 Compteurs individuels**

Dans le cas où les compteurs individuels appartenant (*au propriétaire / à la copropriété*) sont conformes aux prescriptions techniques, ils sont cédés gratuitement, ainsi que les équipements de robinetterie associés, par (*le propriétaire / la copropriété*) au Service de l'eau.

L'ensemble de ces équipements est décrit dans l'inventaire en annexe.

Les compteurs individuels sont entretenus, vérifiés et relevés en même temps que le compteur général par le Service de l'Eau conformément aux dispositions du règlement de service.

### **ARTICLE 4 – Compteur général d'immeuble**

Le compteur existant dans l'immeuble, pour la facturation du service public de l'eau à la date de signature du présent contrat, appelé « compteur général d'immeuble », est maintenu.

Si le compteur général d'immeuble n'existe pas, son installation, si nécessaire, est réalisée par le Service de l'Eau, aux frais (*du propriétaire / de la copropriété*)).

L'entretien et le renouvellement de ce compteur restent à la charge du Service de l'Eau.  
Ce compteur fait l'objet d'une facturation, selon les conditions tarifaires en vigueur.

#### **ARTICLE 5 – Relevé des compteurs**

Le Service de l'eau assure le relevé de tous les compteurs de l'immeuble dans le cadre des tournées de relevé de l'ensemble des compteurs des abonnés du service. Le propriétaire s'engage à garantir l'accès des agents du Service de l'eau à l'intérieur de l'immeuble pour permettre le relevé et l'entretien des compteurs. En cas de protection de l'immeuble par digicode ou autre procédé, le propriétaire garantit un accès sur rendez-vous aux représentants du Service.

#### **ARTICLE 6 – Entretien des installations intérieures collectives**

Conformément aux dispositions du règlement du service de l'eau, le Service de l'Eau prend en charge l'entretien du branchement jusqu'au compteur général d'immeuble, (*le propriétaire / la copropriété*) ayant toutefois la garde et la surveillance de la partie du branchement située en domaine privé.

L'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations intérieures collectives situées au-delà du compteur général d'immeuble sont à la charge (*du propriétaire / de la copropriété*) qui veille notamment à ce que ces installations n'altèrent pas la qualité, la quantité et la pression de l'eau distribuée à l'intérieur de l'immeuble.

En particulier, le Service de l'eau ne pourra être tenu pour responsable des pollutions ou des dégradations de la qualité de l'eau trouvant leur origine dans l'état ou le fonctionnement des installations intérieures collectives de l'immeuble : notamment celles qui pourraient provenir d'éventuels retours d'eau chaude ou d'eau polluée en provenance des échangeurs, ballons, chaufferies, surpresseurs, etc. Toutes les installations nécessaires pour éviter de tels incidents sont réalisées et entretenues par (*le propriétaire / la copropriété*) à ses frais et sous sa responsabilité.

#### **ARTICLE 7 – Résiliation**

(*Le propriétaire / La copropriété*) peut décider, dans le respect de la réglementation en vigueur, de revenir au régime du contrat d'abonnement collectif de l'immeuble.

Cette décision deviendra effective après résiliation par les titulaires de l'ensemble des contrats d'abonnement individuels de l'immeuble et relevé des index des compteurs individuels.

Le Service de l'eau peut pour sa part, résilier le présent contrat et les contrats d'abonnement individuels en cas de non-respect, en cours d'exécution des présentes, par (*le propriétaire / la copropriété*) des prescriptions nécessaires à l'individualisation. Cette résiliation sera précédée d'une mise en demeure en vue de la mise en conformité laissée sans suite dans un délai de deux mois. Le retour au régime du contrat d'abonnement collectif de l'immeuble se fera à l'issue des relevés des index des compteurs individuels. Le contrat d'abonnement collectif est soumis au règlement du service en vigueur.

En cas de résiliation, les compteurs individuels seront déposés par le Service de l'Eau aux frais du (*propriétaire / de la copropriété* ou rachetés par *le propriétaire / la copropriété*).

#### **ARTICLE 8 – Service d'assainissement**

Une fois procédé à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, le Service de l'Eau en informera le Service d'assainissement afin qu'il procède aux adaptations nécessaires.

Il appartient donc (*au propriétaire / à la copropriété*) de se rapprocher, le cas échéant, du Service d'assainissement pour formaliser l'adaptation des contrats d'abonnement.

## **ARTICLE 9 – Durée**

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée.

Ce contrat ne peut prendre fin qu'après la résiliation du contrat d'abonnement du compteur général d'immeuble.

Sont annexés au présent contrat :

- le règlement du service de l'eau en vigueur à la date de signature des présentes,
- la fiche de caractéristique spécifique du compteur général,
- les prescriptions techniques applicables à la date des présentes,
- le cas échéant, la liste des immeubles inclus dans l'ensemble immobilier,
- le cas échéant, le rapport de visite préalable à l'individualisation.

Fait à ....., le .....

Pour (le Propriétaire / la Copropriété)

Pour le Service de l'eau,

## CONTRAT D'ABONNEMENT COMPTEUR GENERAL D'IMMEUBLE

### Caractéristique du contrat :

- Numéro de contrat :
- Immeuble objet du contrat :
- Titulaire du contrat :
- Adresse desservie :
  
- Agissant en qualité de :
- Date de départ du contrat :
- Date de
- signature du contrat d'individualisation
- Assainissement :

### Compteur :

- Numéro :
- Emplacement :
- Diamètre :
- Index de départ :
- Facture à adresser à :

Ce document contractuel est soumis aux clauses et conditions d'exécution du service public de l'eau et plus particulièrement, du contrat d'individualisation et du règlement du service de l'eau dont vous avez pris connaissance.

Les informations nominatives concernant le titulaire du contrat sont conservées dans un fichier informatique destiné à la gestion de votre contrat d'abonnement. Comme le prévoit la loi du 6 janvier 1978, vous pouvez demander à tout moment l'accès à ces informations ou à ce qu'elles soient rectifiées.

Ces informations peuvent être transmises au service public d'assainissement.



SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE PRADES LE LEZ - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCRÈTEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche, ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'utilisateur, au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Prades-le-Lez est celui établi préalablement au transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Il convient de l'amender pour se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 21 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- *les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;*
- *sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;*
- *le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relevés effectués au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 ;*
- *les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, appartenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;*
- *les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;*
- *en cas d'écrêtement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :  
. pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,*



- . pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;
- pour le calcul de l'écrêtement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;
- le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers de la Commune de Prades le Lez lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Prades le Lez, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 12 AVR. 2013  
Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 151 985-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



## REGLEMENT DU SERVICE DES EAUX

### Dispositions générales

En vertu des dispositions du traité d'affermage pour l'exploitation du service de distribution publique d'Eau Potable intervenu entre la commune de Prades-Le-Lez et la Compagnie Générale des Eaux, cette dernière est désignée ci-après par le "Service des Eaux" pour l'exécution du présent règlement qui a reçu son agrément.

### Article 1 - Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau potable du réseau de distribution.

### Article 2 - Obligations du service

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 6 ci-après.

Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité du Service des Eaux, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service.

Le Service des Eaux est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles, dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 26 et 28 du présent règlement.

Il est tenu d'informer la Collectivité et la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de toutes modifications de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers, soit directement, soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bain, arrosage....).

Tous justificatifs de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande, soit par le Maire responsable de l'organisation du service de distribution d'eau, soit par le Préfet du département, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 relatif aux conditions d'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine.

Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

### Article 3 - Modalités de fourniture de l'eau

La fourniture d'eau s'effectue dans le cadre d'un contrat d'abonnement conclu avec le service des eaux, dans les conditions définies à l'article 6 ci-après.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

### Article 4 - Définition du branchement

Le branchement comprend depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- le robinet d'arrêt sous bouche à clé,
- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- le robinet avant compteur,
- le regard ou la niche abritant le compteur,
- le compteur,
- le té de purge.

Le branchement est suivi, à l'aval du compteur, par un dispositif anti-retour répondant aux normes et aux règles d'installation en vigueur, à la charge de l'abonné.

### Article 5 - Conditions d'établissement du branchement

Un branchement sera établi pour chaque immeuble.

Toutefois, sur décision du Service, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :

- soit un branchement unique équipé d'un compteur,
- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur.

De même, les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole, industrielle ou artisanale, ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Le Service des Eaux fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur.

Si, pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction des conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service des Eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge

le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le Service des Eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais par le Service des Eaux. Toutefois, si la distance entre la conduite publique et la limite de propriété excède 25 ml, l'abonné pourra faire appel à une entreprise de son choix pour réaliser les travaux de fouille situés entre le robinet d'arrêt sous bouche à clé et son compteur. Dans ce cas l'abonné devra obtenir l'accord préalable de la Mairie et respecter les consignes techniques d'établissement du branchement.

Le Service des Eaux présente à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et des frais correspondants.

Le devis précise les délais d'exécution de ces travaux.

De même, les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par le Service des Eaux ou, sous sa direction technique, par une entreprise ou un organisme agréé par lui et par la Collectivité.

Pour sa partie située en domaine public, le branchement est la propriété de la Collectivité et fait partie intégrante du réseau. Le service des eaux prend en charge les réparations et les dommages, pouvant résulter de cette partie du branchement.

Pour sa partie située en propriété privée, le branchement appartient au propriétaire de l'immeuble (1). Sa garde et sa surveillance sont à la charge de l'abonné. Ce dernier supporte les dommages imputables à cette partie du branchement s'il apparaît que ceux-ci résultent d'une faute ou d'une négligence de sa part.

Le Service des Eaux, seul habilité à intervenir pour réparer cette partie, prend à sa charge les frais propres à ses interventions.

L'entretien à la charge du Service des Eaux ne comprend pas :

- les frais de remise en état des installations mises en place par le propriétaire (ou l'occupant) postérieurement à l'établissement du branchement,
  - les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné,
  - les frais de réparation résultant d'une faute prouvée de l'abonné, notamment les retours d'eau chaude et les dommages causés par le gel du compteur,
  - les réparations ou renouvellement sur colonnes montantes des immeubles
- Ces frais sont à la charge de l'abonné.

(1) sauf le compteur en location propriété du Service des Eaux

### Abonnements

#### Article 6 - Demande d'abonnement

Toute personne désireuse d'être alimentée en eau potable doit en faire la demande auprès du Service des Eaux.

La demande d'abonnement peut être formulée à la convenance de l'abonné, soit par téléphone, soit par écrit.

Si l'immeuble à desservir comporte des locaux appartenant à plusieurs propriétaires, ceux-ci devront faire connaître par écrit au Service des Eaux le nom du Syndic qui signera, en leur nom, la demande d'abonnement.

L'abonné recevra immédiatement le présent règlement du service ainsi qu'un document valant conditions particulières récapitulant les caractéristiques de l'abonnement d'après les indications fournies lors de la demande.

L'abonnement donne lieu au versement de frais d'accès au service d'un montant de 250 F HT soit 38,11 euros HT (valeur au 01/01/1999) actualisable chaque semestre selon l'indice PsdC (Produits et services divers de catégorie « C ») publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment. Le règlement de la facture de frais d'accès au service dite facture-contrat confirme le consentement à l'abonnement, il prouve l'adhésion de l'abonné aux conditions particulières et au présent règlement. En cas de non paiement dans les délais impartis, le service sera immédiatement suspendu.

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à toute personne remplissant les conditions énoncées au présent règlement dans un délai de 24 heures à compter de la demande d'abonnement, s'il s'agit d'un branchement existant et dans un délai de 4 semaines après accord sur les conditions d'établissement et de paiement du branchement et obtention des autorisations administratives nécessaires, s'il s'agit d'un branchement neuf, sauf dans le cas où une extension du réseau est nécessaire.

La date d'effet de l'abonnement est, soit celle de la mise en service du branchement, soit, si le branchement était maintenu en eau, la date d'entrée dans les lieux.

Les renseignements obtenus pour l'établissement de la demande d'abonnement font l'objet d'un traitement informatique. Tout abonné bénéficie du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi du 6 janvier 1978.

#### Article 7 - Règles générales concernant les abonnements ordinaires

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période de six mois, ils se renouvellent par tacite reconduction par période de six mois.

La souscription d'un contrat en cours d'année entraîne le paiement du volume réellement consommé à compter de la date de souscription et le paiement de la

partie fixe au prorata de la période semestrielle restant à courir. Lors de la souscription de son abonnement, le tarif en vigueur est porté à la connaissance de l'abonné. L'information tarifaire précise le nom de chaque organisme auquel reviennent les sommes facturées.

Le libellé des factures est conforme à la réglementation en vigueur.

#### **Article 8 - Résiliation - Mutation - Suspension des abonnements**

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour la durée du semestre civil. Sauf résiliation ou mutation, ils se renouvellent par tacite reconduction par période de six mois.

##### **1. Résiliation**

Le préavis de résiliation est de 5 jours.

La résiliation peut se faire par appel téléphonique ou par lettre simple. La preuve de la résiliation résulte du paiement de la facture d'arrêt de compte.

La résiliation d'un contrat d'abonnement en cours de semestre entraîne le paiement du volume d'eau réellement consommé.

Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est en règle générale laissé ouvert, dans la mesure où un successeur à l'abonnement s'est fait connaître, et qu'il emménage dans un délai court. En conséquence, l'abonné sortant doit fermer le robinet d'arrêt au niveau du compteur ; en cas d'impossibilité il doit demander l'intervention du Service des Eaux. Celui-ci n'est pas responsable des dégâts causés par des robinets intérieurs laissés en position ouverte, ni même du fait du manque d'information de la part de l'ancien abonné ou du propriétaire.

L'ancien abonné ou, en cas de décès, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis-à-vis du Service des Eaux de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial. En aucun cas un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

##### **2. Mutation**

Lorsqu'il n'y a pas eu de résiliation expresse, la mutation de contrat d'abonnement est automatiquement provoquée par l'abonnement du nouvel occupant de bonne foi. Un relevé d'index peut être effectué dans les 48 heures permettant d'établir la facture d'arrêt de compte de l'ancien abonné.

##### **3. Suspension de service**

Tout abonné est fondé à demander, pour des raisons qui lui sont propres, l'ouverture ou la fermeture de son branchement aux conditions prévues à l'article 22, sans que cela le relève des clauses contractuelles qui le lient au Service des Eaux.

#### **Article 9 - Abonnements ordinaires**

Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs fixés par la Collectivité et le Service des Eaux. Tout abonné peut consulter en mairie les délibérations fixant les tarifs ainsi que le contrat de délégation du service d'eau.

Les tarifs comprennent :

- une partie fixe d'abonnement,
- une partie variable proportionnelle au volume d'eau consommé,
- toutes taxes, surtaxes et redevances existantes ou à venir.

#### **Article 10 - Abonnements spéciaux**

Le Service des Eaux peut consentir à certains abonnés, dans le cadre de conventions particulières, un tarif différent de celui défini à l'article précédent. Dans ce cas, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du service.

Peuvent faire l'objet d'abonnements spéciaux donnant lieu à des conventions particulières :

1. Les abonnements dits "abonnements communaux" correspondant aux consommations des ouvrages et appareils publics (bornes-fontaines, fontaines et prises publiques, lavoirs, abreuvoirs, urinoirs publics, bouches de lavage, d'arrosage et d'incendie, réservoirs de chasse des égouts...).
  2. Les établissements publics scolaires, hospitaliers ou autres, font l'objet d'abonnements ordinaires, ou d'abonnements spéciaux lorsque l'importance de la consommation le justifie.
  3. Dans la mesure où les installations du service permettent de telles fournitures, des abonnements spéciaux dits "de grande consommation" peuvent être accordés, notamment à des industries, pour la fourniture de quantités d'eau importantes hors du cas général prévu à l'article ci-dessus.
  4. Des abonnements spéciaux peuvent également être accordés à des abonnés disposant de branchements multiples dans des immeubles distincts pour des besoins ressortissant à la même activité agricole, artisanale, commerciale ou industrielle.
- Le Service des Eaux se réserve le droit de fixer, si les circonstances l'y obligent, une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés spéciaux des types 2 et 3 ci-dessus, ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau ou d'imposer la construction d'un réservoir.
- Des abonnements dits "abonnements d'attente" peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau, mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement. Ces abonnements qui ne comportent pas de fourniture d'eau font l'objet de conventions spéciales, y compris la tarification. Ils sont obligatoirement transformés en l'un des autres types d'abonnement dans un délai de trois ans au maximum.

#### **Article 11 - Abonnements temporaires**

Des abonnements temporaires (alimentation en eau d'entreprises de travaux, de forains...) peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Le Service des Eaux peut subordonner la réalisation des branchements provisoires pour abonnement temporaire au versement d'un dépôt de garantie à fixer dans chaque cas particulier.

Au cas où en raison du caractère temporaire des besoins en eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne semblerait pas justifié, un particulier peut après demande au Service des Eaux, être autorisé à prélever l'eau aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale, qui est installée par le Service des Eaux.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

#### **Article 12 - Abonnements particuliers pour la lutte contre l'incendie**

Le Service des Eaux peut consentir, s'il juge la chose compatible avec le bon fonctionnement de la distribution, des abonnements pour lutter contre l'incendie, à la condition que les demandeurs souscrivent ou aient souscrit un abonnement ordinaire ou de grande consommation.

La résiliation de l'abonnement est faite d'office, en cas de cessation ou de non paiement de l'abonnement ordinaire ou de grande consommation.

Les abonnements pour lutte contre l'incendie donnent lieu à des conventions spéciales qui en règlent les conditions techniques et financières.

Ces conventions définissent les modalités et la périodicité selon lesquelles le bon état de marche des installations, y compris le débit et la pression prévus par l'abonnement, sera vérifié par l'abonné à ses frais.

L'abonné renonce à rechercher le Service des Eaux en responsabilité pour quelque cause que ce soit, en cas de fonctionnement insuffisant de ses propres installations et notamment de ses prises d'incendie.

#### **Branchements, compteurs et installations intérieures**

#### **Article 13 - Mise en service des branchements et compteurs**

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au Service des Eaux des sommes éventuellement dues par son exécution, conformément à l'article 20 ci-après.

Les compteurs sont posés et entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par le Service des Eaux, mais l'entretien de l'abri du compteur (niche ou regard) est à effectuer par l'abonné, à ses frais, il en est de même pour les colonnes montantes en immeuble.

Le compteur doit être placé en propriété et aussi près que possible des limites du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents du Service des Eaux.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le Service des Eaux compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, le compteur sera remplacé par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné à la demande de celui-ci ou à l'initiative du Service des Eaux. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné. Le calibre du compteur est fixé sur la base des consommations journalières de pointe suivantes :

CALIBRE DU COMPTEUR NOMINAL	DIAMETRE DU COMPTEUR	CONSUMMATION JOURNALIERE DE POINTE
1,5	15mm	0 à 2 m <sup>3</sup>
2,5	20mm	2 à 4 m <sup>3</sup>
3,5	25mm	4 à 8 m <sup>3</sup>
5,0	30mm	8 à 12 m <sup>3</sup>
10,0	40mm	12 à 25 m <sup>3</sup>

L'abonné doit signaler sans retard au service des Eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement ou du compteur.

#### **Article 14 - Installations intérieures de l'abonné, fonctionnement, règles générales**

##### **14.1 - Règle générale**

Les installations intérieures de l'abonné commencent inclusivement à partir du joint de sortie du compteur, l'abonné en assure la responsabilité.

##### **14.2 - Les fuites**

Les fuites qui pourraient intervenir sur les installations après le compteur seront à la charge de l'abonné et aucune réduction des consommations ne pourra être accordée, chaque abonné ayant la responsabilité de ses installations et la possibilité de contrôler lui-même, à tout moment, la consommation indiquée au compteur.

##### **14.3 - Les travaux**

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par un prestataire de service choisi par l'abonné et à ses frais. Le Service des Eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement ou de suspendre la fourniture de l'eau si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution publique. Le Service des Eaux pourra exiger, de l'abonné, la preuve par un organisme habilité, que l'installation est conforme avec la réglementation sanitaire. L'abonné est seul responsable de tous dommages causés à la Collectivité, aux tiers ou aux agents du Service tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages situés à l'aval du compteur.

##### **14.4 - Les coups de béliet**

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution publique ou un danger pour le branchement, notamment par coup de béliet, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement. En particulier les robinets du puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de béliet.

A défaut, le Service des Eaux peut imposer un dispositif anti-bélier dont il fixera les caractéristiques. Cet appareil sera placé à la charge de l'abonné et sur ses installations, par l'entreprise de son choix.

#### **14.5 - Les retours d'eau**

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation de permettre, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.

Les nouveaux branchements devront obligatoirement être pourvus, à l'aval immédiat du compteur, d'un dispositif anti-retour adapté bénéficiant de la marque NF, antipollution (ou toute marque équivalente CEE) ou agréé par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

#### **14.6 - Eau ne provenant pas du réseau public**

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avertir le Service des Eaux. Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.

Les canalisations et réservoirs d'eau non potable, doivent être entièrement distincts et différenciés des canalisations et réservoirs d'eau potable au moyen de signes distinctifs conformes aux normes.

#### **14.7 - Fermeture du robinet sous bouche à clé**

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de canalisations notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au Service des Eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à leur frais, cette mesure n'interrompant pas l'abonnement si la période de fermeture est inférieure à un an.

#### **14.8 - Contrôle des installations - mise en conformité**

Lorsque les installations d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le Service des Eaux, ou tout autre organisme mandaté par la Collectivité peut, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification.

Les abonnés seront invités à mettre fin aux anomalies éventuellement constatées, par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de correction de ces anomalies dans les quinze jours qui auront suivi la réception de cette lettre recommandée, le Service des Eaux sera en droit de fermer le branchement sans autre préavis.

En cas d'urgence et de danger pour la santé publique, il pourra cependant être procédé immédiatement et d'office à la fermeture du branchement concerné.

### **Article 15 - Installations intérieures de l'abonné - cas particuliers**

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, le Service pourra prescrire la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif anti-retour bénéficiant de la marque NF ANTIPOLLUTION ou agréé par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement. Selon les modèles de dispositif anti-retour le Service des Eaux pourra demander à l'abonné de fournir la preuve de la surveillance du bon fonctionnement dudit dispositif.

Pour des raisons de sécurité, l'utilisation de canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

### **Article 16 - Installations intérieures de l'abonné, interdictions**

Il est formellement interdit à l'abonné :

1. d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie.
2. de pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur,
3. de modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets,
4. de faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêt ou du robinet de purge.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le Service des Eaux pourrait exercer contre lui.

Toutefois la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

### **Article 17 - Manoeuvre des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements**

La manoeuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au Service des Eaux et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le Service des Eaux et aux frais du demandeur.

### **Article 18 - Compteurs : relevés, fonctionnement, entretien**

Toutes facilités doivent être accordées au Service des Eaux pour le relevé du compteur qui a lieu deux fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux. Si à l'époque d'un relevé, le Service des Eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée au Service des Eaux dans un délai maximal de dix jours. Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant.

En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, le Service des Eaux est en droit d'exiger de l'abonné qu'il le mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder contre remboursement des frais par l'abonné à la lecture du compteur, et ceci dans un délai maximum de 30 jours, faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture de la maison, le Service des Eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties, sur la base de la consommation pendant la période correspondante de l'année en cours, s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps nettement déterminé.

Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, le Service des Eaux supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance d'abonnement jusqu'à la fin de l'abonnement.

Lorsqu'il réalise la pose d'un nouveau compteur et qu'il accepte l'ouverture d'un branchement, le Service des Eaux prend toutes dispositions utiles pour qu'une bonne protection du compteur contre le gel et les chocs puisse être réalisée par l'abonné dans des conditions climatiques normales de la région concernée.

Il informe, par ailleurs, l'abonné des précautions complémentaires à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel dans des circonstances particulières (CF annexe au présent règlement "précaution à prendre contre le gel"). Faute de prendre ces précautions, l'abonné serait alors responsable de la détérioration du compteur.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du Service des Eaux que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes du fait de l'usager et des usures normales.

Tout remplacement et toute réparation de compteur dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté, ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étrangers, carence de l'abonné dans la protection du compteur, chocs extérieurs, etc...) sont effectués par le Service des Eaux aux frais exclusifs de l'abonné.

Les dépenses ainsi engagées par le Service des Eaux pour le compte d'un abonné font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

### **Article 19 - Compteurs, vérification**

Le Service des Eaux procédera à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le jugera utile. Ces vérifications réalisées à son initiative ne donneront lieu à aucune allocation à son profit.

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur. Le contrôle est effectué sur place par le Service des Eaux en présence de l'abonné sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage sur un banc d'essais agréé.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires visées à l'article 13, les frais de vérification ou d'étalonnage sont à la charge de l'abonné. Pour un jaugeage ces frais sont fixés forfaitairement à 250 F HT, soit 38,11 euros HT (valeur au 01/01/1999), actualisable selon l'indice PsdC (Produits et services divers de catégorie « C » publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment). Pour un étalonnage les frais facturés correspondent au coût de la prestation assurée par l'établissement agréé chargé du contrôle y compris le coût du transport et les frais éventuels facturés par les services de la DRIRE, ainsi qu'aux frais de déplacement pour la dépose et la repose du compteur.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le Service des Eaux. De plus la facturation sera s'il y a lieu rectifiée à compter de la date du précédent relevé.

Le Service des Eaux a le droit de procéder à tout moment et à ses frais à la vérification des indications des compteurs des abonnés.

### **Paiements**

#### **Article 20 - Paiement du branchement et du compteur**

Toute installation de branchement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu d'un mémoire établi par le Service des Eaux, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la Collectivité.

Lorsque les compteurs ne font pas partie intégrante du réseau (compteur en location), ils sont posés par le Service des Eaux, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la Collectivité.

Conformément à l'article 13 ci-dessus, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

Toutefois, le demandeur peut régler les sommes dues en trois échéances égales mensuelles, la première est réglée dans un délai de 15 jours à réception du mémoire, les deux autres seront réglées dans les 15 jours de leur échéance respective.

## Article 21 – Facturation et paiement des fournitures d'eau

Il appartient à l'abonné de surveiller périodiquement les installations privées de son habitation principale et notamment de s'assurer par de fréquentes lectures du compteur, qu'il n'existe pas de variations anormales de consommations susceptibles d'être attribuées à des fuites. Toutefois, en cas de fuite dans vos installations privées, un dégrèvement peut être obtenu selon les dispositions du décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites après compteur, pris pour application de l'article 2 de la loi de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 dite « loi Warsmann » (articles L.2224-12-4 (alinéa III bis), R.2224-19-2 et R.2224-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié). Les modalités d'application sont les suivantes.

A – Les usagers occupant d'un local d'habitation au sens de l'article R111-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, ainsi que les abonnés assimilés domestiques, (y compris les bâtiments publics ou privés occupés en majeure partie au moins par des activités tertiaires, médicales, sportives ou d'hôtellerie), peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques.

Les personnes qui peuvent bénéficier de ce droit sont les titulaires d'un abonnement pour la consommation d'eau d'un logement situé dans un immeuble individuel ou collectif.

Sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros.

Les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écèlement d'une facture sont :

- les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, y compris lorsque ces canalisations alimentent également une activité professionnelle qui s'exerce au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale ;
- les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement (telles que caves, buanderies, séchoirs, garages, débarras, etc...) selon deux conditions : a) elles sont exclusivement réservées à l'usage personnel de l'abonné et de sa famille ; b) elles sont alimentées en eau par le même compteur que le logement ;
- les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement.

B – En revanche, le service de l'eau potable refusera d'accorder l'écèlement mentionné au A dans les cas suivants :

- si la fuite sur la canalisation d'eau potable après compteur est due à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage ;
- si la fuite provient de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation ;
- si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite.

C – Au moment du relevé des compteurs d'eau par le service de l'eau, dès constat d'une surconsommation, l'abonné en est informé par ce service et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A l'occasion de cette information, le service de l'eau indiquera à l'abonné les démarches à effectuer pour bénéficier de l'écèlement de la facture mentionné au A sous réserve des conditions du B. Il rappellera également les conditions fixées par la réglementation en vigueur. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.

D – En cas de demande d'écèlement de facture correspondant aux conditions requises aux A et B ci-dessus, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :

- pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné définie au G,
- pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné définie au G.

E – Le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement.

F – L'abonné qui a connaissance d'une augmentation de sa consommation d'eau, soit par l'information que lui adresse le service de l'eau conformément au C, soit par tout autre moyen, peut demander au service de l'eau, dans le délai d'un mois à compter de la réception de l'information ou de la facture, une vérification du bon fonctionnement de son compteur. Dans le délai d'un mois à compter de la demande, le service de l'eau procède à la vérification ou fait connaître à l'abonné qu'elle n'est pas nécessaire, en justifiant sa décision. Les résultats de la vérification sont notifiés à l'usager par le service de l'eau. L'abonné n'est alors tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne qu'à compter de la notification par le service de l'eau, et après enquête, que cette augmentation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur. Dans ce cas, l'abonné peut demander à bénéficier de l'écèlement de sa facture aux conditions indiquées aux A et B.

G – Pour le calcul de l'écèlement de la facture mentionné au A, la consommation moyenne d'un usager occupant un local d'habitation (ou abonné assimilé domestique) est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

Les factures seront établies et adressées aux abonnés par périodes semestrielles, sauf dispositions particulières de l'article 8. Ces montants sont payables à terme échu, en même temps que la prime fixe d'abonnement de la période suivante. Le règlement sera effectué au Service des Eaux, notamment par l'un des trois moyens suivants :

- 1) Règlement par chèque bancaire ou postal portant mention des références de la facture, et libellé au nom du Service des Eaux,
- 2) Prélèvement automatique, à la demande expresse de l'abonné auprès du Service des Eaux, assortie simultanément d'un relevé d'identité bancaire et d'une autorisation de prélèvement qui sera transmise à l'organisme bancaire ou postal de l'abonné.
- 3) Prélèvement par TIP (Titre Interbancaire de Paiement).

Le montant des factures doit être acquitté dès réception et au plus tard dans le délai maximum précisé sur les factures. Afin d'éliminer tout contretemps dans l'acheminement de factures, les changements ou modifications d'adresse devront être signalés par l'abonné dans les moindres délais au Service des Eaux, et ce pour éviter la fermeture de la prise d'eau, conformément à l'alinéa suivant.

En cas de non-paiement total ou partiel de la facture à la date limite figurant sur celle-ci, une majoration est appliquée. La facture sera majorée d'une pénalité de retard calculée sur le montant toutes taxes comprises impayé à raison de 1,5 fois le taux d'intérêt légal, par quinzaine indivisible, à compter de la date limite de paiement. Un minimum de perception est fixé à 60 francs TTC.

En outre, le Service des Eaux peut, en cas de non-paiement de la facture, suspendre la fourniture d'eau de plein droit pour non exécution du contrat, après une lettre simple de rappel valant mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti par celle-ci. La prise d'eau restera fermée jusqu'à complet règlement sans préjudice le cas échéant, des frais de fermeture et d'ouverture de prise et de poursuite qui peuvent être engagés contre l'abonné.

Les factures sont mises en recouvrement par le Service des Eaux, habilité à en faire poursuivre le règlement par toutes voies de droit.

## Article 21 bis – Mensualisation

Une option pour le paiement fractionné par prélèvement mensuel est offerte aux abonnés, pour des mensualités supérieures à 100 francs.

## Article 22 - Frais de fermeture et de réouverture du branchement

Sauf à l'entrée dans les lieux et à la résiliation, les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. Le montant de chacune de ces opérations est fixé forfaitairement à 250 F HT, soit 38,11 euros HT (valeur au 01/01/1999) actualisable selon l'indice PsdC (Produits et services divers de catégorie « C » publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment). Ces frais seront facturés à l'abonné en particulier dans les situations suivantes, dès lors qu'elles auront donné lieu à déplacement, et pour chacun de ces déplacements :

- ♦ fermeture ou ouverture faite à la demande de l'abonné pour éviter tout préjudice pendant une absence momentanée,
- ♦ fermeture ou ouverture consécutive à une impossibilité de relever le compteur,
- ♦ fermeture ou ouverture de branchement suite à non-paiement.

La fermeture du branchement ne suspend pas le paiement de la prime fixe d'abonnement, tant que l'abonnement n'a pas été résilié. Toutefois, la résiliation sera prononcée à l'issue des 6 premiers mois suivant la fermeture, sauf demande contraire de l'abonné.

## Article 23 - Paiement des prestations et fourniture d'eau relatives aux abonnements temporaires

Les frais de pose et d'entretien des tuyaux et de compteur, pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le Service des Eaux et sont à la charge de l'abonné.

La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par lesdites conventions ou, à défaut par application de celles fixées à l'Article 21.

## Article 24 - Remboursement d'extensions et autres frais en cas de cessation d'abonnement

Lorsque pour desservir un abonné, il a été établi des installations spéciales (canalisations, branchement...), cet abonné, s'il résilie son abonnement dans un certain délai, peut être obligé à verser une indemnité qui doit être prévue au contrat d'abonnement ou à la convention éventuellement passée pour la résiliation des installations.

## Article 25 - Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers

Lorsque le Service des Eaux réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser, à l'achèvement des travaux, le montant du coût des travaux.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont pris conjointement par plusieurs riverains, le Service des Eaux détermine la répartition des dépenses entre ces riverains en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

A défaut d'accord spécial, la participation totale des riverains dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension.

## Interruptions et restrictions du service de distribution

## Article 26 - Interruption résultant de cas de force majeure et de travaux

Le Service des Eaux ne peut être tenu responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un cas de force majeure.

Le Service des Eaux avertit les abonnés 48 heures à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles.

En cas d'interruption de la distribution excédant 48 heures consécutives, la redevance d'abonnement est réduite au prorata du temps de non utilisation, sans préjudice des actions en justice que l'usager pourrait intenter pour obtenir réparation des dommages causés par cette interruption.

#### **Article 27 - Restrictions à l'utilisation de l'eau et modifications des caractéristiques de distribution**

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le Service des Eaux a, à tout moment, le droit d'apporter en accord avec la Collectivité, des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Dans l'intérêt général, la Collectivité se réserve le droit d'autoriser le Service des Eaux, à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que de la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, sous réserve que le Service des Eaux ait, en temps opportun, averti les abonnés des conséquences desdites modifications.

#### **Article 28 - Cas du service de lutte contre l'incendie**

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie de l'abonné est prévu, le Service des Eaux doit en être averti trois jours à l'avance, de façon à pouvoir y assister éventuellement et, le cas échéant, y inviter le service de protection contre l'incendie.

En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouches à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe aux seuls Service des Eaux et services de protection contre l'incendie.

#### **Dispositions d'application**

#### **Article 29 - Date d'application**

Le présent règlement est mis en vigueur dès qu'il sera rendu exécutoire.

#### **Article 30 - Modification du règlement**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés (par exemple à l'occasion de l'expédition d'une facture ou par voie de presse).

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnités.

#### **Article 31 - Clause d'exécution**

Le Maire de Prades-Le-Lez, les agents du Service des Eaux habilités, à cet effet et le Receveur Municipal en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal de Prades-Le-Lez dans sa séance du 19/10/2000.

REGLEMENT DU SERVICE DES EAUX  
Annexes

ANNEXE 1

COMPOSANTES DU PRIX DE L'EAU

1/ PRIX DE L'EAU PROPREMENT DIT

Prime Fixe

Somme destinée à couvrir une partie des charges fixes du service, qui comprennent notamment les frais de relevé, facturation, encaissement et d'entretien du branchement.

Consommation

Produit du nombre de mètres cubes consommés par le prix unitaire du mètre cube, avec éventuellement un tarif dégressif ou progressif par tranches.

La prime fixe et/ou la consommation comprennent une part "distributeur" rémunérant l'exploitation du service et une part "collectivité" permettant à celle-ci de rembourser les annuités d'emprunts souscrits pour réaliser les installations du service (usine de traitement, canalisation, etc ...).

2/ REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

Si l'usager du Service des Eaux est raccordé ou raccordable au réseau d'assainissement, cette somme est destinée à couvrir l'ensemble des charges du Service de l'Assainissement.

Comme pour le service de l'eau, le prix peut être décomposé en :

Prime Fixe :

Somme destinée à couvrir une partie des charges fixes du service.

Consommation :

Produit du nombre de mètres cubes consommés par le prix unitaire du mètre cube, avec éventuellement un tarif dégressif ou progressif par tranches.

La prime fixe et/ou la consommation comprennent une part "distributeur" rémunérant l'exploitation du service et une part "collectivité" permettant à celle-ci de rembourser les annuités d'emprunts souscrits pour réaliser les installations du service (usine de traitement, canalisation, etc ...).

Redevance de lutte contre la pollution et Redevance de prélèvement (Agence de l'Eau) :

Ces deux redevances, qui sont proportionnelles à la consommation d'eau, sont reversées à l'Agence de l'Eau qui subventionne des ouvrages et réalisations destinés à améliorer/préserver la ressource en eau et assurer la dépollution des eaux résiduaires.

FNDAE :

Somme reversée au Ministère de l'Agriculture et destinée au Fonds National pour le Développement des Adductions d'Eau en zone rurale.

T.V.A. :

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée à l'ensemble des rubriques de la facture.

ANNEXE 2

PRECAUTIONS A PRENDRE CONTRE LE GEL

Le compteur qui sert à mesurer votre consommation d'eau est, que vous soyez propriétaire ou locataire, sous votre garde. Afin de le protéger des rigueurs de l'hiver pensez à prendre les précautions qui s'imposent.

- En cas d'absence prolongée, n'omettez pas de vidanger vos installations. Pour vidanger correctement, il faut :

1. Fermer le robinet d'arrêt avant compteur (c'est à dire situé entre votre compteur et la canalisation publique),
2. Ouvrir simultanément les robinets de vos installations sanitaires afin que l'eau présente dans les conduites s'écoule,
3. Ouvrir le robinet de purge situé à l'aval du compteur (c'est à dire entre votre compteur et vos installations intérieures) jusqu'à ce que l'eau ne coule plus, puis le refermer.

N'oubliez pas, une fois la vidange terminée, de refermer les robinets de vos installations sanitaires, ce qui vous évitera de laisser couler l'eau à la réouverture du robinet avant compteur, lors de votre retour.

- Si votre compteur est situé dans une niche (regard de façade) entourez le de laine de verre.
  - Si votre compteur est situé en regard enterré, mettez en place au-dessus du compteur une plaque antigel : laine de verre enfermée dans un sac plastique étanche, polystyrène ou bois sont d'excellents protecteurs contre le froid.
  - Il faut éviter d'ouvrir le regard ou la niche du compteur protégé en période de gel
  - Pour éviter le gel du compteur et des canalisations situés à l'intérieur des habitations :
    - ne coupez jamais complètement le chauffage en période de froid,
    - en cas de gel intense et prolongé, laissez couler en permanence, dans votre évier, un filet d'eau assez important de façon à assurer une circulation constante dans votre installation : la dépense est dérisoire en comparaison des dégâts qui peuvent être causés par le gel de vos conduites !
    - Calorifiez les conduites exposées aux courants d'air (attention aux ventilations !) ainsi que le compteur : chiffons, papiers journal, cartons, paille, bandelettes de mousse, laine de verre peuvent faire l'affaire.
  - Si votre compteur est installé dans un local non chauffé (garage, cave...) s'il est proche d'une ventilation, ou s'il est à l'extérieur de votre installation mais non enterré, vous pouvez :
    - soit demander au Service des Eaux de vous présenter un devis en vue de modifier votre installation ( cela peut être la meilleure solution en certains cas ).
    - soit calorifier le compteur et les conduites, calfeutrer portes et fenêtres, placer le compteur dans un caisson .... Vous pouvez trouver dans le commerce des gaines isolantes vendues pour différents diamètres de tuyaux.
- Il est évidemment intéressant de compléter la protection du compteur par celle de vos installations également exposées :
- dans tous les cas de figure, interposez un morceau de tuyau non conducteur (plastique par exemple) à l'aval du compteur, entre celui-ci et les installations intérieures.
  - mettez hors d'eau, pendant les périodes de gel, les robinets situés à l'extérieur,
- En cas de début de gel ( que vous pouvez constater par un manque d'eau ), vous devez :
    - d'une part, dégeler votre installation ( un sèche-cheveux ou des serpentières chaudes peuvent suffire pour dégeler une conduite bloquée; mais n'utilisez jamais une flamme ),
    - d'autre part, vidanger votre installation comme il est dit plus haut.





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES



**EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCRÈTEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche, ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'utilisateur, au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone est celui établi préalablement au transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Il convient de l'amender pour se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 21 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- *les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;*
- *sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;*
- *le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relevés effectués au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 ;*
- *les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attaché au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;*
- *les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;*
- *en cas d'écrêtement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :*

- . pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,
- . pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;
- pour le calcul de l'écrêtement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;
- le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Jmc 151 788 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



## **Dispositions générales**

En vertu des dispositions du traité d'affermage pour l'exploitation du service de distribution publique d'Eau Potable intervenu entre la COMMUNE de VILLENEUVE LES MAGUELONE et la Compagnie Générale des Eaux, cette dernière est désignée ci-après par le "Service des Eaux" pour l'exécution du présent règlement qui a reçu son agrément.

### **Article 1 - Objet du règlement**

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau potable du réseau de distribution.

### **Article 2 - Obligations du service**

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 6 ci-après.

Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité du Service des Eaux, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service.

Le Service des Eaux est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles, dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 26 et 28 du présent règlement.

Il est tenu d'informer la Collectivité et la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de toutes modifications de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers, soit directement, soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bain, arrosage....).

Tous justificatifs de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande, soit par le Maire responsable de l'organisation du service de distribution d'eau, soit par le Préfet du département, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 relatif aux conditions d'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine.

Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

De même, les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole, industrielle ou artisanale, ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Le Service des Eaux fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur.

Si, pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction des conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service des Eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le Service des Eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais par le Service des Eaux. Toutefois, si la distance entre la conduite publique et la limite de propriété excède 20 ml, l'abonné pourra faire appel à une entreprise de son choix pour réaliser les travaux de fouille situés entre le robinet d'arrêt sous bouche à clé et son compteur. Dans ce cas l'abonné devra obtenir l'accord préalable de la Mairie et respecter les consignes techniques d'établissement du branchement.

Le Service des Eaux présente à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et des frais correspondants.

Le devis précise les délais d'exécution de ces travaux.

De même, les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par le Service des Eaux ou, sous sa direction technique, par une entreprise ou un organisme agréé par lui et par la Collectivité.

Pour sa partie située en domaine public, le branchement est la propriété de la Collectivité et fait partie intégrante du réseau. Le service des eaux prend en charge les réparations et les dommages, pouvant résulter de cette partie du branchement. Pour sa partie située en propriété privée, le branchement appartient au propriétaire de l'immeuble (1). Sa garde et sa surveillance sont à la charge de l'abonné. Ce dernier supporte les dommages imputables à cette partie du branchement s'il apparaît que ceux-ci résultent d'une faute ou d'une négligence de sa part.

Le Service des Eaux, seul habilité à intervenir pour réparer cette partie, prend à sa charge les frais propres à ses interventions.

L'entretien à la charge du Service des Eaux ne comprend pas :

- les frais de remise en état des installations mises en place par le propriétaire (ou l'occupant) postérieurement à l'établissement du branchement,
- les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné,
- les frais de réparation résultant d'une faute prouvée de l'abonné, notamment les retours d'eau chaude et les dommages causés par le gel du compteur,
- les réparations ou renouvellement sur colonnes montantes des immeubles
- Ces frais sont à la charge de l'abonné.

(1) sauf le compteur en location propriété du Service des Eaux

## **Abonnements**

### **Article 6 - Demande d'abonnement**

Toute personne désireuse d'être alimentée en eau potable doit en faire la demande auprès du Service des Eaux.

La demande d'abonnement peut être formulée à la convenance de l'abonné, soit par téléphone, soit par écrit.

L'abonné recevra immédiatement le présent règlement du service ainsi qu'un document valant conditions particulières récapitulant les caractéristiques de l'abonnement d'après les indications fournies lors de la demande.

L'abonnement donne lieu au versement de frais d'accès au service d'un montant de 250 F HT soit 38,11 euros HT (valeur au 01/01/1999) actualisable chaque semestre selon l'indice PsdC (Produits et services divers de catégorie « C ») publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment. Le règlement de la facture de frais d'accès au service dite facture-contrat confirme le consentement à l'abonnement, il prouve l'adhésion de l'abonné aux conditions particulières et au présent règlement. En cas de non paiement dans les délais impartis, le service sera immédiatement suspendu.

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à toute personne remplissant les conditions énoncées au présent règlement dans un délai de 24 heures à compter de la demande d'abonnement, s'il s'agit d'un branchement existant et dans un délai de 4 semaines après accord sur les conditions d'établissement et de paiement du branchement et obtention des autorisations administratives nécessaires, s'il s'agit d'un branchement neuf, sauf dans le cas où une extension du réseau est nécessaire.

### **Article 3 - Modalités de fourniture de l'eau**

La fourniture d'eau s'effectue dans le cadre d'un contrat d'abonnement conclu avec le service des eaux, dans les conditions définies à l'article 6 ci-après.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

### **Article 4 - Définition du branchement**

Le branchement comprend depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- le robinet d'arrêt sous bouche à clé,
- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- le robinet avant compteur,
- le regard ou la niche abritant le compteur,
- le compteur,
- le té de purge.

Le branchement est suivi, à l'aval du compteur, par un dispositif anti-retour répondant aux normes et aux règles d'installation en vigueur, à la charge de l'abonné.

### **Article 5 - Conditions d'établissement du branchement**

Un branchement sera établi pour chaque immeuble.

Toutefois, sur décision du Service, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :

- soit un branchement unique équipé d'un compteur,
- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur.

La date d'effet de l'abonnement est, soit celle de la mise en service du branchement, soit, si le branchement était maintenu en eau, la date d'entrée dans les lieux.

Les renseignements obtenus pour l'établissement de la demande d'abonnement font l'objet d'un traitement informatique. Tout abonné bénéficie du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi du 6 janvier 1978.

#### **Article 7 - Règles générales concernant les abonnements ordinaires**

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période de six mois.

Ils se renouvellent par tacite reconduction par période de six mois.

La souscription d'un contrat en cours d'année entraîne le paiement du volume réellement consommé à compter de la date de souscription et le paiement de la partie fixe au prorata de la période semestrielle restant à courir.

Lors de la souscription de son abonnement, le tarif en vigueur est porté à la connaissance de l'abonné. L'information tarifaire précise le nom de chaque organisme auquel reviennent les sommes facturées.

Le libellé des factures est conforme à la réglementation en vigueur.

#### **Article 8 - Résiliation - Mutation - Suspension des abonnements**

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour la durée du semestre civil. Sauf résiliation ou mutation, ils se renouvellent par tacite reconduction par période de six mois.

##### **1. Résiliation**

Le préavis de résiliation est de 5 jours.

La résiliation peut se faire par appel téléphonique ou par lettre simple. La preuve de la résiliation résulte de la facture d'arrêt de compte.

La résiliation d'un contrat d'abonnement en cours de semestre entraîne le paiement du volume d'eau réellement consommé.

Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est en règle générale laissé ouvert, dans la mesure où un successeur à l'abonnement s'est fait connaître, et qu'il emménage dans un délai court. En conséquence, l'abonné sortant doit fermer le robinet d'arrêt au niveau du compteur ; en cas d'impossibilité il doit demander l'intervention du Service des Eaux. Celui-ci n'est pas responsable des dégâts causés par des robinets intérieurs laissés en position ouverte, ni même du fait du manque d'information de la part de l'ancien abonné ou du propriétaire.

L'ancien abonné ou, en cas de décès, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis-à-vis du Service des Eaux de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial. En aucun cas un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

##### **2. Mutation**

Lorsqu'il n'y a pas eu résiliation expresse, la mutation de contrat d'abonnement est automatiquement provoquée par l'abonnement du nouvel occupant de bonne foi. Un relevé d'index peut être effectué dans les 48 heures permettant d'établir la facture d'arrêt de compte de l'ancien abonné.

##### **3. Suspension de service**

Tout abonné est fondé à demander, pour des raisons qui lui sont propres, l'ouverture ou la fermeture de son branchement aux conditions prévues à l'article 22, sans que cela le relève des clauses contractuelles qui le lient au Service des Eaux.

#### **Article 9 - Abonnements ordinaires**

Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs fixés par la Collectivité et le Service des Eaux. Tout abonné peut consulter en mairie les délibérations fixant les tarifs ainsi que le contrat de délégation du service d'eau.

Les tarifs comprennent :

- une partie fixe d'abonnement dont le montant est fonction du diamètre du compteur,
- une partie variable proportionnelle au volume d'eau consommé,
- toutes taxes, surtaxes et redevances existantes ou à venir.

#### **Article 10 - Abonnements spéciaux**

Le Service des Eaux peut consentir à certains abonnés, dans le cadre de conventions particulières, un tarif différent de celui défini à l'article précédent. Dans ce cas, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du service.

Peuvent faire l'objet d'abonnements spéciaux donnant lieu à des conventions particulières :

1. Les abonnements dits "abonnements communaux" correspondant aux consommations des ouvrages et appareils publics (bornes-fontaines, fontaines et prises publiques, lavoirs, abreuvoirs, urinoirs publics, bouches de lavage, d'arrosage et d'incendie, réservoirs de chasse des égouts....).
2. Les établissements publics scolaires, hospitaliers ou autres, font l'objet d'abonnements ordinaires, ou d'abonnements spéciaux lorsque l'importance de la consommation le justifie.
3. Dans la mesure où les installations du service permettent de telles fournitures, des abonnements spéciaux dits "de grande consommation" peuvent être accordés, notamment à des industries, pour la fourniture de quantités d'eau importantes hors du cas général prévu à l'article ci-dessus.

Des abonnements spéciaux peuvent également être accordés à des abonnés disposant de branchements multiples dans des immeubles distincts pour des besoins ressortissant à la même activité agricole, artisanale, commerciale ou industrielle.

Le Service des Eaux se réserve le droit de fixer, si les circonstances l'y obligent, une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés spéciaux des types 2 et 3 ci-dessus, ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau ou d'imposer la construction d'un réservoir.

4. Des abonnements dits "abonnements d'attente" peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau, mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement. Ces abonnements qui ne comportent pas de fourniture d'eau font l'objet de conventions spéciales, y compris la tarification. Ils sont obligatoirement transformés en l'un des autres types d'abonnement dans un délai de trois ans au maximum.

#### **Article 11 - Abonnements temporaires**

Des abonnements temporaires (alimentation en eau d'entreprises de travaux, de forains....) peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Le Service des Eaux peut subordonner la réalisation des branchements provisoires pour abonnement temporaire au versement d'un dépôt de garantie à fixer dans chaque cas particulier.

Au cas où en raison du caractère temporaire des besoins en eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne semblerait pas justifié, un particulier peut après demande au Service des Eaux, être autorisé à prélever l'eau aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale, qui est installée par le Service des Eaux.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

#### **Article 12 - Abonnements particuliers pour la lutte contre l'incendie**

Le Service des Eaux peut consentir, s'il juge la chose compatible avec le bon fonctionnement de la distribution, des abonnements pour lutter contre l'incendie, à la condition que les demandeurs souscrivent ou aient souscrit un abonnement ordinaire ou de grande consommation.

La résiliation de l'abonnement est faite d'office, en cas de cessation ou de non paiement de l'abonnement ordinaire ou de grande consommation.

Les abonnements pour lutte contre l'incendie donnent lieu à des conventions spéciales qui en règlent les conditions techniques et financières.

Ces conventions définissent les modalités et la périodicité selon lesquelles le bon état de marche des installations, y compris le débit et la pression prévus par l'abonnement, sera vérifié par l'abonné à ses frais.

L'abonné renonce à rechercher le Service des Eaux en responsabilité pour quelque cause que ce soit, en cas de fonctionnement insuffisant de ses propres installations et notamment de ses prises d'incendie.

#### **Branchements, compteurs et installations intérieures**

##### **Article 13 - Mise en service des branchements et compteurs**

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au Service des Eaux des sommes éventuellement dues par son exécution, conformément à l'article 20 ci-après.

Les compteurs sont posés et entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par le Service des Eaux, mais l'entretien de l'abri du compteur (niche ou regard) est à effectuer par l'abonné, à ses frais, il en est de même pour les colonnes montantes en immeuble.

Le compteur doit être placé en propriété et aussi près que possible des limites du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents du Service des Eaux.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le Service des Eaux compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, le compteur sera remplacé par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné à la demande de celui-ci ou à l'initiative du Service des Eaux. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné. Le calibre du compteur est fixé sur la base des consommations journalières de pointe suivantes :

CALIBRE DU COMPTEUR NOMINAL	DIAMETRE DU COMPTEUR	CONSUMMATION JOURNALIERE DE POINTE
1,5	15mm	0 à 2 m <sup>3</sup>
2,5	20mm	2 à 4 m <sup>3</sup>
3,5	25mm	4 à 8 m <sup>3</sup>
5,0	30mm	8 à 12 m <sup>3</sup>
10,0	40mm	12 à 25 m <sup>3</sup>

L'abonné doit signaler sans retard au service des Eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement ou du compteur.

##### **Article 14 - Installations intérieures de l'abonné, fonctionnement, règles générales**

###### **14.1 - Règle générale**

Les installations intérieures de l'abonné commencent inclusivement à partir du joint de sortie du compteur, l'abonné en assure la responsabilité.

###### **14.2 - Les fuites**

Les fuites qui pourraient intervenir sur les installations après le compteur seront à la charge de l'abonné et aucune réduction des consommations ne pourra être accordée, chaque abonné ayant la responsabilité de ses installations et la possibilité de contrôler lui-même, à tout moment, la consommation indiquée au compteur.

###### **14.3 - Les travaux**

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par un prestataire de service choisi par l'abonné et à ses frais. Le Service des Eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement ou de suspendre la fourniture de l'eau si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution publique. Le Service des Eaux pourra exiger, de l'abonné, la preuve par un organisme habilité, que l'installation est conforme avec la réglementation sanitaire. L'abonné est seul responsable de tous dommages causés à la Collectivité, aux tiers ou aux agents du Service tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages situés à l'aval du compteur.

#### **14.4 - Les coups de bélièr**

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution publique ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélièr, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement. En particulier les robinets du puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélièr. A défaut, le Service des Eaux peut imposer un dispositif anti-bélièr dont il fixera les caractéristiques. Cet appareil sera placé à la charge de l'abonné et sur ses installations, par l'entreprise de son choix.

#### **14.5 - Les retours d'eau**

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation de permettre, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.

Les nouveaux branchements devront obligatoirement être pourvus, à l'aval immédiat du compteur, d'un dispositif anti-retour adapté bénéficiant de la marque NF, antipollution (ou toute marque équivalente CEE) ou agréé par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

#### **14.6 - Eau ne provenant pas du réseau public**

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avertir le Service des Eaux. Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.

Les canalisations et réservoirs d'eau non potable, doivent être entièrement distincts et différenciés des canalisations et réservoirs d'eau potable au moyen de signes distinctifs conformes aux normes.

#### **14.7 - Fermeture du robinet sous bouche à clé**

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de canalisations notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au Service des Eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à leur frais, cette mesure n'interrompant pas l'abonnement si la période de fermeture est inférieure à un an.

#### **14.8 - Contrôle des installations - mise en conformité**

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le Service des Eaux, ou tout autre organisme mandaté par la Collectivité peut, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification.

Les abonnés seront invités à mettre fin aux anomalies éventuellement constatées, par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de correction de ces anomalies dans les quinze jours qui auront suivi la réception de cette lettre recommandée, le Service des Eaux sera en droit de fermer le branchement sans autre préavis.

En cas d'urgence et de danger pour la santé publique, il pourra cependant être procédé immédiatement et d'office à la fermeture du branchement concerné.

### **Article 15 - Installations intérieures de l'abonné - cas particuliers**

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, le Service pourra prescrire la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif anti-retour bénéficiant de la marque NF ANTIPOLLUTION ou agréé par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement. Selon les modèles de dispositif anti-retour le Service des Eaux pourra demander à l'abonné de fournir la preuve de la surveillance du bon fonctionnement dudit dispositif.

Pour des raisons de sécurité, l'utilisation de canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

### **Article 16 - Installations intérieures de l'abonné, interdictions**

Il est formellement interdit à l'abonné :

1. d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie.
2. de pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur,
3. de modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets,
4. de faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêt ou du robinet de purge.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le Service des Eaux pourrait exercer contre lui.

Toutefois la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

### **Article 17 - Manœuvre des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements**

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au Service des Eaux et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le Service des Eaux et aux frais du demandeur.

### **Article 18 - Compteurs : relevés, fonctionnement, entretien**

Toutes facilités doivent être accordées au Service des Eaux pour le relevé du compteur qui a lieu deux fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux. Si à l'époque d'un relevé, le Service des Eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée au Service des Eaux dans un délai maximal de dix jours. Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant.

En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, le Service des Eaux est en droit d'exiger de l'abonné qu'il le mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder contre remboursement des frais par l'abonné à la lecture du compteur, et ceci dans un délai maximum de 30 jours, faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture de la maison, le Service des Eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties, sur la base de la consommation pendant la période correspondante de l'année en cours, s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps nettement déterminé.

Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, le Service des Eaux supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance d'abonnement jusqu'à la fin de l'abonnement.

Lorsqu'il réalise la pose d'un nouveau compteur et qu'il accepte l'ouverture d'un branchement, le Service des Eaux prend toutes dispositions utiles pour qu'une bonne protection du compteur contre le gel et les chocs puisse être réalisée par l'abonné dans des conditions climatiques normales de la région concernée.

Il informe, par ailleurs, l'abonné des précautions complémentaires à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel dans des circonstances particulières (CF annexe au présent règlement "précaution à prendre contre le gel"). Faute de prendre ces précautions, l'abonné serait alors responsable de la détérioration du compteur.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du Service des Eaux que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes du fait de l'usager et des usures normales.

Tout remplacement et toute réparation de compteur dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté, ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étrangers, carence de l'abonné dans la protection du compteur, chocs extérieurs, etc....) sont effectués par le Service de Eaux aux frais exclusifs de l'abonné.

Les dépenses ainsi engagées par le Service des Eaux pour le compte d'un abonné font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

### **Article 19 - Compteurs, vérification**

Le Service des Eaux procédera à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le jugera utile. Ces vérifications réalisées à son initiative ne donneront lieu à aucune allocation à son profit.

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur. Le contrôle est effectué sur place par le Service des Eaux en présence de l'abonné sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage sur un banc d'essais agréé.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires visées à l'article 13, les frais de vérification ou d'étalonnage sont à la charge de l'abonné. Pour un jaugeage ces frais sont fixés forfaitairement à 250 F HT, soit 38,11 euros HT (valeur au 01/01/1999), actualisable selon l'indice PsdC (Produits et services divers de catégorie « C » publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment). Pour un étalonnage les frais facturés correspondent au coût de la prestation assurée par l'établissement agréé chargé du contrôle y compris le coût du transport et les frais éventuels facturés par les services de la DRIRE, ainsi qu'aux frais de déplacement pour la dépose et la repose du compteur.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le Service des Eaux. De plus la facturation sera s'il y a lieu rectifiée à compter de la date du précédent relevé.

Le Service des Eaux a le droit de procéder à tout moment et à ses frais à la vérification des indications des compteurs des abonnés.

### **Paiements**

## Article 20 - Paiement du branchement et du compteur

Toute installation de branchement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu d'un mémoire établi par le Service des Eaux, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la Collectivité.

Lorsque les compteurs ne font pas partie intégrante du réseau (compteur en location), ils sont posés par le Service des Eaux, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la Collectivité.

Conformément à l'article 13 ci-dessus, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

Toutefois, le demandeur peut régler les sommes dues en trois échéances égales mensuelles, la première est réglée dans un délai de 15 jours à réception du mémoire, les deux autres seront réglées dans les 15 jours de leur échéance respective.

## Article 21 - Facturation et paiement des fournitures d'eau

Il appartient à l'abonné de surveiller périodiquement les installations privées de son habitation principale et notamment de s'assurer par de fréquentes lectures du compteur, qu'il n'existe pas de variations anormales de consommations susceptibles d'être attribuées à des fuites. Toutefois, en cas de fuite dans vos installations privées, un dégrèvement peut être obtenu selon les dispositions du décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites après compteur, pris pour application de l'article 2 de la loi de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 dite « loi Warsmann » (articles L.2224-12-4 (alinéa III bis), R.2224-19-2 et R.2224-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié). Les modalités d'application sont les suivantes.

A - Les usagers occupant d'un local d'habitation au sens de l'article R111-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, ainsi que les abonnés assimilés domestiques, (y compris les bâtiments publics ou privés occupés en majeure partie au moins par des activités tertiaires, médicales, sportives ou d'hôtellerie), peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques.

Les personnes qui peuvent bénéficier de ce droit sont les titulaires d'un abonnement pour la consommation d'eau d'un logement situé dans un immeuble individuel ou collectif.

Sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros.

Les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écèlement d'une facture sont :

- les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, y compris lorsque ces canalisations alimentent également une activité professionnelle qui s'exerce au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale ;
- les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement (telles que caves, buanderies, séchoirs, garages, débarras, etc...) selon deux conditions : a) elles sont exclusivement réservées à l'usage personnel de l'abonné et de sa famille ; b) elles sont alimentées en eau par le même compteur que le logement ;
- les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement.

B - En revanche, le service de l'eau potable refusera d'accorder l'écèlement mentionné au A dans les cas suivants :

- si la fuite sur la canalisation d'eau potable après compteur est due à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage ;
- si la fuite provient de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation ;
- si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite.

C - Au moment du relevé des compteurs d'eau, dès constat d'une surconsommation, l'abonné en est informé par ce service et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A l'occasion de cette information, le service de l'eau indiquera à l'abonné les démarches à effectuer pour bénéficier de l'écèlement de la facture mentionné au A sous réserve des conditions du B. Il rappellera également les conditions fixées par la réglementation en vigueur. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.

D - En cas de demande d'écèlement de facture correspondant aux conditions requises aux A et B ci-dessus, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :

- pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné définie au G,
- pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné définie au G.

E - Le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement.

F - L'abonné qui a connaissance d'une augmentation de sa consommation d'eau, soit par l'information que lui adresse le service de l'eau conformément au C, soit par tout autre moyen, peut demander au service de l'eau, dans le délai d'un mois à compter de la réception de l'information ou de la facture, une vérification du bon fonctionnement de son compteur. Dans le délai d'un mois à compter de la demande, le service de l'eau procède à la vérification ou fait connaître à l'abonné qu'elle n'est pas nécessaire, en justifiant sa décision. Les résultats de la vérification sont notifiés à l'usager par le service de l'eau. L'abonné n'est alors tenu

au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne qu'à compter de la notification par le service de l'eau, et après enquête, que cette augmentation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur. Dans ce cas, l'abonné peut demander à bénéficier de l'écèlement de sa facture aux conditions indiquées aux A et B.

G - Pour le calcul de l'écèlement de la facture mentionné au A, la consommation moyenne d'un usager occupant un local d'habitation (ou abonné assimilé domestique) est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

Les factures seront établies et adressées aux abonnés par périodes semestrielles, sauf dispositions particulières de l'article 8. Ces montants sont payables à terme échu, en même temps que la prime fixe d'abonnement de la période suivante.

Le règlement sera effectué au Service des Eaux, notamment par l'un des trois moyens suivants :

- 1) Règlement par chèque bancaire ou postal portant mention des références de la facture, et libellé au nom du Service des Eaux.

Prélèvement automatique, à la demande expresse de l'abonné auprès du Service des Eaux, assortie simultanément d'un relevé d'identité bancaire et d'une autorisation de prélèvement qui sera transmise à l'organisme bancaire ou postal de l'abonné.

- 2) Prélèvement par TIP (Titre Interbancaire de Paiement).

Le montant des factures doit être acquitté dès réception et au plus tard dans le délai maximum précisé sur les factures. Afin d'éliminer tout contretemps dans l'acheminement de factures, les changements ou modifications d'adresse devront être signalés par l'abonné dans les moindres délais au Service des Eaux, et ce pour éviter la fermeture de la prise d'eau, conformément à l'alinéa suivant.

En cas de non-paiement total ou partiel de la facture à la date limite figurant sur celle-ci, une majoration est appliquée. La facture sera majorée d'une pénalité de retard calculée sur le montant toutes taxes comprises impayé à raison de 1,5 fois le taux d'intérêt légal, par quinzaine indivisible, à compter de la date limite de paiement. Un minimum de perception est fixé à 50 francs TTC.

En outre, le Service des Eaux peut, en cas de non-paiement de la facture, suspendre la fourniture d'eau de plein droit pour non exécution du contrat, après une lettre simple de rappel valant mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti par celle-ci. La prise d'eau restera fermée jusqu'à complet règlement sans préjudice le cas échéant, des frais de fermeture et d'ouverture de prise et de poursuite qui peuvent être engagés contre l'abonné.

Les factures sont mises en recouvrement par le Service des Eaux, habilité à en faire poursuivre le règlement par toutes voies de droit.

## Article 21 bis - Mensualisation

Une option pour le paiement fractionné par prélèvement mensuel est offerte aux abonnés, pour des mensualités supérieures à 100 francs.

## Article 22 - Frais de fermeture et de réouverture du branchement

Sauf à l'entrée dans les lieux et à la résiliation, les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. Le montant de chacune de ces opérations est fixé forfaitairement à 250 F HT, soit 38,11 euros HT (valeur au 01/01/1999) actualisable selon l'indice PsdC (Produits et services divers de catégorie « C » publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment).

Ces frais seront facturés à l'abonné en particulier dans les situations suivantes, dès lors qu'elles auront donné lieu à déplacement, et pour chacun de ces déplacements :

- ♦ fermeture ou ouverture faite à la demande de l'abonné pour éviter tout préjudice pendant une absence momentanée,
- ♦ fermeture ou ouverture consécutive à une impossibilité de relever le compteur,
- ♦ fermeture ou ouverture de branchement suite à non-paiement.

La fermeture du branchement ne suspend pas le paiement de la prime fixe d'abonnement, tant que l'abonnement n'a pas été résilié. Toutefois, la résiliation sera prononcée à l'issue des 6 premiers mois suivant la fermeture, sauf demande contraire de l'abonné.

## Article 23 - Paiement des prestations et fourniture d'eau relatives aux abonnements temporaires

Les frais de pose et d'entretien des tuyaux et de compteur, pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le Service des Eaux et sont à la charge de l'abonné.

La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par lesdites conventions ou, à défaut par application de celles fixées à l'Article 21.

## Article 24 - Remboursement d'extensions et autres frais en cas de cessation d'abonnement

Lorsque pour desservir un abonné, il a été établi des installations spéciales (canalisations, branchement...), cet abonné, s'il résilie son abonnement dans un certain délai, peut être obligé à verser une indemnité qui doit être prévue au contrat d'abonnement ou à la convention éventuellement passée pour la résiliation des installations.

## Article 25 - Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers

Lorsque le Service des Eaux réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser, à l'achèvement des travaux, le montant du coût des travaux.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont pris conjointement par plusieurs riverains, le Service des Eaux détermine la répartition des dépenses entre ces riverains en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

A défaut d'accord spécial, la participation totale des riverains dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension.

## **Interruptions et restrictions du service de distribution**

### **Article 26 - Interruption résultant de cas de force majeure et de travaux**

Le Service des Eaux ne peut être tenu responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un cas de force majeure.

Le Service des Eaux avertit les abonnés 48 heures à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles.

En cas d'interruption de la distribution excédant 48 heures consécutives, la redevance d'abonnement est réduite au prorata du temps de non utilisation, sans préjudice des actions en justice que l'usager pourrait tenter pour obtenir réparation des dommages causés par cette interruption.

### **Article 27 - Restrictions à l'utilisation de l'eau et modifications des caractéristiques de distribution**

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le Service des Eaux a, à tout moment, le droit d'apporter en accord avec la Collectivité, des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Dans l'intérêt général, la Collectivité se réserve le droit d'autoriser le Service des Eaux, à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que de la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, sous réserve que le Service des Eaux ait, en temps opportun, averti les abonnés des conséquences desdites modifications.

### **Article 28 - Cas du service de lutte contre l'incendie**

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie de l'abonné est prévu, le Service des Eaux doit en être averti trois jours à l'avance, de façon à pouvoir y assister éventuellement et, le cas échéant, y inviter le service de protection contre l'incendie.

En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouches à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe aux seuls Service des Eaux et services de protection contre l'incendie.

## **Dispositions d'application**

### **Article 29 - Date d'application**

Le présent règlement est mis en vigueur dès qu'il sera rendu exécutoire.

### **Article 30 - Modification du règlement**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés (par exemple à l'occasion de l'expédition d'une facture ou par voie de presse).

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnités.

### **Article 31 - Clause d'exécution**

Le Maire de Villeneuve les Maguelone, les agents du Service des Eaux habilités, à cet effet et le Receveur Municipal en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal de Villeneuve les Maguelone dans sa séance du 28 juin 2000.



**REGLEMENT DU SERVICE DES EAUX**  
**Annexes**

**ANNEXE 1**

**COMPOSANTES DU PRIX DE L'EAU**

**1/ PRIX DE L'EAU PROPREMENT DIT**

**Prime Fixe**

Somme destinée à couvrir une partie des charges fixes du service, qui comprennent notamment les frais de relevé, facturation, encaissement et d'entretien du branchement.

**Consommation**

Produit du nombre de mètres cubes consommés par le prix unitaire du mètre cube, avec éventuellement un tarif dégressif ou progressif par tranches.

La prime fixe et/ou la consommation comprennent une part "distributeur" rémunérant l'exploitation du service et une part "collectivité" permettant à celle-ci de rembourser les annuités d'emprunts souscrits pour réaliser les installations du service (usine de traitement, canalisation, etc ...).

**2/ REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT**

Si l'usager du Service des Eaux est raccordé ou raccordable au réseau d'assainissement, cette somme est destinée à couvrir l'ensemble des charges du Service de l'Assainissement.

Comme pour le service de l'eau, le prix peut être décomposé en :

**Prime Fixe :**

Somme destinée à couvrir une partie des charges fixes du service.

**Consommation :**

Produit du nombre de mètres cubes consommés par le prix unitaire du mètre cube, avec éventuellement un tarif dégressif ou progressif par tranches.

La prime fixe et/ou la consommation comprennent une part "distributeur" rémunérant l'exploitation du service et une part "collectivité" permettant à celle-ci de rembourser les annuités d'emprunts souscrits pour réaliser les installations du service (usine de traitement, canalisation, etc ...).

**Redevance de lutte contre la pollution et Redevance de prélèvement (Agence de l'Eau) :**

Ces deux redevances, qui sont proportionnelles à la consommation d'eau, sont reversées à l'Agence de l'Eau qui subventionne des ouvrages et réalisations destinés à améliorer/préserver la ressource en eau et assurer la dépollution des eaux résiduaires.

**FNDAE :**

Somme reversée au Ministère de l'Agriculture et destinée au Fonds National pour le Développement des Adductions d'Eau en zone rurale.

**T.V.A. :**

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée à l'ensemble des rubriques de la facture.

**ANNEXE 2**

**PRECAUTIONS A PRENDRE CONTRE LE GEL**

Le compteur qui sert à mesurer votre consommation d'eau est, que vous soyez propriétaire ou locataire, sous votre garde. Afin de le protéger des rigueurs de l'hiver pensez à prendre les précautions qui s'imposent.

- En cas d'absence prolongée, n'omettez pas de vidanger vos installations. Pour vidanger correctement, il faut :

1. Fermer le robinet d'arrêt avant compteur (c'est à dire situé entre votre compteur et la canalisation publique),
2. Ouvrir simultanément les robinets de vos installations sanitaires afin que l'eau présente dans les conduites s'écoule,
3. Ouvrir le robinet de purge situé à l'aval du compteur (c'est à dire entre votre compteur et vos installations intérieures) jusqu'à ce que l'eau ne coule plus, puis le refermer.

N'oubliez pas, une fois la vidange terminée, de refermer les robinets de vos installations sanitaires, ce qui vous évitera de laisser couler l'eau à la rouverture du robinet avant compteur, lors de votre retour.

- Si votre compteur est situé dans une niche (regard de façade) entourez le de laine de verre.
  - Si votre compteur est situé en regard enterré, mettez en place au-dessus du compteur une plaque antigel : laine de verre enfermée dans un sac plastique étanche, polystyrène ou bois sont d'excellents protecteurs contre le froid.
  - Il faut éviter d'ouvrir le regard ou la niche du compteur protégé en période de gel
  - Pour éviter le gel du compteur et des canalisations situés à l'intérieur des habitations :
    - ne coupez jamais complètement le chauffage en période de froid,
    - en cas de gel intense et prolongé, laissez couler en permanence, dans votre évier, un filet d'eau assez important de façon en assurer une circulation constante dans votre installation : la dépense est dérisoire en comparaison des dégâts qui peuvent être causés par le gel de vos conduites !
    - Calorifiez les conduites exposées aux courants d'air (attention aux ventilations !) ainsi que le compteur : chiffons, papiers journal, cartons, paille, bandelettes de mousse, laine de verre peuvent faire l'affaire.
  - Si votre compteur est installé dans un local non chauffé (garage, cave...) s'il est proche d'une ventilation, ou s'il est à l'extérieur de votre installation mais non enterré, vous pouvez :
    - soit demander au Service des Eaux de vous présenter un devis en vue de modifier votre installation ( cela peut être la meilleure solution en certains cas ).
    - soit calorifuger le compteur et les conduites, calfeutrer portes et fenêtres, placer le compteur dans un caisson ..... Vous pouvez trouver dans le commerce des gaines isolantes vendues pour différents diamètres de tuyaux.
- Il est évidemment intéressant de compléter la protection du compteur par celle de vos installations également exposées :
- dans tous les cas de figure, interposez un morceau de tuyau non conducteur (plastique par exemple) à l'aval du compteur, entre celui-ci et les installations intérieures,
  - mettez hors d'eau, pendant les périodes de gel, les robinets situés à l'extérieur,
- En cas de début de gel ( que vous pouvez constater par un manque d'eau ), vous devez :
    - d'une part, dégeler votre installation ( un sèche-cheveux ou des serpentières chaudes peuvent suffire pour dégeler une conduite bloquée; mais n'utilisez jamais une flamme ).
    - d'autre part, vidanger votre installation comme il est dit plus haut.





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

**Pouvoir(s):**

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

**Absent(es):**

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE MONTFERRIER-SUR-LEZ, SAINT-BRÈS ET SUSSARGUES - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCRÈTEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche, ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'utilisateur, au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues est celui en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2011. Il convient de l'amender pour se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 3.3 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- *les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;*
- *sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;*
- *le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relèves effectuées au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 ;*
- *les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, appartenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;*
- *les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;*
- *en cas d'écrêtement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :  
pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,*

- . pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;
- pour le calcul de l'écrêtement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;
- le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers des Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur les communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      1.2 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      1.2 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 151 983 - Dé

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président

M. Jean-Pierre MOURE.



# Le Règlement du service de l'Eau Potable



Le Service de l'Eau

Le Service de distribution de l'Eau potable désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable (production, traitement, distribution et contrôle de l'eau, service usager).

## 1.1 La qualité de l'eau fournie

L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats officiels sont affichés en mairie et vous sont communiqués au moins une fois par an avec votre facture.

Vous pouvez contacter à tout moment le Service de l'Eau pour connaître les caractéristiques de l'eau.

Le Service de l'Eau est tenu d'informer la Collectivité de toute modification de la qualité de l'eau susceptible d'avoir des répercussions sur la santé des consommateurs.

## 1.2 Les engagements du Service de l'Eau

En livrant l'eau chez vous, le Service de l'Eau s'engage à mettre en œuvre un service de qualité. Les prestations qui vous sont garanties, sont les suivantes :

### • un contrôle régulier de l'eau

avec de nombreuses analyses de la qualité sur le réseau public qui s'ajoutent au contrôle réglementaire déjà effectué par l'Agence Régionale de la Santé.

### • une assistance technique

au 04 34 20 30 09, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences techniques concernant l'alimentation en eau de votre immeuble avec un délai garanti d'intervention d'un technicien dans les 2 heures en cas d'urgence.

### • un accueil téléphonique

au 04 34 20 30 02 du lundi au vendredi de 8h à 18h pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions concernant le Service de l'Eau.

### • une réponse écrite à vos courriers dans les 8 jours suivant leur réception.

qu'il s'agisse de questions sur la qualité de l'eau, ou sur votre facture.

### • le respect des horaires de rendez-vous

pour toute demande nécessitant une intervention à votre domicile avec une plage horaire de 2 heures maximum garantie.

### • une étude et une réalisation rapide

pour l'installation d'un nouveau branchement d'eau avec :

- envoi du devis sous 8 jours après réception de votre demande (ou après rendez-vous d'étude des lieux, si nécessaire),
- réalisation des travaux au plus tard dans les

15 jours ou ultérieurement à la date qui vous convient après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives.

### • une mise en service rapide de votre alimentation en eau

lorsque vous emménagez dans un nouveau logement.

## 1.3 Les règles d'usage de l'eau et des installations

En bénéficiant du Service de distribution de l'Eau potable, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles vous interdisent :

- d'utiliser l'eau autrement que pour votre usage personnel. Vous ne devez pas en céder ou en mettre à la disposition d'un tiers, sauf en cas d'incendie ou momentanément en cas d'incident de fourniture,

- d'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux déclarés lors de la souscription de votre contrat ;

- de prélever l'eau directement sur le réseau à partir des appareils publics ou par tout autre moyen que le branchement.

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne pouvez pas :

- modifier vous-même l'emplacement de votre compteur, en gêner le fonctionnement ou l'accès, en briser les plombs ou cachets ;

- porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, l'introduction de substances nocives ou non désirables, l'aspiration directe sur le réseau public ;

- manœuvrer les appareils du réseau public ;

- relier entre elles des installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts, et en particulier relier un puits ou forage privé aux installations du réseau public ;

- utiliser les canalisations d'eau du réseau public (ou d'un réseau intérieur relié au réseau public) pour la mise à la terre d'appareils électriques.

Le non-respect de ces conditions entraîne la fermeture de l'alimentation en eau après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours francs à compter de sa notification par courrier avec accusé de réception. Le Service de l'Eau se réserve le droit d'engager toutes poursuites.

Dans le cas de dommages aux installations ou de risques sanitaires, l'alimentation en eau est immédiatement interrompue afin de protéger les intérêts des autres clients.

Si, après la fermeture de l'alimentation en eau, vous n'avez pas suivi les prescriptions du Service de l'Eau ou présenté des garanties suffisantes dans le délai fixé qui ne peut être inférieur à 8 jours francs à compter de cette fermeture, votre contrat est résilié et votre compteur enlevé.

## LES MOTS

### POUR

### SE COMPRENDRE

### Vous

désigne l'usager

c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire

du contrat d'abonnement au

Service de distribution de l'Eau potable.

Ce peut être :

le propriétaire ou le locataire

ou l'occupant de bonne foi

ou le syndicat des copropriétaires

représenté par son syndic.

### La Collectivité

désigne La Communauté

d'Agglomération de Montpellier qui est

l'autorité organisatrice du service

chargée de définir et contrôler l'atteinte

des objectifs et des priorités (par

exemple niveau de qualité attendu).

d'anticiper et programmer les moyens et

investissements nécessaires au

fonctionnement du service et de choisir

le mode de gestion et de financement

(régie ou délégation...).

### Le Service de l'Eau

désigne les services opérationnels

à qui la Collectivité a confié

l'approvisionnement en eau potable des

clients desservis

par le réseau

dans les conditions du

règlement du service.

### Le règlement du service

désigne le document établi

par la Collectivité et adopté

par délibération du 21 avril 2011;

il définit les obligations mutuelles du

Service de l'Eau

et du client sur les Communes

Montferrier-Sur-Lez, Saint Brès et

Sussargues.

#### 1-4 Les interruptions du service

Le Service de l'Eau est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau.

Dans toute la mesure du possible, le Service de l'Eau vous informe des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien).

Pendant tout arrêt d'eau, vous devez garder vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis.

Le Service de l'Eau ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un cas de force majeure. Le gel, la sécheresse, les inondations ou autres catastrophes naturelles, peuvent être assimilés à la force majeure.

En cas d'interruption de la fourniture d'eau excédant 48 heures, la part fixe de la facture (abonnement) est réduite au prorata de la durée de l'interruption.

#### 1-5 Les modifications et restrictions du service

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut autoriser le Service de l'Eau à modifier le réseau public ainsi que la pression de l'eau. Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, le Service de l'Eau doit vous informer, sauf cas de force majeure, des motifs et des conséquences correspondantes.

En cas de force majeure ou de pollution de l'eau, le Service de l'Eau a le droit d'imposer, à tout moment, en liaison avec la Collectivité et les autorités sanitaires, une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

#### 1-6 La défense contre l'incendie

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que vous puissiez faire valoir un droit à dédommagement. La manœuvre des robinets sous bouche à clé, des bouches et poteaux d'incendie est réservée au Service de l'Eau et au service de lutte contre l'incendie ainsi qu'aux agents autorisés par la Collectivité.

#### 1-7 L'individualisation des contrats en immeuble collectif d'habitation et ensemble immobilier de logements

Dans un immeuble collectif d'habitation ou un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, des prescriptions techniques et administratives particulières indiquées en annexe n° 2 s'appliquent au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires.



Pour bénéficier du Service de l'Eau, c'est-à-dire être alimenté en eau potable, vous devez souscrire un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

#### 2-1 La souscription du contrat

Pour souscrire un contrat, il vous suffit d'en faire la demande par écrit auprès du Service de l'Eau.

Vous recevez le Règlement du Service, les conditions particulières de votre contrat et un dossier d'information sur le Service de l'Eau.

Les frais d'accès au Service de l'Eau sont définis par délibération de la Collectivité. Ces frais ne sont pas exigibles lors de la procédure d'individualisation des contrats.

Le règlement de la première facture dite "facture-contrat" confirme l'acceptation des conditions du Règlement du Service de l'Eau. A défaut de paiement dans le délai indiqué, le service peut être suspendu.

Votre contrat prend effet à la date :

- soit d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective),
- soit d'ouverture de l'alimentation en eau.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatique et peuvent être communiquées aux entités contribuant au Service de distribution de l'Eau potable et éventuellement au Service public de l'Assainissement. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

#### 2-2 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment par lettre accusée de réception. Une facture d'arrêt de compte vous est alors adressée.

En cas de déménagement, l'alimentation en eau est généralement maintenue si votre successeur s'est fait connaître et s'il emménage dans un délai court.

**Attention :** en partant, vous devez fermer le robinet d'arrêt du compteur ou demander, en cas de difficulté, l'intervention du Service de l'Eau. Celui-ci ne pourra pas être tenu pour responsable des dégâts causés par des robinets laissés ouverts à l'intérieur de vos installations privées.

Le Service de l'Eau peut, pour sa part, résilier votre contrat :

- si vous n'avez pas réglé votre facture dans les 6 mois qui suivent la fermeture de votre alimentation en eau,
- si vous ne respectez pas les règles d'usage de l'eau et des installations précisées à l'article 1.3.



#### Votre facture

Vous recevez, en règle générale, deux factures par an. Quand la facture n'est pas établie à partir de votre consommation réelle, mesurée par le relevé de votre compteur, elle est alors estimée.

#### 3-1 La présentation de la facture

Votre facture comporte, pour l'eau potable, 2 rubriques.

• La distribution de l'eau, avec :

- une part revenant au Service de l'Eau pour couvrir ses frais de fonctionnement du Service de l'Eau ;

- une part revenant à la Collectivité pour couvrir ses charges (notamment, frais d'investissements nécessaires aux installations de production et de distribution d'eau).

Chacune de ces rubriques peut se décomposer en une part fixe (abonnement) et une part variable en fonction de la consommation.

• Les taxes et redevances aux organismes publics

Elles reviennent à l'Agence de l'Eau (prélèvement sur la ressource en eau, pollution...), et éventuellement aux VNF (Voies Navigables de France).

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

#### 3-2 Les tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- selon les termes du contrat entre la Collectivité et le Service de l'Eau, pour la part destinée à ce dernier,
- par décision de la Collectivité, pour la part qui lui est destinée,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de distribution de l'Eau potable, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

La date d'actualisation de ces tarifs est au plus tard celle du début de la période facturée.

Les tarifs sont portés à votre connaissance par voie d'affichage.

#### 3-3 Le relevé de votre consommation d'eau

Le relevé de votre consommation d'eau est effectué deux fois par an.

Lorsque votre compteur est placé en propriété privée, vous devez faciliter l'accès des agents du Service de l'Eau chargés du relevé de votre compteur.

Si votre compteur est équipé du dispositif technique adapté, le relevé s'effectue à distance. Vous devez néanmoins faciliter l'accès des agents du Service de l'Eau chargés de l'entretien et du contrôle périodique de votre compteur et des équipements associés de transfert d'informations.

Si, au moment du relevé, l'agent du Service de l'Eau ne peut accéder à votre compteur, il laisse sur place un avis de second passage.

Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu dans le délai indiqué, votre consommation est provisoirement estimée sur la base de celle de la période antérieure équivalente. Votre compte sera alors régularisé à l'occasion du relevé suivant.

Si le relevé de votre compteur ne peut être effectué durant deux périodes consécutives, vous êtes invité par lettre à permettre le relevé dans un délai d'un mois. Si passé ce délai, le compteur n'a toujours pas pu être relevé, l'alimentation en eau peut être interrompue et cela, à vos frais, dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours francs à compter de la réception de la mise en demeure.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation de la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente, sauf preuve du contraire apportée par vos soins ou par le Service de l'Eau.

Il appartient à l'abonné de surveiller périodiquement les installations privées de son habitation principale et notamment de s'assurer par de fréquentes lectures du compteur, qu'il n'existe pas de variations anormales de consommations susceptibles d'être attribuées à des fuites. Toutefois, en cas de fuite dans vos installations privées, un dégrèvement peut être obtenu selon les dispositions du décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites après compteur, pris pour application de l'article 2 de la loi de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 dite « loi Warsmann » (articles L.2224-12-4 (alinéa III bis), R.2224-19-2 et R.2224-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié). Les modalités d'application sont les suivantes.

**A – Les usagers occupant d'un local d'habitation** au sens de l'article R111-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, ainsi que les abonnés assimilés domestiques, (y compris les bâtiments publics ou privés occupés en majeure partie au moins par des activités tertiaires, médicales, sportives ou d'hôtellerie), peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques. Les personnes qui peuvent bénéficier de ce droit sont les titulaires d'un abonnement pour la consommation d'eau d'un logement situé dans un immeuble individuel ou collectif.

Sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros.

Les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écêtement d'une facture sont :

- les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, y compris lorsque ces canalisations alimentent également une activité professionnelle qui s'exerce au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale ;
- les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement (telles que caves, buanderies, séchoirs, garages, débarras, etc...) selon deux conditions : a) elles sont exclusivement réservées à l'usage personnel de l'abonné et de sa famille ; b) elles sont alimentées en eau par le même compteur que le logement ;
- les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, appartenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement.

**B – En revanche, le service de l'eau potable refusera d'accorder l'écêtement mentionné au A dans les cas suivants :**

- si la fuite sur la canalisation d'eau potable après compteur est due à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage ;
- si la fuite provient de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation ;
- si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite.

**C – Au moment du relevé des compteurs d'eau, soit deux fois par an par le service de l'eau, dès constat d'une surconsommation, l'abonné en est informé par ce service et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A l'occasion de cette information, le service de l'eau indiquera à l'abonné les démarches à effectuer pour bénéficier de l'écêtement de la facture mentionné au A sous réserve des conditions du B. Il rappellera également les conditions fixées par la réglementation en vigueur. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.**

**D – En cas de demande d'écêtement de facture correspondant aux conditions requises aux A et B ci-dessus, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :**

- pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné définie au G,
- pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné définie au G.

**E – Le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement.**

**F – L'abonné qui a connaissance d'une augmentation de sa consommation d'eau, soit par l'information que lui adresse le service de l'eau conformément au C, soit par tout autre moyen, peut demander au service de l'eau, dans le délai d'un mois à compter de la réception de l'information ou de la facture, une vérification du bon fonctionnement de son compteur. Dans le délai d'un mois à compter de la demande, le service de l'eau procède à la vérification ou fait connaître à l'abonné qu'elle n'est pas nécessaire, en justifiant sa décision. Les résultats de la vérification sont notifiés à l'usager par le service de l'eau. L'abonné n'est alors tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne qu'à compter de la notification par le service de l'eau, et après enquête, que cette augmentation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur. Dans ce cas, l'abonné peut demander à bénéficier de l'écêtement de sa facture aux conditions indiquées aux A et B.**

**G – Pour le calcul de l'écêtement de la facture mentionné au A, la consommation moyenne d'un usager occupant un local d'habitation (ou abonné assimilé domestique) est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.**

Pour les immeubles collectifs ou ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation, la consommation facturée au compteur général d'immeuble correspond à la différence positive entre le volume relevé à ce compteur et la somme des volumes relevés aux compteurs individuels. Un détail des consommations des compteurs individuels sera joint à la facture du compteur général.

### 3-4 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué sous quinze jours à date d'émission de la facture.

L'abonnement (partie fixe) est facturé à terme échu, semestriellement. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il est facturé ou remboursé prorata temporis, calculé journalièrement.

La consommation (partie variable) est facturée à terme échu annuellement, les volumes consommés étant constatés en milieu d'année sur la base de la consommation en eau potable relevée sur le compteur.

La facturation se fait en deux fois :

• **A compter du 15 juin de l'année N :**

Facturation correspondant à la prime fixe semestrielle du 1er semestre de l'année N et, à titre d'acompte, d'une consommation estimée égale à 40 % de la consommation moyenne des trois dernières années. Si la consommation présente des caractéristiques particulières (forte variation saisonnière ou absence d'historique suffisant...), la consommation moyenne sera établie forfaitairement à 120 m3/an ou 60 m3/semestre correspondant à la consommation moyenne nationale retenue par l'INSEE.

- **A compter du 15 décembre de l'année N :** Facturation correspondant à la prime fixe semestrielle du 2nd semestre de l'année N et de la consommation de l'année N constatée lors de la relève des compteurs d'eau déduction faite de l'estimation de la consommation facturée au mois de juin.

Vous pouvez régler votre facture :

- par prélèvement automatique ,
- par TIP,
- par Internet,
- par chèque bancaire ou postal,
- en espèces dans les bureaux de Poste.

Si le montant de votre facture est supérieur à 15,50 euros par mois, vous pouvez demander le paiement fractionné par prélèvements mensuels. Dans ce cas, vous recevez une seule facture par an, établie après le relevé de votre compteur.

La tarification appliquée est la même qu'en cas de facturation semestrielle.

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances d'une régularisation si votre facture a été surestimée.

### 3-5 En cas de non paiement

Pour les abonnés domestiques : Si, à la date limite indiquée, vous n'avez pas réglé tout ou partie de votre facture, celle-ci est majorée d'une pénalité de retard définie par délibération de la Collectivité.

Ce montant minimum pourra être actualisé et figure sur votre facture.

Indépendamment de cette pénalité, peuvent s'ajouter à la facture des frais de commissions de rejet de chèques ou de prélèvements impayés qui seraient facturés par les établissements bancaires au Service de l'Eau.

En outre, après l'envoi d'une lettre de rappel suivie d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai de huit jours, l'alimentation en eau peut être interrompue jusqu'au paiement des factures dues. L'abonnement continue à être facturé durant cette interruption et les frais d'arrêt et de mise en service de l'alimentation en eau sont à votre charge.

En cas de non paiement, le Service de l'Eau poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.



**On appelle "branchement" le dispositif qui va de la prise d'eau sur la conduite de distribution publique jusqu'au compteur.**

#### 4-1 La description

Le branchement comprend les éléments suivants :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique, le robinet d'arrêt avant compteur,
- la canalisation située tant en domaine public qu'en propriété privée,
- le compteur (qui peut être équipé d'un dispositif de relevé à distance).

Le branchement doit comporter un clapet anti-retour sur la partie privative et peut comporter un réducteur de pression.

Pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur du branchement est le compteur général d'immeuble.

Les installations privées commencent à partir du joint (inclus) situé à la sortie du compteur.

#### 4-2 L'installation et la mise en service

Le branchement ne peut être accordé pour un immeuble seulement si ce dernier est en conformité avec les règlements d'urbanisme en vigueur.

Le branchement est établi après acceptation de la demande par le Service de l'Eau et après accord sur l'implantation et la mise en place de l'abri du compteur.

Les travaux d'installation du branchement sont réalisés par le Service de l'Eau et sous sa responsabilité.

Sauf mention contraire sur le devis, les travaux ne comprennent pas le percement et le rebouchage du mur de façade, ni toutes les autres démolitions, transformations et réfections à effectuer pour permettre la mise en place du branchement. Le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires doit faire procéder à l'exécution de ces travaux et cela, à ses frais, risques et périls.

Le branchement est établi de manière à permettre son fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Le Service de l'Eau peut refuser ou différer l'acceptation d'une demande de branchement si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau existant. Ces travaux sont de la compétence de la Collectivité qui décide ou non de leur réalisation.

La mise en service du branchement est effectuée par le Service de l'Eau, seul habilité à manœuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique.

#### 4-3 Les modalités financières

Tous les frais nécessaires à l'établissement du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à la charge du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

Avant l'exécution des travaux, le Service de l'Eau adresse au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires un devis établi sur la base du Bordereau Des Prix unitaires annexé au contrat le liant à la Collectivité. Le coût réel du branchement, calculé par application des prix unitaires de ce même bordereau aux quantités réellement exécutées, sera facturé par l'usager après achèvement des travaux, mais plafonné à l'estimation des travaux préalablement établie.

#### 4-4 L'entretien

Le Service de l'Eau prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement.

En revanche, les frais de déplacement ou de modification du branchement effectués à la demande du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires sont à sa charge. Il en est de même pour les frais résultant d'une faute de sa part.

Vous n'êtes chargé de la garde et de la surveillance que pour la partie du branchement située en propriété privée (compteur compris). De ce fait, sauf si votre faute est établie, vous n'êtes pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en domaine public.

#### 4-5 La fermeture et l'ouverture

En dehors de la souscription du contrat, les frais de fermeture et d'ouverture de l'alimentation en eau sont à votre charge. Ils sont fixés forfaitairement pour chaque déplacement dont le montant est défini par délibération de la Collectivité.

La fermeture de l'alimentation en eau ne suspend pas le paiement de l'abonnement, tant que le contrat n'a pas été résilié.

**On appelle "compteur" l'appareil qui permet de mesurer votre consommation d'eau. Il est d'un modèle agréé par la réglementation en vigueur. Votre compteur peut être équipé d'un dispositif de relevé à distance.**

#### 5-1 Les caractéristiques

Les compteurs d'eau sont gérés par le Service de l'Eau.

Même si vous n'en êtes pas propriétaire, lorsqu'il est placé en propriété privée, c'est vous qui en avez la garde au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Le calibre du compteur est déterminé par le Service de l'Eau en fonction des besoins que vous déclarez. S'il s'avère que votre consommation ne correspond pas à ces besoins, le Service de l'Eau



remplace, à vos frais, le compteur par un compteur d'un calibre approprié.

Le Service de l'Eau peut, à tout moment, remplacer à ses frais votre compteur par un compteur équivalent.

## 5-2 L'installation

En règle générale, le compteur est placé en domaine privé; à titre dérogatoire, le Service de l'Eau peut décider de le placer en domaine public. Le compteur (pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur général d'immeuble) lorsqu'il est placé en propriété privée, est posé aussi près que possible du domaine public (sauf autorisation expresse du Service de l'Eau). Il est situé dans la mesure du possible à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local accessible pour toute intervention).

Lorsqu'il est placé en domaine public, le compteur est posé le plus près possible de la propriété privée.

Lorsque votre compteur est équipé d'un dispositif de relevé à distance, l'installation en propriété privée d'appareils de transfert d'informations (répéteurs, concentrateurs) peut être nécessaire et vous êtes tenus d'en faciliter l'installation.

Dans le cas où le branchement doit traverser une voie privée entre le domaine public et votre immeuble, le compteur sera installé en limite du domaine public avec l'accord des riverains empruntant cette voie.

Le compteur est installé si nécessaire dans un abri spécial conforme aux règles de l'art (assurant notamment la protection contre le gel et les chocs). Cet abri est réalisé à vos frais soit par vos soins, soit par le Service de l'Eau.

Nul ne peut déplacer cet abri ni modifier l'installation ou les conditions d'accès au compteur et, le cas échéant, aux équipements associés de transfert d'informations, sans autorisation du Service de l'Eau.

Dans un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, votre compteur individuel, installé



### Le compteur

conformément aux prescriptions techniques jointes en annexe, doit être lui aussi accessible pour toute intervention.

## 5-3 La vérification

Le Service de l'Eau peut procéder, à ses frais, à la vérification du compteur aussi souvent qu'il le juge utile.

Vous pouvez, vous-même, demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de votre compteur. Le contrôle est effectué sur place, en votre

présence, par le Service de l'Eau sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation et après avoir pris connaissance des frais susceptibles d'être portés à votre charge, vous pouvez demander la dépose du compteur, en vue de sa vérification par un organisme agréé.

Si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à votre charge. Vous pouvez bénéficier toutefois d'un échelonnement de paiement si votre consommation a été exceptionnellement élevée.

Si le compteur se révèle non conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à la charge du Service de l'Eau. La consommation de la période en cours est alors rectifiée.

## 5-4 L'entretien et le renouvellement

L'entretien et le renouvellement du compteur ainsi que des équipements éventuels de transfert d'informations sont assurés par le Service de l'Eau, à ses frais. Vous devez néanmoins lui signaler toute anomalie, dégradation ou défaut de fonctionnement que vous pourriez constater.

Lors de la pose de votre compteur en propriété privée, le Service de l'Eau vous informe des précautions particulières à prendre pour assurer sa protection (notamment contre le gel). Vous êtes tenu pour responsable de la détérioration du compteur; s'il est prouvé que vous n'avez pas respecté ces consignes de sécurité.

En revanche, si votre compteur a subi une usure normale ou une détérioration dont vous n'êtes pas responsable, il est réparé ou remplacé aux frais du Service de l'Eau.

Lorsque vous en avez la garde, votre compteur est réparé ou remplacé à vos frais (en tenant compte de sa valeur amortie) dans les cas où :

- son plomb de scellement a été enlevé,
- il a été ouvert ou démonté,
- il a subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étrangers, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau chaude, chocs extérieurs, etc ...).



### Les installations privées

On appelle "installations privées", les installations situées au-delà du compteur (ou compteur général d'immeuble), y compris le joint de sortie du compteur.

## 6-1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et

doivent être conformes aux règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Des prescriptions techniques particulières sont applicables aux installations privées d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats.

Lorsque vos installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, le Service de l'Eau, l'Agence Régionale de la Santé ou tout autre organisme mandaté par la Collectivité peuvent avec votre accord procéder au contrôle des installations.

Le Service de l'Eau se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public. Si, malgré une mise en demeure de modifier vos installations, restée sans effet pendant un délai d'au moins 15 jours francs à compter de sa notification, le risque persiste, le Service de l'Eau peut limiter le débit du branchement ou le fermer totalement, jusqu'à la mise en conformité de vos installations.

De même, le Service de l'Eau peut refuser l'installation d'un branchement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

Si vous disposez dans votre immeuble de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique (puits, irrigation), vous devez en avvertir le Service de l'Eau. Toute communication entre ces canalisations et celles de la distribution publique est formellement interdite.

## 6-2 L'entretien et le renouvellement

Vous êtes tenu d'entretenir vos installations privées et en particulier, de réparer les fuites. L'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations privées n'incombent pas au Service de l'Eau. Il ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de maintien en conformité.

Toutefois, lorsqu'une partie de vos installations privées est placée par décision du Service de l'Eau en domaine public, les obligations et responsabilités relatives à l'entretien, au renouvellement et au maintien en conformité ne vous incombent que pour les installations situées dans votre propriété privée.

A Montpellier,

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Jean-Pierre MOURE



## ANNEXE 1

### Précautions à prendre contre le gel

Le compteur qui sert à mesurer votre consommation d'eau est, que vous soyez propriétaire ou locataire, sous votre garde. Afin de le protéger des rigueurs de l'hiver pensez à prendre les précautions qui s'imposent.

- En cas d'absence prolongée, n'omettez pas de vidanger vos installations. Pour vidanger correctement, il faut :

1. Fermer le robinet d'arrêt avant compteur (c'est à dire situé entre votre compteur et la canalisation publique),
2. Ouvrir simultanément les robinets de vos installations sanitaires afin que l'eau présente dans les conduites s'écoule,
3. Ouvrir le robinet de purge situé à l'aval du compteur (c'est à dire entre votre compteur et vos installations intérieures) jusqu'à ce que l'eau ne coule plus, puis le refermer.

N'oubliez pas, une fois la vidange terminée, de refermer les robinets de vos installations sanitaires, ce qui vous évitera de laisser couler l'eau à la réouverture du robinet avant compteur, lors de votre retour.

- Si votre compteur est situé dans une niche (regard de façade) entourez le de laine de verre.
- Si votre compteur est situé en regard enterré, mettez en place au-dessus du compteur une plaque antigel : laine de verre enfermée dans un sac plastique étanche, polystyrène ou bois sont d'excellents protecteurs contre le froid.
- Il faut éviter d'ouvrir le regard ou la niche du compteur protégé en période de gel
- Pour éviter le gel du compteur et des canalisations situés à l'intérieur des habitations :
  - ne coupez jamais complètement le chauffage en période de froid,
  - en cas de gel intense et prolongé, laissez couler en permanence, dans votre évier, un filet d'eau assez important de façon à assurer une circulation constante dans votre installation : la dépense est dérisoire en comparaison des dégâts qui peuvent être causés par le gel de vos conduites !
  - Calorifugez les conduites exposées aux courants d'air (attention aux ventilations !) ainsi que le compteur : chiffons, papiers journal, cartons, paille, bandelettes de mousse, laine de verre peuvent faire l'affaire.
- Si votre compteur est installé dans un local non chauffé (garage, cave...) s'il est proche d'une ventilation, ou s'il est à l'extérieur de votre installation mais non enterré, vous pouvez :
  - soit demander au Service des Eaux de vous présenter un devis en vue de modifier votre installation (cela peut être la meilleure solution en certains cas).

- soit calorifuger le compteur et les conduites, calfeutrer portes et fenêtres, placer le compteur dans un caisson... Vous pouvez trouver dans le commerce des gaines isolantes vendues pour différents diamètres de tuyaux.

Il est évidemment intéressant de compléter la protection du compteur par celle de vos installations également exposées :

- dans tous les cas de figure, interposez un morceau de tuyau non conducteur (plastique par exemple) à l'aval du compteur, entre celui-ci et les installations intérieures.
- mettez hors d'eau, pendant les périodes de gel, les robinets situés à l'extérieur.
- En cas de début de gel ( que vous pouvez constater par un manque d'eau ), vous devez :
  - d'une part, dégeler votre installation ( un sèche-cheveux ou des serpilières chaudes peuvent suffire pour dégeler une conduite bloquée; mais n'utilisez jamais une flamme ).
  - d'autre part, vidanger votre installation comme il est dit plus haut.

## Annexe 2 : Individualisation des contrats de prescriptions techniques et administratives fourniture d'eau

### LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

**Vous**  
désigne l'utilisateur  
c'est-à-dire toute personne,  
physique ou morale, titulaire  
du contrat d'abonnement au  
Service de distribution de l'Eau potable.  
Ce peut être :  
le propriétaire ou le locataire  
ou l'occupant de bonne foi  
ou le syndicat des copropriétaires représenté  
par son syndic.

**La Collectivité**  
désigne La Communauté d'Agglomération de  
Montpellier (34)  
qui est l'autorité organisatrice du service  
chargée de définir et contrôler l'atteinte des  
objectifs et des priorités (p.ex niveau de qualité  
attendue), d'anticiper et programmer les  
moyens et investissements nécessaires au  
fonctionnement du service et de choisir le mode  
de gestion et de financement (régie ou  
délégation...).

**Le Service de l'Eau**  
désigne les services opérationnels  
à qui la Collectivité a confié  
l'approvisionnement en eau potable des clients  
desservis  
par le réseau  
dans les conditions du  
règlement du service.

**Les prescriptions techniques  
et administratives**  
désignent l'ensemble des conditions fixées par  
la Collectivité et adoptées  
par délibération du 21 avril 2011  
nécessaires à l'individualisation des contrats  
de fourniture d'eau  
dans les immeubles collectifs d'habitation  
et les ensembles immobiliers de logements  
Elles s'appliquent aux installations intérieures  
collectives ainsi qu'aux dispositifs de comptage.  
Elles définissent le processus de mise en  
œuvre de l'individualisation



1

### Les installations intérieures collectives

Elles vous appartiennent et demeurent  
sous votre entière responsabilité.

A ce titre vous en assurez  
l'établissement, la surveillance, l'entretien,  
le renouvellement et le maintien en conformité  
Elles doivent respecter la réglementation  
applicable aux installations de distribution d'eau  
destinée à la consommation humaine.

#### 1.1 La définition et la délimitation

Les installations intérieures collectives désignent  
l'ensemble des équipements de production,  
stockage, traitement et distribution de l'eau froide  
des immeubles collectifs d'habitation ou  
ensembles immobiliers de logements.

Sauf spécification contraire prévue dans votre  
contrat d'abonnement, les installations intérieures  
collectives commencent, conformément au  
règlement du service de l'eau, immédiatement à  
l'aval du compteur général d'immeuble joint de  
sortie compteur compris.

Elles s'arrêtent aux dispositifs de comptage  
individuels équipant les lots particuliers et parties  
communes de l'immeuble ainsi qu'à ceux équipant  
les réseaux spécifiques, tels que : arrosage,  
défense contre l'incendie, climatisation,  
réchauffement et retraitement de l'eau...

Les installations intérieures collectives ainsi  
définies doivent être strictement séparées, au sein  
de l'immeuble, de celles distribuant tout autre  
fluide.

Le Service de l'Eau n'est pas tenu d'intervenir sur  
les installations intérieures collectives.

#### 1.2 Les caractéristiques

Les installations intérieures collectives ne doivent  
pas être susceptibles de dégrader la qualité de  
l'eau délivrée au compteur général d'immeuble par  
le Service de l'Eau.

Elles doivent de même permettre d'assurer une  
distribution de l'eau satisfaisante en quantité et en  
pression ; à cet effet, elles ne doivent ni provoquer  
de pertes de charges excessives, ni présenter de  
fuites d'eau.

Vous êtes tenu d'équiper chaque colonne  
montante de vannes d'isolement. Ces vannes  
d'isolement accessibles et manœuvrables à tout  
moment par le Service de l'Eau, sont maintenues  
en parfait état de fonctionnement par vos soins et  
à vos frais

Un plan indiquant l'emplacement des colonnes  
montantes et de leurs vannes d'isolement est  
fourni par vos soins au Service de l'Eau.

Les équipements particuliers, tels que les  
surpresseurs, dispositifs de traitement, réservoirs,  
doivent être conformes à la réglementation en  
vigueur.

En particulier, les surpresseurs ne doivent pas  
provoquer, même temporairement, une  
augmentation de la pression de l'eau aux  
dispositifs de comptage individuels supérieure à  
10 bars. Pour s'assurer du respect de cette  
limite, le Service de l'Eau peut demander ou  
procéder à l'enregistrement de la pression au  
niveau du surpresseur et, notamment, lors des  
démarrages et arrêts des pompes.



2

### Le comptage

Tous les points de livraison d'eau  
des lots particuliers de l'immeuble collectif  
d'habitation ou de l'ensemble immobilier de  
logements sont équipés  
de dispositifs de comptage individuels.  
Les points de livraison d'eau des parties  
communes peuvent également être équipés  
de dispositifs de comptage individuels.

#### 2.1 Le dispositif de comptage individuel

Chaque dispositif de comptage individuel doit  
permettre de poser, dans des conditions de bon  
fonctionnement métrologique, un compteur  
mesurant au moins 110mm de longueur.

Il comprend obligatoirement :

- un dispositif d'isolement individuel, accessible  
et verrouillable à tout moment par le Service de  
l'Eau, si nécessaire, au moyen d'un système de  
commande à distance
- un clapet anti-retour d'eau contrôlable et  
conforme à la réglementation
- un compteur d'un modèle agréé par le service  
de l'eau, à savoir, de classe C et, sauf  
exception techniquement justifiée, de  
technologie volumétrique et de diamètre 15mm.

Chaque dispositif de comptage individuel est  
identifié par une plaque gravée fixée à la  
tuyauterie ou au mur, indépendante du  
compteur et indiquant la référence du service  
de l'eau ainsi que du lot desservi.

Si les installations le nécessitent, un même lot  
peut être équipé de plusieurs dispositifs de  
comptage individuels.

Vous devez fournir au Service de l'Eau lors de  
la souscription du contrat d'individualisation la  
liste des dispositifs de comptage individuels  
ainsi que la référence du lot équipé.

Lorsque les dispositifs de comptage individuels  
sont installés à l'intérieur des logements, ils  
sont obligatoirement équipés de systèmes de  
relevé à distance de la consommation d'eau.

Dans les immeubles déjà dotés de dispositifs  
de comptage individuels, équipés ou non de  
systèmes de relevé à distance, le Service de  
l'Eau examine la possibilité de conserver, de  
modifier ou de remplacer les compteurs et les  
équipements existants, il se détermine en  
fonction de leur conformité aux présentes  
prescriptions, de leurs caractéristiques  
techniques et des conditions de reprise des  
informations à partir de ces systèmes. Dans le

cas de modification ou remplacement de compteurs ou équipements existants, les frais correspondants sont à votre charge.

Les dispositifs de comptage individuels sont installés ou conservés puis entretenus et renouvelés dans les conditions prévues au règlement du service de l'eau et au contrat d'individualisation.

## **2.2 Le compteur général d'immeuble**

Le compteur général d'immeuble détermine la limite entre les ouvrages du service de l'eau et les installations intérieures collectives.

Dans le cas d'un immeuble existant, le compteur général d'immeuble déjà en place est conservé. Si l'immeuble n'est équipé que de dispositifs de comptage individuels ou s'il s'agit d'un immeuble neuf, un compteur général d'immeuble peut-être installé à vos frais par le Service de l'Eau, dans les conditions du règlement du service.

Le compteur général d'immeuble est obligatoirement équipé d'un point de prélèvement d'eau permettant de contrôler la conformité de la qualité de l'eau à la réglementation applicable.



# **3**

## **Le processus**

**Le processus désigne les différentes étapes tant techniques qu'administratives de la mise en œuvre de l'individualisation des contrats de fourniture d'eau**

### **3.1 La demande d'individualisation**

Pour mettre en œuvre l'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans un immeuble collectif d'habitation ou un ensemble immobilier de logements, vous devez en faire la demande auprès du Service de l'Eau.

Le Service de l'Eau vous remet un questionnaire vous permettant d'établir la description détaillée des installations intérieures collectives et des dispositifs de comptage de l'immeuble ainsi que, le cas échéant, le projet de programme de travaux pour leur mise en conformité avec les prescriptions techniques décrites au tableau ci-annexé.

Une fois complété, votre dossier de demande est alors adressé par courrier recommandé avec avis de réception au Service de l'Eau.

### **3.2 L'examen du dossier de demande**

Dans les 4 mois qui suivent la réception de votre dossier de demande d'individualisation, le Service de l'Eau vérifie la conformité de vos installations intérieures collectives et dispositifs de comptage aux prescriptions techniques et vous indique les modifications à apporter à votre projet de programme de travaux.

Parallèlement, vous devez faire effectuer une visite des installations, comportant des analyses de la qualité de l'eau à partir de prélèvements au compteur général d'immeuble et sur différents points de livraison dans l'immeuble par un prestataire et selon un protocole agréés par le Service de l'Eau.

Lorsqu'une dégradation ou un risque évident de dégradation de la qualité, de la quantité ou de la pression de l'eau dans les installations intérieures collectives est mis en évidence à l'occasion de la visite ou des analyses, vous êtes tenu d'en rechercher et supprimer la cause.

Le Service de l'Eau peut vous demander des éléments d'information complémentaires nécessaires à l'examen de votre dossier ; dans ce cas, votre réponse fait courir un nouveau délai de 4 mois.

Dans le même temps, il vous remet le modèle de contrat d'individualisation, de contrat d'abonnement du compteur général d'immeuble et de contrat d'abonnement individuel ainsi que les conditions tarifaires applicables.

### **3.3 La confirmation de la demande**

Il vous appartient d'informer les propriétaires, locataires et occupants de bonne foi, et de recueillir les accords prévus par la réglementation pour la mise en œuvre de l'individualisation des contrats de fourniture d'eau.

Pour confirmer votre demande d'individualisation, vous devez adresser au Service de l'Eau un dossier technique complet et tenant compte des modifications qui vous ont été indiquées. Vous devez de même préciser les conditions dans lesquelles les occupants ont été informés du projet et indiquer l'échéancier prévisionnel des travaux.

La confirmation de votre demande est adressée par courrier recommandé avec avis de réception au Service de l'Eau.

Les travaux de mise en conformité avec les prescriptions techniques sont exécutés sous votre responsabilité, à vos frais, par l'entreprise de votre choix. La réception des travaux est notifiée par vos soins au Service de l'Eau, elle donne lieu à une visite des installations et, si nécessaire, à des analyses de contrôle de la qualité de l'eau, effectués à vos frais et dont les résultats conditionnent l'acceptation de votre demande.

Le Service de l'Eau vous indique l'ensemble des recommandations techniques, décrites au tableau ci-annexé, à appliquer pour prévenir au mieux les risques ultérieurs de dégradation de la qualité, de la quantité et de la pression de l'eau dans les installations intérieures collectives de l'immeuble.

Le Service de l'Eau procède, à vos frais, à l'installation des dispositifs individuels de comptage et de relevé et, le cas échéant, du compteur général d'immeuble. Il vous appartient d'assurer l'accès du Service de l'Eau aux locaux à équiper de dispositifs de comptage.

### **3.4 L'individualisation des contrats**

La signature du contrat d'individualisation ainsi que la souscription du contrat d'abonnement du compteur général d'immeuble et des contrats d'abonnements individuels auprès du Service de l'Eau ont lieu préalablement au basculement à l'individualisation. Ils ne donnent pas lieu aux Frais d'accès au service spécifiés à l'article 2-1 du règlement de service.

Les contrats d'abonnements individuels prennent effet à la date de basculement à l'individualisation.

À la date de basculement à l'individualisation seuls les dispositifs de comptage individuels ayant fait l'objet de souscriptions de contrats d'abonnement individuels sont alimentés en eau.

La date de basculement à l'individualisation est fixée d'un commun accord entre le Service de l'Eau et vous, elle correspond à celle d'un relevé contradictoire des index du compteur général d'immeuble et de l'ensemble des dispositifs de comptage individuels.



**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE GRABELS - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCRÈTEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche, ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'utilisateur, au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable en vigueur sur la Commune de Grabels est celui établi préalablement au transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Il prévoit certaines modalités de dégrèvement qu'il convient aujourd'hui de revoir afin de se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 21 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- *les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;*
- *sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;*
- *le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relevés effectués au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 ;*
- *les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, appartenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;*
- *les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;*
- *en cas d'écrêtement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :  
pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,*

- . pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;
- pour le calcul de l'écrêtement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;
- le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers de la Commune de Grabels lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Grabels, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 12 AVR. 2013  
Déposé En Préfecture  
Le : 12 AVR. 2013  
Numéro de l'acte : Imc 151790 - DÉ

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



DEPARTEMENT DE L'HERAULT

COMMUNE DE GRABELS

REGLEMENT DU SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

En vertu du traité d'affermage intervenu entre la Collectivité et SAUR FRANCE, cette dernière prend la qualité de "Service des Eaux" pour l'exécution du présent règlement, qui a reçu son agrément, et dont les particularités sont spécifiées dans l'additif joint.

ARTICLE 1 -      OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau du réseau de distribution.

ARTICLE 2 -      OBLIGATIONS DU SERVICE

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 6 ci-après.

Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité du Service des Eaux, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service.

Le Service des Eaux est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 26 à 28 du présent règlement.

Il est tenu d'informer la Collectivité et la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers, soit directement, soit indirectement, par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bain, arrosage, etc...).

Tous justificatifs de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande, soit par le Représentant de la Collectivité, responsable de l'organisation du service de distribution d'eau, soit par le Préfet du département intéressé, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public.

Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

### ARTICLE 3 - MODALITES DE FOURNITURE DE L'EAU -

Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau doit souscrire auprès du Service des Eaux un contrat d'abonnement sous la forme d'une facture contrat dont le paiement constituera accord sur les conditions du service.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

### ARTICLE 4 - DEFINITION DU BRANCHEMENT -

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- le robinet d'arrêt sous bouche à clé,
- la canalisation de branchement située sous le domaine public et privé le cas échéant,
- le robinet avant compteur, et après compteur le cas échéant,
- le regard ou le cas échéant la niche abritant le compteur, situé en limite de propriété
- le compteur,
- le dispositif anti-retour adapté bénéficiant de la marque NF anti-pollution ou agréé par l'autorité sanitaire.
- le cas échéant, le réducteur de pression entretenu par l'abonné à ses frais.

### ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT -

Un branchement sera établi pour chaque Immeuble.

Toutefois, sur décision du service, dans le cas d'un Immeuble collectif, il pourra être établi :

- soit un branchement unique équipé d'un compteur général, pour lequel la valeur de la redevance d'abonnement sera proportionnelle au nombre de logements desservis.
- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur.

De même, les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole, industrielle ou artisanale, ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Le Service des Eaux fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur.

Pour les branchements de diamètre supérieur à 40mm, ou sur demande du service sanitaire, un disconnecteur à Zone de Pression Réduite Contrôlable (ZPRC) sera obligatoirement installé.

Le type de disconnecteur ZPRC fera l'objet d'une déclaration d'intention de pose adressée à l'autorité sanitaire par le propriétaire, conformément à la Réglementation en vigueur.



Si pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service des Eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le Service des Eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais par le Service des Eaux. Ce dernier peut toutefois faire appel à une entreprise agréée par lui et par la Collectivité.

Toutefois, l'aménagement de la niche ou la construction du regard peut être réalisé par l'abonné, sous réserve qu'il se conforme aux directives du Service des Eaux.

Le cas échéant, les autres travaux pouvant être réalisés par l'abonné sont précisés dans l'additif.

Le Service des Eaux ou l'entreprise agréée par lui et par la Collectivité présente à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et des frais correspondants.

Le devis précise les délais d'exécution de ces travaux.

De même, les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par le Service des Eaux ou, sous sa direction technique, par une entreprise ou un organisme agréé par lui et par la Collectivité.

Le Service des Eaux prend à sa charge les réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de la partie publique du branchement, c'est à dire jusqu'au compteur inclus, ou dans le cas d'immeubles collectifs jusqu'au compteur général inclus.

Pour la partie du branchement située en propriété privée, la garde et la surveillance sont à la charge de l'abonné. Ce dernier supporte les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement, s'il apparaît que ceux-ci résultent d'une faute ou d'une négligence de sa part.

L'installation intérieure de l'abonné débute immédiatement en aval du compteur et pour les immeubles collectifs en aval du compteur général ; elle est placée sous sa responsabilité.

La maintenance du disconnecteur (ZPRC) propriété de l'abonné est réalisée sous la responsabilité de l'abonné, par une entreprise spécialisée.

L'entretien à la charge du Service des Eaux ne comprend pas :

- les frais de remise en état des installations mises en place par le propriétaire postérieurement à l'établissement du branchement,
- les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné,
- les frais de réparation résultant d'une faute prouvée de l'abonné.

---

Ces frais sont à la charge de l'abonné.

## CHAPITRE II

### ABONNEMENTS

#### ARTICLE 6 - DEMANDE DE CONTRAT D'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers des immeubles, ainsi qu'aux locataires ou occupants de bonne foi. Des frais d'accès au service seront demandés selon les conditions définies dans l'additif.

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai de huit jours suivant la souscription du contrat s'il s'agit d'un branchement existant conforme à la réglementation en vigueur (compteur en limite de propriété, branchement en P.E.)

S'il faut réaliser un branchement neuf ou une mise en conformité, le délai nécessaire sera porté à la connaissance du candidat lors de sa demande de contrat d'abonnement.

Le Service des Eaux peut surseoir à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'implantation de l'immeuble ou la consommation nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation.

Avant de raccorder définitivement un Immeuble neuf, le Service des Eaux peut exiger du demandeur la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et avec la réglementation sanitaire.

#### ARTICLE 7 - REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période de 6 mois.

Ils se renouvellent par tacite reconduction.

La souscription d'un contrat d'abonnement en cours de semestre entraîne le paiement de la redevance d'abonnement calculée au prorata du temps écoulé entre le 1<sup>er</sup> du mois qui suit celui de la mise en eau du branchement et le premier jour du semestre suivant et du volume d'eau consommé.

Lors de la souscription de son abonnement, un exemplaire du tarif en vigueur est remis à l'abonné. Ce tarif précise la part de la recette revenant à chacun des intervenants.

Les modifications du mode de tarification sont portées à la connaissance des abonnés.

Tout abonné peut, en outre, consulter les délibérations fixant les tarifs, ainsi que le contrat, au Siège de la Collectivité responsable du service.

La résiliation du contrat d'abonnement en cours de semestre entraîne le paiement de la redevance d'abonnement du semestre en cours calculée au prorata du temps écoulé entre le 1<sup>er</sup> jour du semestre et le dernier jour du mois précédant celui au cours duquel a lieu la résiliation et du volume consommé.

ARTICLE 8 -CESSATION, RENOUVELLEMENT, MUTATION ET TRANSFERT DES  
ABONNEMENTS ORDINAIRES -

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement qu'en avertissant par lettre recommandée le Service des Eaux 10 (dix) jours au moins avant la fin du mois en cours. A défaut de cet avertissement, l'abonnement se renouvelle de plein droit par tacite reconduction. Lors de la cessation provisoire de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé. Les frais de fermeture sont à la charge de l'abonné dans les conditions prévues à l'article 22.

Si après cessation de son abonnement sur sa propre demande, un abonné sollicite, dans un délai inférieur à un an par rapport à la fin de l'abonnement précédent, la réouverture du branchement et la réinstallation du compteur, le Service des Eaux peut exiger, en sus des frais de réouverture de branchement et de réinstallation du compteur, le paiement de l'abonnement pendant la période d'interruption.

La résiliation définitive du contrat entraîne le détachement définitif physique du branchement sur la canalisation, les frais des travaux correspondants étant à la charge de l'abonné.

En cas de mutation simultanée d'abonné, pour quelque cause que ce soit, le nouvel abonné est substitué à l'ancien, et l'opération donne lieu à la perception d'une redevance "frais d'accès" dont le tarif est précisé à l'article 6 de l'additif.

L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis-à-vis du Service des Eaux de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

ARTICLE 9 -ABONNEMENTS ORDINAIRES -

Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs fixés par la Collectivité compétente, ces tarifs comprennent :

- Soit : une redevance d'abonnement appliquée à chaque abonné dans les immeubles collectifs, dont les caractéristiques techniques permettent une facturation individuelle, la redevance d'abonnement sera perçue par logement auprès de chaque abonné.
- Soit : dans les immeubles collectifs ne permettant pas une facturation individuelle, il sera perçu, au titre du branchement de l'immeuble, une redevance d'abonnement, dont le montant sera fonction du nombre d'appartements composant l'immeuble.

Ces tarifs sont définis dans la note qui est annexée au présent règlement lors de sa remise à l'abonné.

ARTICLE 10 -ABONNEMENTS SPECIAUX

Le Service des Eaux peut consentir à certains abonnés, dans le cadre de conventions particulières, un tarif différent de celui défini à l'article précédent. Dans ce cas, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du service.

Peuvent faire l'objet d'abonnements spéciaux donnant lieu à des conventions particulières :

- 1) - Les établissements publics scolaires, hospitaliers ou autres font l'objet d'abonnements ordinaires, ou d'abonnements spéciaux lorsque l'importance de la consommation le justifie ;
- 2) - Dans la mesure où les installations du service permettent de telles fournitures, des abonnements spéciaux, dits "de grande consommation", peuvent être accordés, notamment à des industries, pour fourniture de quantités d'eau importantes hors du cas général prévu à l'article ci-dessus ;
- 3) - Des abonnements, dits "abonnements d'attente" :
  - a) branchement neuf : des " abonnements d'attente ", peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau, mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement. Ces abonnements qui ne comportent pas de fourniture d'eau font l'objet de conventions spéciales, y compris la tarification. Ils sont obligatoirement transformés en l'un des autres types d'abonnement dans un délai de trois ans maximum.
  - b) branchement existant : la souscription d'un abonnement ordinaire entraîne la prise en charge par le Service, dans les conditions définies par le présent règlement, de la partie de branchement située dans le domaine public. Un propriétaire qui, à titre provisoire, pendant une durée maximale de deux ans, désirerait maintenir son branchement en attente sans avoir à supporter un abonnement ordinaire, doit souscrire un abonnement spécial limité à cette seule prestation. Dans le cas contraire, le branchement est détaché de la conduite principale pour une mise hors service définitive.
- 4) - Les copropriétés comportant moins de 5 lots, qui ne souhaitent pas d'abonnement au nom de la copropriété, peuvent demander à bénéficier d'abonnements individuels. Dans ce cas, et suivant les possibilités techniques, tant du réseau que de la desserte intérieure, elles pourront être desservies :
  - soit, à partir de branchements individuels soumis au régime général,
  - soit, à partir d'un seul et même branchement de diamètre adapté alimentant une nourrice comportant deux robinets verrouillables avant et après chaque compteur individuel. L'ensemble sera installé dans une niche en limite de propriété privée accessible directement à partir du domaine public. Un étiquetage sera prévu par la copropriété.

#### ARTICLE 11 - ABONNEMENTS TEMPORAIRES -

Des abonnements temporaires <sup>(1)</sup> peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Le Service des Eaux peut subordonner la réalisation des branchements provisoires pour abonnement temporaire au versement de frais d'accès au service à fixer dans chaque cas particulier.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

<sup>(1)</sup> Alimentation en eau d'entreprises de travaux, de forains, etc...

## ARTICLE 12 - ABONNEMENTS PARTICULIERS POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE -

Le Service des Eaux peut consentir, s'il juge la chose compatible avec le bon fonctionnement de la distribution, des abonnements pour lutter contre l'incendie, à la condition que les demandeurs souscrivent ou aient déjà souscrit un abonnement ordinaire ou de grande consommation.

La résiliation de l'abonnement est faite d'office, en cas de cessation ou de non-paiement de l'abonnement ordinaire ou de grande consommation.

Les abonnements pour lutte contre l'incendie donnent lieu à des conventions spéciales qui en règlent les conditions techniques et financières.

Ces conventions définissent les modalités de fourniture d'eau et les responsabilités respectives des parties.

Elles précisent notamment les modalités et la périodicité selon lesquelles le bon état de marche des installations, y compris le débit et la pression prévus par l'abonnement, sera vérifié par l'abonné à ses frais.

L'abonné renonce à rechercher le Service des Eaux en responsabilité pour quelque cause que ce soit, en cas de fonctionnement insuffisant de ses propres installations, et notamment de ses prises d'incendie.

L'abonné doit, à toute époque, tenir le service des eaux au courant des modifications techniques apportées à ses installations. Un système assurera une disconnection parfaite et fiable entre le réseau d'incendie et le réseau public.

Le branchement incendie comprendra au moins :

- un compteur approprié au diamètre du branchement incendie,
- un disconnecteur à ZPRC,

Les conditions de souscription, d'exécution et de gestion des abonnements incendie sont celles prévues au présent règlement.

Toutefois, en cas de sinistre et par dérogation à l'article 21 du chapitre 4 du présent règlement, la fourniture d'eau sera faite à titre gratuit par le Service des Eaux, mais seulement si l'abonné a apporté à ce dernier et dans un délai de 48 heures, le procès verbal de l'intervention.

## CHAPITRE III

### BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES

## ARTICLE 13 - MISE EN SERVICE DES BRANCHEMENTS ET COMPTEURS -

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au Service des Eaux des sommes éventuellement dues pour son exécution, ou sa mise en conformité dans le cas d'un branchement existant.

Les compteurs sont posés et entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par le Service des Eaux.

Le compteur doit être placé en propriété et aussi près que possible des limites du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents du Service des Eaux.

Si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par le Service des Eaux, le compteur doit être posé dans une niche ou un regard.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit rester accessible, afin que le Service des Eaux puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le Service des Eaux compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, l'une des parties peut proposer à l'autre la souscription d'un nouveau contrat d'abonnement portant remplacement du compteur par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné.

Le dispositif anti-retour sera fourni et posé aux frais du propriétaire.

La maintenance du disconnecteur (ZPRC) sera réalisée aux frais de l'abonné par une entreprise spécialisée agréée. Un exemplaire de la fiche de contrôle de maintenance (volet n°3) sera adressé au Service des Eaux préalablement à la mise en service du branchement.

L'abonné doit signaler sans retard au Service des Eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement et du compteur.

ARTICLE 14 -INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - FONCTIONNEMENT -  
REGLES GENERALES -

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. Le Service des Eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution. L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés à la Collectivité ou aux tiers tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement. En particulier, les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier.

A défaut, le Service des Eaux peut imposer un dispositif antibélier.

Conformément au règlement sanitaire, les Installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.

Lorsque les Installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental, le Service des Eaux, la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales ou tout organisme mandaté par la Collectivité peuvent procéder à leur vérification.

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au Service des Eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à leurs frais (dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 22).

ARTICLE 15 -INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - CAS PARTICULIERS -

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avvertir le Service des Eaux. Toute communication entre ces canalisations et la distribution Intérieure après compteur est formellement interdite.

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif antiretour bénéficiant de la marque NF Antipollution ou agréé par l'autorité sanitaire sera obligatoire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

Pour raison de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.

~~Dans les immeubles existants ne comportant pas de canalisation de terre et s'il~~  
n'est pas possible d'installer une telle canalisation, il peut être admis d'utiliser les conduites intérieures d'eau sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la conduite d'eau intérieure doit être reliée à une prise de terre réalisée dans le sol sous-jacent à l'immeuble ;
- la continuité électrique de cette canalisation doit être assurée sur son cheminement ;

- un manchon isolant de deux mètres de longueur droite doit être inséré à l'aval du compteur d'eau et en amont de la partie de la conduite reliée à la terre ; lorsque cette longueur ne peut être réalisée, le manchon isolant est complété par un dispositif permettant d'éviter le contact simultané entre le corps humain et les parties de canalisation séparées par ledit manchon isolant ;
- la canalisation intérieure doit faire l'objet d'un repérage particulier, une plaque apparente et placée près du compteur d'eau signale que la canalisation est utilisée comme conducteur.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

#### ARTICLE 16 - INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - INTERDICTIONS

Il est formellement interdit à l'abonné :

- 1) - d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers, sauf en cas d'incendie ;
- 2) - de pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur ;
- 3) - de modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets ;
- 4) - de faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture du robinet avant compteur <sup>(1)</sup>.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le service pourrait exercer contre lui.

Toutefois la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

#### ARTICLE 17 - MANOEUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE A CLE ET DEMONTAGE DES BRANCHEMENTS

La manoeuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au Service des Eaux et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le Service des Eaux ou l'entreprise agréée et aux frais du demandeur.

---

#### ARTICLE 18 - COMPTEURS - RELEVES - FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN

<sup>(1)</sup> L'abonné ayant la garde de la partie du branchement non située sur le domaine public, les mesures conservatoires qu'il peut être amené à prendre de ce fait ne sont pas visées, sous réserve qu'il en ait immédiatement averti le Service des Eaux.



Toutes facilités doivent être accordées au Service des Eaux pour le relevé du compteur qui a lieu au moins une fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux. Si, à l'époque d'un relevé, le Service des Eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte relevé que l'abonné doit retourner complétée au Service des Eaux dans un délai maximal de 10 (dix) jours. Si lors du second passage le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant. En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, le Service des Eaux est en droit d'exiger de l'abonné qu'il le mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder contre remboursement des frais par l'abonné à la lecture du compteur, et cela dans le délai maximal de 30 (trente) jours, faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture de la maison, le Service des Eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties, sur la base de la consommation pendant la période correspondante de l'année précédente ou, à défaut, sur celle de l'année en cours, s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps nettement déterminé.

Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, le Service des Eaux supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance d'abonnement, s'il y a lieu, jusqu'à la fin de l'abonnement.

Lorsqu'il réalise la pose d'un nouveau compteur, le Service des Eaux prend toutes dispositions utiles pour qu'une bonne protection du compteur contre le gel et les chocs soit réalisée dans des conditions climatiques normales de la région concernée. Il informe, par ailleurs, l'abonné des précautions complémentaires à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel, dans des circonstances particulières et les chocs.

De même, lorsqu'il accepte l'ouverture d'un branchement, le Service des Eaux informe l'abonné des précautions à prendre pour la protection du compteur.

Faute de prendre les précautions utiles, l'abonné serait alors responsable de la détérioration du compteur.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du Service des Eaux que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes du fait de l'usage et des usures normales.

Tout remplacement et toute réparation de compteur, dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étrangers, carence de l'abonné dans la protection du compteur, chocs extérieurs, etc...), sont effectués par le Service des Eaux aux frais de l'abonné.

Les dépenses ainsi engagées par le Service des Eaux pour le compte d'un abonné font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

#### ARTICLE 19 - COMPTEURS - VERIFICATION -

Les compteurs sont vérifiés par le Service des Eaux aussi souvent qu'il le juge utile. Ces vérifications ne donneront lieu à aucune allocation à son profit.

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications du compteur. Le contrôle est effectué sur place par le Service des Eaux en présence

de l'abonné. En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage par un établissement agréé.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le Service des Eaux. De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé.

Le Service des Eaux a le droit de procéder à tout moment et à ses frais à la vérification des indications des compteurs des abonnés.

#### CHAPITRE IV

#### PAIEMENTS

##### ARTICLE 20 - PAIEMENT DU BRANCHEMENT ET DU COMPTEUR -

Toute installation de branchement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement <sup>(1)</sup> au vu d'un mémoire établi par le Service des Eaux, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la Collectivité.

Les compteurs ne font pas partie intégrante du réseau (compteur en location). Ils sont posés par le Service des Eaux, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la Collectivité.

Conformément à l'article 13 ci-dessus, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

##### ARTICLE 21 - PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU -

Les modalités de paiement des fournitures d'eau sont définies dans l'additif.

Les abonnés disposent de 15 (quinze) jours pour régler les sommes afférentes aux fournitures d'eau.

Sauf disposition contraire, les sommes dues doivent être acquittées à leur date d'exigibilité, à défaut les frais de relance engagés par le Service des Eaux sont à la charge de l'abonné. Toute réclamation doit être adressée par écrit au Service des Eaux.

<sup>(1)</sup> La Collectivité peut décider de prendre à sa charge, lors de la construction ou de l'extension d'un réseau, tout ou partie des frais d'installation des branchements dont la demande lui a été adressée avant les dates publiées par la Mairie, pour toutes les propriétés situées le long des canalisations de distribution en cours de pose. Dans ce cas, le Service des Eaux en informe l'abonné et ne lui facture l'installation de branchement que déduction faite de la participation de la Collectivité.

Il appartient à l'abonné de surveiller périodiquement les installations privées de son habitation principale et notamment de s'assurer par de fréquentes lectures du compteur, qu'il n'existe pas de variations anormales de consommations susceptibles d'être attribuées à des fuites. Toutefois, en cas de fuite dans vos installations privées, un dégrèvement peut être obtenu selon les dispositions du décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites après compteur, pris pour application de l'article 2 de la loi de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 dite « loi Warsmann » (articles L.2224-12-4 (alinéa III bis), R.2224-19-2 et R.2224-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié). Les modalités d'application sont les suivantes.

A – Les usagers occupant d'un local d'habitation au sens de l'article R111-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, ainsi que les abonnés assimilés domestiques, (y compris les bâtiments publics ou privés occupés en majeure partie au moins par des activités tertiaires, médicales, sportives ou d'hôtellerie), peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques.

Les personnes qui peuvent bénéficier de ce droit sont les titulaires d'un abonnement pour la consommation d'eau d'un logement situé dans un immeuble individuel ou collectif.

Sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros.

Les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont :

- les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, y compris lorsque ces canalisations alimentent également une activité professionnelle qui s'exerce au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale ;
- les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement (telles que caves, buanderies, séchoirs, garages, débarras, etc...) selon deux conditions : a) elles sont exclusivement réservées à l'usage personnel de l'abonné et de sa famille ; b) elles sont alimentées en eau par le même compteur que le logement ;
- les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement.

B – En revanche, le service de l'eau potable refusera d'accorder l'écrêtement mentionné au A dans les cas suivants :

- si la fuite sur la canalisation d'eau potable après compteur est due à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage ;
- si la fuite provient de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation ;
- si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite.

C – Au moment du relevé des compteurs d'eau, dès constat d'une surconsommation, l'abonné en est informé par ce service et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A l'occasion de cette information, le service de l'eau indiquera à l'abonné les démarches à effectuer pour bénéficier de l'écrêtement de la facture mentionné au A sous réserve des conditions du B. Il rappellera également les conditions fixées par la réglementation en vigueur. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.

D – En cas de demande d'écrêtement de facture correspondant aux conditions requises aux A et B ci-dessus, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :

- pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné définie au G,
- pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné définie au G.

E – Le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement.

F – L'abonné qui a connaissance d'une augmentation de sa consommation d'eau, soit par l'information que lui adresse le service de l'eau conformément au C, soit par tout autre moyen, peut demander au service de l'eau, dans le délai d'un mois à compter de la réception de l'information ou de la facture, une vérification du bon fonctionnement de son compteur. Dans le délai d'un mois à compter de la demande, le service de l'eau procède à la vérification ou fait connaître à l'abonné qu'elle n'est pas nécessaire, en justifiant sa décision. Les résultats de la vérification sont notifiés à l'usager par le service de l'eau. L'abonné n'est alors tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne qu'à compter de la notification par le service de l'eau, et après enquête, que cette augmentation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur. Dans ce cas, l'abonné peut demander à bénéficier de l'écrêtement de sa facture aux conditions indiquées aux A et B.

G – Pour le calcul de l'écrêtement de la facture mentionné au A, la consommation moyenne d'un usager occupant un local d'habitation (ou abonné assimilé domestique) est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

Si les redevances ne sont pas payées dans le délai prescrit, et si l'abonné ne peut apporter la preuve du bien-fondé de sa réclamation, le branchement peut être fermé jusqu'à paiement des sommes dues, quinze jours après notification de la mise en demeure, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre l'abonné. La réouverture du branchement intervient après justification par l'abonné auprès du Service des Eaux du paiement de l'arriéré.

Les redevances sont mises en recouvrement par le Service des Eaux, habilité à en faire poursuivre le versement par tous moyens de droit commun.

## ARTICLE 22 - FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE DU BRANCHEMENT -

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. A titre de simplification et dans un esprit d'égalité de traitement, le montant de chacune de ces opérations est fixé forfaitairement par le tarif défini dans l'additif, et qui distingue quatre cas :

- 1 - une simple résiliation, ou une fermeture demandée en application du dernier alinéa de l'article 14,
- 2 - une impossibilité de relevé du compteur ou un non paiement des redevances, sauf le cas où la réclamation de l'abonné est justifiée,
- 3 - une réouverture d'un branchement fermé en application de l'article 16,
- 4 - une réouverture de branchement, avec mise en conformité, pour un branchement dont l'abonnement est suspendu.

La fermeture du branchement ne suspend pas le paiement de la redevance d'abonnement tant que celui-ci n'a pas été résilié. Toutefois, la résiliation sera considérée comme prononcée à l'issue de la deuxième année suivant la fermeture, sauf demande contraire de l'abonné.

## ARTICLE 23 - PAIEMENT DES PRESTATIONS ET FOURNITURES D'EAU RELATIVES AUX ABONNEMENTS TEMPORAIRES -

Les frais de pose et d'entretien des tuyaux et du compteur, pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le Service des Eaux et sont à la charge de l'abonné.

La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par lesdites conventions ou, à défaut par application de celles fixées à l'article 21.

## ARTICLE 24 - REMBOURSEMENT D'EXTENSIONS ET AUTRES FRAIS EN CAS DE CESSATION D'ABONNEMENT -

Lorsque pour desservir un abonné il a été établi des installations spéciales (canalisations, branchement etc...), cet abonné, s'il résilie son abonnement dans un certain délai, peut être obligé à verser une indemnité qui doit être prévue au contrat d'abonnement ou à la convention éventuellement passée pour la résiliation des installations.

ARTICLE 25 -REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS -

Lorsque le service réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser, à l'achèvement des travaux, le coût de ceux-ci.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont faits conjointement par plusieurs riverains, le service détermine la répartition des dépenses entre ces riverains en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

CHAPITRE VINTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTIONARTICLE 26 -INTERRUPTIONS RESULTANT DE CAS DE FORCE MAJEURE ET DE TRAVAUX -

Le Service ne peut être tenu responsable d'une perturbation de la fourniture due à un cas de force majeure.

Les abonnés utilisant l'eau fournie par le réseau dans un processus continu de fabrication devront disposer de réserves propres à pallier les éventuelles insuffisances du service.

Le Service des Eaux avertit les abonnés 48 heures à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles.

En cas d'interruption de la distribution imputable au Service des Eaux et excédant quarante-huit heures consécutives, la redevance d'abonnement est réduite au prorata du temps de non-utilisation, sans préjudice des actions en justice que l'usager pourrait intenter pour obtenir réparation des dommages causés par cette interruption.

ARTICLE 27 -RESTRICTIONS A L'UTILISATION DE L'EAU ET MODIFICATIONS DES  
CARACTERISTIQUES DE DISTRIBUTION -

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le Service des Eaux a, à tout moment, le droit d'apporter en accord avec la Collectivité des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Dans l'intérêt général, la Collectivité se réserve le droit d'autoriser le Service des Eaux, à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que de la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent être modifiées, sous réserve que le Service des Eaux ait, en temps opportun, averti les abonnés des conséquences desdites modifications.

ARTICLE 28 -CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE -

En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouches à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe aux seuls Service des Eaux et Service de Protection contre l'incendie.

Dispositifs privés (article 12)

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie de l'abonné est prévu, le Service des Eaux doit en être averti trois jours à l'avance de façon à pouvoir y assister éventuellement et, le cas échéant, y inviter le service de protection contre l'incendie.

CHAPITRE VIDISPOSITIONS D'APPLICATIONARTICLE 29 -DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à dater de son adoption par la Collectivité, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 30 - MODIFICATION DU REGLEMENT -

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés (par exemple à l'occasion de l'expédition d'une facture).

Les abonnés peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

ARTICLE 31 - CLAUSE D'EXECUTION -

Le Représentant de la Collectivité, les agents du Service des Eaux habilités à cet effet et le Receveur de la Collectivité en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

ARTICLE 32 - DOCUMENT ANNEXE -

- Conditions particulières du service des eaux (additif).

Délibéré et voté par l'Assemblée délibérante de la Collectivité.



DEPARTEMENT DE L'HERAULT

COMMUNE DE GRABELS

ADDITIF  
AU REGLEMENT DU SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Le règlement du service de distribution d'eau potable comporte les particularités suivantes :

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT -

Si la distance entre la conduite publique et la limite de propriété excède 50 (cinquante) mètres linéaires, l'abonné pourra faire appel à l'Entrepreneur de son choix pour réaliser les travaux de fouille situés entre le robinet d'arrêt et son compteur.

En cas d'appel à l'Entrepreneur de son choix pour les travaux de fouille, l'abonné devra obtenir l'accord préalable de la Collectivité et du Service des Eaux, et respecter les conditions techniques d'établissement du réseau. En particulier, il devra obtenir les autorisations de voirie et s'engager sous sa propre responsabilité à prévenir les accidents par une bonne signalisation et protection du chantier, et en outre, assurer la réparation de la chaussée et la bonne tenue de celle-ci pendant deux ans.

ARTICLE 6 - DEMANDE DE CONTRAT D'ABONNEMENT -

Les frais d'accès sont facturés aux tarifs suivants :

- avec déplacement chez l'abonné : 50.00 euros
- sans déplacement chez l'abonné : 25.00 euros

Les valeurs ci-dessus s'entendent hors taxes aux conditions économiques connues à la date du 1<sup>er</sup> mars 2003 et varieront dans les mêmes conditions que les tarifs des travaux.

ARTICLE 21 - PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU -

La redevance semestrielle d'abonnement est payable d'avance, au début de chaque semestre.

La consommation est facturée au début de l'année suivante. Toutefois, il est facturé en milieu d'année à titre d'acompte, une consommation estimée à 50% de la consommation de l'année précédente au tarif de l'année en cours.

Les usagers ont également la possibilité d'opter pour une facturation avec acomptes mensuels ou bimestriels par prélèvement automatique.



A défaut de paiement de la facture à sa date d'exigibilité, les frais de relance engagés par le Service des Eaux sont à la charge de l'abonné en sus des intérêts de retard.

ARTICLE 22 -

FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE DU BRANCHEMENT -

Le tarif est le suivant :

Cas 1 : 50.00 € H.T.

Cas 2 : 45.00 € H.T.

Cas 3 : branchement domestique - 150.00 € H.T.  
branchement non domestique : sera évalué suivant l'importance du délit.

Cas 4 : branchement neuf suivant bordereau de prix.

Les valeurs ci-dessus s'entendent hors taxes aux conditions économiques connues le 1er mars 2003 et varieront suivant la formule de révision appliquée sur les travaux neufs et définie dans le contrat.

Le présent additif ainsi que le règlement auquel il se réfère ont été adoptés par la Collectivité en vertu d'une délibération en date du

LA COLLECTIVITE

LE SERVICE DES EAUX

Attesté par :  
Région Sud-est  
281, Av. Parlov - Z.I. St-Césaire  
30935 NIMES Cédex 9  
Tél 04 66 62 67 00 Fax 04 66 64 07 42



SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHIERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**EAU ET ASSAINISSEMENT – TRAVAUX DE RÉFECTION DE TRANCHÉES  
- MONTPELLIER - CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE  
COMMANDES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire et gestionnaire de la voirie communale sur son territoire. Le Règlement de Voirie approuvé par la délibération du Conseil Municipal en date du 31 juillet 1998 fixe les obligations faites aux intervenants sur la voirie en matière de remblaiement des tranchées et de réfection de revêtements.

Dans le cadre de la coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique, il peut être nécessaire de regrouper les interventions de réfection de voirie avec une remise en état du patrimoine ou de procéder à la réfection définitive des tranchées pour lesquelles la réfection provisoire réalisée par les intervenants concernés n'est pas satisfaisante en matière de tenue au foisonnement.

Dans cette perspective, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des marchés publics, la Ville de Montpellier envisage la création d'un groupement de commandes dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de réfection de voirie.

Le groupement est constitué des intervenants suivants :

- La Ville de Montpellier,
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Véolia Eau – Compagnie Générale des Eaux,
- Electricité réseau Distribution France,
- Gaz réseau Distribution France,
- France Télécom,
- Free

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Ville de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter le marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché.

Le marché à conclure est un marché à bons de commande, la nature des besoins ne pouvant être identifiée préalablement. Il comprendra un montant minimum de 300 000 € H.T. et un maximum de 1 200 000 € H.T., et aura une durée d'1 an reconductible 3 fois, ce qui portera sa durée maximale à 4 ans.

Dans son annexe, la convention fixe également les principes de répartition des montants minimum et maximum annuels de travaux mis à la charge de chacun des membres du groupement. La part relative à la Communauté d'Agglomération de Montpellier est limitée, l'enveloppe prévisionnelle annuelle de cette dépense étant comprise entre 2 500 et 10 000 € H.T., soit 2 290 à 11 960 € T.T.C. En effet, le recours par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ce marché sera exceptionnel, les opérations de pose de canalisations d'eau potable ou d'assainissement prévoyant systématiquement une réfection définitive de la chaussée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes avec notamment la Ville de Montpellier en vue de la réalisation des travaux de réfection des tranchées sur la voirie communale,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau potable et au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 151 883-DE*

12 AVR. 2013

12 AVR. 2013

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.**

**Absent(es):**

**Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES**

**EAU ET ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CRÉATION D'UN SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS DES COMMUNES DE SUSSARGUES ET SAINT GENIÈS DES MOURGUES - AVANT-PROJET - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération approuvé par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004 prévoit la création d'un nouveau système d'assainissement pour les Communes de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues.

Cette opération va permettre la suppression des stations d'épuration des communes précitées aujourd'hui arrivées à saturation et ne répondant plus aux exigences réglementaires en terme de qualité de rejet.

Pour sa mise en œuvre, le bureau d'études ENTECH a été désigné maître d'œuvre de la construction de la future station intercommunale et le cabinet MERLIN maître d'œuvre de la réalisation du réseau de transfert des effluents de Sussargues sur Saint Geniès des Mourgues. Les études d'avant-projet étant à présent achevées, il convient de les approuver et de fixer le coût prévisionnel définitif des travaux.

Ces études tiennent compte des dispositions retenues à l'issue des études préliminaires.

La capacité nominale de **la station d'épuration** sera de 7 200 équivalents-habitants compte tenu notamment des extensions des zones urbanisées prévues par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Le site de l'actuelle station d'épuration de Saint Geniès des Mourgues sera conservé et complété par l'acquisition de terrains mitoyens : la parcelle cadastrée AM72 a d'ores et déjà été achetée en totalité par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et 1 000 m<sup>2</sup> de la parcelle AM86 sont en cours d'acquisition. Ce nouveau site, d'une superficie totale de 11 500 m<sup>2</sup>, est riverain du ruisseau du Font Rouge, affluent de la Viredonne, qui se jette à 11 km dans l'Etang de l'Or et qui constituera le lieu de rejet des effluents traités.

Le niveau de traitement requis est le plus exigeant imposé par les directives européennes en zone sensible. Il comprend le traitement des paramètres azote et phosphore. La filière de traitement eau comprend un prétraitement constitué d'un dégrilleur automatique avec compactage et ensachage des refus, un dessableur-dégraisseur, un bassin d'aération de type boues activées faible charge, un clarificateur, une déphosphatation physico-chimique et un traitement tertiaire de filtration mécanique. L'épuration sera en outre affinée par le passage sur une zone de rejet végétalisée avant rejet à la Viredonne.

La filière boues sera composée de filtres par lits plantés de roseaux.

Les ouvrages projetés comprennent enfin tous les équipements de mesure nécessaires pour assurer l'autosurveillance réglementaire de la station d'épuration.

À l'issue des études d'avant-projet, le coût des travaux de construction de la station d'épuration est évalué à 2,5 M € H.T. Ce coût est conforme aux estimations du programme initial.

Pour la réalisation **du collecteur intercommunal de transit** des effluents de Sussargues vers Saint Geniès des Mourgues, les études d'avant-projet ont permis de préciser le tracé proposé et ses caractéristiques. Il part de l'actuel poste de refoulement du 8 mai 1945, reprenant l'ensemble des effluents du réseau de collecte de Sussargues. Ce poste sera supprimé et remplacé par un réseau gravitaire longeant le ruisseau le Valentibus jusqu'au complexe sportif Jules Rimet. Au niveau de ce dernier, un poste de refoulement sera créé ; les eaux usées du complexe y seront raccordées. A l'aval, la conduite de refoulement franchira le Bérange puis la route de Sommières pour aller jusqu'au quartier des Mourguettes. Ce tracé permettra le raccordement au système de collecte de l'auberge du Bérange dont les installations d'assainissement autonomes pourront être mises hors service. La réalisation de ce raccordement est prise en compte dans le projet. Le tracé empruntera ensuite le chemin de Peyrouses et le chemin des Genêts ce qui permettra de remplacer le réseau gravitaire existant vétuste puis de reprendre le réseau actuel le long de la voie ferrée. La fin du tracé reprend

celui de la canalisation principale existante qui rejoint la station d'épuration. Cette canalisation devra être également remplacée pour disposer des capacités hydrauliques nécessaires.

À l'issue des études d'avant-projet, le coût des travaux de construction de ces ouvrages de transfert est estimé à 2,2 M € H.T. Ce coût est supérieur de 100 000 € H.T. (+4,76%) au coût du programme de maîtrise d'œuvre, arrêté à l'issue des études préliminaires. Cette évolution résulte de la nécessité de poser une nouvelle canalisation de trop plein du poste de refoulement au niveau du stade de Sussargues jusqu'au Bérange, la réutilisation de l'existante étant impossible compte tenu de son état.

Le coût global d'opération induit comprenant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les campagnes de mesures de topographies et de géotechniques, le CSPS, les essais de réception et les divers et imprévus s'élève à 5,8 M € H.T., soit 6,9 M € T.T.C.

Cette opération peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse et du Département de l'Hérault notamment qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avant-projet de la station d'épuration de Sussargues-Saint Geniès des Mourgues pour un montant de 2,5 M € H.T. représentant le coût prévisionnel définitif des travaux,
- approuver l'avant-projet du réseau de transfert des effluents de Sussargues sur Saint Geniès des Mourgues pour un montant de 2,2 M € H.T. représentant le coût prévisionnel définitif des travaux,
- solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour la réalisation de la station d'épuration et du réseau de transfert de Sussargues sur Saint Geniès des Mourgues dont le coût global d'opération est évalué à 5,8 M€ H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 153636-JE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



## **LUTTE CONTRE LES INONDATIONS**



## **ENVIRONNEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**ENVIRONNEMENT – DEMETER - TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3296GD13 POUR L'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DES DÉCHETS MÉNAGERS RECYCLABLES SECS - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs (CTRS) DEMETER construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant près de 18 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres (400 000 habitants) et a traité pour l'année 2012, 22 142 tonnes de déchets.

L'ancienneté de la conception du process de tri et l'augmentation des quantités de déchets triés par les habitants de l'Agglomération conduisent à envisager la modernisation et l'extension selon un calendrier qui prévoyait initialement une mise en service des nouvelles installations fin 2015-début 2016.

Les conséquences de la réforme de la fiscalité locale ont toutefois conduit la Communauté d'Agglomération à devoir réviser fin 2012 la programmation pluriannuelle de ses investissements, notamment en étudiant les possibilités de repousser le calendrier de rénovation du CTRS.

Une mission complémentaire a été confiée au bureau d'études SAGE Services Environnement, en charge pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition du parti d'aménagement et la rédaction du cahier des charges de maîtrise d'œuvre de la rénovation du centre de tri, afin de définir, sur la base d'un audit complet des installations existantes, les durées de vie résiduelles des équipements majeurs, ainsi que les aménagements à réaliser en vue de fiabiliser le fonctionnement du CTRS pendant la période la plus longue possible, compatible avec le maintien des performances de l'installation voire leur amélioration. Cette mission conclut à la possibilité d'une poursuite de l'exploitation du CTRS pendant une période de cinq années moyennant un investissement modéré permettant une fiabilisation du process ainsi que des gains de performances. La mise en service des nouvelles installations peut donc être envisagée fin 2017.

L'exploitation du Centre de Tri DEMETER est actuellement assurée par la société SMTVD, dans le cadre d'un marché de prestations de service d'une durée initiale de 5 ans qui a été prolongée de 9 mois par délibération n°11313 du 20 décembre 2012, pour prendre en compte les modifications présentées ci-avant. Il s'achève le 30 septembre 2013.

Il convient donc d'organiser une nouvelle consultation d'entreprises, par voie d'appel d'offres ouvert en application des articles 33 3°alinéa et 57 à 59 du Code des marchés publics, intégrant l'ensemble des conséquences de cette nouvelle situation pour désigner le nouvel exploitant du centre de tri Demeter, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2013.

La consultation pour l'attribution de ce marché de prestations de services fait l'objet d'un lot unique pour une durée maximale de 4 ans et 3 mois, décomposée en une tranche ferme de 3 ans et 3 mois du 1<sup>er</sup> octobre 2013 au 31 décembre 2016 et 4 tranches conditionnelles de 3 mois jusqu'au 31 décembre 2017. Les prestations comprennent en outre la réalisation par l'exploitant des travaux d'aménagement confortatifs sur les équipements de tri et de sécurité identifiés dans le cadre de la mission complémentaire confiée à SAGE Services.

Le montant estimatif du marché sur la base des tonnages prévisionnels s'élève à 13 100 000 € H.T. pour la tranche ferme et les 4 tranches conditionnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de consultation des entreprises pour le marché d'exploitation du centre de tri Demeter,
- décider de lancer un appel d'offres ouvert pour le marché précité,

Délibération n° 11528

- dire que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928 et chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le titulaire retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, signer tout document relatif à cette affaire et prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

12 AVR. 2013

12 AVR. 2013

Imc 151877-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**ENVIRONNEMENT – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - ORGANISMES EXTÉRIEURS - ASSOCIATIONS AMORCE ET MÉTHÉOR - ADHÉSION 2013 - APPROBATION**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Afin de participer aux grands débats sur la gestion des déchets, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler son adhésion d'une part à l'association AMORCE, qui regroupe de nombreuses collectivités ayant la compétence de gestion des déchets, et d'autre part à l'association MÉTHÉOR, représentant les collectivités engagées dans une politique de gestion des déchets par méthanisation.

Dans le cadre de ces adhésions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut disposer, à l'instar des autres adhérents, de conseils juridiques, d'informations relatives à l'actualité législative et réglementaire liées à ce domaine de compétence et d'une documentation de très grande qualité.

Les cotisations d'adhésion à ces associations s'établissent pour 2013 à 2 000 € pour MÉTHÉOR et à 3 005,34 € pour AMORCE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux associations Amorce et Méthéor pour 2013,
- dire que les crédits nécessaires au paiement des cotisations sont inscrits au budget 2013, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 153675-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES  
NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS**

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT**





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.**

**Absent(es):**

**Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES**

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - AVENANTS AUX CONVENTIONS SIGNÉES AVEC L'ETAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT POUR L'ANNÉE 2013 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue déléguer par l'Etat, pour une durée de 6 ans (2009-2014), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération a signé, le 29 juin 2009, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé, en date du 20 avril 2012.

Ces conventions prévoient qu'un avenant précise chaque année la dotation de crédits effectivement allouée à la Communauté d'Agglomération, au regard des objectifs de réalisation prévus.

**Les aides à la réalisation de logements sociaux**

L'avenant n°5 à la convention principale de délégation de compétence signée avec l'Etat, fixe pour 2013 un objectif de 1 400 logements locatifs sociaux à financer, hors résidences pour étudiants et personnes âgées ou handicapées, dont la répartition par catégories de financement est la suivante :

Types de financements	Rappel objectifs 2012	Réalisé 2012	Objectifs 2013	Orientation du PLH 2013-2018
PLAI	380	423	440 (31%)	450 (30%)
PLUS	730	1 072	730 (52%)	800 (53%)
PLS ordinaire	75	39	230 (16%)	250 (17%)
TOTAL	1 185	1 534	1 400 (100%)	1 500 (100%)

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS ordinaire : prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)

Les 440 logements à financer en PLAI se décomposent en 308 logements familiaux et 132 logements adaptés ou places d'hébergement, réalisés en structures collectives de types Foyer de Jeunes Travailleurs ou maison-relais/pension de famille.

Les objectifs 2013 sont conformes, dans leur répartition entre les différents types de financements, aux orientations du PLH 2013-2018, qui fixe parmi les 1 500 logements locatifs sociaux à produire annuellement, 450 PLAI, 800 PLUS et 250 PLS familiaux.

L'Etat délègue par ailleurs à la Communauté d'Agglomération un contingent de 310 agréments PLS « spécifiques » permettant de financer la création de résidences étudiantes ou de places en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

L'avenant à la convention principale de délégation de compétence prévoit enfin la réalisation de 175 logements financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA).

Pour atteindre ces objectifs réévalués par rapport à 2012, le montant total des crédits délégués par l'Etat à la Communauté d'Agglomération en dotation initiale s'élève à 3 285 839 €, en baisse de 27% par rapport à 2012, dont 1 347 984 € dédiés au financement en PLAI de places d'hébergement et logements adaptés. Conformément à la lettre d'engagement mutuel signée par l'Etat et Action Logement le 12 novembre 2012, cette baisse doit être intégralement compensée et au-delà par une mobilisation exceptionnelle de la Participation des Entreprises à l'Effort de Construction (PEEC dénommée « 1% logement »), pour un montant de 1 652 055 €. Au global, les crédits alloués à la

Communauté d'Agglomération sont en hausse de 9% pour des objectifs réévalués de 5% par rapport à 2012. L'enveloppe d'Action Logement sera fléchée sur les communes situées en zone B1 dont le marché est particulièrement tendu, selon des modalités qui, compte tenu des négociations nationales en cours, ne sont pas encore connues.

La dotation allouée par l'Etat pour « adaptations territoriales », dédiée aux opérations particulièrement difficiles à équilibrer, représentant en 2012 la somme de 269 576 €, n'est cette année pas renouvelée.

Les enveloppes d'aide de l'Etat et d'Action Logement ont été établies sur la base d'un taux de 29% de logements financés en PLAI familiaux par opération, contre 24% en 2012.

Il est proposé de fixer le montant des forfaits PLAI à 10 000 € pour les communes situées en zone 2 (Castelnau le Lez, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues) et à 10 200 € pour celles situées en zone 3 (les autres communes) dans lesquelles l'équilibre des opérations est difficilement atteint compte tenu des loyers réglementaires inférieurs. Le montant de l'aide PLAI « hébergement et logements adaptés » sera de 10 200 € quelle que soit la zone.

La Communauté d'Agglomération s'engage, quant à elle, à mobiliser pour 2013, sur ses fonds propres, un budget global de 3 M€ afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs.

### **Les aides à la rénovation de l'habitat privé**

L'avenant n°2 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé signé avec l'Agence Nationale de l'Habitat fixe pour 2013 un objectif de 196 logements à réhabiliter, dont 71 locatifs, 125 occupés par des propriétaires aux ressources modestes et de 12 copropriétés dégradées à rénover représentant 419 lots d'habitation.

Les priorités de l'Agence Nationale de l'Habitat, réaffirmées par circulaire de programmation du 1<sup>er</sup> mars 2013, se traduisent par les objectifs qualitatifs suivants :

- lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : respectivement 15 logements (13 locatifs et 2 occupés par leurs propriétaires) et 21 logements (18 locatifs et 3 occupés par leurs propriétaires),
- lutte contre la précarité énergétique des propriétaires occupants modestes : 69 logements ciblés par le programme national « Habiter Mieux » (amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement)
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée handicap ou au vieillissement : 51 logements,
- requalification des copropriétés dégradées : rénovation des parties communes correspondant à 419 lots d'habitation.

L'objectif transversal de maîtrise des loyers est fixé à 71 logements locatifs.

Le montant des droits à engagement mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la rénovation de l'habitat privé est fixé à 3 192 269 € (dont 539 000 € font l'objet d'une mise en réserve régionale qui sera débloquée en fonction des résultats obtenus), auquel s'ajoute l'enveloppe du programme national « Habiter Mieux » d'un montant de 170 182 €, tenant compte des besoins exprimés par la collectivité pour traiter les copropriétés en difficulté.

L'annexe 2 de l'avenant à la convention de gestion des aides de l'ANAH précise, en outre, les règles locales de recevabilité et d'octroi des aides de l'Agence applicables pour l'année 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°5 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat,
- approuver le projet d'avenant n°2 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Agence Nationale de l'Habitat,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces avenants, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11514

Certifié Exécutoire

1.2 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture

1.2 AVR. 2013

Le :

Número de l'acte : *Imc 154 201-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – MISE EN OEUVRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DE L'ÉTAT D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - APPROBATION DE LA PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC POUR L'ANNÉE 2013**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire de la compétence d'attribution des aides à la pierre pour une période de 6 ans (2009-2014), établit chaque année, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés.

Faisant suite à un exercice 2012 très satisfaisant comptabilisant 1 614 logements locatifs et 188 logements en location-accession agréés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la production 2013 s'annonce en retrait. Les prévisions de financement pour l'année en cours totalisent 1 396 logements se répartissant en 671 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS), 434 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et 291 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) ; s'y ajoutent 97 logements à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA) qui, pour rappel ne sont pas décomptés comme logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU.

S'agissant du logement familial, la programmation 2013 représente 1 019 logements susceptibles d'être financés, dont 90% en PLUS et PLAI dont les conditions de ressources répondent aux besoins de la grande majorité des demandeurs. Les 10% restant correspondent, conformément aux prescriptions du Programme Local de l'Habitat, à la part de logements locatifs intermédiaires PLS.

S'agissant du logement spécifique, est programmée la création de 377 places en structure d'hébergement ou foyer adapté, soit 90 places en Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT), 78 places en résidence sociale de type « maison relais » dédiées à des personnes rencontrant des difficultés d'insertion, 10 places en foyer d'hébergement d'urgence pour mères isolées qui pourront être accueillies avec leurs enfants, 92 autres en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), ainsi de 7 logements sociaux étudiants.

La production sociale se répartit spatialement entre un tiers pour la Ville de Montpellier et deux tiers pour les 30 communes périphériques, soit une évolution sensible par rapport à 2012 (répartition globalement équilibrée). Les opérations recensées concernent ainsi 15 communes de la Communauté d'Agglomération en 2013.

Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2013.

Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil Communautaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la programmation du logement social pour l'année 2013, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;
- dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits pour partie au budget 2013 et seront inscrits aux budgets suivants, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les décisions d'attribution de subventions et d'agréments des opérations de logements aidés, ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11515

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 154 083-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE:



**Programmation logement social 2013  
Montpellier Agglomération**

Commune	Opération - Adresse	organisme	PLUS	PLAI	PLAI spécif.	PLS	TOTAL logts familiaux	PLS étudiants	PLS foyers	TOTAL logt localif social	PSLA
Baillargues	EHPAD - Zone des Lignières	FDI Habitat					0		63	63	
Baillargues	"Terre de Chasselas" - Route Impériale	ERILIA (VEFA Bouygues)	2	1			3			3	
Baillargues	Ecole Maternelle	Commune de Baillargues				2	2			2	
Baillargues	Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT)	FDI Habitat / Les Compagnons du devoir			90		90			90	
Castelnaud-le-Lez	"Les Dahlias" - Impasse des Dahlias	ERILIA (VEFA NG Promotion)	69	23			92			92	
Castelnaud-le-Lez	SADEX 1 - Madison avenue	Promologis (VEFA Pragma / Héliénis)				24	24			24	
Castelnaud-le-Lez	SADEX 2	Promologis (VEFA Pragma / Héliénis)	14	5			19			19	35
Castelnaud-le-Lez	"Jardin royal" - 1613 Av. de l'Europe	baillieur à préciser (VEFA Icade)	20	7		15	42			42	
Castries	28 Avenue de Montpellier	Promologis (VEFA Kaufman & Broad)	8	3			11			11	
Clapiers	"Soleil des Garrigues"	ICF (VEFA Amétis)	15	5			20			20	
Clapiers	"Soleil des Garrigues"	Hérault Habitat (VEFA Amétis)	30	10			40			40	
Clapiers	Résidence séniors "Samoa" - Zone de la Plaine	Hérault Habitat	14	6			20			20	
Grabels	EHPAD - Rue du Château	Hérault Habitat (gestionnaire MBV : Mutuelle Bien Vieillir)					0		63	63	
Grabels	Villa des Senteurs - 19 Rue de la Plaine	Toit Pour tous (VEFA Kaufman & Broad)	2				2			2	
Juvignac	"Orion" - ZAC des Constellations	FDI Habitat (VEFA SPAG / PERL)	26			12	38			38	
Juvignac	"West Cottage" - lotissement Marco Polo	DOMICIL (VEFA Agir Promotion)	29	15			44			44	
Lattes	"Le Mas Rouge" - Boirargues lot 3	Nouveau Logis Méridional (VEFA Amétis)	29	10			39			39	
Lattes	"Jardins Suspendus" - Avenue Paysagère (Maurin)	Nouveau Logis Méridional (VEFA Bouygues)	10	4			14			14	
Lavérune	L'Atrium (entrée de ville)	Toit Pour tous (VEFA / Terres du Soleil)	4	1			5			5	
Lavérune	"Castel des sources" - ZAC Pouget	Toit Pour tous (VEFA Héliénis - Marignan)	33	11			44			44	



**Programmation logement social 2013  
Montpellier Agglomération**

Le Crès	ZAC Via Domitia	NLM (VEFA Amétis)	75	25					100			100	
Pignan	Mas Clairette	Toit Pour tous (VEFA Vestia)	3	1					4			4	
Pignan	Centre Ancien	Alkos Promotion					1		1			1	
Pignan	Le Devèze	bailleur à préciser (VEFA Amétis)	23	7					30			30	
Prades le Lez	135 route de Montpellier	Pitch Promotion	5	2					7			7	
St-Georges-d'Orques	"Occitanie" 2ème tranche Avenue d'Occitanie	Hérault Habitat							0			0	16
St-Jean-de-Védas	ZAC Roque Fraisse - lot 4.3	FDI Promotion							0			0	6
St-Jean-de-Védas	ZAC Roque Fraisse - lot 4.4	FDI Promotion							0			0	5
St-Jean-de-Védas	Le Clos des Garrigues	Toit Pour tous	11	3					14			14	
St-Jean-de-Védas	Val de la Combe	Toit Pour tous (VEFA STS)	16	5					21			21	
St-Jean-de-Védas	ZAC Roque Fraisse Lot 3 - 1ère tranche	Hérault Habitat	23	7					30			30	
Villeneuve-lès-Maguelone	Place de l'Eglise - Presbytère	ACM	7	3					10			10	
<b>Sous-total communes périphériques</b>													
			468	154	90	54			766	0	126	892	62
									64%			64%	
Montpellier	ZAC Nouveau St-Roch	ACM	30	10					40			40	
Montpellier	Avenue Clémenceau - site lycée Mendes France	ACM	23	7					30			30	
Montpellier	ZAC Grisettes - lot 6C	ACM	30	10					40			40	
Montpellier	ZAC Parc Marianne 4ème tranche - lot 18B2	ACM	30	10					40			40	
Montpellier	"Green Stone" - ZAC Pierres Vives	DOMICIL (cession foncière Icade)							0			0	35
Montpellier	Les Matins d'Aiguelongue	ERILIA (VEFA Dominium)	8	3					11			11	
Montpellier	39 Avenue St-Lazare	ERILIA (VEFA Urbat)	11	5					16			16	
Montpellier	Maison relais - Vieussens	FDI Habitat / Avitarelle			24				24			24	

**Programmation logement social 2013  
Montpellier Agglomération**

Montpellier	Avenue du Biterrois - Hébergement d'urgence pour mères isolées	Gammes			15			15			15
Montpellier	Résidence sociale - Rue Brueys	Gammes (Fondation du Protestantisme)			24			24			24
Montpellier	Villa Savine - 64 avenue de Castelnau / logements étudiants	Habitat et Humanisme					7	0			7
Montpellier	Rue Gugliemo Marconi	Hérault Habitat	1	1				2			2
Montpellier	Puech villa (relogement gens du voyage)	Hérault Habitat		40				40			40
Montpellier	Résidence accueil - Rue Brueys	Les Amis de l'Atelier (Fondation du protestantisme)			25			25			25
Montpellier	EHPAD "Jean Périquier"	Maison de retraite Croix d'Argent - Jean Périquier						0		66	66
Montpellier	Villeneuve d'Angoulême	NG Promotion				8		8			8
Montpellier	Petit Bard (C2)	Nouveau Logis Méridional				5		5			5
Montpellier	2516 avenue Etienne Meuhl 1	Nouveau Logis Méridional (VEFA Kaufman & Broad)	18	3		18		39			39
Montpellier	Rue Clémentville	SFHE ARCADE (VEFA Bouygues)	5			3		8			8
Montpellier	Résidence Allure - rue des Amaryllis	SFHE ARCADE (VEFA Corim)	4			2		6			6
Montpellier	Avenue du Pont Juvenal / rue de l'Epire - Jardin Nostra - 2ème tranche	SFHE ARCADE (VEFA Kaufman & Broad)	4			2		6			6
Montpellier	Rue du Moulin de Sémalen	bailleur à définir (VEFA SCI REBOUL)	6	2				8			8
Montpellier	Rue de l'Aiglon	bailleur à préciser (VEFA Bouygues)	11	3				14			14
Montpellier	Rue de la Méditerranée	bailleur à préciser (VEFA Cogedim)	8	3				11			11
Montpellier	Chemins de Moularès	bailleur à préciser (VEFA Cogedim)	4	2				6			6
Montpellier	Avenue Villeneuve d'Angoulême	bailleur à préciser (VEFA Icade)	10	3				13			13
<b>Sous-total Montpellier</b>			<b>203</b>	<b>102</b>	<b>88</b>	<b>38</b>	<b>7</b>	<b>431</b>	<b>36%</b>	<b>66</b>	<b>504 35</b>
<b>TOTAL</b>			<b>671</b>	<b>256</b>	<b>178</b>	<b>92</b>	<b>7</b>	<b>1197</b>	<b>36%</b>	<b>192</b>	<b>1396 97</b>



SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAoui, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 51 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC DES CONSTELLATIONS, LOT C2 À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 51 logements sociaux, ZAC des Constellations, lot C2 à Juvignac. L'opération comprend 38 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 13 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Tourre-Sanchis à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 5 033 509 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 935 956 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 735 227 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 148 856 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 213 470 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1, L.5111-4 et L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 935 956 €	735 227 €	1 148 856 €	213 470 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional

Délibération n° 11516

pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 775 131,75 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 5 033 509 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 51 logements locatifs sociaux, ZAC des Constellations, lot C2 à Juvignac ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 12 AVR. 2013  
Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 151 600 - DÉ

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE EDEN LODGE ZAC ROQUE FRAÏSSE, LOT 4.2 À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ FDI PROMOTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La société FDI Promotion a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 28 logements en location-accession, résidence « Eden Lodge », ZAC Roque Fraïsse, lot 4.2 à Saint-Jean-de-Védas. Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture François Fontes à Montpellier.

FDI Promotion demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 4 076 000 € que la société sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4, L.2252-1 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

- Montant du prêt PSLA :	4 076 000 €
- Durée :	7 ans
dont phase de mobilisation :	2 ans (24 mois)
dont différé d'amortissement :	5 ans (60 mois), soit un remboursement du capital in fine, ou au fur et à mesure des ventes
- Echéances :	trimestrielles
- Taux d'intérêt annuel maximum :	Euribor 3 mois + 3%
- Révision du taux du prêt :	à chaque date anniversaire du prêt, nouveau taux calculé sur la base de l'Euribor 3 mois arrondi au 1/100 <sup>ème</sup> de point supérieur, constaté 2 jours ouvrés avant le début de la période, majoré de la partie fixe
- Remboursement anticipé (hors ventes consécutives aux levées d'option) :	indemnité de 3% du capital restant dû avec frais de gestion de 1% (minimum 800€, maximum 3000€)

Au cas où FDI Promotion, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

Délibération n° 11517

Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 3 057 000 € représentant 75% du prêt d'un montant total de 4 076 000 € sollicité par FDI Promotion auprès du Crédit Foncier de France pour la construction de 28 logements en location-accession, résidence « Eden Lodge », ZAC Roque Fraïsse lot 4.2. à Saint-Jean-de-Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et la société FDI Promotion, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 12 AVR. 2013  
Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 151604-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE







SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAoui, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LES FOLIES DU PARC - BOULEVARD PAUL VALÉRY À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 22 logements sociaux, résidence « Les Folies du Parc », boulevard Paul Valéry à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur ICADE, comprend 16 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Tourre-Sanchis à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 352 773 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 959 528 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 733 922 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 456 127 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 203 196 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1, L.5111-4 et L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	959 528 €	733 922 €	456 127 €	203 196 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional

Délibération n° 11518

pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 764 579,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 352 773 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 22 logements locatifs sociaux, résidence « Les Folies du Parc », Boulevard Paul Valéry à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

12 AVR. 2013

Déposé En Préfecture

Le :

12 AVR. 2013

Numéro de l'acte : Imc 151 596 -DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LE MAS DE BACCARA - LOTISSEMENT LES SERRES LOT 1, QUARTIER DE MAURIN À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 9 logements sociaux, résidence « Le Mas de Baccara », lotissement « Les Serres » lot 1, quartier de Maurin à Lattes. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Hélénius, comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Garcia-Diaz à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 673 542 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 294 587 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 220 302 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 111 058 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 47 595 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1, L.5111-4 et L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	294 587 €	220 302 €	111 058 €	47 595 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional

pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 505 156,50 €, représentant 75 % des quatre prêts sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 9 logements locatifs sociaux, résidence "Le Mas de Baccara", lotissement "Les Serres" lot 1, quartier de Maurin à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 151582 - DÉ

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



**URBANISME, POLITIQUE FONCIERE**



**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme A. BENOUGHJA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.**

**Absent(es):**

**Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES**



## **URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE GARE NOUVELLE DE MONTPELLIER - MODALITÉS DE LA CONCERTATION PRÉALABLE PROPOSÉES PAR RFF - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le projet de gare nouvelle de Montpellier se situe au cœur du grand projet d'aménagement urbain intitulé « Montpellier OZ Nature urbaine », porté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il s'inscrit dans le projet du Contournement ferroviaire des agglomérations de Nîmes et Montpellier (CNM), projet déclaré d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat du 16 mai 2005 et dont la réalisation est envisagée en 2017.

RFF est initiateur de la gare nouvelle et futur co-contractant du contrat de partenariat pour la conception et la réalisation du projet. Un dialogue compétitif est engagé pour désigner le titulaire de ce Contrat de Partenariat début 2014, en vue d'une livraison et mise en service de la gare fin 2017.

Au regard de ces échéances, les projets d'aménagement « OZ Montpellier Nature Urbaine » et de la gare nouvelle font l'objet, au cours du premier semestre 2013, de procédures de concertation préalable au titre de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme.

Dans ce contexte et afin de proposer au public une information lisible et claire sur ces deux projets, RFF et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité coordonner leurs dispositifs de concertation. Il s'agit de mener de façon cohérente la concertation sur le quartier OZ et celle sur les fonctionnalités de la gare dans ce quartier en œuvrant de manière coopérative.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé par délibération n°11349 du Conseil Communautaire du 17 janvier 2013, ses modalités de concertation. Celles-ci prévoient notamment la coordination avec RFF pour la concertation relative à la future gare.

De son côté, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, RFF sollicite aujourd'hui l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur les modalités de sa concertation en qualité de maître d'ouvrage du projet de gare nouvelle.

Le dispositif élaboré par RFF comprend les dispositions suivantes :

### 1. Ambitions de la concertation

Il s'agit d'informer, dialoguer avec les parties prenantes et les habitants, tout en respectant :

- les règles de confidentialité induites par le dialogue compétitif avec les candidats en compétition,
- les exigences réglementaires en matière de participation du public,
- les contraintes calendaires du projet de gare en lien avec la mise en service du CNM.

### 2. Modalités de la concertation

La concertation dans le cadre du projet de gare nouvelle de Montpellier comporte un volet volontaire d'ateliers citoyens ainsi qu'un volet réglementaire d'information et de participation large des habitants (exposition, réunions publiques...).

La concertation volontaire prépare et alimente la concertation réglementaire. Elle se déroulera sous forme d'ateliers citoyens se réunissant à trois reprises de mars à mai.

La concertation réglementaire, qui se déroulera du 6 mai au 6 juin, prévoit :

- une large information du public,
- une expression du public par la mise en place d'une exposition présentant le projet et de registres, la tenue de réunion publique (cible grand public), la mise en place d'un questionnaire (cible usagers), des ateliers socio-professionnels (cible acteurs socio-professionnels) et l'organisation d'une réunion spécifique (cible riverains).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est associée à chacune des étapes de cette concertation.

Délibération n° 11490

Le bilan de la concertation sera dressé en juin 2013 en vue d'une signature par le Président de RFF au 30 juin 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- formuler un avis favorable aux modalités de la concertation proposées par RFF en vue d'associer le public et les acteurs locaux à l'élaboration du projet,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      12 AVR. 2013  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      12 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 153674-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

**Pouvoir(s):**

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

**Absent(es):**

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET D'AMÉNAGEMENT OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - MARCHÉ DE SERVICE RÉALISATION D'UNE MAQUETTE VIRTUELLE 3D INTERACTIVE ET ÉVOLUTIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes Montpellier ».

Ce site occupe une position clé à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens et fait partie à ce titre des 11 sites stratégiques identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier.

Le projet d'aménagement « OZ Montpellier Nature Urbaine », autour de la future gare TGV s'intègre dans le territoire labellisé Ecocité et constitue un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Dans cette perspective et en relation avec le calendrier de réalisation de la future gare TGV, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SAAM, par convention de mandat après délibérations du Conseil Communautaire du 23 juin 2011 et du 30 octobre 2012, la conduite des études urbaines préalables à l'aménagement du pôle urbain de la gare nouvelle de Montpellier.

En vue d'inscrire ce projet urbain dans le processus de ville intelligente, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite se doter d'outils et supports numériques innovants et ce dès la première phase de concertation du grand public.

Dans le cadre du mandat qui lui a été confié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la SAAM a ainsi organisé une consultation pour la réalisation d'une maquette physique au 1/1500<sup>e</sup> et d'une maquette virtuelle 3D interactive et évolutive, sous forme d'un marché alloti réparti en deux lots :

Lot n°1 : réalisation de la maquette de l'ensemble du futur quartier Oz Montpellier Nature Urbaine au 1/1500<sup>e</sup> sous forme de volume ;

Lot n°2 : réalisation d'une maquette 3D interactive et évolutive du projet urbain.

Le présent marché porte sur le lot n°2.

Le marché est passé pour une durée maximale de 4 ans à compter de sa date de notification. C'est un marché à bons de commande à prix unitaire sans minimum et maximum.

La SAAM, dans le cadre de son mandat d'études urbaines préalables, a lancé une procédure de consultation selon la procédure d'appel d'offre ouvert.

L'avis d'appel public à concurrence a été envoyé à la publication le 22 novembre 2012.

8 offres sont parvenues dans les délais et dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Après analyse des offres reçues, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 mars 2013 a décidé de retenir l'offre présentée par la société archi graphi sise à Saint Georges de Renains (69) pour un montant de 20 300 € H.T. ;

Elle constitue l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le marché pour la réalisation d'une maquette 3D interactive et évolutive,
- autoriser la SAAM, mandataire de la Communauté d'Agglomération à signer le marché avec la société archi graphi,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de la SAAM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 11491

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 153 688-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président.

M. Jean-Pierre MOURE



**SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE  
ET GERONTOPOLE**

**VOIRIE, JALONNEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAUI, M. P. SAUREL, M. P. THINES



**VOIRIE, JALONNEMENT – VOIRIE D'AGGLOMÉRATION - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3317TV13 D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, D'INTERVENTION SUR LES MÂTS DE JALONNEMENT LUMINEUX ET DYNAMIQUES ET SUR LES MOBILIERS ASSOCIÉS AUX LIGNES DE TRANSPORT COLLECTIF - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, gestionnaire des voiries d'intérêt communautaires, procède à la maintenance électrique de son mobilier urbain qui comprend l'éclairage public, les mâts de jalonnement dynamique et lumineux, ainsi que les mobiliers associés aux lignes de transports collectifs.

Le marché en cours concernant ces travaux, arrive à échéance au 31 décembre 2013.

La poursuite de l'exécution de ces travaux nécessite de relancer une procédure de consultation, sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 2, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics :

Ce marché à bons de commande prendra effet à sa date de notification, pour une période d'un an renouvelable trois fois.

L'évolution permanente du patrimoine de voirie communautaire, liée aux rétrocessions successives de voies de parcs d'activités communautaires par les différents aménageurs, au transfert de gestion de voies par les Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne permet pas d'estimer de manière exacte l'ampleur des interventions à entreprendre. Afin que la Communauté d'Agglomération de Montpellier puisse adapter son programme de gestion annuel aux besoins du patrimoine géré, il est proposé de ne pas fixer de seuils minimum et maximum à ce marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de consultation des entreprises correspondant au marché des travaux d'éclairage public, d'intervention sur les mâts de jalonnement lumineux et dynamiques et sur les mobiliers associés aux lignes de transport collectif, à réaliser sur la voirie d'agglomération,
- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert pour les travaux précités,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à signer tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture

12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 161 870-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



**TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS**



SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - MARCHÉ N°3.171 DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA RÉALISATION D'UN PARKING D'ÉCHANGE EN OUVRAGE SUR LE PÔLE D'ÉCHANGE MOSSON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11019 du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson selon une procédure négociée avec mise en concurrence conformément à l'article 168 du code des marchés publics et a approuvé la composition du jury, dressant la liste des candidats admis à négocier, issue de l'élection par le Conseil.

Le présent marché porte sur des missions de maîtrise d'œuvre comprenant la mission de base pour les ouvrages de bâtiment et une mission complémentaire d'ordonnancement, coordination et pilotage du chantier, pour la réalisation d'un parking en ouvrage sur l'emplacement du parking d'échanges de la Mosson des lignes 1 et 3 de tramway, dont la livraison est prévue à l'été 2015.

Ce marché à prix global et forfaitaire est passé pour une durée de 30 mois à compter de sa notification.

La rémunération concerne l'ensemble des missions contractuelles ; elle tient compte de l'appréciation de la complexité de l'opération et de la part de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, évaluée à 11 millions € H.T., sur laquelle porteront les missions confiées au maître d'œuvre.

TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée conformément à l'article 168 du Code des Marchés Publics.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 20 juillet 2012.

Quarante candidatures ont été reçues dans les délais. Après analyse des candidatures et avis du jury réuni le 1<sup>er</sup> octobre 2012, l'entité adjudicatrice a décidé de retenir cinq candidats au regard de leurs capacités techniques, financières et professionnelles :

- groupement AZEMA / BETEM
- groupement BOYER-PERCHERON-ASSUS / P3G INGENIERIE / TERRELL
- groupement CARBONNET ARCHITECTE / ARTELIA
- groupement RKNL / BPR / ALTROS / INGEROP
- groupement N+B / SIGMA ACOUSTIQUE / INGEROP / ARCORA / VULCANE0

Le Représentant de l'Entité Adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 21 novembre 2012, a procédé à l'ouverture des offres initiales. Cinq offres ont été reçues.

Après analyse de ces offres, la phase de négociation s'est engagée avec les cinq candidats. Une réunion de négociation avec chacun des candidats s'est tenue le 18 décembre 2012.

A l'issue de la négociation, un nouveau dossier de consultation a été transmis aux candidats.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 29 janvier 2013, a procédé à l'ouverture des offres négociées. Les cinq candidats ayant été admis à négocier ont tous remis une nouvelle offre.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- valeur technique pour 60 %, appréciée au regard de la compréhension du programme et de la capacité à respecter l'enveloppe financière,
- prix des prestations pour 30 %,
- délai d'exécution pour 10 %.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et des négociations intervenues avec les 5 candidats mentionnés ci-dessus, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 26 février 2013 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises BOYER-PERCHERON-ASSUS / P3G INGENIERIE / TERRELL, mandataire BOYER-PERCHERON-ASSUS de Montpellier (34), jugée l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation, avec un taux de rémunération de 6,8375 %, correspondant à l'ensemble des missions de maîtrise d'œuvre, induisant un montant provisoire de rémunération de 752 125 € H.T., établi sur l'enveloppe prévisionnelle de l'opération évaluée à 11 millions d'euros H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°3.171 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le marché n°3.171 avec le groupement d'entreprises BOYER-PERCHERON-ASSUS / P3G INGENIERIE / TERRELL, mandataire BOYER-PERCHERON-ASSUS de Montpellier (34), avec un taux de rémunération de 6,8375% correspondant à un montant provisoire de 752 125 € H.T., sur la base d'un montant prévisionnel d'opération de 11 millions d'euros H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 1.2 AVR. 2013  
Déposé En Préfecture 1.2 AVR. 2013  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 149 568 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – VOIRIE TRANSPORT - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3288TV13 POUR LA MISE EN ACCESSIBILITÉ DES QUAIS DE VOYAGEURS - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La loi 2005-105 du 15 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées impose l'aménagement de la chaîne de déplacement pour les personnes en situation de handicap. Cette chaîne comprend le cadre bâti, la voirie, les espaces verts et le système de transport.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, autorité organisatrice des transports, doit réaliser les travaux nécessaires d'adaptation des quais voyageurs aux normes d'accessibilité, conformément au Schéma Directeur d'Accessibilité approuvé par la délibération n°9259 du Conseil Communautaire du 26 novembre 2009.

Pour la mise en accessibilité du réseau bus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier fait appel à un opérateur économique dans le cadre d'un marché à bons de commande qui s'achève au 31 décembre 2013.

Il convient donc de relancer une procédure de consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 2, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics.

Ce marché concerne des travaux de voirie, le mobilier urbain, l'éclairage public et les signalisations horizontales et verticales.

Ce marché à bons de commande, à prix unitaires, prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014, pour une période d'un an renouvelable trois fois.

Les réalisations s'adapteront aux contraintes imposées par les collectivités gestionnaires de voirie tant en termes de planning que de spécificités techniques. Afin de permettre notamment un ajustement financier à ces contraintes, dans le respect du budget global alloué, il est proposé de ne pas fixer de seuils minimal et maximal à ce marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de consultation des entreprises pour la réalisation de travaux de mise en accessibilité des quais de voyageurs,
- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert correspondant,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement la procédure de passation, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le titulaire retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire et prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 12 AVR. 2013

Publié le :

Déposé En Préfecture 12 AVR. 2013

Le :

Numéro de l'acte : Imc 151782-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



**RELATIONS INTERNATIONALES**



**PARTIE 2**  
**DECISIONS**

*Pages*

CONSEIL DU 11 AVRIL 2013

260

<p><b>N°D2013-10 - 06/03/13</b> - Direction de la Culture  <b>Décision relative à un contrat de cession de droits d'auteur avec Claire Bigard-Feuillard</b>  <b>Objet :</b> Un marché de prestation de service est passé avec Claire Bigard-Feuillard. Ce marché concerne la cession des droits d'auteur pour six planches de bandes dessinées, autorisant leur reproduction dans tout support de communication interne ou externe du Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades, ainsi que dans le catalogue de l'exposition « Une Odyssée gauloise » et sur les cartes postales en vente à sa boutique. La cession est consentie pour tout le temps que durera la propriété littéraire et artistique de l'auteur d'après la législation française (soit une durée de 70 ans après le décès de l'auteur), y compris, le cas échéant, les prolongations légales qui pourraient être apportées à cette durée. Le montant du marché s'élève à 600 € H.T.</p>	246
<p><b>N°D2013-31 - 08/03/13</b> - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets  <b>Décision relative au marché n°3158GD12 pour le contrôle externe de la mise en œuvre de la couverture définitive de l'ISDND de CASTRIES - Essais de la perméabilité</b>  <b>Objet :</b> Le marché n°3158GD12 de prestations intellectuelles est conclu avec la société BURGEAP, sise 940 route de l'aérodrome, BP51260, 84911 AVIGNON cedex 9. Ce marché concerne la réalisation des essais de perméabilité sur la couverture définitive du casier n°1 de l'Installation de Stockage de Déchets ménagers et assimilés non Dangereux (ISDnD) de Castries pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet pour une période courant de sa notification jusqu'au 30 septembre 2014. Le montant du marché s'élève à 9 600,00 € H.T.</p>	248
<p><b>N°D2013-39 - 08/03/13</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision relative à l'avenant n°2 de transfert au marché n°2223DC10 de la société Aegitna LR à la société Agence de Sécurité Intégrale pour le gardiennage du Musée Fabre à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Un avenant n°2 au marché n°2223DC10 doit être passé en vue du transfert à la société Agence de Sécurité Intégrale des prestations exercées jusqu'alors par Aegitna LR.</p>	250
<p><b>N°D2013-50 - 08/03/13</b> - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  <b>Décision relative à la mise en location d'une maison d'habitation située 99 rue Charles Gounod sur une parcelle cadastrée OC 0130 Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier donne à bail à monsieur Patrice Murciano une maison d'habitation située au 99 rue Charles Gounod à Montpellier. Le contrat est consenti pour une durée de 6 ans, renouvelable par reconduction expresse, le montant mensuel du loyer s'élève à 1039,74 €.</p>	252
<p><b>N°D2013-55 - 06/03/13</b> - Direction du Développement Economique et de l'Emploi  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société BONZOM RICHARD sur le parc 2000 extension à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société BONZOM RICHARD est agréée vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot C5 de 1 987 m². Cette parcelle a une SHON maximale de 985 m². L'utilisateur final sera la société ELA INNOVATION dont l'activité est la conception électronique et RFID. La société prévoit 15 emplois à 3 ans.</p>	254
<p><b>N°D2013-62 - 08/03/13</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision relative à un marché d'assurance Dommages Ouvrage Constructeur Non Réalisateur pour l'extension de l'Aquarium Mare Nostrum</b>  <b>Objet :</b> Un marché d'assurance Dommages Ouvrage Constructeur Non Réalisateur est passé avec la société Gras Savoye domiciliée 33-34 quai de Dion-Bouton 92814 Puteaux. Ce marché concerne l'extension de l'aquarium Mare Nostrum du pôle ludique Odysseum à Montpellier. Le marché prend effet le lendemain du paiement de la prime provisionnelle. Sa durée est de 10 ans à compter de cette date. Le montant du marché s'élève à 54 047,37 € H.T.</p>	256
<p><b>N°D2013-66 - 06/03/13</b> - Direction de la Culture  <b>Décision relative à une donation de deux aquarelles de Jean Joseph Bonaventure Laurens au musée Fabre par un donateur anonyme</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de deux aquarelles de Jean-Joseph Bonaventure Laurens, la plage de Palavas et les étangs de Palavas. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.</p>	258
<p><b>N°D2013-77 - 12/03/13</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision relative au marché n°3174RI12 de maintenance de la solution de messagerie Zimbra</b>  <b>Objet :</b> Un marché n°3174RI12 de fournitures courantes et services est passé avec la société Starxpert à Lyon. Ce marché concerne la maintenance de la solution de messagerie Zimbra. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'1 an, renouvelable 2 fois. Le montant minimum annuel du marché s'élève à 10 000 € H.T. et le maximum annuel à 40 000€ H.T.</p>	259

<p><b>N°D2013-86 - 06/03/13 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Domaine Public - Musée Fabre - Association Champ Libre</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre d'une collaboration artistique, le musée Fabre de la communauté d'Agglomération de Montpellier a été sollicité par l'association Champ Libre afin d'accueillir dans ses locaux la 8<sup>ème</sup> édition du Festival Architectures Vives. Il convient donc d'autoriser par convention l'occupation de la cour de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran du 6 au 17 juin 2013 à titre gratuit.</p>	262
<p><b>N°D2013-89 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>  <b>Décision relative à un marché n°3165GD12 de pompage et transport des eaux de lavage des véhicules de collecte depuis la plateforme d'exploitation de la Régie de collecte de Pignan vers MAERA</b>  <b>Objet :</b> Un marché à procédure adaptée n°3165GD12 est passé avec la société SRA SAVAC, ZAC de Tournezy, 91 rue Maurice le boucher, 34078 Montpellier Cedex 03. Ce marché concerne le pompage, le transport, et le traitement à MAERA des eaux de lavage des véhicules de collecte du site de Pignan de la Régie de collecte. Le marché est estimé à 30 000 € H.T., sur la base d'un coût unitaire de pompage, transport et traitement de 41,95 € H.T. par mètre cube d'eau de lavage. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la mise en service de l'installation traitement des eaux sur le site d'exploitation de la Régie de collecte à Pignan. Cette mise en service est prévue courant juin 2013.</p>	263
<p><b>N°D2013-90 - 08/03/13 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat du spectacle Hamelin</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Hamelin joué du 30 avril au 5 mai 2013 au théâtre La Vista. Ce marché est conclu avec la Compagnie Tchouchak et le Théâtre de la Méditerranée La Vista, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 500 € T.T.C.</p>	265
<p><b>N°D2013-91 - 08/03/13 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat du spectacle Voyage au cœur</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle " Voyage au cœur " joué du 4 au 6 avril 2013 à la Maison pour Tous Albert Camus de la ville de Montpellier. Ce marché est conclu avec la Compagnie Théâvida et la Ville de Montpellier, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 600 € T.T.C.</p>	267
<p><b>N°D2013-93 - 01/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3225DE13</b>  <b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°3225DE13 est passé avec l'Agence de Presse JAM. Cet avenant concerne la rédaction des pages du site économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : Montpellier Unlimited. Le présent avenant s'élève à 2 800 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 22 000 € H.T.</p>	269
<p><b>N°D2013-94 - 08/03/13 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat du spectacle La maladie de Sachs</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « La maladie de Sachs » joué les 14 et 15 mars 2013 à l'Esat La Bulle Bleue. Ce marché est conclu avec la Compagnie Théâtre de la Remise et l'Esat La Bulle Bleue, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 000 € T.T.C.</p>	271
<p><b>N°D2013-95 - 28/02/13 - Direction des Sports</b>  <b>Décision relative à une convention pour la mise à disposition du stade de la Mosson Mondial 98 au Comité du Languedoc de Rugby</b>  <b>Objet :</b> Une convention est passée avec le Comité du Languedoc de Rugby. Cette convention concerne la mise à disposition du stade de la Mosson « Mondial 98 » à Montpellier. Cette convention de mise à disposition du stade de la Mosson « Mondial 98 » est établie soit pour le 27 avril 2013, soit pour le 28 avril 2013. Cette convention de mise à disposition du stade de la Mosson « Mondial 98 » stipule que le coût de location sera de 20 000 €. Elle stipule que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement le jour de la manifestation ainsi que le nettoyage de l'installation. La convention précise également que le Comité du Languedoc de Rugby assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation, qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement.</p>	273
<p><b>N°D2013-99 - 01/03/13 - Direction des Sports</b>  <b>Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2650T12 concernant l'analyse de l'air dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°2650T12 relatif à l'analyse de l'air dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier est passé avec la société POLE AIR. Cet avenant concerne la mise en place de contrôles supplémentaires en matière d'analyse de l'air dans les piscines Poséidon et les</p>	275

Néréides. Le présent avenant s'élève à 1 058,33 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 9 199,29 € H.T.	
<b>N°D2013-100 - 01/03/13 - Direction des Sports</b>	277
<b>Décision relative à un avenant-transfert n°1 au marché n°3037DS12 concernant la réalisation d'un parking mutualisé à Lattes</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°3037DS12 doit être passé en vue du transfert à la société COLAS Midi-Méditerranée des prestations exercées jusqu'alors par la société SACER Sud-Est.	
<b>N°D2013-101 - 12/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	279
<b>Décision relative au marché n°3221DE13 d'impression et routage du magazine économique Montpellier Unlimited</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3221DE13 de services est passé avec la SARL CHIRRIPO sise à PEROLS pour le lot 1 impression et avec l'entreprise ROUTAGE SERVICES sise à MILLAU pour le lot 2 routage. Ce marché concerne l'impression (lot 1) et le routage (lot 2) du magazine Montpellier Unlimited pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La durée du marché est de 12 mois à compter de sa notification. Le montant du marché s'élève à 70 000 € H.T. pour le lot 1 et 50 000 euros H.T. pour le lot 2.	
<b>N°D2013-102 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>	281
<b>Décision relative à marché n°3192GD12 de mission de contrôle des vibrations ressenties sur le site de l'ISDnd de CASTRIES dues aux tirs de mines de la carrière mitoyenne</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3192GD12 de services est passé avec la société VENATECH sise 23 boulevard de l'Europe 54503 VANDOEUVRE cedex. Ce marché concerne une mission de contrôle des vibrations ressenties sur le site de l'ISDnd de CASTRIES dues aux tirs de mines de la carrière mitoyenne. Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin en décembre 2014. Le montant du marché s'élève à 22 800,00€ H.T.	
<b>N°D2013-103 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>	283
<b>Décision relative à un marché de travaux n°3234GD13 d'aménagement d'un merlon paysager sur le site de l'unité de méthanisation AMETYST</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3234GD13 de travaux est passé avec la société BUESA sise ZI René GOMEZ, 34500 BEZIERS. Ce marché concerne les travaux d'aménagement d'un merlon paysager sur le site de l'unité de méthanisation AMETYST. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'1 mois maximum. Le montant du marché s'élève à 21 460,00 € H.T.	
<b>N°D2013-104 - 06/03/13 - Direction de la Culture</b>	285
<b>Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition de 26 tableaux de Philippe Martineau à la médiathèque Albert Camus</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat de prêt de 26 œuvres de Mr. Philippe MARTINEAU est conclu avec M. Philippe MARTINEAU. Ce contrat est conclu à titre gratuit. Il prend effet à compter du 1 <sup>er</sup> mars 2013 jusqu'au 26 mars 2013.	
<b>N°D2013-106 - 28/02/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	287
<b>Décision relative à l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du Chenal de la Lironde à Lattes - Exclusion des parcelles CX n° 31 et 32</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du chenal de la Lironde en date du 29 mars 2011 est passé avec M. Jean-Louis ARGUEL, portant exclusion des parcelles sises Commune de Lattes et cadastrées section CX n° 31 et 32. Les autres articles de la convention initiale demeurent inchangés.	
<b>N°D2013-107 - 28/02/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	289
<b>Décision d'ester en justice 'Le Pioufle - ligne n°3 du tramway'</b>	
<b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés et SCP Charrel et Associés suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1300258-10 près du Tribunal Administratif de Montpellier le 10 janvier 2013 par Madame Le Pioufle consécutivement à une chute corporelle dont elle a été victime et ce, dans le cadre de la construction de la ligne n°3 du tramway.	
<b>N°D2013-108 - 06/03/13 - Direction de la Culture</b>	290
<b>Décision relative à la location du film 'Nahla' de l'association 'Regards sur le cinéma algérien' à la médiathèque Jean Jacques ROUSSEAU</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat de cession de droits est conclu avec l'association "Regards sur le cinéma algérien" à l'occasion de la projection et la rencontre autour du film "Nahla" du réalisateur Farouk Belloufa à la médiathèque Jean Jacques ROUSSEAU pour un montant de 200 euros.	
<b>N°D2013-109 - 06/03/13 - Direction de la Culture</b>	292
<b>Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition de 16 œuvres de papiers de riz avec collages, encre de chine et couleurs de Jean Millon à la médiathèque Albert Camus</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat de prêt de 16 œuvres pour l'exposition « 16 œuvres de papiers de riz avec	



collages, encre de chine et couleurs » est conclu avec M. Jean MILLION. Le prêt est conclu à titre gratuit. Il prendra effet à compter du 4 juin 2013 jusqu'au 2 juillet 2013. La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 4 050€ pour la période du 4 juin 2013 au 2 juillet 2013.	
<b>N°D2013-111 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b> <b>Décision relative à un marché n°3249GD13 d'entretien des vêtements de travail de la Régie de collecte</b>	294
<b>Objet :</b> Un marché à procédure adaptée n°3249GD13 est conclu avec la société ELIS Provence, sise à Nîmes. Ce marché concerne l'entretien des vêtements de travail des agents de la Régie de collecte des déchets ménagers. Le montant du marché s'élève à 19 182,18 € H.T.. Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.	
<b>N°D2013-112 - 12/03/13 - Direction de la Culture</b> <b>Décision relative à la modification du règlement intérieur à destination du public du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération</b>	296
<b>Objet :</b> Le règlement intérieur à destination du public du réseau des médiathèques est modifié. Le nouveau règlement intérieur prendra effet à la date de sa signature, et sera diffusé et affiché au sein des médiathèques du réseau ainsi que sur tout support, papier et numérique.	
<b>N°D2013-113 - 06/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b> <b>Décision relative à une convention d'occupation du domaine public avec l'ESBAMA dans le cadre de l'opération résidence d'artiste au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>	297
<b>Objet :</b> Dans le cadre de l'opération « résidence d'artiste agissant dans le domaine du numérique au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega, dédiée au NTIC, une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier pour une période de 12 mois à compter du 1er février 2013, soit jusqu'au 31 janvier 2014. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'ESBAMA pour la surface de 12,34 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 153,14 €.	
<b>N°D2013-114 - 06/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b> <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la SAS REXEL FRANCE dans la ZAC Garosud</b>	299
<b>Objet :</b> La candidature de la société REXEL FRANCE est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Garosud. Elle est candidate à l'acquisition du lot 1A de 6 102 m² pour y construire un bâtiment de bureaux et stockage ainsi qu'une surface commerciale professionnelle de 2 243,30 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 051 m². La société projette un effectif de 42 personnes dans 3 ans.	
<b>N°D2013-116 - 12/03/13 - Direction de la Culture</b> <b>Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de dix-neuf films de la Société ADL Production</b>	301
<b>Objet :</b> Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec la société ADL Production. Le contrat est conclu pour une durée de 10 ans, pour la somme forfaitaire de 6 464 €. Le contrat concerne l'achat des droits non commerciaux et non exclusifs des 19 films suivants : « La Terre des Artifices », « Les Gens de Thau », « Balade en Pays Protestant », « Alger, au temps des 'Vraies Richesses' », « Edmond Charlot, éditeur », « La Camargue par les cornes », « L'apprenti mangaka », « Les tribulations d'une triplète », « La fièvre de la Daurade », « La Prima Auba », « Jeux de regards », « Sardanajazz », « Sinhes », « Et pourtant elle tourne ! », « La Souricière », « Mise en examen », « Jour de parloir », « Le Juge de Paix », « Parole d'Evangile ».	
<b>N°D2013-117 - 06/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b> <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPECIFIC POLYMERS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha</b>	303
<b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société SPECIFIC POLYMERS pour une période de six mois à compter du 28 février 2013 soit jusqu'au 31 août 2013. La redevance mensuelle à payer par la société SPECIFIC POLYMERS pour la surface de 106,70 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 642,90 euros H.T.	
<b>N°D2013-120 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b> <b>Décision relative à un avenant n°1 au marché de prestations intellectuelles n°2840GD11 pour la réalisation de l'audit technique et financier du contrat de DSP d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST</b>	305
<b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°2840GD11 de prestations intellectuelles est passé avec les sociétés NALDEO sise 2 boulevard VAUBAN, 78 182 Saint QUENTIN en YVELINES et FINANCES CONSULT sise à PARIS. Cet avenant concerne la réalisation en tranche ferme d'une	

partie des missions prévues en tranche conditionnelle 1, la réalisation de missions complémentaires, ainsi que la prolongation de la durée de la tranche ferme jusqu'au 31 mars 2013 et l'augmentation en conséquence du montant de la tranche ferme. Le présent avenant s'élève à 6 200,00 € H.T., soit 4,06 % d'augmentation du montant initial du marché. Le nouveau montant des tranches ferme et conditionnelle n°1 du marché s'élève respectivement à 102 145,00 € H.T. et 10 575 € H.T.

N°D2013-121 - 04/03/13 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel portail de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE**

**Objet :** Un contrat de maintenance et de support informatiques est conclu avec la société ATEXO sise à Paris. Ce contrat concerne le logiciel portail de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE utilisé par les Directions des Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les communes ayant signé une convention de mise à disposition de ce service. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 5 023,20 € T.T.C.

N°D2013-122 - 14/03/13 - Direction des Sports

**Décision relative à un marché n°3255DS13 concernant une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la restructuration de terrain de rugby en gazon synthétique**

**Objet :** Un marché n°3155DS13 est passé avec la société NOVAREA sise à GELLAINVILLE (28). Ce marché concerne la mise en œuvre d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la restructuration de terrain de rugby en gazon synthétique ainsi que d'une mission de diagnostic et de contrôle technique en cours de préparation et d'exécution des travaux. Le marché prend effet à compter de sa notification, sauf renonciation du titulaire. Sa durée est de 8 semaines à compter de l'ordre de service. Le montant du marché s'élève à 20 150,00 € H.T.

N°D2013-123 - 18/03/13 - Service de Proximité et de Solidarité

**Décision relative au marché n°2450PS de fournitures de cercueils, capitons et accessoires - lot n°1**

**Objet :** Un avenant au marché n°2450 PS - lot n° 1 doit être passé en vue du transfert à la société BERNIER Frères des prestations exercées jusqu'à lors par la société MCGM.

N°D2013-124 - 04/03/13 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un marché n°3214RI12 d'acquisition de licences Alfresco Enterprise**

**Objet :** Un marché d'acquisition de licences Alfresco Enterprise est conclu avec la société STARXPRT sise à Lyon. Ce marché concerne le renouvellement des licences Alfresco Enterprise Content Management utilisées pour la gestion électronique de documents ainsi que la souscription au support technique. Ce marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations pour une durée d'1 an. Le montant du marché est compris entre un minimum de 10 000 € H.T. et un maximum de 45 000 € H.T.

N°D2013-125 - 28/02/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de surface pour l'implantation d'un poste de transformation de courant électrique et d'une servitude de tréfonds pour les câbles souterrains - Parcelle cadastrée section AR n° 172 - Commune de Castelnau le Lez**

**Objet :** Une convention de servitude pour la mise à disposition d'un terrain d'une superficie de 16,50 m2 est consentie par la Communauté d'Agglomération à ERDF sise à Paris La Défense Cedex, représentée par Monsieur Benjamin AMBEC. Cette convention autorise l'implantation d'un poste de transformation et tous ses accessoires, notamment les câblages souterrains alimentant le réseau de distribution publique, sur la parcelle cadastrée section AR n°172, conformément au plan annexé. La présente convention est consentie par la Communauté d'Agglomération à titre gratuit eu égard à l'usage que la Communauté d'Agglomération pourra en avoir ultérieurement.

N°D2013-126 - 28/02/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics au profit de la Communauté d'Agglomération sur la parcelle cadastrée section BR n° 223 - Commune de Lattes**

**Objet :** Une convention de servitude de passage perpétuel d'accès ainsi qu'un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations ou autre éléments nécessaires aux réseaux secs et humides, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la Société MONPASS, représentée par M Marc Grégoire son gérant, sur la parcelle sise à Lattes, elle concerne la parcelle cadastrée section BR n° 223. La présente convention est consentie à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

307

309

311

312

314

316

<p>N°D2013-127 - 28/02/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision d'ester en justice 'SAIDI Alain'</b>  <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°1205646-4 le 28 décembre 2012 près le tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Alain Saidi tendant à obtenir indemnisation pour préjudice commercial subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.</p>	318
<p>N°D2013-128 - 28/02/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision d'ester en justice 'Arnal Christian'</b>  <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête en référé expertise médicale n°1300381-10 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 17 janvier 2013 par Monsieur Christian Arnal tendant à la désignation d'un expert consécutivement à une chute corporelle dont il a été victime sur le chantier de la ligne n°3 du tramway.</p>	319
<p>N°D2013-129 - 04/03/13 - Direction des Ressources Informatiques  <b>Décision relative à un avenant à la convention d'accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS</b>  <b>Objet :</b> Un avenant à la convention d'accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES sise à Rennes. Cet avenant concerne le logiciel REGARDS installé à la Direction des Finances. Cet avenant prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant maximum annuel de cet avenant s'élève à 3 537,22 € T.T.C. Le nouveau montant annuel de la convention s'élève donc à 8 377,18 € T.T.C.</p>	320
<p>N°D2013-130 - 28/02/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision d'ester en justice 'ALZIEU'</b>  <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "SCP Vinsonneau, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°13MA00248 le 21 janvier 2013 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par les consorts Alzieu contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 9 novembre 2012 rejetant leur demande d'indemnisation consécutivement aux travaux d'élargissement de l'Avenue Mas de Rochet à Castelnau le Lez.</p>	322
<p>N°D2013-131 - 04/03/13 - Direction des Ressources Informatiques  <b>Décision relative à un contrat de maintenance et d'assistance du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES sise à Rennes. Ce contrat concerne le logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS installé à la Direction des Finances. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 4 553,84 € T.T.C.</p>	323
<p>N°D2013-132 - 08/03/13 - Direction de la Culture  <b>Décision relative à l'achat du spectacle Joanda au Théâtre Pierre Tabard dans le cadre du Printemps Occitan</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Joanda donné le 23 mars 2013 au Théâtre Pierre Tabard dans le cadre du Printemps Occitan. Ce marché est conclu avec l'Association des Amis du Théâtre Pierre Tabard, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 800 € T.T.C.</p>	325
<p>N°D2013-133 - 28/02/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel  <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Lattes - Parcelles cadastrées section EB n° 71 et 218</b>  <b>Objet :</b> Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Alain SENEGAS concernant une emprise de 23 450 m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées section EB n° 71 et 218 situées sur la Commune de Lattes au lieu-dit Tournefort. Cette convention est passée pour une durée de DOUZE mois à compter du jour d'occupation des terrains. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de 2 300 €.</p>	327

<p><b>N°D2013-135 - 08/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAIOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAIOS pour une période de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, soit jusqu'au 30 septembre 2013. A compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société IMAIOS pour la surface de 92,98 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 329,61 euros.</p>	329
<p><b>N°D2013-136 - 08/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IVAOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IVAOS pour une période de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013, soit jusqu'au 28 février 2014. A compter du 1<sup>er</sup> mars 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société IVAOS pour la surface de 22,16 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 294,28 euros.</p>	331
<p><b>N°D2013-138 - 14/03/13 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un marché n°3262DC13 de travaux d'aménagement scénographique d'un espace ouvert au public pour l'exposition 'L'architecture maçonnique du 18<sup>ème</sup> siècle à nos jours' à la Médiathèque Centrale d'Agglomération de Montpellier Emile Zola</b>  <b>Objet :</b> Un marché de travaux n°3262DC13 est passé avec l'entreprise Les Ateliers du Sud, sis Route de Mauguio à LANSARGUES. Ce marché concerne l'aménagement scénographique d'un espace ouvert au public pour l'exposition « L'architecture maçonnique du 18<sup>ème</sup> siècle à nos jours », présentée à la Médiathèque Centrale d'Agglomération de Montpellier Emile Zola de mai à juillet 2013. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 49 811,96 € T.T.C.</p>	333
<p><b>N°D2013-139 - 08/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, soit jusqu'au 31 mars 2014. A compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société QUALTERA pour la surface de 220,64 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 930,10 euros.</p>	335
<p><b>N°D2013-140 - 12/03/13 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition De la tête et du cœur à la médiathèque Aimé Césaire</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de prêt de l'exposition « De la tête et du cœur » est conclu avec M. Philippe Aubry, à titre gratuit. Cette exposition est présentée à la médiathèque Aimé Césaire du 9 avril au 18 mai 2013.</p>	337
<p><b>N°D2013-143 - 04/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester concernant l'affaire Savignac</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à un dépôt de plainte relatif à un détournement de fonds publics. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à comparaître devant le tribunal correctionnel de Montpellier le 6 mars 2013. La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.</p>	338
<p><b>N°D2013-147 - 12/03/13 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative au prêt à titre gratuit de 29 photographies de Jean-Louis BEC dans le cadre de l'exposition 'Côté Jardin côté cours' à la médiathèque Albert Camus</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de prêt d'œuvres est conclu avec Jean-Louis BEC dans le cadre de l'exposition "Côté Jardin côté cours" à la médiathèque Albert Camus. Ce prêt est consenti à titre gratuit pour 29 photographies NB encadrées.</p>	339
<p><b>N°D2013-148 - 12/03/13 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative au prêt à titre gratuit d'œuvres pour l'exposition 'l'Art Postal, Carnets de voyage'</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de prêt d'œuvres pour l'exposition « L'Art postal, Carnets de voyage » est conclu au bénéfice du collège Gaston Doumergue, Sommières. Les prêts de l'exposition de « l'Art postal Carnets de voyage » prendront effet à compter du 20 mars au 10 avril 2013. Le prêt des œuvres est consenti à titre gratuit.</p>	341



<p><b>N°D2013-149 - 12/03/13</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision d'ester en justice 'Pascal Heymes'</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°1300897-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Pascal Heymes contre la délibération du Conseil d'Agglomération du 20 décembre 2012 relative à la taxe d'habitation : application de l'article 17 de la loi de finances rectificative pour 2012.</p>	343
<p><b>N°D2013-153 - 12/03/13</b> - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p><b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société REPAR'STORES sur le parc Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas</b></p> <p><b>Objet :</b> La candidature de la société REPAR'STORES est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Marcel Dassault. Son activité est la fabrication de volets roulants, le négoce de gros et la formation professionnelle et activité de franchiseur. Elle est candidate à l'acquisition du lot 21 de 2 595 m². L'entreprise projette un effectif de 13 personnes dans 3 ans.</p>	344
<p><b>D2013-155 - 12/03/13</b> - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p><b>Décision relative à un avenant réduisant la surface de locaux occupés par le pôle mondial de compétitivité EAU, en abrégé Pôle EAU, au sein du bâtiment MIBI</b></p> <p>Le Pôle EAU disposant d'une surface de 155,50 m² a demandé l'autorisation de restituer un plateau de 29,20 m² initialement pris à bail et qui est resté inoccupé compte tenu de changements dans le déploiement des effectifs du service. Considérant qu'il peut être donné une suite favorable à cette demande, le Pôle EAU est autorisé à restituer le bureau 2.33 pour une surface totale de 29,20 m² à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013. A compter de cette date, la surface occupée par le Pôle EAU passe de 155,50 m² à 126,30 m² et le loyer mensuel hors taxes à payer par le Pôle EAU pour la surface occupée dans le bâtiment MIBI s'élève à 1 612,85 euros.</p>	346
<p><b>N°D2013-166 - 21/03/13</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision d'ester en justice 'Le Sas le Comptoir Italien'</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats la "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SAS le Comptoir Italien contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier relatifs à l'application de la redevance spéciale des déchets non ménagers.</p>	348
<p><b>N°D2013-167 - 21/03/13</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision d'ester en justice 'La SAS Le Comptoir du Boucher'</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par "La SAS Le Comptoir du Boucher" contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier relatifs à l'application de la redevance spéciale des déchets non ménagers.</p>	349
<p><b>N°D2013-168 - 21/03/13</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision d'ester en justice 'La SAS Le Comptoir des Brasseurs'</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SAS Le Comptoir des Brasseurs contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 relatifs à la redevance spéciale des déchets non ménagers émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</p>	350
<p><b>N°D2013-169 - 21/03/13</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision d'ester en justice 'la SAS Odyssée Pirates'</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SAS Odyssée Pirates contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et relatifs à l'application de la redevance spéciale des déchets non ménagers.</p>	351
<p><b>N°D2013-181 - 19/03/13</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision relative à la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 25 mars 2013 - Avis sur la modification du règlement de service relatif à l'eau potable et sur le projet de recherche et développement concernant la télé relève</b></p> <p><b>Objet :</b> Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la saisine de la Commission Consultative des Services Publics Locaux afin qu'elle émette un avis sur la modification des règlements de service applicables en matière d'eau potable et concernant le projet de recherche et développement à intervenir concernant la télé relève dans le domaine de l'eau potable, lors de sa séance du 25 mars 2013.</p>	352



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de cession de droits d'auteur avec Claire Bigard-Feuillard**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11356 du 17 janvier 2013 relative à l'élection de Madame Josette CLAVERIE en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2013-5 du 12 février 2013 portant délégation de signature à Madame Josette CLAVERIE dans le domaine « Archéologie, Site archéologique Lattara, musée Henri Prades et Culture Occitane »,
- **CONSIDÉRANT** que Claire Bigard-Feuillard a réalisé en 2012 six planches de bandes dessinées destinées à être présentées dans le cadre de l'exposition « Une Odyssée gauloise », et est, en tant qu'auteur, propriétaire exclusif des images.
- **CONSIDÉRANT** que le Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades souhaite faire figurer ces planches de bandes dessinées dans son catalogue d'exposition, sur des cartes postales ainsi que dans divers supports de communication.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestation de service est passé avec Claire Bigard-Feuillard.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la cession des droits d'auteur pour six planches de bandes dessinées, autorisant leur reproduction dans tout support de communication interne ou externe du Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades, ainsi que dans le catalogue de l'exposition « Une Odyssée gauloise » et sur les cartes postales en vente à sa boutique.

**ARTICLE 3 :** La cession est consentie pour tout le temps que durera la propriété littéraire et artistique de l'auteur d'après la législation française (soit une durée de 70 après le décès de l'auteur), y compris, le cas échéant, les prolongations légales qui pourraient être apportées à cette durée.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 600 € H.T. (717,60 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Madame Josette CLAVERIE, Vice-présidente déléguée à l'Archéologie, au Site archéologique Lattara, musée Henri Prades, et à la Culture occitane, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2013-5 du 12 février 2013 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-10
Reçue en Préfecture le	06/03/2013
Affichée le	07/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC146321-CC

Fait à Montpellier, le 06.03.2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3158GD12 pour le contrôle externe de la mise en oeuvre de la couverture définitive de l'ISDND de CASTRIES - Essais de la perméabilité**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de vérifier par des essais la perméabilité de la couverture définitive du casier n°1 de l'Installation de Stockage de Déchets ménagers et assimilés non Dangereux (ISDnD) de Castries.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le marché n°3158GD12 de prestations intellectuelles est conclu avec la société BURGEAP, sise 940 route de l'aérodrome, BP51260, 84911 AVIGNON cedex 9.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation des essais de perméabilité sur la couverture définitive du casier n°1 de l'Installation de Stockage de Déchets ménagers et assimilés non Dangereux (ISDnD) de Castries pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet pour une période courant de sa notification jusqu'au 30 septembre 2014.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 9 600,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur Christian VALETTE Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature..

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-31
Reçue en Préfecture le	08.03.13
Affichée le	08.03.13
Notifiée le	
Identifiant	LNC 140772-AJ

Fait à Montpellier, le

06.03.13

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°2 de transfert au marché n°2223DC10 de la société Aegitna LR à la société Agence de Sécurité Intégrale pour le gardiennage du Musée Fabre à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame BIGAS dans le domaine « Culture, enseignements artistiques »,
- VU le marché n°2223DC10 concernant le gardiennage du Musée Fabre.
- VU la cession avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2012, du marché n°2223DC10 de gardiennage du musée Fabre à la société A.S.I Agence de Sécurité Intégrale, immatriculée au RCS CRETEIL sous le n°B 520 931 593, dans le cadre de l'acte de cession de fonds de commerce emportant cession de droit au bail.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°2223DC10 doit être passé en vue du transfert à la société Agence de Sécurité Intégrale des prestations exercées jusqu'alors par Aegitna LR.

**ARTICLE 2** : Madame BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-39
Reçue en Préfecture le	08.03.12
Affichée le	08.03.12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 14 7204 - AU

Fait à Montpellier, le

08 Mars 2012

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la mise en location d'une maison d'habitation située 99 rue Charles Gounod sur une parcelle cadastrée OC 0130 Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, ,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux; Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de locaux à usage d'habitation sur la Commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'optimiser le patrimoine immobilier du domaine privé de Montpellier-Agglomération,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de location est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur MURCIANO Patrice, 99 rue Charles Gounod, 34070 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Le contrat de location concerne une maison d'habitation située au 99, rue Charles Gounod, sur la commune de Montpellier (34070), d'une surface de 122 m<sup>2</sup> (cent-vingt-deux mètres carrés) habitables, composée d'un étage sur rez de chaussée et sous-sol comprenant au sous-sol une cave, au rez de chaussée un séjour, une cuisine américaine, une buanderie, une chambre, un WC, une salle d'eau et terrasses, à l'étage trois chambres, un bureau, une salle de bains, une terrasse et un terrain autour en nature de jardin.

**ARTICLE 3** : Le contrat est conclu pour une durée de 6 ans et prendra effet à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le montant mensuel du loyer s'élève à 1039,74 euros (mille trente neuf euros et soixante quatorze centimes) charges comprises (hors abonnement individuel eau, gaz, électricité...). Le loyer pourra être révisé tous les ans en fonction de l'indice INSEE de référence des loyers à la date d'anniversaire du contrat de location.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé(e) à signer le contrat le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2013-50
Reçue en Préfecture le	08/03/2013
Affichée le	08/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC 147568 . A

Fait à Montpellier, le

04/03/2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
BONZOM RICHARD sur la parc 2000 extension à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 extension : la société BONZOM RICHARD représentée par Monsieur et Madame Richard BONZOM est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot C5 de 1 987 m<sup>2</sup> pour y construire un bâtiment de bureaux de 692 m<sup>2</sup> de SHON dont 200 m<sup>2</sup> affectée à la location pour de l'activité tertiaire. Cette parcelle a une SHON maximale de 985 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société ELA INNOVATION dont l'activité est la conception électronique et RFID. La société prévoit 15 emplois à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI BONZOM RICHARD ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme, est approuvé.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué dans le domaine MMT – Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-55
Reçue en Préfecture le	06/03/2013
Affichée le	07/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	NC 147592-AJ

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché d'assurance Dommages Ouvrage Constructeur  
Non Réalisateur pour l'extension de l'Aquarium Mare Nostrum**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur/Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignement Artistique »,

**CONSIDÉRANT** que la SERM agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé l'extension de l'Aquarium Mare-Nostrum comprenant un amphithéâtre, des espaces supplémentaires pour accueillir des bassins et des expositions temporaires, ainsi qu'une extension de la boutique,

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des caractéristiques de ce bâtiment il est apparu nécessaire de contracter une assurance construction « Dommages Ouvrages Constructeur Non Réalisateur » afin de gérer au mieux les risques de nature décennale susceptibles de l'affecter,

**CONSIDÉRANT** la procédure menée par la SERM conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics et les négociations menées dans le cadre de cette procédure avec la société Gras Savoye

**CONSIDÉRANT** le rapport d'analyse des offres établi le 17 décembre 2012,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché d'assurance Dommages Ouvrage Constructeur Non Réalisateur est passé avec la société Gras Savoye domiciliée 33-34 quai de Dion-Bouton 92814 Puteaux

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'extension de l'aquarium Mare Nostrum du pôle ludique Odysseum à Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet le lendemain du paiement de la prime provisionnelle. Sa durée est de 10 ans à compte de cette date.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 54 047,37 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Thierry LAGET, Directeur Général de la SERM, titulaire du mandat d'études et de réalisation, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.


**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-62
Reçue en Préfecture le	08.03.12
Affichée le	08.03.12
Notifiée le	
Identifiant	UHC 147707-CC

Fait à Montpellier, le

08 Mars 2013

Mme N. BIGAS

  
Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une donation de deux aquarelles de Jean Joseph Bonaventure Laurens au musée Fabre par un donateur anonyme**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** qu'un donateur anonyme propose de donner à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, deux aquarelles de Jean Joseph Bonaventure Laurens, *la plage de Palavas* et *les étangs de Palavas*.
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de deux aquarelles de Jean Joseph Bonaventure Laurens, *la plage de Palavas* et *les étangs de Palavas*.

**ARTICLE 2 :** Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3 :** Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-66
Reçue en Préfecture le	07/03/2013
Affichée le	07/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UC 147696.AJ

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3174RI12 de  
maintenance de la solution de messagerie Zimbra**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur P. MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur P. MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens internes »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour la maintenance de la solution de messagerie Zimbra,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3174RI12 de fournitures courantes et services est passé avec la société Starxpert à Lyon.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la maintenance de la solution de messagerie Zimbra.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'1 an, renouvelable 2 fois.

**ARTICLE 4 :** Le montant minimum annuel du marché s'élève à 10 000 € H.T et le maximum annuel à 40 000€ H.T.

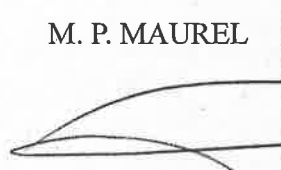

**ARTICLE 5 :** Monsieur P. MAUREL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-77
Reçue en Préfecture le	12.03.2013
Affichée le	12.03.2013.
Notifiée le	
Identifiant	LNC147975-AU

Fait à Montpellier, le 11.03.2013.

M. P. MAUREL

  
  
 Vice-Président de la Communauté  
 d'Agglomération de Montpellier, délégué  
 aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
 Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire  
du Domaine Public - Musée Fabre - Association Champ Libre**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques»,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la 8<sup>ème</sup> édition du Festival des Architectures Vives organisée par l'Association Champ Libre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée par l'Association Champ Libre afin d'occuper des locaux du musée Fabre de Montpellier Agglomération,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise, par convention ci-jointe, l'occupation par l'Association Champ Libre de locaux situés au musée Fabre de Montpellier Agglomération, dans le cadre de relations de partenariat entre ces deux structures culturelles.

**ARTICLE 2** : L'occupation concerne la cour de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, Département des Arts décoratifs du musée Fabre de Montpellier Agglomération, situé 6 bis rue Montpelliéret à Montpellier.

**ARTICLE 3** : L'occupation est autorisée du 6 au 17 juin 2013.

**ARTICLE 4** : Compte tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Madame Nicoel BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-86
Reçue en Préfecture le	07/03/2013
Affichée le	07/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UAC 148183-AU

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3165GD12 de pompage et transport  
des eaux de lavage des véhicules de collecte depuis la plateforme  
d'exploitation de la Régie de collecte de Pignan vers MAERA**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés publics,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de procéder au pompage des eaux de lavage des véhicules de collecte de la plateforme de Pignan, dans l'attente de la réalisation d'une installation de traitement sur site.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché à procédure adaptée n°3165GD12 est passé avec la société SRA SAVAC, ZAC de Tournezy, 91 rue Maurice le boucher, 34078 Montpellier Cedex 03.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le pompage, le transport, et le traitement à MAERA des eaux de lavage des véhicules de collecte du site de Pignan de la Régie de collecte.

**ARTICLE 3** : Le marché est estimé à 30 000 € H.T., soit 35 880 € T.T.C., sur la base d'un coût unitaire de pompage, transport et traitement de 41,95 € H.T par mètre cube d'eau de lavage.

**ARTICLE 4** : Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la mise en service de l'installation traitement des eaux sur le site d'exploitation de la Régie de collecte à Pignan. Cette mise en service est prévue courant juin 2013.

**ARTICLE 5** : Monsieur Christian VALETTE Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-89
Reçue en Préfecture le	08.03.13
Affichée le	08.03.13
Notifiée le	
Identifiant	UNC 148265 - AU

Fait à Montpellier, le 06.03.2013

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'achat du spectacle Hamelin

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Hamelin » joué du 30 avril au 5 mai 2013 au théâtre de la Méditerranée La Vista de Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Tchouchak et le Théâtre de la Méditerranée La Vista, Diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1 500 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-90
Reçue en Préfecture le	08/03/13
Affichée le	08/03/13
Notifiée le	
Identifiant	UNC 148272-AU

Fait à Montpellier, le 04.03.13

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Voyage au coeur**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion culturelle,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Voyage au cœur » joué du 4 au 6 avril 2013 à la Maison pour Tous Albert Camus de Montpellier dans le cadre du Festival Théâvida.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Théâvida et la Ville de Montpellier, Diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1 600 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-91
Reçue en Préfecture le	08.03.13
Affichée le	08.03.13
Notifiée le	
Identifiant	UC 148275.AJ

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3225DE13**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR, dans le domaine « du développement économique et de l'emploi »,

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre de la réalisation du magazine économique Montpellier Unlimited, la rédaction des pages du site Internet Montpellier Unlimited nécessite d'être réalisée de façon homogène,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3225DE13 est passé avec l'Agence de Presse JAM.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la rédaction des pages du site économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : Montpellier Unlimited.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 2 800,00 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 22 000,000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 5** : Monsieur Gilbert PASTOR Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n° /	D2013-93
Reçue en Préfecture le	28/02/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC 148294-A011

Fait à Montpellier, le 28 Février 2013 .

M. G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à Montpellier Méditerranée Technopole :  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle La maladie de Sachs**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « La maladie de Sachs » joué les 14 et 15 mars 2013 à l'Esat La Bulle Bleue.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Théâtre de la Remise et l'Esat La Bulle Bleue, Diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

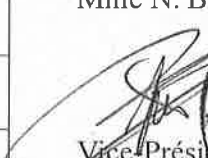
**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-94
Reçue en Préfecture le	08.03.13
Affichée le	08.03.13
Notifiée le	
Identifiant	LNC 148302-AJ

Fait à Montpellier, le 04.03.13

Mme N. BIGAS

 Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention pour la mise à disposition du stade de la Mosson Mondial 98 au Comité du languedoc de Rugby**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n°10284 du Conseil de Communauté du 28 juillet 2011 fixant le tarif de location du stade de la Mosson « Mondial 98 » à Montpellier,
- VU l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « Sports »,
- **CONSIDERANT** la demande du Comité du Languedoc de Rugby d'organiser une rencontre sportive au stade de la Mosson « Mondial 98 » à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer une convention avec le Comité du Languedoc de Rugby pour la mise à disposition du stade de la Mosson « Mondial 98 » à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention est passée avec le Comité du Languedoc de Rugby.

**ARTICLE 2** : Cette convention concerne la mise à disposition du stade de la Mosson « Mondial 98 » à Montpellier.

**ARTICLE 3** : Cette convention de mise à disposition du stade de la Mosson « Mondial 98 » est établie soit pour le 27 avril 2013, soit pour le 28 avril 2013.

**ARTICLE 4** : Cette convention de mise à disposition du stade de la Mosson « Mondial 98 » stipule que le coût de location sera de 20 000 €.

**ARTICLE 5** : Elle stipule que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement le jour de la manifestation ainsi que le nettoyage de l'installation.

**ARTICLE 6** : La convention précise également que le Comité du Languedoc de Rugby assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation, qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-95
Reçue en Préfecture le	28/02/2013
Affichée le	01/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UHC 148381-AV

Fait à Montpellier, le

28 Février 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2650T12 concernant l'analyse de l'air dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-12 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'effectuer des contrôles supplémentaires en matière d'analyse de l'air dans les piscines Poséidon et les Néréides,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°2650T12 relatif à l'analyse de l'air dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier est passé avec la société POLE AIR.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la mise en place de contrôles supplémentaires en matière d'analyse de l'air dans les piscines Poséidon et les Néréides.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 1 058,33 € € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 9 199,29 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jacques MARTIN Vice-Président délégué aux Sports est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-12 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-99
Reçue en Préfecture le	01/03/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC 148577 - AJ

Fait à Montpellier, le 28 février 2013

M. J. MARTIN

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier délégué  
aux Sports



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que, le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant-transfert n°1 au marché n°3037DS12 concernant la réalisation d'un parking mutualisé à Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS »,
- VU le marché n°3037DS12 concernant la réalisation d'un parking mutualisé sur la commune de Lattes,
- VU la cession, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013 du marché n°3037DS12 à la société COLAS Midi-Méditerranée immatriculée sous le n°RCS 38956601900342 dans le cadre de la formalisation de sa substitution à la société SACER Sud-Est en qualité de titulaire dudit marché,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°3037DS12 doit être passé en vue du transfert à la société COLAS Midi-Méditerranée des prestations exercées jusqu'alors par la société SACER Sud-Est.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Jacques MARTIN Vice-Président délégué aux Sports est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-100
Reçue en Préfecture le	01/03/2013
Affichée le	01/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UTC 148582 - AU

Fait à Montpellier, le 28 février 2013

M. J. MARTIN

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier délégué  
aux Sports



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3221DE13 d'impression et routage du magazine économique Montpellier Unlimited**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT, développement économique et emploi »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché d'impression et routage du magazine MONTPELLIER ULIMITED pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3221DE13 de services est passé avec la SARL CHIRRIPO sise à PEROLS pour le lot 1 impression et avec l'entreprise ROUTAGE SERVICES sise à MILLAU pour le lot 2 routage.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'impression (lot 1) et le routage (lot 2) du magazine Montpellier Unlimited pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : La durée du marché est de 12 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 70 000 € H.T. (montant total maximum des commandes) pour le lot 1 et 50 000 euros H.T. pour le lot 2 (montant total maximum des commandes). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Monsieur Gilbert PASTOR Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-101
Reçue en Préfecture le	12.03.13
Affichée le	12.03.13
Notifiée le	
Identifiant	LTC 148592 - A2-11

Fait à Montpellier, le 08.03.2013

M. G. PASTOR

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à Montpellier Méditerranée Technopole  
Développement Economique et Emploi



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à marché n°3192GD12 de mission de contrôle des vibrations ressenties sur le site de l'ISDnd de CASTRIES dues aux tirs de mines de la carrière mitoyenne**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser une mission de contrôle des vibrations ressenties sur le site de l'ISDnd de CASTRIES dues des tirs de mines de la carrière mitoyenne.,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3192GD12 de services est passé avec la société VENATECH sise 23 boulevard de l'Europe 54503 VANDOEUVRE cedex.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne une mission de contrôle des vibrations ressenties sur le site de l'ISDnd de CASTRIES dues aux tirs de mines de la carrière mitoyenne.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin en décembre 2014.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 22 800,00€ H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Christian VALETTE, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature .

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-102
Reçue en Préfecture le	09.03.13
Affichée le	08.03.13
Notifiée le	
Identifiant	UNC148666-AU-1.1

Fait à Montpellier, le 06.03.13

M. C. VALETTE



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché de travaux n°3234GD13 d'aménagement d'un merlon paysager sur le site de l'unité de méthanisation AMETYST**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser des travaux d'aménagement du merlon paysager de l'unité de méthanisation AMETYST.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3234GD13 de travaux est passé avec la société BUESA sise ZI René GOMEZ, 34500 BEZIERS.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les travaux d'aménagement d'un merlon paysager sur le site de l'unité de méthanisation AMETYST.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'1 mois maximum.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 21 460,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur Christian VALETTE Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature .

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-103
Reçue en Préfecture le	08.03.2013
Affichée le	08.03.2013
Notifiée le	
Identifiant	Lnc 148675.Au

Fait à Montpellier, le 06.03.13

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition de 26 tableaux de Philippe Martineau à la médiathèque Albert Camus**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine de la Culture, Enseignements Artistiques,
- **CONSIDERANT** que la médiathèque Albert Camus organisera du 1<sup>er</sup> mars 2013 au 26 mars 2013 une exposition de 26 tableaux de M. Philippe MARTINEAU,
- **CONSIDERANT** qu'il y a nécessité de formaliser à cet effet le prêt à la médiathèque Albert Camus des 26 tableaux susvisés,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat de prêt de 26 œuvres de M. Philippe MARTINEAU est conclu avec M. Philippe MARTINEAU.

**ARTICLE 2 :** Ce contrat est conclu à titre gratuit. Il prend effet à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013 jusqu'au 26 mars 2013.

**ARTICLE 3 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 21 200€ pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2013 au 26 mars 2013, les crédits sont prévus au chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat de prêt visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-104
Reçue en Préfecture le	07/03/2013
Affichée le	07/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC 14871-AU

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du Chenal de la Lironde à Lattes - Exclusion des parcelles CX n° 31 et 32**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°A2012-20 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Lutte contre les inondations »,

**-CONSIDERANT** que par convention d'occupation temporaire du domaine public du chenal de la Lironde en date du 29 mars 2011, Monsieur Jean-Louis ARGUEL, exploitant agricole, a été autorisé à occuper un certain nombre de parcelles appartenant au domaine public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**CONSIDERANT** que les parcelles sises Commune de Lattes et cadastrées section CX n°31 et 32 ne font pas partie du chenal et ne sont que partiellement affectées aux travaux de renforcement des digues du Lez,

**CONSIDERANT** que la partie non affectée aux digues n'appartient pas au domaine public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du chenal de la Lironde en date du 29 mars 2011 est passé avec Monsieur Jean-Louis ARGUEL, portant exclusion des parcelles sises commune de Lattes et cadastrées section CX n°31 et 32.

**ARTICLE 2** : Les autres articles de la convention initiale demeurent inchangés.

**ARTICLE 3** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président délégué à la lutte contre les inondations est autorisé à signer la convention, visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-20 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-106
Reçue en Préfecture le	28/02/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant ~	LNC 14 87 83 - A

Fait à Montpellier, le 28 Février 2013

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice 'Le Pioufle - ligne n°3 du tramway'**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise médicale n°1300258-10 du 10 janvier 2013 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Solange Le Pioufle tendant à la désignation d'un expert consécutivement à une chute corporelle dont elle a été victime dans le cadre des travaux de réalisation du chantier de la ligne n°3 du tramway.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au groupement d'avocats « SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés et « SCP Charrel et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-107
Reçue en Préfecture le	28/02/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UHC 149276 AJ

Fait à Montpellier, le

28 Février 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la location du film 'Nahla' de l'association 'Regards sur le cinéma algérien' à la médiathèque Jean Jacques ROUSSEAU**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics.
- **VU** l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine "Culture et Enseignement Artistique",
- **CONSIDERANT** que l'organisation de manifestations culturelles au sein du réseau des médiathèques d'agglomération relève de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la projection du documentaire « Nahla » à la médiathèque Jean-Jacques ROUSSEAU nécessite l'achat de droits auprès de l'association Regards sur le cinéma algérien.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat d'achat de droits pour la projection du film « Nahla » est conclu avec l'association Regards sur le cinéma algérien.

**ARTICLE 2** : La projection de « Nahla » prendra effet le 23 mars 2013 à la médiathèque Jean-Jacques ROUSSEAU.

**ARTICLE 3** : Madame Nicole BIGAS Vice Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-108
Reçue en Préfecture le	06/03/2013
Affichée le	07/03/2013
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 04.03.13

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier



Identifiant

UNC 148870-CC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition de 16 oeuvres de papiers de riz avec collages, encre de chine et couleurs de Jean Millon à la médiathèque Albert Camus**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine de la Culture, Enseignements Artistiques,
- **CONSIDERANT** que l'exposition « 16 œuvres de papiers de riz avec collages, encre de chine et couleurs » qui se déroule à la médiathèque Albert Camus du 4 juin 2013 au 2 juillet 2013 nécessite le prêt des œuvre de l'exposition susvisée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de prêt de 16 œuvres pour l'exposition « 16 œuvres de papiers de riz avec collages, encre de chine et couleurs » est conclu avec M. Jean MILLION.

**ARTICLE 2** : Le prêt est conclu à titre gratuit. Il prendra effet à compter du 4 juin 2013 jusqu'au 2 juillet 2013.

**ARTICLE 3**: La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 4 050 € pour la période du 4 juin 2013 au 2 juillet 2013, les crédits sont prévus au chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat de prêt visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-109
Reçue en Préfecture le	07/03/2013
Affichée le	07/03 2013
Notifiée le	LNC 148872 AJ

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier





Identifiant

UNC 14872 AU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



04/03/2013

04/03/2013

04/03/2013



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3249GD13 d'entretien  
des vêtements de travail de la Régie de collecte**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés publics,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de conclure un marché pour l'entretien des vêtements de travail des agents de la Régie de collecte.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché à procédure adaptée n°3249GD13 est conclu avec la société ELIS Provence, 156 Rue Robert Maliet, BP 39010, 30 971 Nîmes Cedex 9.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'entretien des vêtements de travail des agents de la Régie de collecte des déchets ménagers.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 19 182,18 € H.T. soit 22 941,84 € T.T.C.

**ARTICLE 4** : Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : Monsieur Christian VALETTE Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-111
Reçue en Préfecture le	08.03.13
Affichée le	08.03.13
Notifiée le	
Identifiant	LNC 148882 -AU

Fait à Montpellier, le 06.03.13

M. C. VALETTE



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la modification du règlement intérieur à destination du public du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'adopter ou modifier le règlement intérieur des services public communautaires.
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine de la Culture, Enseignements Artistiques,
- VU le règlement intérieur à destination du public du réseau des médiathèques d'agglomération du 27 avril 2002, actuellement en vigueur,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'adapter le règlement intérieur susvisé aux pratiques et au contexte actuels, en prenant notamment en compte l'évolution du réseau des médiathèques d'agglomération en termes de maillage des équipements sur le territoire communautaire et d'enrichissement des services offerts aux usagers,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Le règlement intérieur à destination du public du réseau des médiathèques est modifié.

**ARTICLE 2** : Le nouveau règlement intérieur prendra effet à la date de sa signature, et sera diffusé et affiché au sein des médiathèques du réseau ainsi que sur tout support, papier et numérique.

**ARTICLE 3** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le présent règlement intérieur à destination du public du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération, conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-112
Reçue en Préfecture le	12.03.13
Affichée le	12.03.13
Notifiée le	UHC 148900 - AU

Fait à Montpellier, le 12 Mars 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public avec l'ESBAMA dans le cadre de l'opération résidence d'artiste au sein de la pépinière d'entreprises Cap omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°11321 en date du 20 décembre 2012 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU la délibération n°10806 en date du 29 mars 2012 relative à la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention de participation financière FEDER/ESBAMA n°120317 pour l'opération « Résidence d'artiste à la pépinière Cap Omega Montpellier Agglomération »
- VU la convention établie entre l'ESBAMA représentée par M. Philippe REITZ, Directeur Général de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle ESBAMA et M. Michaël SELLAM, artiste sélectionné pour l'opération résidence d'artiste à la pépinière d'entreprises Cap Omega Montpellier Agglomération,
- **CONSIDERANT** qu'à ce titre Monsieur Michaël SELLAM occupera pendant un an un bureau au sein de cap oméga et qu'il convient de formaliser cette occupation,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre l'ESBAMA et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour une période de douze mois à compter du 1<sup>er</sup> février 2013, soit jusqu'au 31 janvier 2014.

**ARTICLE 2 :** L'occupation porte sur un local à usage de bureaux d'une surface totale de 12,34 m<sup>2</sup>, partie du module B035 situé en zone orange au rez-de-chaussée de la pépinière Cap Omega.

**ARTICLE 3 :** A compter du 1<sup>er</sup> février 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'ESBAMA pour la surface de 12,34 m<sup>2</sup> que l'artiste occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 153,14 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

**ARTICLE 4 :** Les autres clauses et conditions du contrat sont précisées dans la convention d'occupation du domaine public visée à l'article 1, jointe à la présente décision.

**ARTICLE 5** : La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature et de fonction.

**ARTICLE 7**: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-113
Reçue en Préfecture le	06/03/2013
Affichée le	07/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UIC.148905.AJ

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de  
la SAS REXEL FRANCE dans la ZAC Garosud**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud : la société REXEL FRANCE représentée par Monsieur Hugues FARJON est une SAS dont l'activité est la distribution de matériel électrique et énergétique. Elle est candidate à l'acquisition du lot 1A de 6 102 m<sup>2</sup> pour y construire un bâtiment de bureaux et stockage ainsi qu'une surface commerciale professionnelle de 2 243,30 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 051 m<sup>2</sup>. La société projette un effectif de 42 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SAS REXEL FRANCE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué dans le domaine MMT – Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-114
Reçue en Préfecture le	07/03/2013
Affichée le	07/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC 149066 -A

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de dix-neuf films de la Société ADL Production**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine "Culture et Enseignement Artistique",
- VU la politique de valorisation des films régionaux et locaux conduite par le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération,
- **CONSIDERANT** que la numérisation de films s'inscrit dans la politique susvisée,
- **CONSIDERANT** que la Société ADL Production propose de vendre les droits non commerciaux et non exclusifs d'une sélection de 19 films présentant tous un intérêt régional,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec la société ADL Production.

**ARTICLE 2** : Le contrat est conclu pour une durée de 10 ans, pour la somme forfaitaire de 6 464,00 €.

**ARTICLE 3** : Le contrat concerne l'achat des droits non commerciaux et non exclusifs des 19 films suivants : « *La Terre des Artifices* », « *Les Gens de Thau* », « *Balade en Pays Protestant* », « *Alger, au temps des 'Vraies Richesses'* », « *Edmond Charlot, éditeur* », « *La Camargue par les cornes* », « *L'apprenti mangaka* », « *Les tribulations d'une triplète* », « *La fièvre de la Daurade* », « *La Prima Auba* », « *Jeux de regards* », « *Sardanajazz* », « *Sinhes* », « *Et pourtant elle tourne !* », « *La Souricière* », « *Mise en examen* », « *Jour de parloir* », « *Le Juge de Paix* », « *Parole d'Evangile* ».

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS Vice Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant de signature;

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-116
Reçue en Préfecture le	12.03.13
Affichée le	12.03.13
Notifiée le	
Identifiant	LNC 149131-CC

Fait à Montpellier, le 11 Mars 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPECIFIC POLYMERS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU les articles L. 5211-10 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11321 du 20 décembre 2012 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> septembre 2007, modifiée par avenants en date du 7 janvier 2010, 13 septembre 2010, 21 mars 2011, 11 octobre 2011 et 1<sup>er</sup> septembre 2012, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société SPECIFIC POLYMERS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 28 février 2013, que la société SPECIFIC POLYMERS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société SPECIFIC POLYMERS pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013, soit jusqu'au 31 août 2013.

**ARTICLE 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> mars 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société SPECIFIC POLYMERS pour la surface de 106,70 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 642,90 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice-Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-117
Reçue en Préfecture le	06/03/2013
Affichée le	07/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC 14 91 84 - A

Fait à Montpellier, le 04.03.13

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n°1 au marché de prestations intellectuelles  
n°2840GD11 pour la réalisation de l'audit technique et financier du  
contrat de DSP d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur, Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser en tranche ferme une partie des missions prévues en tranche conditionnelle 1, de réaliser des missions complémentaires et de prolonger la durée de la tranche ferme:

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°2840GD11 de prestations intellectuelles est passé avec les sociétés NALDEO sise 2 boulevard VAUBAN, 78 182 Saint QUENTIN en YVELINES et FINANCES CONSULT sise 69 rue Saint LAZARE 75009 PARIS.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la réalisation en tranche ferme d'une partie des missions prévues en tranche conditionnelle 1, la réalisation de missions complémentaires, ainsi que la prolongation de la durée de la tranche ferme jusqu'au 31 mars 2013 et l'augmentation en conséquence du montant de la tranche ferme.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 6 200,00 € H.T., soit 4,06% d'augmentation du montant initial du marché.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant des tranches ferme et conditionnelle n°1 du marché s'élève respectivement à 102 145,00 € H.T. et 10 575 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 5** : Monsieur Christian VALETTE, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-120
Reçue en Préfecture le	08.03.2013
Affichée le	08.03.2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC 149175-AU

Fait à Montpellier, le 06.03.2013

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel portail  
de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- VU l'acquisition du logiciel portail de la dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE auprès de la société ATEXO,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ce logiciel à la société ATEXO au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de maintenance et de support informatiques est conclu avec la société ATEXO, 17 boulevard des Capucines, 75002 PARIS.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne le logiciel portail de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE utilisé par les Directions des Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des communes ayant signé une convention de mise à disposition de ce service.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2015.

**ARTICLE 4 :** Le montant annuel de ce contrat s'élève à cinq mille vingt trois euros et vingt cents T.T.C. (5 023,20 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-121
Reçue en Préfecture le	04/03/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC 14 9182 - A

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

M. P. MAUREL

p/o G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3255DS13 concernant une assisatance à maîtrise d'ouvrage pour la restructuration de terrain de rugby en gazon synthétique.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2012-16 du 14 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer une assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la restructuration de terrain de rugby en gazon synthétique ainsi qu'une mission de diagnostic et de contrôle technique en cours de préparation et d'exécution des travaux,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 3155DS13 est passé avec la société NOVAREA sise 38 avenue Louis Pasteur à GELLAINVILLE (28630).

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la mise en œuvre d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la restructuration de terrain de rugby en gazon synthétique ainsi que d'une mission de diagnostic et de contrôle technique en cours de préparation et d'exécution des travaux.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification, sauf renonciation du titulaire. Sa durée est de 8 semaines à compter de l'ordre de service.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 20 150,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Jacques MARTIN Vice-Président délégué aux Sportes est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 14 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-122
Reçue en Préfecture le	14.03.2013
Affichée le	14.03.2013
Notifiée le	
Identifiant	LHC149181_AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13.03.2013

M. J. MARTIN



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°2450PS de fournitures  
de cercueils, capitons et accessoires - lot n°1**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2013-7 du 12 février 2013 portant délégation de signature à Monsieur Renaud CALVAT, dans le domaine « Funéraire »,
- VU le marché n° 2450 PS concernant la « fourniture de cercueils, capitons et accessoires »,
- VU la cession, avec effet au 01 janvier 2013 du marché de cercueils à la société BERNIER FRERES immatriculée sous le n° RCS 483273702 dans le cadre d'une fusion absorption,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°2450 PS doit être passé en vue du transfert à la société BERNIER FRERES des prestations exercées jusqu'alors par MCGM.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Renaud CALVAT, Conseiller Communautaire, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2013-7 du 12 février 2013 portant délégation de signature.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-123
Reçue en Préfecture le	18/03/2013
Affichée le	18/03/2013
Notifiée le	L
Identifiant	UNC 149684-AU

Fait à Montpellier, le 15 Mars 2013

M. R. CALVAT

Conseiller Communautaire délégué aux  
Services Funéraires



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3214RI12 d'acquisition de licences Alfresco Enterprise**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- VU la mise en place de la plate-forme de gestion électronique de documents à la Communauté d'Agglomération de Montpellier basée sur le logiciel Alfresco,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 10 décembre 2012,
- **CONSIDERANT** la nécessité de renouveler les licences Alfresco et la souscription au support technique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché d'acquisition de licences Alfresco Enterprise est conclu avec la société STARXPert, 100 rue des Fougères, 69009 LYON.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne le renouvellement des licences Alfresco Enterprise Content Management utilisées pour la gestion électronique de documents ainsi que la souscription au support technique.

**ARTICLE 3 :** Ce marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations pour une durée d'1 an.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché est compris entre un minimum de dix mille euros H.T. (10 000 € H.T.) et un maximum de quarante cinq mille euros H.T. (45 000 € H.T.). Ces dépenses sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 900.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer les marchés visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-124
Reçue en Préfecture le	04/03/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC 149191-A-11

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

M. P. MAUREL p/o G. Pastor



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de surface pour l'implantation d'un poste de transformation de courant électrique et d'une servitude de tréfonds pour les câbles souterrains - Parcelle cadastrée section AR n° 172 - Commune de Castelnau le Lez**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°A2012-21, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Christophe MORALES dans le domaine de l'Urbanisme et de la Politique Foncière,
- VU le projet de convention de servitude au profit de Electricité Réseau Distribution France (ERDF) pour la mise à disposition d'un terrain de 16.50m<sup>2</sup> sur lequel sera installé un poste de transformation et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique conformément au plan annexé à la convention et délimitant l'emplacement réservé à ERDF, sur la parcelle cadastrée Commune de Castelnau le Lez, section AR n°172, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que ce poste est nécessaire à l'alimentation de la Résidence « Le Seize 32 » située au 162 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez et ultérieurement à l'opération qui s'implantera sur les parcelles AR n°173 et 142 appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude pour la mise à disposition d'un terrain d'une superficie de 16.50m<sup>2</sup> est consentie par la Communauté d'Agglomération à ERDF dont le siège social est situé Tour Winterthur, 102 Terrasse Boieldieu, 92085 Paris La Défense Cedex, représentée par Monsieur Benjamin AMBEC agissant en qualité de Directeur de ERDF – Pôle Technique de Montpellier – 382 rue Raimond Trencavel – 34926 Montpellier cedex 9, autorisant l'implantation d'un poste de transformation et tous ses accessoires, notamment les câblages souterrains alimentant le réseau de distribution publique, sur la parcelle cadastrée section AR n°172, conformément au plan annexé.

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à titre gratuit eu égard à l'usage que la Communauté d'Agglomération pourra en avoir ultérieurement.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-21 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-125
Reçue en Préfecture le	28/02/2013
Affichée le	04 103/20 13
Notifiée le	
Identifiant	UMC 149266-AJ

Fait à Montpellier, le 28 Février 2013  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics au profit de la Communauté d'Agglomération sur la parcelle cadastrée section BR n° 223 - Commune de Lattes**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,

- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,

- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,

- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,

- **VU** l'arrêté n°A2012-21, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Christophe MORALES dans le domaine de l'Urbanisme et de la Politique Foncière,

- **VU** le projet de convention de servitude de passage perpétuel pour accéder aux terrains propriétés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sis Commune de Lattes, cadastrés section BR n° 53-55-119-135-139-141-200-202 et 204 ainsi qu'un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations ou autre éléments nécessaires aux réseaux secs et humides, consenti par la Société MONPASS, représentée par Monsieur Marc Grégoire son gérant,

- **CONSIDERANT** qu'afin de permettre le désenclavement, la réalisation de travaux de voirie et de réseaux divers et un usage constant, pour les terrains précités, il est nécessaire d'établir un droit de passage perpétuel en surface et un droit de passage perpétuel en tréfonds pour les canalisations sur le terrain sis Commune de Lattes, cadastré section BR n°223 ;

- **CONSIDERANT** que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande de 10 mètres de largeur et d'une longueur de 140 mètres environ, tel que reporté sur le plan joint,

- **CONSIDERANT** que s'agissant du maintien d'un accès à un ensemble de parcelles qui se trouve enclavé du fait des travaux d'aménagement et de construction, la servitude est consentie à titre gratuit ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude de passage perpétuel d'accès ainsi qu'un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations ou autre éléments nécessaires aux réseaux secs et humides, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la Société MONPASS, représentée par Monsieur Marc Grégoire son gérant, sur la parcelle sise Commune de Lattes, cadastrée section BR n°223.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.



**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-126
Reçue en Préfecture le	28/02/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UMC 149272 - AV

Fait à Montpellier, le

23 Février 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'estimer en justice 'SAIDI Alain'**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1205646-4 le 28 décembre 2012 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Alain Saidi tendant à obtenir indemnisation pour préjudice commercial subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au groupement d'avocats « SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés et « SCP Charrel et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-127
Reçue en Préfecture le	28/02/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC 149278 . AU

Fait à Montpellier, le

28 Février 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice 'Arnal Christian'**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise médicale n°1300381-10 le 17 janvier 2013 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Christian Arnal tendant à la désignation d'un expert suite à une chute corporelle dont il a été victime sur le chantier de la ligne n°3 du tramway.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au groupement d'avocats « SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés et « SCP Charrel et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-128
Reçue en Préfecture le	28/02/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LMC 149280. AV

Fait à Montpellier, le

28 Février 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant à la convention d'accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- VU la décision n°D2012-59 du 05 juin 2012 approuvant la convention d'accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS, d'un montant annuel de 4 839,96 € T.T.C., conclue avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES,
- **CONSIDERANT** la nécessité de bénéficier d'un ou deux jours d'assistance complémentaire pour l'accompagnement méthodologique de ce logiciel et de les confier à la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant à la convention d'accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES, 16 rue de Penhoët, 35000 RENNES.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne le logiciel REGARDS installé à la Direction des Finances.

**ARTICLE 3 :** Cet avenant prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 4 :** Le montant maximum annuel de cet avenant s'élève à trois mille cinq cent trente sept euros et vingt deux cents T.T.C. (3 537,22 € T.T.C.).

**ARTICLE 5 :** Le nouveau montant annuel de la convention s'élève donc à huit mille trois cent soixante dix sept euros et dix huit cents T.T.C. (8 377,18 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

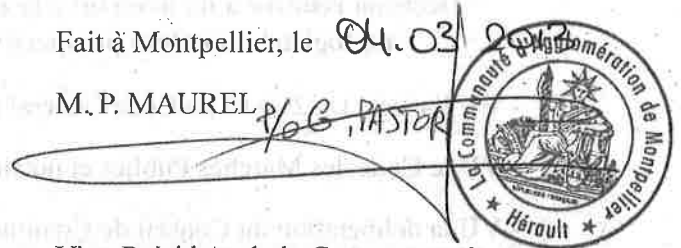
**ARTICLE 6 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-129
Reçue en Préfecture le	04/03/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC149284_A211

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

M. P. MAUREL



Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

## Décision d'ester en justice 'ALZIEU'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°13MA00248 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 21 janvier 2013 par les consorts Alzieu contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 9 novembre 2012 rejetant leur demande d'indemnisation consécutivement aux travaux d'élargissement de l'Avenue du Mas de Rochet à Castelnau le Lez.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats «Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-130
Reçue en Préfecture le	28/02/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC 149379 - AU

Fait à Montpellier, le

28 Février 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de maintenance et d'assistance du  
logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- VU l'acquisition du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS auprès de la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ce logiciel à la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES, 16 rue de Penhoët, 35000 RENNES.

**ARTICLE 2 :** Ce contrat concerne le logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS installé à la Direction des Finances.

**ARTICLE 3 :** Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 4 :** Le montant annuel de ce contrat s'élève à quatre mille cinq cent cinquante trois euros et quatre vingt quatre cents T.T.C. (4 553,84 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-131
Reçue en Préfecture le	04/03/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UC149381 AU-11

Fait à Montpellier, le 04.03.2013

M. P. MAUREL

p/o G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Joanda au Théâtre  
Pierre Tabard dans le cadre du Printemps Occitan**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11356 du 17 janvier 2013 relative à l'élection de Madame Josette CLAVERIE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2013-5 du 12 février 2013 portant délégation de signature à, Madame Josette CLAVERIE dans le domaine « Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération en matière d'aide à la culture occitane,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Joanda* donné le 23 mars 2013 au Théâtre Pierre Tabard dans le cadre du Printemps Occitan.

**ARTICLE 2 :** Ce marché est conclu avec l'Association des Amis du Théâtre Pierre Tabard, Diffuseur.

**ARTICLE 3:** Le montant du marché s'élève à 800 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4:** Madame Josette CLAVERIE, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2013-5 du 12 février 2013 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-132
Reçue en Préfecture le	08.03.2013
Affichée le	08.03.2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC 14 9470 - AU

Fait à Montpellier, le 06.03.2013

Mme J. CLAVERIE

Conseillère disposant d'un mandat  
spécial, déléguée à l'Archéologie, Sites  
archéologiques Lattara, Musée Henri  
Prades et Culture Occitane



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux  
- Commune de Lattes - Parcelles cadastrées section EB n° 71 et 218**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° A 2012-20 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Lutte contre les inondations »,
- VU la convention d'occupation temporaire pour travaux en date du 15 février 2011, consentie par Monsieur Alain SENEGAS, domicilié 113 avenue de Palavas à Montpellier (34000), au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour une durée de vingt quatre mois, relative à l'occupation d'une partie des parcelles cadastrées section EB n°71 et 218, situées sur le territoire de la Commune de Lattes au lieu-dit Tournefort, pour une superficie totale concernée de 23450m<sup>2</sup>, en vue du stockage de matériaux de chantier nécessaire à la réalisation des travaux de renforcement des digues du Lez,
- **CONSIDERANT** que, compte tenu des procédures, les travaux dans les campings ont été repoussés à l'hiver 2012-2013 et qu'il convient donc de signer une nouvelle convention pour une durée d'une année,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Alain SENEGAS concernant une emprise de 23450m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées section EB n°71 et 218 situées sur la Commune de Lattes au lieu-dit Tournefort.

**ARTICLE 2** : Cette convention est passée pour une durée de DOUZE mois à compter du jour d'occupation des terrains.

**ARTICLE 3** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de **deux mille trois cents euros (2 300€)**.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président délégué à la lutte contre les inondations est autorisé à signer la convention, visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A 2012-20 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-133
Reçue en Préfecture le	28/02/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC 149480.AU

Fait à Montpellier, le 28 Février 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAIOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice- Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n°11321 en date du 20 décembre 2012 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2013 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 21 avril 2012 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société IMAIOS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 5 janvier 2010, du 19 janvier 2012 et du 27 avril 2012,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2013 que la société IMAIOS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAIOS pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, soit jusqu'au 30 septembre 2013.

**ARTICLE 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société IMAIOS pour la surface de 92,98 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 329,61 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-135
Reçue en Préfecture le	08/03/2013
Affichée le	08/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC 149595-AU

Fait à Montpellier, le 08/03/2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IVAOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n°11321 en date du 20 décembre 2012 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2013 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 26 février 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société IVAOS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 21 juillet 2011 et du 27 juillet 2012,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 28 février 2013, que la société IVAOS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IVAOS pour une période de douze mois à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013 soit jusqu'au 28 février 2014.

**ARTICLE 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> mars 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société IVAOS pour la surface de 22,16 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 294,28 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-136
Reçue en Préfecture le	08/03/2013
Affichée le	08/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC 149630-AJ

Fait à Montpellier, le 07/03/2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3262DC13 de travaux d'aménagement scénographique d'un espace ouvert au public pour l'exposition 'L'architecture maçonnique du 18<sup>ème</sup> siècle à nos jours' à la Médiathèque Centrale d'Agglomération de Montpellier Emile Zola**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignement Artistiques »,
- **CONSIDÉRANT**, que l'organisation de l'exposition « L'architecture maçonnique du 18<sup>ème</sup> siècle à nos jours », présentée au grand auditorium de la Médiathèque Centrale d'Agglomération de Montpellier Emile Zola de mai à août 2013, nécessite la réalisation de travaux d'aménagements scénographiques,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de travaux n°3262DC13 est passé avec l'entreprise Les Ateliers du Sud, sis Route de Mauguio – 34 130 LANSARGUES.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne l'aménagement scénographique d'un espace ouvert au public pour l'exposition « L'architecture maçonnique du 18<sup>ème</sup> siècle à nos jours », présentée à la Médiathèque Centrale d'Agglomération de Montpellier Emile Zola de mai à juillet 2013.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 49 811,96 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

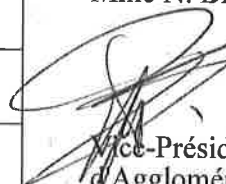
**ARTICLE 5 :** Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 Avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-138
Reçue en Préfecture le	14/03/2013
Affichée le	14/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC149681-AU-11

Fait à Montpellier, le 13/03/2013

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n°11321 en date du 20 décembre 2012 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2013 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 13 avril 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 20 décembre 2010, du 21 juillet 2011, du 17 octobre 2011 et du 23 janvier 2012,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2013, que la société QUALTERA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de douze mois à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013 soit jusqu'au 31 mars 2014.

**ARTICLE 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société QUALTERA pour la surface de 220,64 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 2 930,10 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-139
Reçue en Préfecture le	08.03.2013
Affichée le	08.03.2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC 149718-AJ

Fait à Montpellier, le 07/03/2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition  
De la tête et du cœur à la médiathèque Aimé Césaire**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine de la Culture, Enseignements Artistiques,
- **CONSIDERANT** que l'organisation de l'exposition « De la tête et du cœur », présentée à la médiathèque Aimé Césaire du 9 avril au 18 mai 2013, nécessite le prêt, par Mr Philippe Aubry, de 28 gravures contemporaines,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat de prêt de 28 gravures contemporaines pour l'exposition « De la tête et du cœur » est conclu avec Mr Philippe Aubry.

**ARTICLE 2 :** Le prêt est consenti à titre gratuit. Il prendra effet à compter du 9 avril jusqu'au 18 mai 2013.

**ARTICLE 3 :** Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat de prêt visé à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-140
Reçue en Préfecture le	12.03.13
Affichée le	12.03.13
Notifiée le	
Identifiant	UC 149866-CC

Fait à Montpellier, le 11 Mars 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester concernant l'affaire Savignac**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à un dépôt de plainte relatif à un détournement de fonds publics. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à comparaître devant le tribunal correctionnel de Montpellier le 6 mars 2013.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-143
Reçue en Préfecture le	04/03/2013
Affichée le	04/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UICIS01 68 - AU 11

Fait à Montpellier, le

04 MAR. 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au prêt à titre gratuit de 29 photographies de Jean-Louis BEC dans le cadre de l'exposition 'Côté Jardin côté cours' à la médiathèque Albert Camus**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine de la Culture, Enseignements Artistiques,
- **CONSIDERANT** que l'organisation de l'exposition « Côté jardin, côté cours » présentée à la médiathèque Albert Camus du 16 avril au 14 mai 2013 nécessite le prêt d'œuvres spécifiques,
- **CONSIDERANT** que certaines des photographies réalisées par Mr Jean-Louis BEC s'inscrivent dans le thème de l'exposition susvisée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat de prêt de 29 photographies noir et blanc réalisées par Mr Jean-Louis BEC, destinées à l'exposition « Côté jardin, côté cours » présentée à la médiathèque Albert Camus du 16 avril au 14 mai 2013 est conclu avec Mr Jean-Louis BEC.

**ARTICLE 2 :** Le prêt est conclu à titre gracieux. Il prendra effet du 16 avril au 14 mai 2013.

**ARTICLE 3 :** Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer les contrats de prêts conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-147
Reçue en Préfecture le	12.03.13
Affichée le	12.03.13
Notifiée le	
Identifiant	LMC 151168 - AU

Fait à Montpellier, le 12 Mars 2013  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au prêt à titre gratuit d'oeuvres  
pour l'exposition 'l'Art Postal, Carnets de voyage'**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine de la Culture, Enseignements Artistiques,
- **CONSIDERANT** que le collègue Gaston Doumergue a sollicité la médiathèque Françoise Giroud pour le prêt d'œuvres dans le cadre de l'exposition « L'Art postal, Carnets de voyage » organisée au collège Gaston Doumergue – Sommières, du 20 mars au 10 avril 2013,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de prêt d'œuvres pour l'exposition « L'Art postal, Carnets de voyage » est conclu au bénéfice du collègue Gaston Doumergue, Sommières.

**ARTICLE 2** : Les prêts de l'exposition de « l'Art postal Carnets de voyage » prendront effet à compter du 20 mars au 10 avril 2013.

**ARTICLE 3** : Le prêt des œuvres est consenti à titre gratuit.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer les contrats de prêts conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-148
Reçue en Préfecture le	12.03.13
Affichée le	12.03.13
Notifiée le	
Identifiant	UNC 15 1266-AU

Fait à Montpellier, le 12 Mars 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'estimer en justice 'Pascal Heymes'**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1300897-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 février 2013 par Monsieur Pascal Heymes contre la délibération du Conseil d'Agglomération du 20 décembre 2012 relative à la taxe d'habitation : application de l'article 17 de la loi de finances rectificative 2012.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats «Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-149
Reçue en Préfecture le	12.03.13
Affichée le	12.03.13
Notifiée le	
Identifiant	UNC 15 1275 AU

Fait à Montpellier le 12 Mars 2013  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
REPAR'STORES sur le parc Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Marcel Dassault : la société REPAR'STORES est une SARL dont l'activité est la fabrication de volets roulants, le négoce de gros et la formation professionnelle. Elle est candidate à l'acquisition du lot 21 de 2 595 m<sup>2</sup> pour y construire un immeuble de bureaux et entrepôts de 871 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 297,50 m<sup>2</sup>. L'entreprise projette un effectif de 13 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SARL REPAR'STORES ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué de la commission MMT – Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-153
Reçue en Préfecture le	12.03.13
Affichée le	12.03.13
Notifiée le	
Identifiant	LAC 151467 - A

Fait à Montpellier, le 12 Mars 2013

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant réduisant la surface de locaux occupés par le pôle mondial de compétitivité EAU, en abrégé Pôle EAU, au sein du bâtiment MIBI**

- VU les articles L.5211-10 et L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre payant ou gratuit si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine «MMT : Développement Economique et Emploi»,
- VU le contrat en date du 1<sup>er</sup> juillet 2011 passé entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association « pôle de compétitivité Mondial Eau » en abrégé Pôle EAU pour la prise à bail de locaux d'une surface totale de 155,50 m<sup>2</sup> au sein du MIBI,
- **CONSIDERANT** que le Pôle EAU a demandé par courrier la possibilité de restituer une surface de bureau de 29,20 car elle n'a jamais été occupée du fait que les effectifs en personnel du Pôle Eau n'ont pas été déployés comme prévu initialement,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être donné une suite favorable à cette demande,

DECIDE

**ARTICLE 1** : Un avenant au bail en date du 1<sup>er</sup> juillet 2011 est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le pôle EAU.

**ARTICLE 2** : Cet avenant prévoit la réduction de la surface occupée à partir du 1<sup>er</sup> mars 2013 des 29,20 m<sup>2</sup> du bureau répertorié 2.33 situé au 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment. La surface occupée par le pôle EAU à partir du 1<sup>er</sup> mars 2013 passe ainsi de 155,50 m<sup>2</sup> à 126,30 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Le loyer mensuel hors taxe à payer par le Pôle EAU est modifié en conséquence et s'élève à 1 612,85 euros à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013 conformément à l'avis de France Domaine en date du 12 avril 2011 déterminant le loyer au m<sup>2</sup> applicable au sein du MIBI.

**ARTICLE 4** : Les autres termes du bail initial en date du 1<sup>er</sup> juillet 2011 non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

**ARTICLE 5** : La recette résultant du présent contrat d'occupation est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 6** : Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-155
Reçue en Préfecture le	12.03.13
Affichée le	12.03.13
Notifiée le	
Identifiant	LNC 151485 -AU

Fait à Montpellier, le

12 Mars 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice 'Le Sas le Comptoir Italien'**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SAS le Comptoir Italien contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier relatifs à l'application de la redevance spéciale des déchets non ménagers.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-166
Reçue en Préfecture le	21/03/2013
Affichée le	21/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC 151966-AU

Fait à Montpellier, le 19 Mars 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice 'La SAS Le Comptoir du Boucher'**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la « SAS Le Comptoir du Boucher » contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 relatifs à la redevance spéciale des déchets non ménagers.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-167
Reçue en Préfecture le	21/03/2013
Affichée le	21/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UC 151968 - AU

Fait à Montpellier, le 19 Mars 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice 'La SAS Le Comptoir des Brasseurs'**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SAS le Comptoir des Brasseurs contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 relatifs à la redevance spéciale des déchets non ménagers émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-168
Reçue en Préfecture le	21/03/2013
Affichée le	21/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UC 151970-AU

Fait à Montpellier le 19 Mars 2013  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'este en justice 'la SAS Odysse Pirates'**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à este en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SAS Odyssee Pirates contre les titres exécutoires en date du 2 janvier 2013 relatifs à l'application de la redevance spéciale des déchets non ménagers émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés »

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-169
Reçue en Préfecture le	21/03/2013
Affichée le	21/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	UNC 151974 - AU

Fait à Montpellier le 19 Mars 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 25 mars 2013 - Avis sur la modification du règlement de service relatif à l'eau potable et sur le projet de recherche et développement concernant la télé relève**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.1411-1 et L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté n°2010-3129 du 31 décembre 2010 désignant Monsieur Pierre Bonnal en tant que Vice-Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux,
- **CONSIDERANT** que le Conseil Communautaire doit adopter lors de sa séance du 11 avril 2013 les modifications du règlement de service applicable à l'eau potable et autoriser la signature d'un projet de recherche et développement concernant le service public de l'eau potable,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La saisine de la Commission Consultative des Services Publics Locaux est autorisée afin qu'elle émette un avis sur les modifications du règlement de service concernant l'eau potable et sur le projet de recherche et développement concernant la télé relève dans le domaine de l'eau potable, lors de sa séance du 25 mars 2013.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Pierre Bonnal, Président délégué de la Commission Consultative des Services Publics Locaux est autorisé à signer l'ensemble des actes relatifs à l'organisation de la séance de la Commission Consultative des Services Publics Locaux susvisés.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-181
Reçue en Préfecture le	19/03/2013
Affichée le	20/03/2013
Notifiée le	
Identifiant	LNC 1538 68 - AV 11

Fait à Montpellier, le

19 MAR. 2013

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 3**

**ARRETES**

<b>Arrêté n°2012-131 du 25 mars 2013 :</b> Déversement des eaux usées non domestiques de l'établissement TaM dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	
<b>Arrêté n°2013-14 du 4 avril 2013 :</b> Déversement des eaux usées non domestiques de l'établissement TaM dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2013 à 2018	
<b>Arrêté n°2013-20 du 4 avril 2013 :</b> Délégation accordée aux directeurs et directeur de Pôle à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant du Pôle	
<b>Arrêté n°2013-21 du 4 avril 2013 :</b> Délégation à l'effet de signer tout document permettant aux responsables des piscines, du stade Yves du Manoir, du palais des sports Bougnol, du stade de la Mosson, de porter plainte afin d'obtenir réparation d'un préjudice subi	
<b>Arrêté n°2013-22 du 4 avril 2013 :</b> Délégation accordée aux directeurs et directeur de Pôle à l'effet de signer les attestations de services dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T. relatives aux marchés émanant du Pôle	
<b>Arrêté n°2013-23 du 4 avril 2013 :</b> Délégation à l'effet de signer les bons de commande émanant du pôle Services Publics de l'environnement et des transports dont le montant HT est > ou = à 50000 €	
<b>Arrêté n°2013-24 du 4 avril 2013 :</b> Délégation de signature est accordée à M. Hémain à l'effet de signer les ordres de services relatifs aux marchés émanant de son pôle	
<b>Arrêté n°2013-25 du 4 avril 2013 :</b> Délégation de signature est accordée à M. Ounoughi à l'effet de signer les marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € H.T. formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances, aux mises en demeure pour tous les marchés relevant de sa direction	
<b>Arrêté n°2013-26 du 4 avril 2013 :</b> Délégation de signature est accordée à M. Ounoughi à l'effet de signer les permissions de voirie du domaine public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	
<b>Arrêté n°2013-27 du 4 avril 2013 :</b> Délégation de fonction accordée à M. Barrandon pour siéger et voter le 21 mars 2013 au sein de CDAC pour l'examen d'un projet d'extension de 5 200 m <sup>2</sup> du magasin IKEA à Montpellier	
<b>Arrêté n°2013-28 du 4 avril 2013 :</b> Délégation accordée aux directeurs et directeur de Pôle à l'effet de signer les attestations de services faits relatifs aux marchés dont le montant HT est inférieur ou égal à 5000€ émanant	
<b>Arrêté n°2013-29 du 4 avril 2013 :</b> Délégation de signature accordée à M. Nurit à l'effet de signer les ordres de services relatifs aux marchés émanant de son Pôle	
<b>Arrêté n°2013-30 du 4 avril 2013 :</b> Délégation de signature accordée à M. Le Roy à l'effet de signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	
<b>Arrêté n°2013-31 du 11 avril 2013 :</b> Désignation de M. Subra en qualité de représentant à la présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la réalisation de l'extension de la L1 de tramway à la gare TGV	
<b>Arrêté n°2013-32 du 11 avril 2013 :</b> Désignation pour siéger au sein du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur la réalisation de l'extension de la ligne 1 de tramway à la gare TGV	



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Autorisation de déverser les eaux usées non domestiques de l'Etablissement TRANSPORT  
de l'AGGLOMERATION de MONTPELLIER (TAM) dans le système de collecte  
et de traitement des eaux usées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n° 116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage ;
- Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement TRANSPORT de l'AGGLOMERATION de MONTPELLIER (TAM) ;
- Vu l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 15/07/11 et de l'arrêté préfectoral en date du 21/07/1998 ;
- Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.
- Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,
- Vu l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Transport collectif sur route et sur rail, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

dans le réseau séparatif, via trois branchements répartis de la manière suivante :

- 2 situés Avenue de Maurin (entrée D) (réseau principal et sanitaire comité d'entreprise)
- 1 situé Rue de la Castelle (entrée B) (sanitaire bâtiment projet tram)

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Maintenance et entretien de véhicule de transport collectif sur route (bus)
- Maintenance et entretien de véhicule de transport collectif sur rail (2<sup>ème</sup> ligne du Tramway)

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1434-1	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution): installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur	Déclaration
2920-2b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Déclaration
2930-1b et 2930-2b	930 Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : la surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 5000 m <sup>2</sup> 2. Vernis, peinture, apprêt, (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur	Déclaration

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant »

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité,
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

## Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

### 2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :



Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement TAM devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement TAM et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement TAM s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement TAM, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement TAM de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement TAM sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2012-131
Transmis en Préfecture le	28/03/2013
Affiché le	05/04/2013
Notifié le	
Identifiant	INC 142884-AR

Fait à Montpellier, le 28/03/2013  
M. L. POUGET

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Eau et à l'Assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Autorisation de déverser les eaux usées non domestiques de l'Etablissement Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM) dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2013 à 2018**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1331-10 et L.1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L.2224-7 à L.2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n° 116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement TRANSPORT de l'AGGLOMERATION de MONTPELLIER (TaM) ;

Vu l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 15 juillet 11 et de l'arrêté préfectoral en date du 21 juillet 1998 ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n°2012-23 du 10 avril 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement.

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement TRANSPORT de l'AGGLOMERATION de MONTPELLIER (TaM), dont le siège social est situé au 125 rue Léon Trotsky, CS 60014 à Montpellier 34075 cedex 3, représenté par Monsieur Jean Luc FRIZOT, en qualité de Directeur Général, ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 314 871 815
- N° SIRET : 314 871 815 00093
- Code NAF : 4931 Z

L'Etablissement TRANSPORT de l'AGGLOMERATION de MONTPELLIER (TaM) comprend deux sites concernés par le présent arrêté :

#### 1) Site 1 : CEMH

situé à Montpellier 34295,  
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TT 6, 8, 41, 44, 51, 56, 62, 69, 70, 71, 72, 73, 76, 77, 79, 81, 83, 84 et TP 92, 98, 99.  
est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Transport collectif sur route et sur rail et maintenance des véhicules, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.  
dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue de l'Agathois.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Maintenance de véhicule de transport collectif sur route
- Maintenance de véhicule de transport collectif sur rail (1<sup>ère</sup> ligne du Tramway)

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1435-3	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution): installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur	Déclaration
2560	Métaux et alliages (travail mécanique des): la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Déclaration
2930-1b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie: la surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m <sup>2</sup>	Autorisation
2940-2	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage) :lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction).	Déclaration

#### 2) Site 2 : JEUNE PARQUE

situé à Montpellier 34295,  
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OH 55 et 26, OI 85  
est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Transport collectif sur route et sur rail, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.  
dans le réseau séparatif, via trois branchements répartis de la manière suivante :

- 2 situés Avenue de Maurin (entrée D) (réseau principal et sanitaire comité d'entreprise)

- 1 situé Rue de la Castelle (entrée B) (sanitaire bâtiment projet tram)

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Maintenance et entretien de véhicule de transport collectif sur route (bus)
- Maintenance et entretien de véhicule de transport collectif sur rail (2<sup>ème</sup> ligne du Tramway)

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1434-1	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution): installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur	Déclaration
2920-2b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Déclaration
2930-1b et 2930-2b	930 Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : la surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 5000 m <sup>2</sup> 2. Vernis, peinture, apprêt, (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur	Déclaration

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant »

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité,
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

### 2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore

ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement TAM doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement TaM, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération. La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement TaM désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement TaM devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement TaM et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement TaM s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le

cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement TaM, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement TAM de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement TAM sera engagée (selon l'article L.216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L.1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L.1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.



La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2013-14
<b>Transmis en Préfecture le</b>	0 5 AVR. 2013
<b>Affiché le</b>	0 5 AVR. 2013
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	INC 149594-AR

Fait à Montpellier, le  
M. L. POUGET

0 4 AVR. 2013

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Eau et à l'Assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature de services faits CSS

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°06-489 du 27 juin 2006 portant affectation de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- VU l'arrêté n°A2012-77 du 17 avril 2012 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au Musée Fabre, au Département d'Art Dramatique, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au Musée archéologique Henri Prades, à la Direction de la Culture, des Sports, au Service Funéraire, au Service Téléalarme et aux Maisons d'Agglomération,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2012-77 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation est accordée à Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Nadine BEAUSOLEIL.

**ARTICLE 3 :** Délégation est accordée à Monsieur Michel HILAIRE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée Fabre. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame TOURRE-DARCOURT.

**ARTICLE 4 :** Délégation est accordée à Madame Hélène BERTHOUL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Conservatoire à Rayonnement Régional. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène BERTHOUL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc CHOINARD.

**ARTICLE 5** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Philippe MERCIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Planétarium. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MERCIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 6** : Délégation est accordée à Monsieur Vincent LARBEY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de l'Ecolothèque. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent LARBEY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 7** : Délégation est accordée à Monsieur Lionel PERNET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée archéologique Henri Prades. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lionel PERNET, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 8** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 7 du présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

**ARTICLE 9** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 10** : Délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, délégation de signature est donnée à Monsieur René GUY.

**ARTICLE 11** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry GUITTET.

**ARTICLE 12** : Délégation est accordée à Monsieur Alain CANAUD à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Service Funéraire. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain CANAUD, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ.

**ARTICLE 13** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Service Funéraire. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, délégation de signature est donnée à Monsieur Alain CANAUD.

**ARTICLE 14** : Délégation est accordée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard LASSUS, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ.

**ARTICLE 15** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, délégation de signature est donnée à Monsieur Gérard LASSUS.

**ARTICLE 16** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-20
Transmis en Préfecture le	0 5 AVR. 2013
Affiché le	0 5 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 151162-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

0 4 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature pour le Dépôt de plainte du Pôle CSS

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU le Code de procédure pénale et notamment ses articles 52, 52-1, 85, 418, 419 et 706-42,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'arrêté n° n°2010-3291 du 25 janvier 2011 portant délégation de signature pour les dépôts de plainte du Pôle Culture, Sports Solidarité,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2010-3291 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour la Direction des Sports, délégation à l'effet de signer tout document permettant à la Communauté d'agglomération de Montpellier de déposer plainte, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale susvisé, afin d'obtenir réparation d'un préjudice subi est donnée :

- pour la piscine olympique d'Antigone, à Monsieur Frédéric MICHOLET,
- pour le centre nautique Neptune, à Monsieur Pascal CAPRON,
- pour la piscine Spilliaert, à Monsieur Philippe RIMELE,
- pour la piscine Amphitrite, à Monsieur SZABO,
- pour la piscine Jany, à Monsieur Luc BESNARD,
- pour la piscine Pitot/Caron, à Madame Florence PONTHER,
- pour la piscine Nakache, à Monsieur Gwenael LE HENAFF,
- pour la piscine Vivès, à Monsieur Laurent GIBERT,
- pour la piscine Berlioux, à Madame Françoise MOURGES,
- pour la piscine Taris, à Monsieur Paul ALCAYDE,
- pour le stade de la Mosson et le stade Jules Rimet, à Monsieur Jean-Pierre BLANCHET,
- pour le stade Yves du Manoir, à Monsieur Didier BES,
- pour le palais des sports Bougnol et la Base de la Valette, à Monsieur Gil BUSCAYLET.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Thierry GUITTET, Directeur des Sports.

**ARTICLE 3 :** Pour la Direction de la Culture, délégation à l'effet de signer tout document permettant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de porter plainte, dans les conditions

prévues par le Code de procédure pénale susvisé, afin d'obtenir réparation d'un préjudice subi est donnée :

- pour la MCA Emile Zola, à Madame Karine ESCAFITT. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Nadine BEAUSOLEIL,

- pour la MCA Federico Fellini, à Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Sébastien CHOUPAS,

- pour la médiathèque Victor Hugo, à Madame Sarah LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI,

- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, à Madame Marianne DINTRANS-HOLMES. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS,

- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, à Madame Murielle GAILLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle BUCHMANN,

- pour la médiathèque William Shakespeare, à Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Perrine MARIN,

- pour la médiathèque La Gare, à Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA,

- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, à Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS,

- pour la médiathèque Françoise Giroud, à Madame Brigitte MORA. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie JOURDAN,

- pour la médiathèque Aimé Césaire, à Monsieur Charles AMICO. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM,

- pour la médiathèque Albert Camus, à Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Agnès ROY,

- pour la médiathèque George Sand, à Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Karine RODRIGUEZ,

- pour la médiathèque Jean Giono, à Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL,

- pour la bibliothèque Paul Langevin, à Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame France DESANGE,

- pour la bibliothèque Jean-Paul Sartre, à Madame Frédérique BERGA. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Monique BRUNEL.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2013-21
<b>Transmis en Préfecture le</b>	0 5 AVR. 2013
<b>Affiché le</b>	0 5 AVR. 2013
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	INC 153 647 - AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

0 4 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Attestations de services faits pôle SPET

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-129 du 21 novembre 2012 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU l'organigramme de la Direction des Transports et de la Voirie approuvé lors de la séance du Comité Technique Paritaire du 9 juin 2011,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2012-129 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Madame Florence FUCHS à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € (cinq mille) relatives aux marchés émanant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, cette délégation est accordée à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 3** : Délégation est accordée à Monsieur Karim OUNOUGHI à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € (cinq mille) relatives aux marchés émanant de la Direction des Transports et de la Voirie. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Camel MAHDJOUB, Directeur Adjoint « Exploitation et Transport ».

**ARTICLE 4** : Délégation est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € (cinq mille) relatives aux marchés émanant de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Karl ABRAHAM.

**ARTICLE 5** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € (cinq mille) relatifs aux marchés émanant du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, cette délégation est donnée à Madame Florence FUCHS, Messieurs Karim OUNOUGHI, Christophe DELIGNY



respectivement dans les domaines de l'Eau et de l'Assainissement, des Transports et de la Voirie, de la Prévention et de la Gestion des Déchets.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de l'un des directeurs visé à l'article 5 dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 7** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de l'un des directeurs visé à l'article 5 dans son domaine de compétence, ainsi que de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-22
Transmis en Préfecture le	0 5 AVR. 2013
Affiché le	0 5 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 153714-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

0 4 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux Bons de commande inférieur à 50 000 € pôle SPET**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3034 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour les bons de commande du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12 581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2010-3034 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer les bons de commandes émanant de son pôle dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN délégation de signature est donnée à Madame Florence FUCHS, Monsieur Christophe DELIGNY, Monsieur Karim OUNOUGH pour les bons de commandes d'un même montant émanant respectivement de la Direction de l'eau et de l'assainissement, de la Direction de la prévention et de la gestion des déchets et de la Direction des transports et de la voirie.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN de Madame Florence FUCHS, Monsieur Christophe DELIGNY, et de Monsieur Karim OUNOUGH chacun dans leur domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, Monsieur Jean-Claude HEMAIN, ainsi que de Madame Florence FUCHS, Monsieur Christophe DELIGNY, Monsieur Karim OUNOUGH chacun dans leur domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-23
Transmis en Préfecture le	05 AVR 2013
Affiché le	05 AVR 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 153717-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

04 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

### **Délégation de signature relative aux Ordres de service Pôle SPET**

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°2010-3069 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour les ordres de services du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2009-12 581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2010-3069 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer les ordres de services relatifs aux marchés émanant du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, délégation de signature est donnée à Madame Florence FUCHS, Monsieur Karim OUNOUGH, Monsieur Christophe DELIGNY, pour les ordres de services relatifs aux marchés émanant respectivement de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, de la Direction des Transports et de la Voirie et de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de l'un des directeurs visé à l'article 3 dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de l'un des directeurs visé à l'article 3 dans son domaine de compétence, ainsi que de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-24
Transmis en Préfecture le	0 5 AVR. 2013
Affiché le	0 5 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 153719-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

0 4 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Formalités de publicité inférieure à 50 000 € pour la direction des Transports

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-55 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction des Transports et de la Voirie,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12 581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service n°2012-02 n°204 du 28 février 2013 portant affectation de Monsieur Karim OUNOUGHJI sur l'emploi de Directeur des Transports et de la voirie,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2012-55 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Santé Handicap, Accessibilité et Gérontopôle ; Tramway, Transports, déplacements ; Voirie, Jalonnement » d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € H.T., délégation est accordée à Monsieur Karim OUNOUGHJI à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Karim OUNOUGHJI à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHJI, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Camel MAHDJOUB, Directeur Adjoint.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Karim OUNOUGHJI et de Monsieur Camel MAHDJOUB, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les

mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Karim OUNOUGH, de Monsieur Camel MAHDJOUB, et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Karim OUNOUGH, de Monsieur Camel MAHDJOUB, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-25
Transmis en Préfecture le	0 5 AVR. 2013
Affiché le	0 5 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 153721-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

0 4 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature relative aux permissions de voirie

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-98 du 18 septembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Georges LESCUYER,
- VU la note de service n°2012-02 n°204 du 28 février 2013 portant affectation de Monsieur Karim OUNOUGHI sur l'emploi de Directeur des Transports et de la voirie,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2012-98 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Transports et de la Voirie, à l'effet de signer les permissions de voirie du domaine public de la Communauté d'Agglomération. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Camel MAHDJOUB directeur adjoint.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Messieurs Karim OUNOUGHI, et Camel MAHDJOUB, la délégation définie à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Messieurs Karim OUNOUGHI, Camel MAHDJOUB et Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-26
Transmis en Préfecture le	0 5 AVR. 2013
Affiché le	0 5 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	IRC 153 723 - AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

0 4 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation relatif à la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault du 21 mars 2013

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération n°9868 du 2 décembre 2010 portant élection des membres du Bureau ;
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le 21 mars 2013 à 15h00.

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est accordée à Monsieur Alain BARRANDON, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour siéger et voter le 21 mars 2013 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault en qualité de Vice-Président, pour l'examen d'un projet d'extension de 5200 m<sup>2</sup> de surface de vente d'un magasin à l'enseigne « IKEA » spécialisé dans l'équipement de la personne et de la maison de 13 200 m<sup>2</sup> de surface de vente actuelle, portant le projet global à 18 400 m<sup>2</sup> de surface de vente, situé zone Odysséum – 1 place de Troie – CS 99007 – 34967 Montpellier cedex 2. ;

**ARTICLE 2 :** Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président.

**ARTICLE 3 :** Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Arrêté n°	A2013-27
Transmis en Préfecture le	0 5 AVR. 2013
Affiché le	0 5 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 153770-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

0 4 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature Attestations de services  
faits inférieur ou égal à 5000 € H.T. pôle DT**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-76 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n° A2012-76 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation est accordée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Caroline FRIOL.

**ARTICLE 3 :** Délégation est accordée à Monsieur Eric GOMEZ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabien BLASCO.

**ARTICLE 4 :** Délégation est accordée à Madame Karine CANER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 5 :** Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5000 € H.T. relatives aux marchés émanant du Pôle Développement Territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, délégation de signature est donnée à Monsieur Bruno LE ROY, Monsieur Eric GOMEZ, Madame Karine CANER, pour les attestations de services faits relatives aux marchés émanant respectivement de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, de la Direction du Développement économique et de l'emploi.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Messieurs Yves NURIT, Bruno LE ROY, Eric GOMEZ et de Madame Karine CANER, chacun dans son domaine de compétence, délégation, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5000 € H.T. émanant du Pôle Développement Territorial, est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-28
Transmis en Préfecture le	05 AVR. 2013
Affiché le	05 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 153890-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

04 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature Ordres de services pôle DT**

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2012-75 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour les ordres de services du Pôle Développement Territorial,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009- 09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2012-75 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les ordres de services émanant du Pôle Développement Territorial.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT délégation de signature est donnée à Madame Karine CANER, Monsieur Eric GOMEZ, Monsieur Bruno LE ROY pour les ordres de services respectivement de la Direction du développement économique et de l'emploi, de la Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel et de la Direction de l'urbanisme et de l'habitat.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Yves NURIT et de Madame Karine CANER, Monsieur Eric GOMEZ, Monsieur Bruno LE ROY chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-29
Transmis en Préfecture le	0 5 AVR. 2013
Affiché le	0 5 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 153 893 -AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

0 4 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

### **Délégation de signature de M. LE ROY relative aux procédures marchés**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2012-46 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- **VU** la note de service n°2012-09n°334 du 4 octobre 2012 portant affectation de Monsieur Bruno Le Roy sur l'emploi de Directeur adjoint de l'Urbanisme et de l'Habitat

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2012-46 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaines « Politique de la Ville, Logement, Habitat ; Urbanisme » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Caroline FRIOL, Directrice Adjointe de l'Urbanisme et de l'Habitat.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY, et de Madame Caroline FRIOL la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Pôle Développement Territorial.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Caroline FRIOL et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-30
Transmis en Préfecture le	0 5 AVR. 2013
Affiché le	0 5 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 153 895-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

04 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Désignation du représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la présidence du jury du marché de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation de l'extension de la ligne 1 de tramway à la gare TGV

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11350 du 17 janvier 2013 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur l'extension de la ligne 1 de tramway à la gare TGV,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération, Président de droit de ce jury, peut désigner une personne appelée à le représenter,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : Monsieur Robert SUBRA est désigné en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la réalisation de l'extension de la ligne 1 de tramway à la gare TGV.

**ARTICLE 2** : En cette qualité, Monsieur Robert SUBRA est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-31
Transmis en Préfecture le	11 AVR. 2013
Affiché le	12 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 154194-AR

Fait à Montpellier, le 11 AVR. 2013  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Désignation des personnalités compétentes siégeant au jury du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'extension de la ligne 1 de tramway à la gare TGV**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11350 du 17 janvier 2013 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur l'extension de la ligne 1 de tramway à la gare TGV,
- **CONSIDERANT** l'obligation pour le Président de la Communauté d'Agglomération de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,
- **CONSIDERANT** la faculté pour le Président de la Communauté d'Agglomération de désigner des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet de la consultation, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : Sont désignés pour siéger au sein du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur la réalisation de l'extension de la ligne 1 de tramway à la gare TGV :

- Au titre des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier :
  - Monsieur Yannick TONDUT, Directeur Général Délégué en charge du Développement de la ville de Montpellier,
- Au titre des membres ayant la même qualification ou une qualification équivalente que celle exigée des candidats :
  - Monsieur Christophe LLADERES, Architecte DPLG, Président de l'Ordre des Architectes du Languedoc-Roussillon,
  - Monsieur Yves NURIT, Architecte DPLG, Ingénieur Territorial en Chef, Directeur Général Adjoint des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
  - Monsieur Thierry LAGET, Ingénieur, Directeur Général de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier,
  - Monsieur Karim OUNOUGH, Ingénieur Territorial en Chef, Directeur des Transports et de la Voirie de la Communauté d'Agglomération.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-32
Transmis en Préfecture le	11 AVR. 2013
Affiché le	12 AVR. 2013
Notifié le	
Identifiant	INC 154 196-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

11 AVR. 2013

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.